

Juillet 2019

**DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
POUR UN ELEVAGE DE PORCS**

Pétitionnaire : **EARL Biocochon**
Gérant : **Sylvain BRIENT**

Siège d'exploitation : **17, Le Gretay**
56430 Mauron

Site d'élevage : **Le Bouée**
56 430 MAURON

Port : 06.07.28.61.46



Etude réalisée par : Activités Environnement et Bâtiment

Coordonnées : Coopérative Le Gouessant
Zone Industrielle
BP 40 228
22 402 LAMBALLE-ARMOR Cedex
Tél : 02.96.34.68 36



AUTEURS DU DOSSIER

Le présent dossier installation classée est réalisé par l'activité environnement de la Coopérative Le Gouessant.

✉ : Coopérative Le Gouessant
Service environnement
ZI de la Ville ès Lan
BP 40 228
22 402 LAMBALLE-ARMOR Cedex

☎ : 02.96.34.68.36

☎ : 02.96.34.68.35

Interlocuteurs : M DOUCHEMENT Yann (conseiller environnement)
e-mail : yann.douchement@legouessant.fr
Tél : 02.96.34.68.28

M PHILIPOT Eric (conseiller environnement)
e-mail : eric.philipot@legouessant.fr
Tél : 02.96.34.68.24

Les plans de bâtiments ont été réalisés par le service bâtiment de la coopérative Le Gouessant.

✉ : Coopérative Le Gouessant
Service bâtiment
ZI de la Ville ès Lan
BP 40 228
22 402 LAMBALLE-ARMOR Cedex

☎ : 02.96.34.68.34

☎ : 02.96.34.68.35

Interlocuteur : M HAMON Pascal (technicien bâtiment)
Tél : 06.07.32.42.43

Le présent dossier installation classée a été réalisé avec la participation de Sylvain BRIENT. Sylvain BRIENT, gérant de l'EARL Biocochon, certifie l'exactitude des informations fournies dans le présent dossier d'enregistrement.

I - FORMULAIRE CERFA



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé
des installations classées
pour la protection de
l'environnement

Annexe I : Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement

N°15679*02

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

1. Intitulé du projet

Demande d'Enregistrement pour la transformation de poulaillers en élevage de porcs bio

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame

Monsieur

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale EARL BIOCOCHON

N° SIRET 84388203600018

Forme juridique Exploitation Agricole à Responsabilité Limité

Qualité du
signataire Sylvain BRIENT
Gérant

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone 06-07-28-61-46

Adresse électronique sylvain.brient@orange.fr

N° voie 17

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BPLe Gretay

Code postal 56430

Commune MAURON

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté

Madame

Monsieur

Nom, prénom BRIENT Sylvain

Société

Service

Fonction

Adresse

N° voie

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal 56430

Commune MAURON

N° de téléphone

Adresse électronique

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie

Type de voie

Nom de la voie

Lieu-dit ou BPLe Bouée

Code postal 56430

Commune MAURON

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ?

Oui Non

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ?

Oui Non

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction
L'EARL Biocochochon souhaite créer un atelier de porc bio naisseur engraisseur de 113 truies au lieu-dit "Le Bouée" sur la commune de Mauron.

L'EARL a repris un site d'élevage constitué de 2 poulaillers cages, anciennement exploité par M. Paul CORBIN autorisé pour 50 000 poules pondeuses. La déclaration de changement de nom est jointe à la présente demande.

Le projet prévoit la transformation des poulaillers en porcheries de la manière suivante :

- transformation en 30 places maternité avec création de courettes
- transformation et extension pour 360 places de post-sevrage
- transformation pour la création de 104 places de gestantes-verraterie et 1 place de verrat
- transformation en 833 places d'engraissement avec création de courettes
- création d'un quai d'embarquement pour 150 places
- création d'une quarantaine de 12 places
- création d'une infirmerie de 5 places.

Le projet consiste à la création d'un élevage de 1310 animaux-équivalents (le détail est présenté à la page suivante).

Après projet le site sera constitué :

- d'une porcherie P1 : maternité - 534 m²
- d'une porcherie P2 : Gestantes-verraterie - 624 m²
- d'une porcherie P3 : Post-sevrage - 420 m²
- d'une porcherie P4 : Engraissement - 2128 m²
- d'une quarantaine - 121 m²
- d'une infirmerie (+ 3 places "tampon" maternité) - 88 m²
- d'un hangar H pour le stockage de paille - 200 m²
- d'une fumière FU de 250 m²
- d'une fosse non couverte FO de 450 m³ utiles
- d'une réserve incendie de 120 m³ avec plate forme de stationnement de 32 m².

Le projet ne prévoit pas de fabrication d'aliments à la ferme. Les aliments proviendront d'une coopérative agricole bio.

L'eau utilisé sur le site d'élevage (abreuvement des animaux + lavage des installations) provient d'un forage. Les eaux de pluie seront récupérées pour le lavage des installations. Le réseau d'eau public vient en secours. Les porcs seront logés sur litière paillée.

L'élevage générera des fumiers ainsi qu'une faible quantité de purins et eaux de lavage.

Les fumiers issus des truies et du post-sevrage seront stockés en fumière FU.

Les fumiers des porcs charcutiers, ayant séjournés plus de 2 mois sous les animaux, pourront être stockés au champ. L'EARL a également à disposition, sur son autre site d'élevage, une fumière qui servait à un atelier bovin aujourd'hui arrêté, d'une surface d'environ 200 m².

Les purins, les eaux de lavage et les jus de fumière seront stockés dans la fosse FO.

Les effluents seront gérés :

- sur les terres en propre de l'EARL Biocochoch qui exploite une surface de 25,81 ha.

- sur les terres d'un prêteur, le GAEC Bioyvel qui exploite un élevage laitier et avicole et a une surface de 221,97 ha.

Une convention d'épandage a été signée entre les 2 parties.

L'aire d'étude comprend un rayon d'1 km autour du site d'élevage ainsi que les parcelles concernées par les épandages, à savoir : Mauron et Saint Briec de Mauron.

4.2 Votre projet est-il un :

Nouveau site

Site existant

4.3 Activité

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361.

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui Non

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/linformation-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

| Le projet se situe-t-il : | Oui | Non | Si oui, lequel ou laquelle ? |
|--|--------------------------|-------------------------------------|---|
| Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Ni le site d'élevage, ni les parcelles d'épandage ne sont situées dans une ZNIEFF. La zone la plus proche est la ZNIEFF de type 2 : Forêt de Paimpont, située à 5 km du site d'élevage et 4 km de la parcelle la plus proche. |
| En zone de montagne ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Ni le site d'élevage, ni les parcelles d'épandage ne se sont concernés par un arrêté de protection de biotope. |
| Sur le territoire d'une commune littorale ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Ni le site d'élevage ni les parcelles d'épandage ne se trouvent sur une commune littorale ou en bassin versant algues vertes. |
| Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Ni le site d'élevage, ni les parcelles d'épandage ne se situent dans des parcs ou réserves naturels. |
| Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Ni le site d'élevage, ni les parcelles d'épandage ne se trouvent dans un territoire couvert par un plan de prévention du bruit. |
| Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Ni le site d'élevage, ni les parcelles d'épandage ne se situent à proximité d'un bien inscrit au patrimoine mondial, un monument inscrit ou un site patrimonial remarquable. |
| Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Le site d'élevage n'est pas situé sur une zone humide. Certains îlots du plan d'épandage sont concernés par les zones humides de l'inventaire réalisé sur le Grand bassin de l'Oust. Ces zones ont été exclues des surfaces d'épandage. |

| | | | |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|---|
| Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | La commune de MAURON n'est pas concernée par un PPRN ou un PPRT. En revanche elle fait l'objet d'un Programme d'Action de Prévention des Inondations (PAPI). Il s'agit du PAPI Vilaine 2 (35DREAL20130001) signé le 20/11/2012. |
| Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL] | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Ni le site d'élevage, ni les parcelles d'épandage ne se trouvent sur un site ou des sols pollués. |
| Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement] | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Ni le site d'élevage, ni les parcelles d'épandage ne se situent dans une zone de répartition des eaux. |
| Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Ni le site d'élevage, ni les parcelles d'épandage ne se trouvent dans un périmètre de protection de captage d'eau potable. |
| Dans un site inscrit ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Ni le site d'élevage, ni les parcelles d'épandage ne se situent à proximité d'un site inscrit. |
| Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité : | Oui | Non | Si oui, lequel et à quelle distance ? |
| D'un site Natura 2000 ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Ni le site d'élevage, ni les parcelles d'épandage ne se situent à proximité d'un site NATURA 2000. |
| D'un site classé ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Ni le site d'élevage, ni les parcelles d'épandage ne se situent à proximité d'un site classé. |

7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

| 7.1 Incidence potentielle de l'installation | | Oui | Non | NC ¹ | Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle) |
|---|--|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|--|
| Ressources | Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | L'élevage sera alimenté par l'eau provenant d'un forage. Le réseau d'eau public vient en secours. La consommation moyenne journalière sera de 9,3 m3/j. |
| | Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

| | | | | | |
|-----------------------|---|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|---|
| | Est-il excédentaire en matériaux ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Le projet ne générera pas de remblais. |
| | Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Les travaux ne nécessitent pas de remblais. |
| Milieu naturel | Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Les parcelles inscrites au plan d'épandage recevaient déjà des effluents. La végétation présente en bordure du site et autour des parcelles sera maintenue. Des haies sont régulièrement replantées en bordure des parcelles. Le projet n'engendrera donc pas de perturbations du milieu. |
| | Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Le projet n'est pas situé dans ou à proximité d'une zone Natura 2000. Les parcelles d'épandage ne sont pas comprises dans une zone Natura 2000. |
| | Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Le périmètre d'étude n'est pas situé dans une zone à sensibilité particulière. |
| | Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Le projet est compatible avec les plans et programmes applicables sur le site. Il respecte le règlement du PLU de Mauron. |
| Risques | Est-il concerné par des risques technologiques ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Le site est concerné par le risque d'incendie et de pollutions accidentelles. Les dispositions prises par l'EARL Biocochochon sont détaillées en PJ n°6, aux articles 11, 12, 13, 14 et 15. |
| | Est-il concerné par des risques naturels ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | La commune de Mauron est couverte par le PAPI Vilaine 2. Elle est située en risque sismique |

| | | | | | |
|------------------|--|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---|
| | Engendre-t-il des risques sanitaires ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | L'activité envisagée peut engendrer et est concernée par les risques sanitaires. Les mesures mises en place sont détaillées en PJ n°6 aux articles 10, 27, 33, 34 et 35. |
| | Est-il concerné par des risques sanitaires ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| | Engendre-t-il des déplacements/des trafics ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | L'activité engendre un trafic routier qui est détaillé en PJ 6 à l'article 32. |
| Nuisances | Est-il source de bruit ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | L'activité envisagée peut être source de bruits. Les nuisances sonores potentielles et les mesures mises en place par l'EARL sont détaillées en PJ n°6 à l'article 32. |
| | Est-il concerné par des nuisances sonores ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| | Engendre-t-il des odeurs ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | L'activité envisagée peut être source d'odeurs, du fait de la présence des animaux et des effluents qu'ils excrètent. Les éventuelles nuisances olfactives et les mesures mises en place sont détaillées en PJ n°6 à l'article 32. |
| | Est-il concerné par des nuisances olfactives ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| | Engendre-t-il des vibrations ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | L'activité envisagée peut être source de vibrations en lien avec le trafic routier généré par le site. les vibrations et les mesures prises par l'EARL sont présentées en PJ n°6 à l'article 32. |
| | Est-il concerné par des vibrations ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| | Engendre-t-il des émissions lumineuses ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Le site d'élevage n'engendre pas et n'est pas concerné par les émissions lumineuses. |
| | Est-il concerné par des émissions lumineuses ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Emissions | Engendre-t-il des rejets dans l'air ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Le projet engendre la production de divers gaz (ammoniac, poussières, NOx,...). Les mesures mises en place pour limiter ces émissions sont présentées en PJ n°6 à l'article 31. |
| | Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Un local sanitaire comprenant un WC, un lavabo et une douche sera situé dans le local technique. Ces eaux seront récupérées dans une fosse puis reprises par une société agréée, ou épandues sur les terres, selon les besoins. Les eaux de lavage des porcheries sont récupérées dans la fosse FO. |
| | Engendre t-il des d'effluents ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Le site d'élevage produira des fumiers et lisiers. Les quantités d'effluents produits sont présentés en PJ n°6 à l'article 27. |
| Déchets | Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | L'activité d'élevage engendre différents types de déchets. Ils sont présentés en PJ n°6 aux articles 33 et 35. |

| | | | | | |
|---|--|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|---|
| Patrimoine/ Cadre de vie/ Population | Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Il n'y a pas de patrimoine architectural, culturel, archéologique ou paysager dans les 100 m autour de l'élevage. Le patrimoine environnant et les mesures d'intégration paysagère sont décrits en PJ n°6 à l'article 6. Le rayon de visibilité de l'élevage est restreint. |
| | Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Des constructions (fosse, fumière, quai) sont prévues sur une parcelle agricole attenante au site d'élevage, jusque là en culture. La production de fumiers et purins bio permet de fournir localement le préteur de terre qui est en bio en amendements bio. |

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquelles :

Dans un rayon de 1 km autour du site d'élevage il y a une maternité collective, 2 élevages de porcs et un élevage de bovins. L'autorité environnementale n'a pas émis d'avis sur la commune de Mauron.

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

L'ensemble des mesures envisagées par l'EARL Biocochoch pour éviter ou réduire les effets négatifs notables que pourrait avoir le projet sont présentées en PJ n°14.

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].

Le projet de l'EAR LBiocochoch est réalisé sur un site existant.

9. Commentaires libres

10. Engagement du demandeur

A Mauron

Le 08 juillet 2019

Signature du demandeur

Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

| Pièces | |
|--|-------------------------------------|
| P.J. n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| P.J. n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| P.J. n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Requête pour une échelle plus réduite <input type="checkbox"/> : En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement] | <input type="checkbox"/> |
| P.J. n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| P.J. n°5. - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| P.J. n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative. | |

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

| Pièces | |
|--|-------------------------------------|
| Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation : | |
| P.J. n°7. - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement]. | <input type="checkbox"/> |
| Si votre projet se situe sur un site nouveau : | |
| P.J. n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur. | <input type="checkbox"/> |
| P.J. n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur. | <input type="checkbox"/> |
| Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire : | |
| P.J. n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement. | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement : | |
| P.J. n°11. - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement. | <input type="checkbox"/> |
| Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante : | |
| P.J. n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| - le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement | <input checked="" type="checkbox"/> |

- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement

Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :

P.J. n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement].

P.J. n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]

P.J. n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].

Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].

P.J. n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].

P.J. n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].

P.J. n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] :

- **P.J. n°13.5.1** La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]

- **P.J. n°13.5.2** La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au

13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]

- **P.J. n°13.5.3** L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].

Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions des articles L. 229-5 et 229-6 :

P.J. n°14. - La description :

- Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ;
- Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ;
- Des mesures prises pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre grâce à un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement pris en application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même règlement sans avoir à modifier son enregistrement. [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

P.J. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

Si votre projet concerne une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW :

P.J. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

P.J. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur, [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces

PJ 18 - Note descriptive de l'élevage

PJ 19 - Extrait K-bis

PJ 20 - Attestation bancaire en vue du financement du projet

PJ 21 - Déclaration de changement de nom

PJ 22 - Déclaration d'existence et analyse de l'eau de forage

PJ 23 - Note relative aux mesures d'évitement et de réduction

II. – PIECES OBLIGATOIRES JOINTES A LA DEMANDE D'ENREGISTREMENT

PJ - 1. - Carte au 1 / 25 000^{ème}

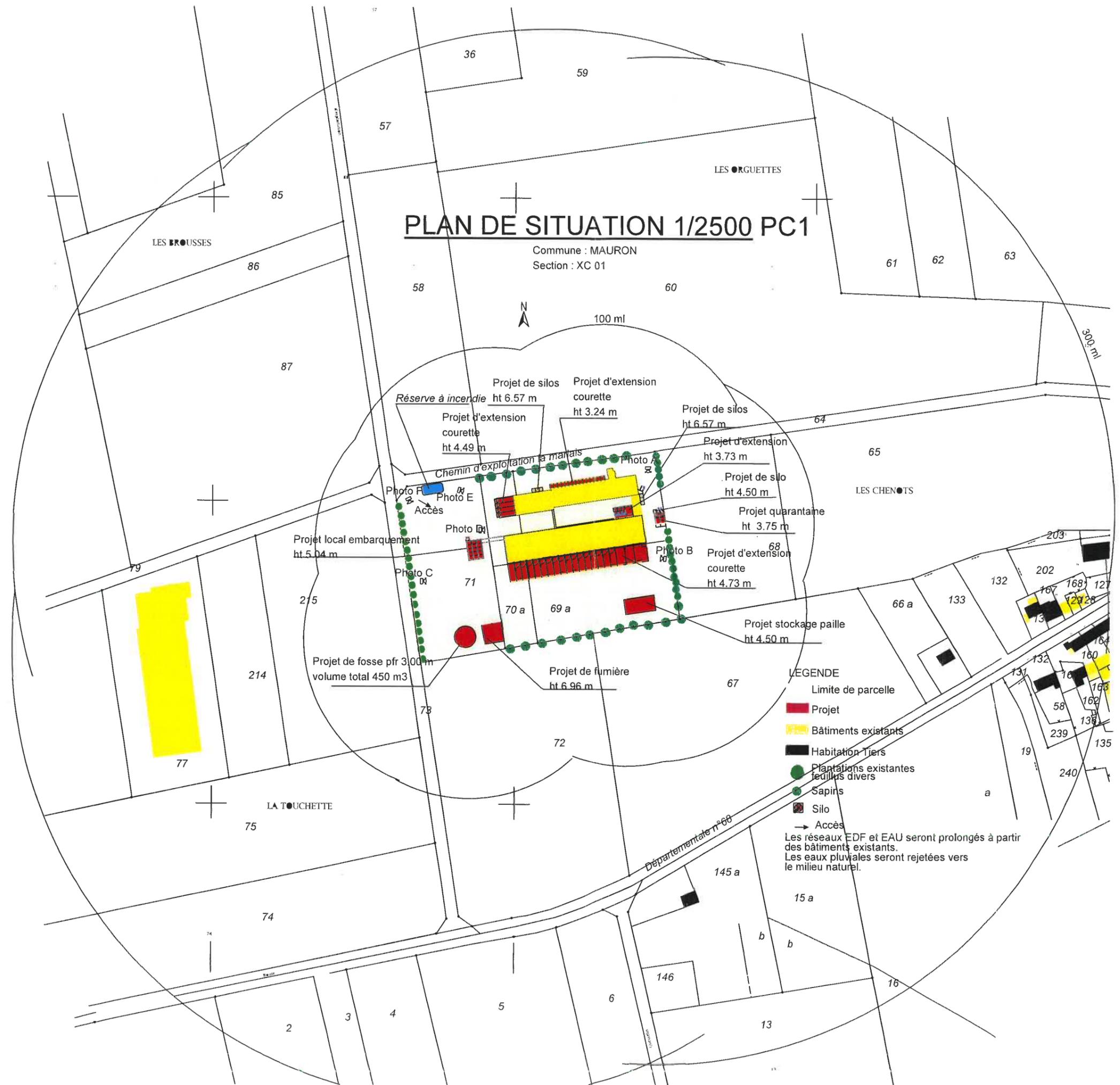
Une carte au 1/ 25000 sur laquelle est indiqué l'emplacement de l'installation projetée est présentée ci-après.

PJ - 2. - Plan des abords
au 1 / 2 500^{ème}

Un plan des abords de l'installation au 1/2500^{ème} au minimum jusqu'à une distance d'au moins 100 m doit être fourni. Lorsque des distances d'éloignement sont imposées dans l'arrêté de prescriptions générales, le plan au 1/2500^{ème} doit couvrir ces distances augmentées de 100 m.

PLAN DE SITUATION 1/2500 PC1

Commune : MAURON
Section : XC 01



LEGENDE

- Limite de parcelle
- Projet
- Bâtiments existants
- Habitation Tiers
- Plantations existantes feuillus divers
- Sapins
- Silo
- Accès

Les réseaux EDF et EAU seront prolongés à partir des bâtiments existants.
Les eaux pluviales seront rejetées vers le milieu naturel.

PJ - 3. - Plans d'ensemble au 1 / 200^{ème}

Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200^{ème} au minimum, indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que jusqu'à 35 m au moins de celle-ci l'affectation des constructions et des terrains avoisinant, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau doit être fourni.

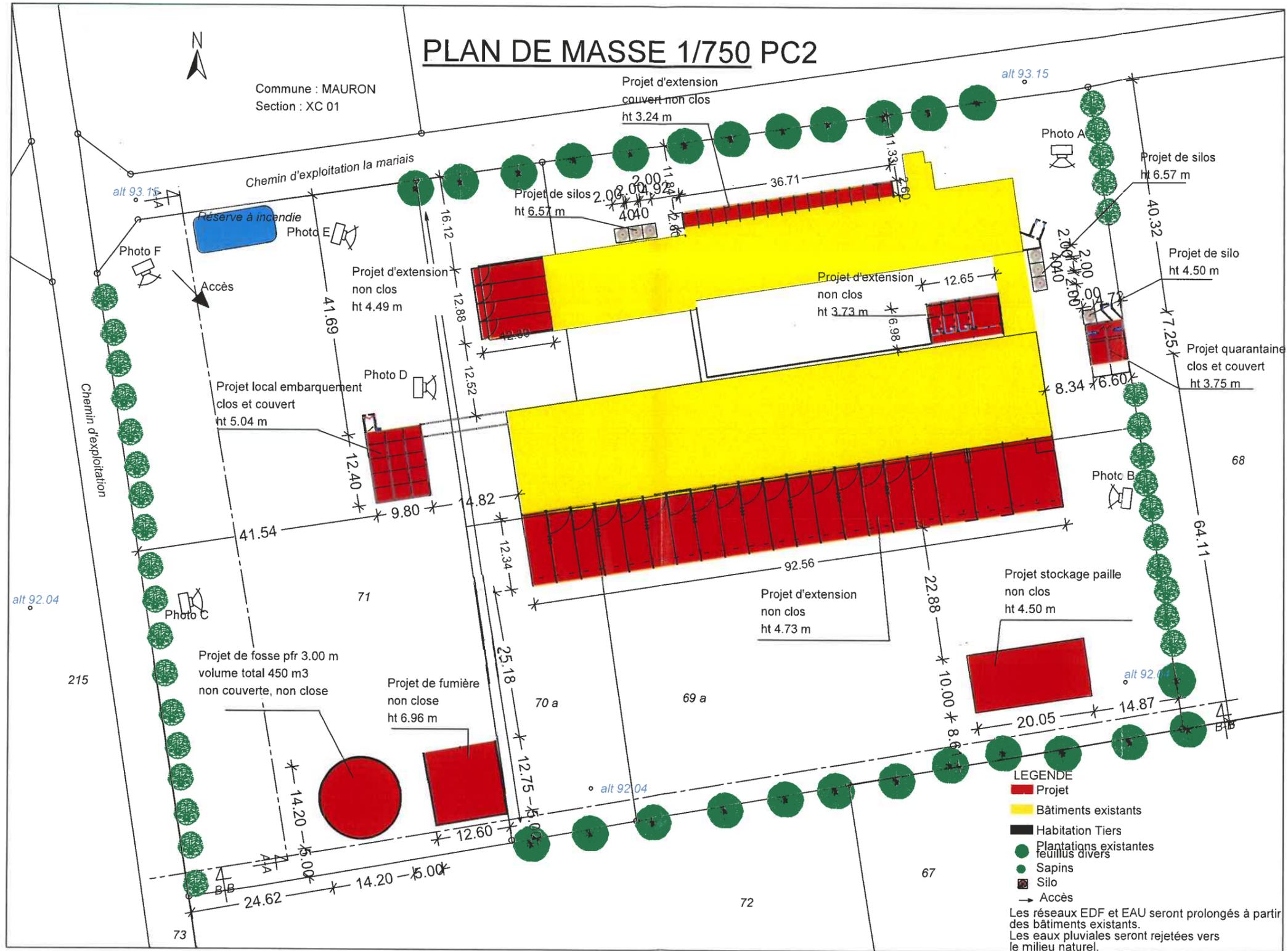
Pour des raisons de format d'impression, c'est un plan au 1/750^{ème} qui est fourni. Une demande de dérogation pour un changement d'échelle y est jointe.

Afin de faciliter la compréhension du projet, nous fournissons aussi un plan détaillé des constructions au 1/100^{ème} avec des vues en plan, en coupe

Des plans sont complétés par un plan des risques, des dispositifs de sécurité et des réseaux page 48. Ce plan est au 1/750^{ème}.

PLAN DE MASSE 1/750 PC2

Commune : MAURON
Section : XC 01

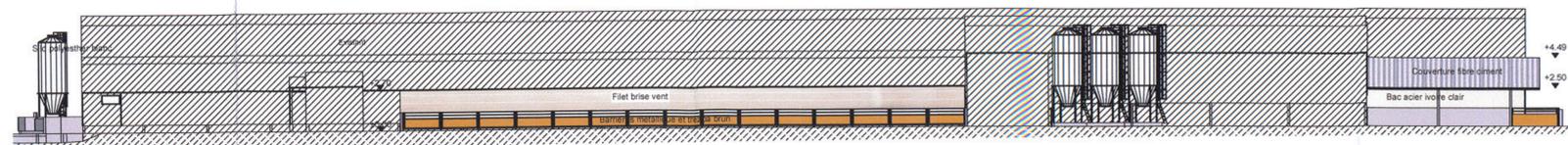


LEGENDE

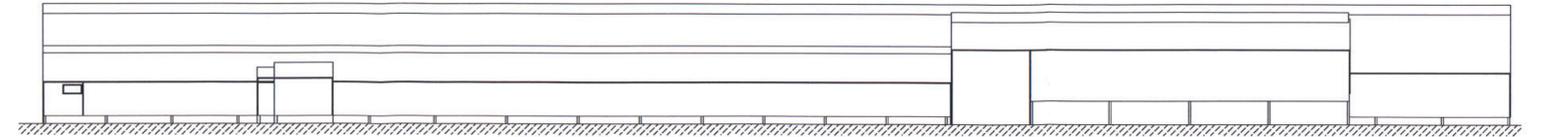
- Projet
- Bâtiments existants
- Habitation Tiers
- Plantations existantes
- feuillus divers
- Sapins
- Silo
- Accès

Les réseaux EDF et EAU seront prolongés à partir des bâtiments existants.
Les eaux pluviales seront rejetées vers le milieu naturel.

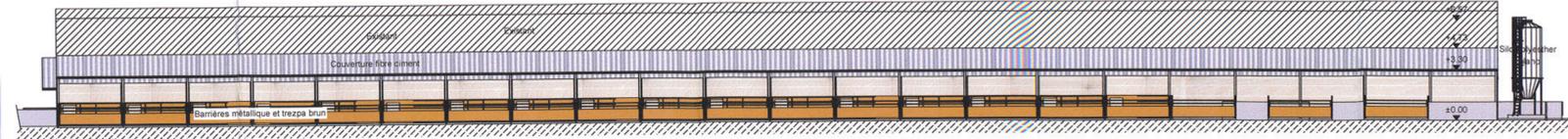
ELEVATION NORD Ech : 1/200 PC5



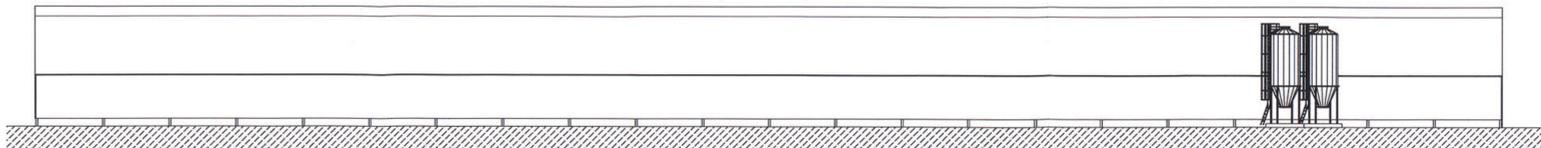
ELEVATION NORD (existant) Ech : 1/200



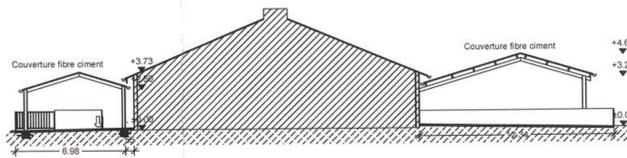
ELEVATION SUD Ech : 1/200 PC5



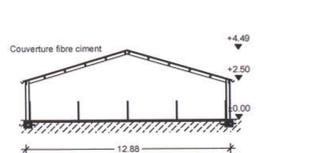
ELEVATION SUD (existant) Ech : 1/200



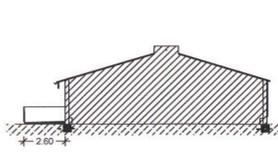
COUPE A-A Ech : 1/200 PC5



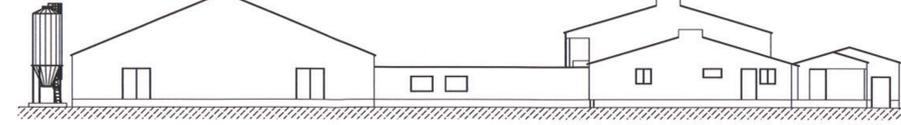
COUPE B-B Ech : 1/200 PC5



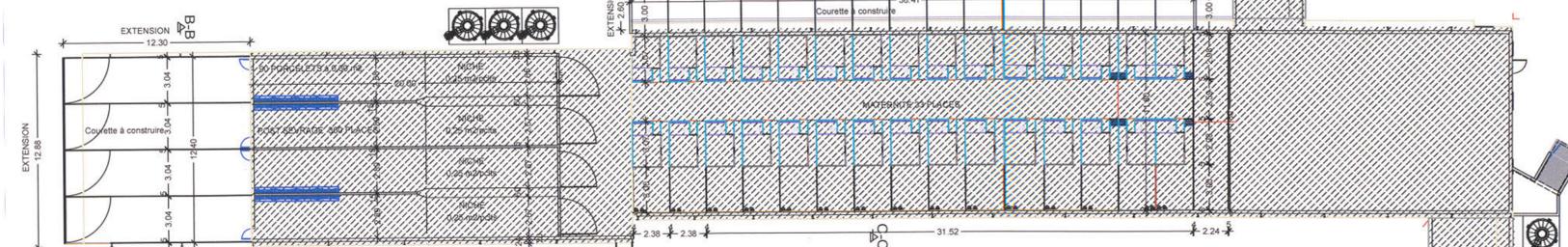
COUPE C-C Ech : 1/200 PC5



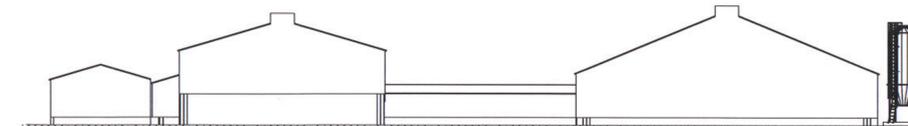
ELEVATION EST (existant) Ech : 1/200



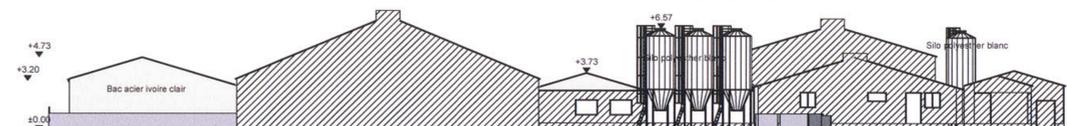
VUE EN PLAN Ech : 1/200 PC5



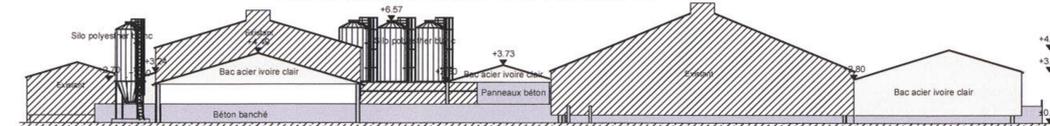
ELEVATION OUEST (existant) Ech : 1/200



ELEVATION EST Ech : 1/200 PC5



ELEVATION OUEST Ech : 1/200 PC5



Maitre d'ouvrage: EARL BIOCOCHON
 Adresse: 17, Le Gretay
 Commune: 56430 MAURON

Adresse (PROJET) : Le Bouée 56430 MAURON

Section : XC Parcelles : 69-70-71

NATURE DU PROJET :

Projet d'extension de porcheries P1, P2, infirmerie, maternité tampon.

VUE EN PLAN:
 Echelle: 1/200
 COUPES:
 Echelle 1/200
 ELEVATIONS:
 Echelle 1/200

Dossier A1584

Date: 20/06/2019

Modifié le :

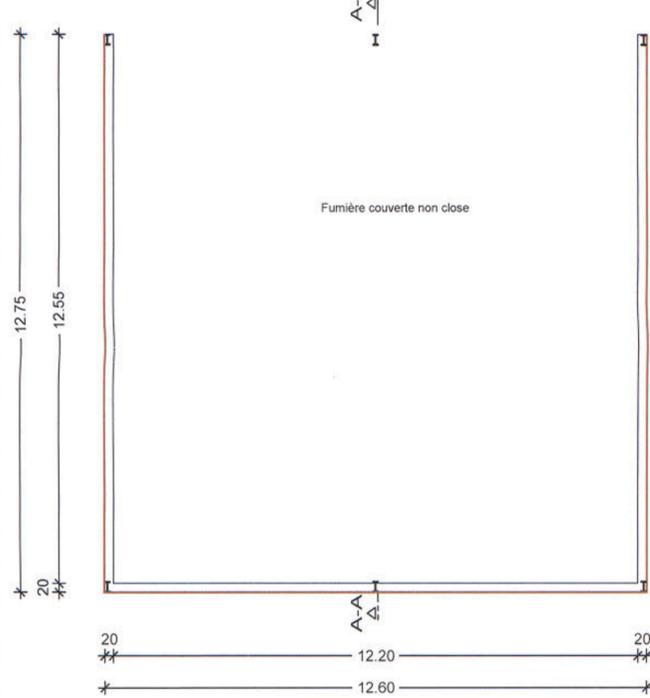
PC1
 PC2
 PC3
 PC4
 PC5
 PC6
 PC7
 PC8

KINGSLEY OKUNMWENDIA
 Architecte DPLG
 N° d'inscription : 001641
 31 Rue du Goelo
 22000 ST BRIEUC
 Tel: 06 85 70 65 14

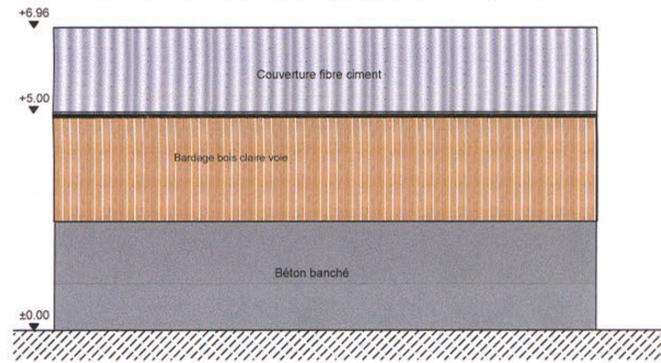
<http://www.kingsley-okuns.fr>

Les plans ne sont donnés qu'à titre indicatif, ceux-ci correspondent à des règles et normes zootechniques. Il ne saurait tenir lieu de plan d'exécution. Les mesures y figurent que pour des nécessités d'études du projet d'investissement. Le dessin de la charpente est donné à titre indicatif. Les cotations de niveau sont relatives au bâtiment et non au terrain d'implantation. Le propriétaire s'engage à souscrire une assurance Dommages Ouvrages à l'ouverture du chantier. Un coordonnateur SPS devra être nommé avant le commencement des travaux conformément à la loi du 31/12/93

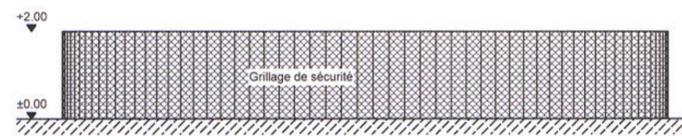
VUE EN PLAN Ech: 1/100 PC5



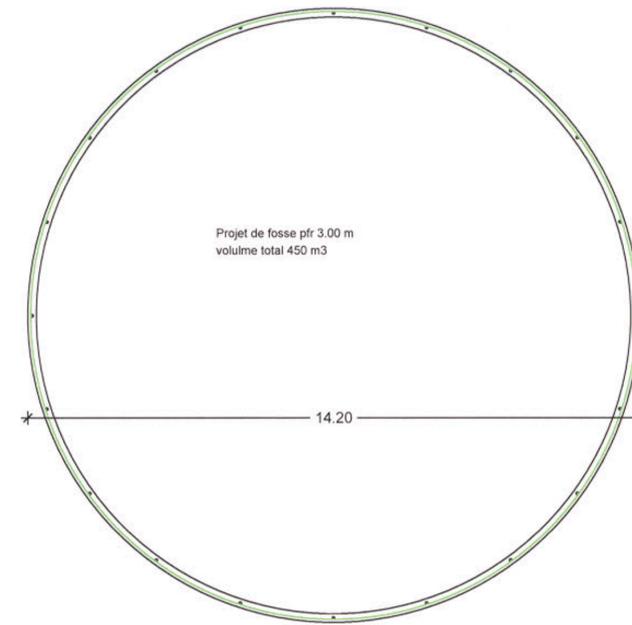
ELEVATION SUD Ech : 1/100 PC5



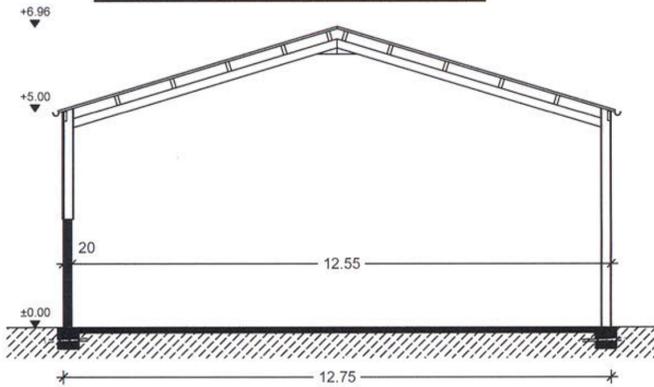
VUE D'ENSEMBLE Ech : 1/100 PC5



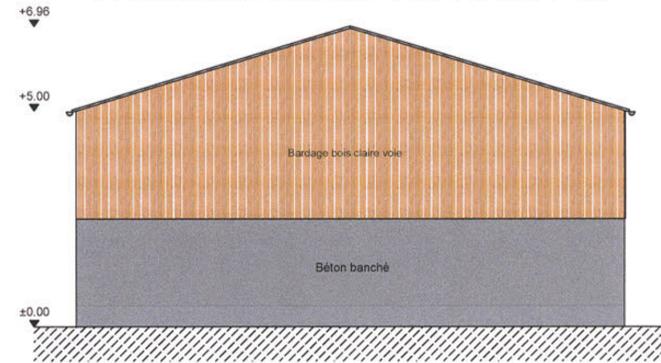
VUE EN PLAN Ech: 1/100 PC5



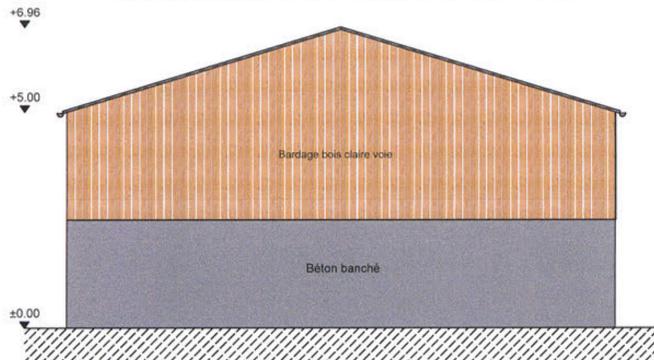
COUPE A-A Ech : 1/100 PC5



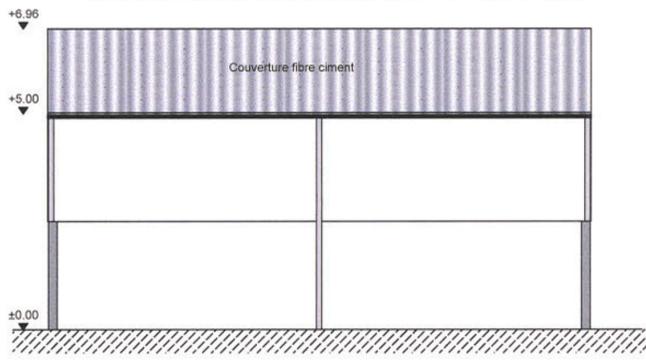
ELEVATION OUEST Ech : 1/100 PC5



ELEVATION EST Ech : 1/100 PC5



ELEVATION NORD Ech : 1/100 PC5



Maitre d'ouvrage: EARL BICOCHON

Adresse: 17, Le Gretay

Commune: 56430 MAURON

Adresse (PROJET) : Le Bouée 56430 MAURON

Section : XC Parcelles : 69-70-71

NATURE DU PROJET :

Projet de fumière couverte, de fosse l'ensemble non clos.

VUES EN PLAN:
Echelle : 1/100
COUPE:
Echelle 1/100
ELEVATIONS:
Echelle 1/100

Dossier A1584

Date : 20/06/2019

Modifié le :

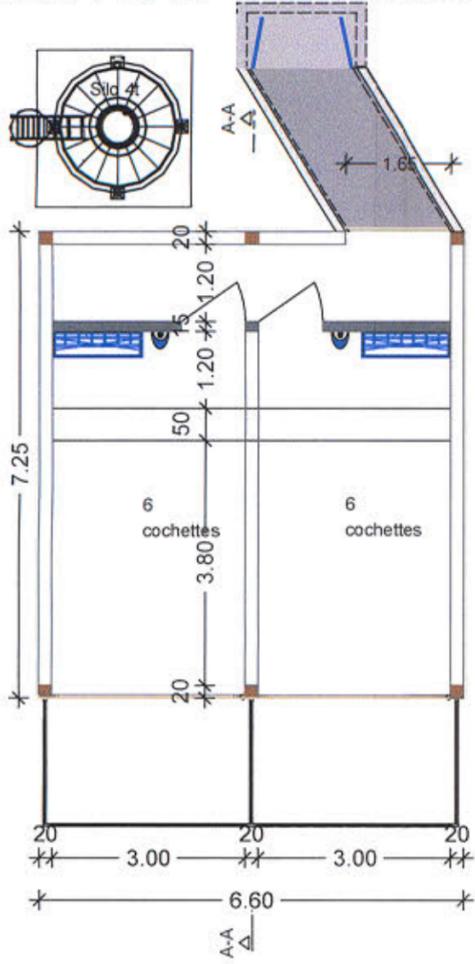
| |
|-----|
| PC1 |
| PC2 |
| PC3 |
| PC4 |
| PC5 |
| PC6 |
| PC7 |
| PC8 |

KINGSLEY OKUNMWENDIA
Architecte DPLG
N° d'inscription : 001641
31 Rue du Goelo
22000 ST BRIEUC
Tel: 06 85 70 65 14

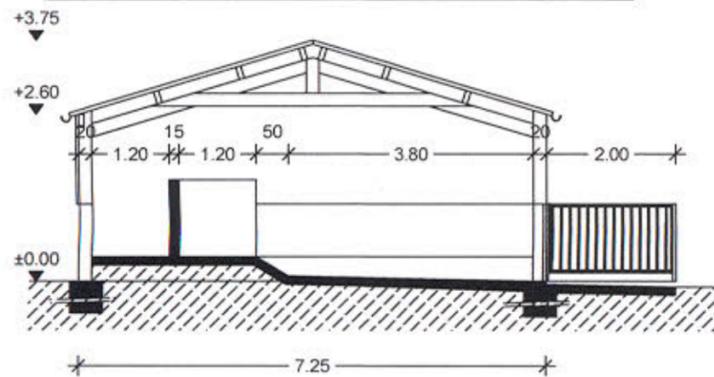
<http://www.kingsley-okuns.fr>

Les plans ne sont donnés qu'à titre indicatif, ceux-ci correspondent à des règles et normes zootechniques. Il ne saurait tenir lieu de plan d'exécution. Les mesures y figurent que pour des nécessités d'études du projet d'investissement. Le dessin de la charpente est donné à titre indicatif. Les cotations de niveau sont relatives au bâtiment et non au terrain d'implantation. Le propriétaire s'engage à souscrire une assurance Dommages Ouvrages à l'ouverture du chantier. Un coordonnateur SPS devra être nommé avant le commencement des travaux conformément à la loi du 31/12/93

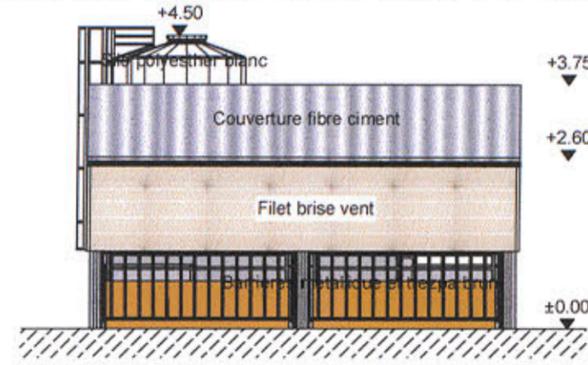
VUE EN PLAN Ech: 1/100 PC5



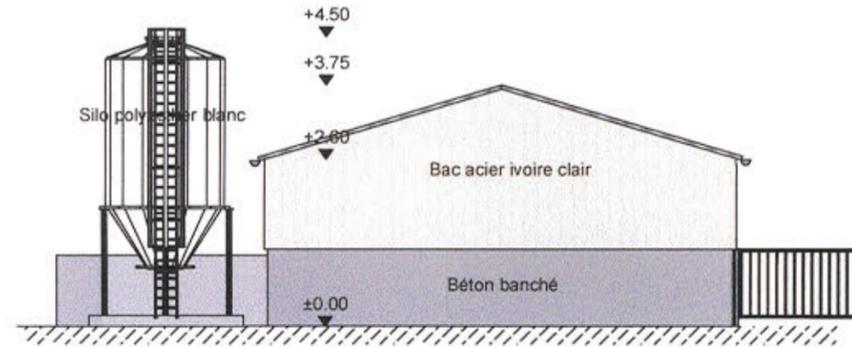
COUPE A-A Ech : 1/100 PC5



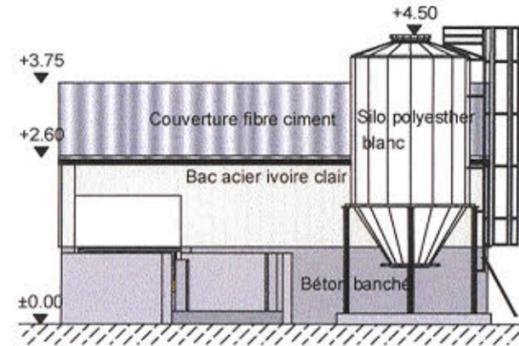
ELEVATION SUD Ech : 1/100 PC5



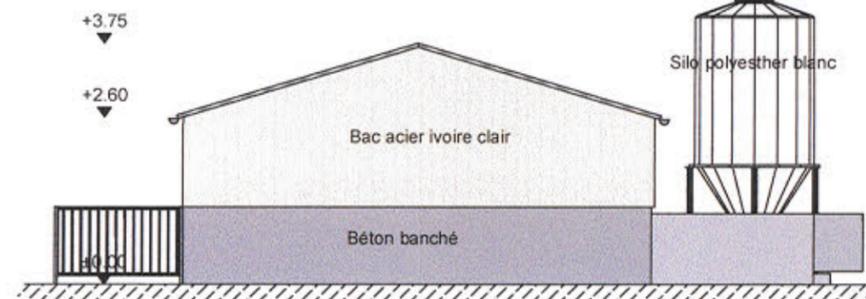
ELEVATION OUEST Ech : 1/100 PC5



ELEVATION NORD Ech : 1/100 PC5



ELEVATION EST Ech : 1/100 PC5



Maitre d'ouvrage: EARL BIOCOCCHON

Adresse: 17, Le Gretay

Commune: 56430 MAURON

Adresse (PROJET) : Le Bouée 56430 MAURON

Section : XC Parcelles : 69-70-71

NATURE DU PROJET :

Projet de porcherie quarantaine 12 pl.

VUE EN PLAN:
Echelle : 1/100
COUPE:
Echelle 1/100
ELEVATIONS:
Echelle 1/100

Dossier A1584

Date : 20/06/2019

Modifié le :

| | |
|-----|-------------------------------------|
| PC1 | |
| PC2 | |
| PC3 | |
| PC4 | |
| PC5 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| PC6 | |
| PC7 | |
| PC8 | |

KINGSLEY OKUNMWENDIA

Architecte DPLG

N° d'inscription : 001641

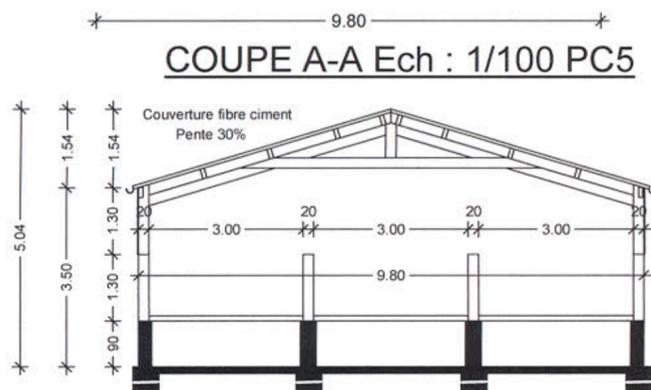
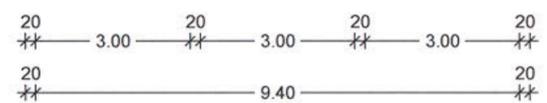
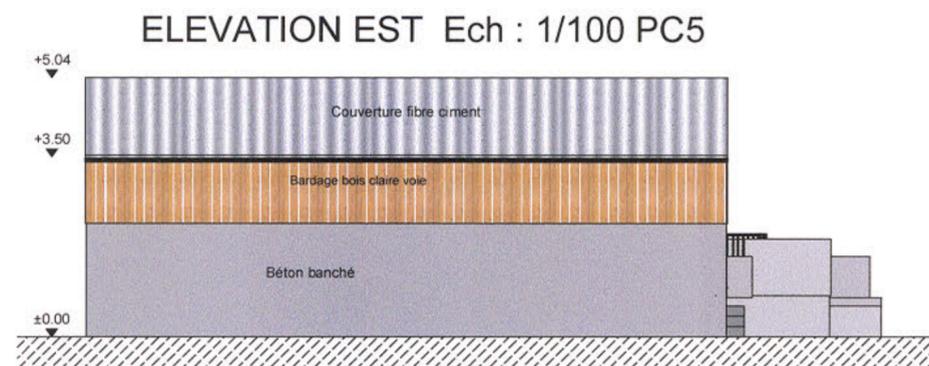
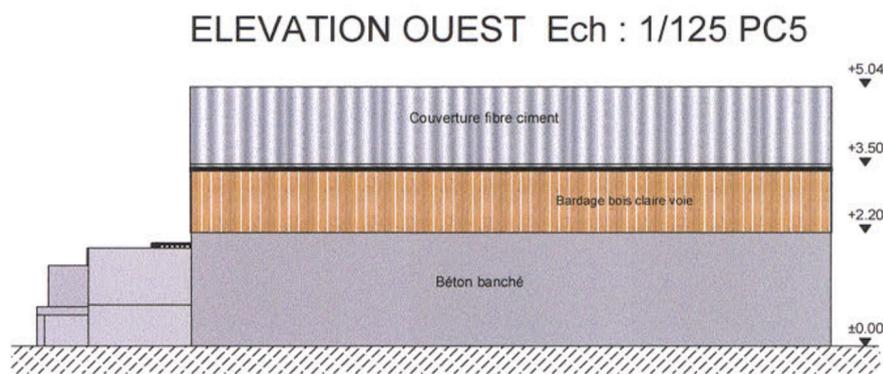
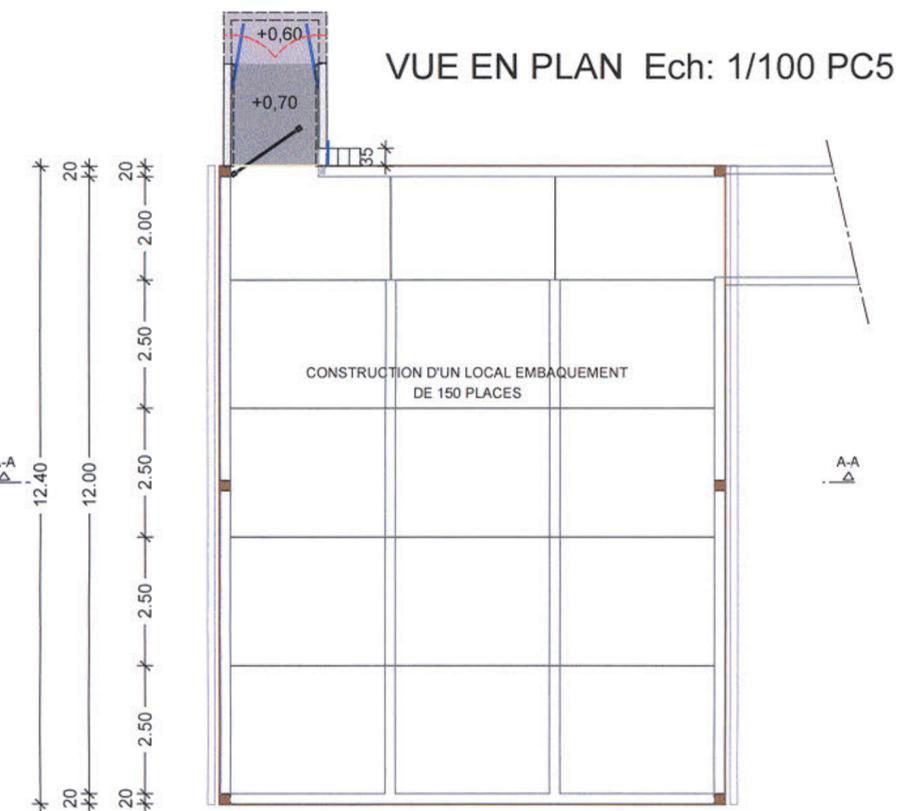
31 Rue du Goelo

22000 ST BRIEUC

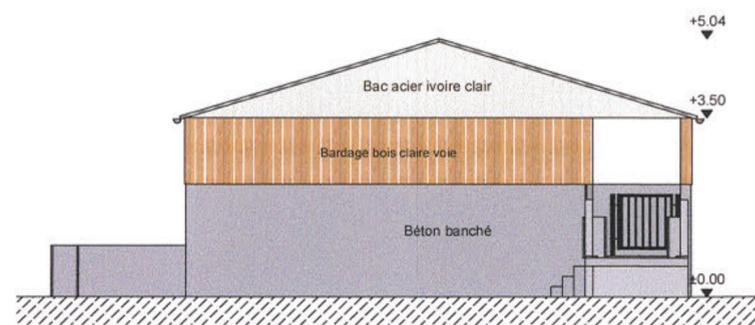
Tel: 06 85 70 65 14

<http://www.kingsley-okuns.fr>

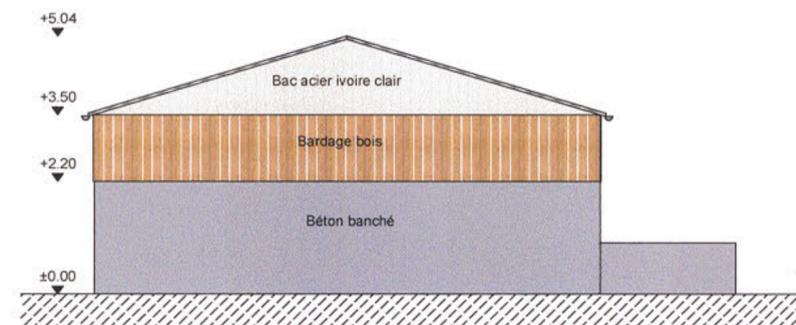
Les plans ne sont donnés qu'à titre indicatif, ceux ci correspondent à des règles et normes zootechniques. Il ne saurait tenir lieu de plan d'exécution. Les mesures y figurent que pour des nécessités d'études du projet d'investissement. Le dessin de la charpente est donné à titre indicatif. Les cotations de niveau sont relatives au bâtiment et non au terrain d'implantation. Le propriétaire s'engage à souscrire une assurance Dommages Ouvrages à l'ouverture du chantier. Un coordonnateur SPS devra être nommé avant le commencement des travaux conformément à la loi du 31/12/93



ELEVATION NORD Ech : 1/100 PC5



ELEVATION SUD Ech : 1/100 PC5



Maitre d'ouvrage: EARL BIOCCHON

Adresse: 17, Le Gretay

Commune: 56430 MAURON

Adresse (PROJET) : Le Bouée 56430 MAURON

Section : XC Parcelles : 69-70-71

NATURE DU PROJET :

Projet local d'embarquement 150 pl.

VUE EN PLAN:
Echelle : 1/100
COUPE:
Echelle 1/100
ELEVATIONS:
Echelle 1/100

Dossier A1584

Date : 20/06/2019

Modifié le :

| |
|-----|
| PC1 |
| PC2 |
| PC3 |
| PC4 |
| PC5 |
| PC6 |
| PC7 |
| PC8 |

KINGSLEY OKUNMWENDIA

Architecte DPLG

N° d'inscription : 001641

31 Rue du Goelo

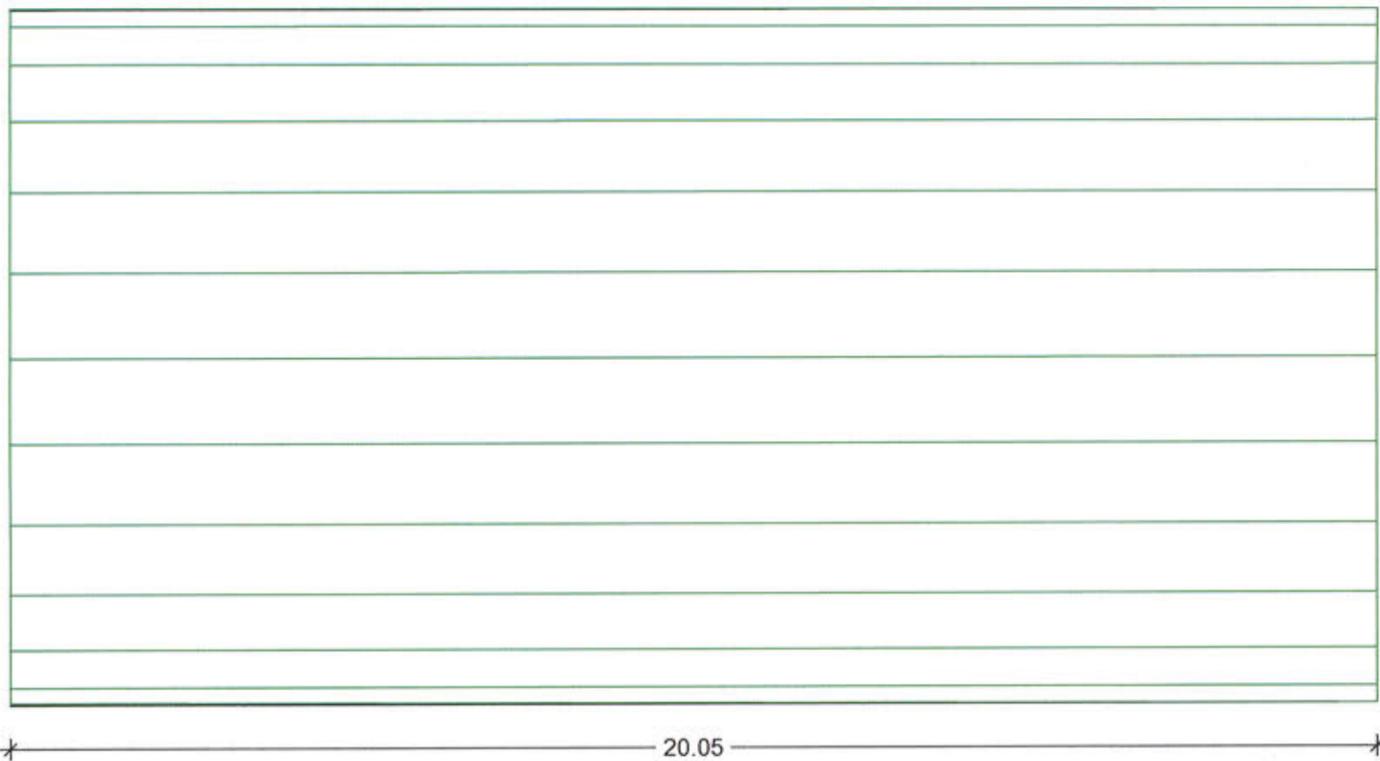
22000 ST BRIEUC

Tel: 06 85 70 65 14

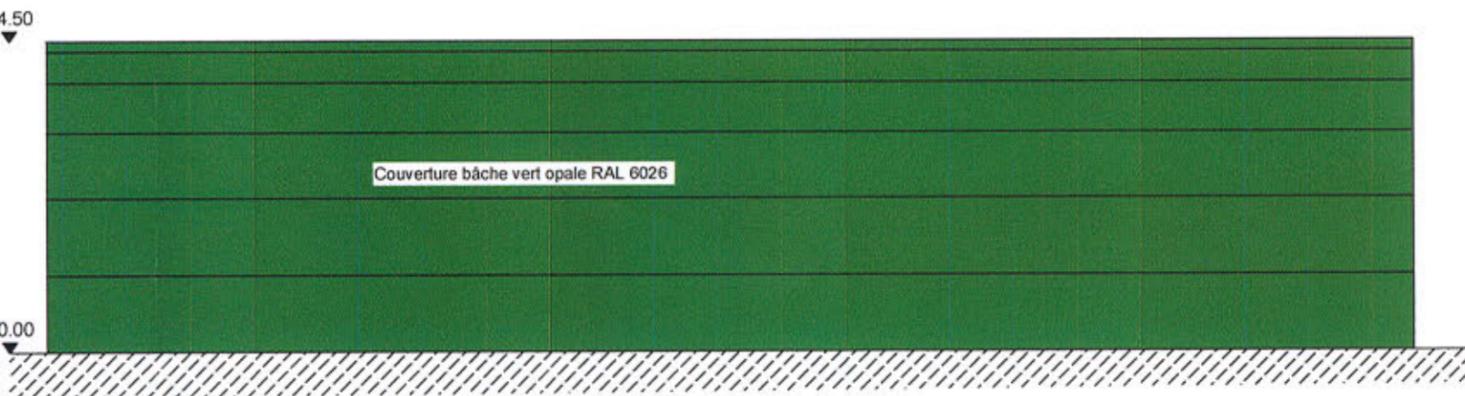
<http://www.kingsley-okuns.fr>

Les plans ne sont donnés qu'à titre indicatif, ceux ci correspondent à des règles et normes zootechniques. Il ne saurait tenir lieu de plan d'exécution. Les mesures y figurent que pour des nécessités d'études du projet d'investissement. Le dessin de la charpente est donné à titre indicatif. Les cotations de niveau sont relatives au bâtiment et non au terrain d'implantation. Le propriétaire s'engage à souscrire une assurance Dommages Ouvrages à l'ouverture du chantier. Un coordonnateur SPS devra être nommé avant le commencement des travaux conformément à la loi du 31/12/93

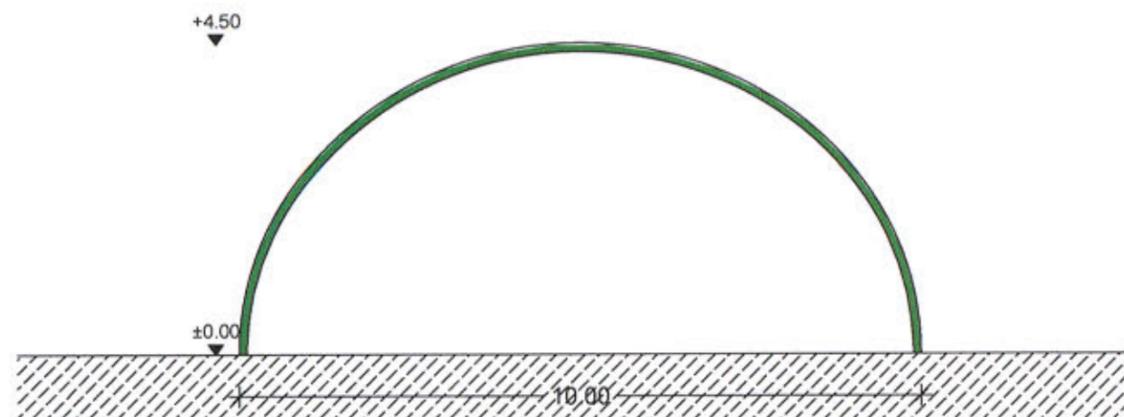
VUE EN PLAN Ech: 1/100 PC5



ELEVATION SUD et NORD Ech : 1/100 PC5



ELEVATION OUEST et EST Ech : 1/100 PC5



Maitre d'ouvrage: EARL BIOCOCCHON

Adresse: 17, Le Gretay

Commune: 56430 MAURON

Adresse (PROJET) : Le Bouée 56430 MAURON

Section : XC Parcelles : 69-70-71

NATURE DU PROJET :

Projet de tunnel de stockage paille non clos.

VUE EN PLAN:

Echelle : 1/100

COUPE:

Echelle 1/100

ELEVATIONS:

Echelle 1/100

Dossier A1584

Date : 20/06/2019

Modifié le :

| | |
|-----|-------------------------------------|
| PC1 | |
| PC2 | |
| PC3 | |
| PC4 | |
| PC5 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| PC6 | |
| PC7 | |
| PC8 | |

KINGSLEY OKUNMWENDIA

Architecte DPLG

N° d'inscription : 001641

31 Rue du Goelo

22000 ST BRIEUC

Tel: 06 85 70 65 14

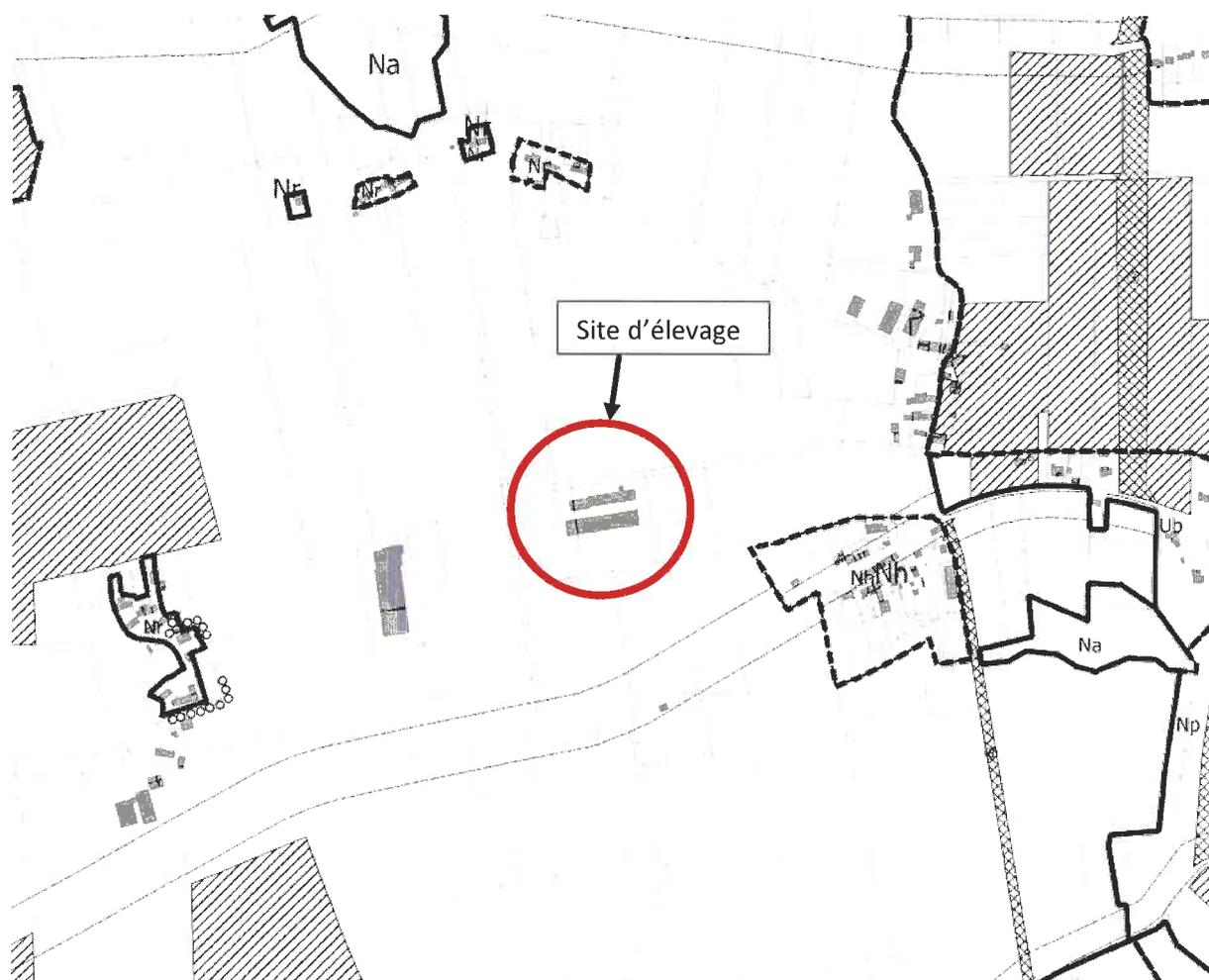
<http://www.kingsley-okuns.fr>

Les plans ne sont donnés qu'à titre indicatif, ceux ci correspondent à des règles et normes zootechniques. Il ne saurait tenir lieu de plan d'exécution. Les mesures y figurent que pour des nécessités d'études du projet d'investissement. Le dessin de la charpente est donné à titre indicatif. Les cotations de niveau sont relatives au bâtiment et non au terrain d'implantation. Le propriétaire s'engage à souscrire une assurance Dommages Ouvrages à l'ouverture du chantier. Un coordonnateur SPS devra être nommé avant le commencement des travaux conformément à la Loi du 31/12/93

PJ - 4. - Compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le document d'urbanisme

La commune de MAURON dispose d'un PLU actuellement en cours de révision pour la création d'une installation de stockage de déchets inertes suite à la fin d'activité de la carrière de la Planchette.

Le site d'élevage situé au lieu-dit « Le Bouée » est situé en zone A, agricole. Le projet de l'EARL Biocochon est conforme au règlement du PLU concernant ce zonage.



Extrait du règlement graphique du PLU de Mauron (source : site internet de Mauron)

PJ - 5. - Capacités techniques, main d'œuvre et capacités financières de l'exploitant

PJ - 5.1 - Capacités techniques

| | |
|--|---|
| Diplômes | Sylvain BRIENT a obtenu son DNB (Diplôme National du Brevet) et a un niveau Bac STAE (Sciences et Technologies de l'Agronomie et de l'Environnement) |
| Expérience dans le milieu agricole (familiale ou professionnelle) | Sylvain BRIENT bénéficie de plusieurs expériences professionnelles antérieures à son installation : <ul style="list-style-type: none">- Salarié en élevage laitier + légumes (2003-2005)- Salarié dans le bâtiment (2005-2013)- Salarié agricole depuis 2013 en élevage porcin- Reprise d'un élevage de porcs conventionnel sur la commune de Mauron depuis 2016. M. BRIENT dispose donc d'une expérience de 6 ans dans l'élevage porcin. |
| Appartenance à des groupes de travail, à des associations, responsabilités au sein de la commune ou autre | Sylvain BRIENT fait partie de la CUMA locale. |
| Entourage technique | Le suivi technique de l'élevage sera assuré par des techniciens spécialisés de la coopérative Le Gouessant. Le suivi vétérinaire sera assuré par la SELAS vétérinaire de la coopérative Le Gouessant. La commercialisation des porcs s'effectuera via un contrat avec la coopérative Le Gouessant. Le principal partenaire bancaire est la banque Crédit agricole. L'EARL souscrira à un contrat d'assurance avec la société Groupama. Sylvain BRIENT assistera aux réunions d'informations organisées sur des thèmes en lien avec son activité, par la chambre d'agriculture ou par ses différents partenaires. |
| Abonnements à des revues techniques | Paysan Breton |

Conclusion :

Sylvain Brient bénéficie d'une expérience significative en élevage. Il a déjà fait ses preuves en élevage de porcs depuis 2013. Cet éleveur présente donc les capacités techniques requises pour mener à bien le projet envisagé.

PJ - 5.2 – Main d'œuvre

Sylvain BRIENT travaillera à mi-temps sur ce site d'élevage car il conservera un mi-temps sur son élevage conventionnel. Il emploiera un salarié à temps complet. L'exploitation comptera donc 1.5 UTA.

Plusieurs tâches sont et seront sous traitées à d'autres entreprises ou CUMA :

- la dératisation
- la gestion des effluents (transport, épandage).

PJ - 5.3 - Capacités financières

a) Propriété

L'EARL Biocochoch sera propriétaire du terrain et des bâtiments sur lesquels sont prévus le projet.

b) - Assurances

L'EARL Biocochoch va souscrire à une assurance auprès de la société Groupama

Les garanties envisagées sont les suivantes :

- Incendie et évènement annexes
- Catastrophes naturelles
- Tempête, grêle ou neige
- Vol
- Dégât des eaux
- Contenu des matériels frigorifiques
- Elevage intensif
- Bris de machine
- Frais et pertes complémentaires
- Responsabilité civile exploitation et vie privée
- Défense pénale et recours accident
- Protection juridique
- Assistance
- Pertes indirectes

Conclusion : L'EARL Biocochoch sera propriétaire de son outil de production. Celui-ci sera bien assuré.

c) - Les investissements et le financement prévu

Le montant des investissements s'élève à 1 133 000 €. La totalité des travaux est financée par des prêts bancaires avec une durée d'amortissement de 15 ans.

L'attestation fournie par l'établissement bancaire pour le financement du projet de l'EARL Biocochoch est présentée en PJ 20.

d) - Le contrat de commercialisation des porcs

Un contrat de commercialisation des porcs est établi entre l'EARL Biocochon et la coopérative Le Gouessant. Ce contrat est indexé sur le cours des céréales.

e) - Etude économique prévisionnelle

Sylvain BRIENT a mandaté la coopérative LE GOUESSANT pour réaliser une étude économique prévisionnelle afin de s'assurer que le projet est économiquement cohérent. L'étude complète figure à la suite, sous pli confidentiel.

Le tableau suivant synthétise les postes de charges et de produits sur lesquels repose l'étude.

| Charges | Produits |
|--|---|
| Charges opérationnelles (achat des reproducteurs, aliment, frais vétérinaires et insémination, combustibles, matières et fournitures, travaux par des tiers, divers) | Vente porcs charcutiers, vente des truies de réforme |
| Charges de structure (eau, gaz, électricité, location, petit matériel, travaux par des tiers, entretien et réparations, assurances, honoraires, autres services extérieurs, impôts et taxes, charges salariales et cotisations sociales de l'exploitant, divers productions végétales...) | |
| Frais financiers et annuités | |
| Rémunération du travail | |

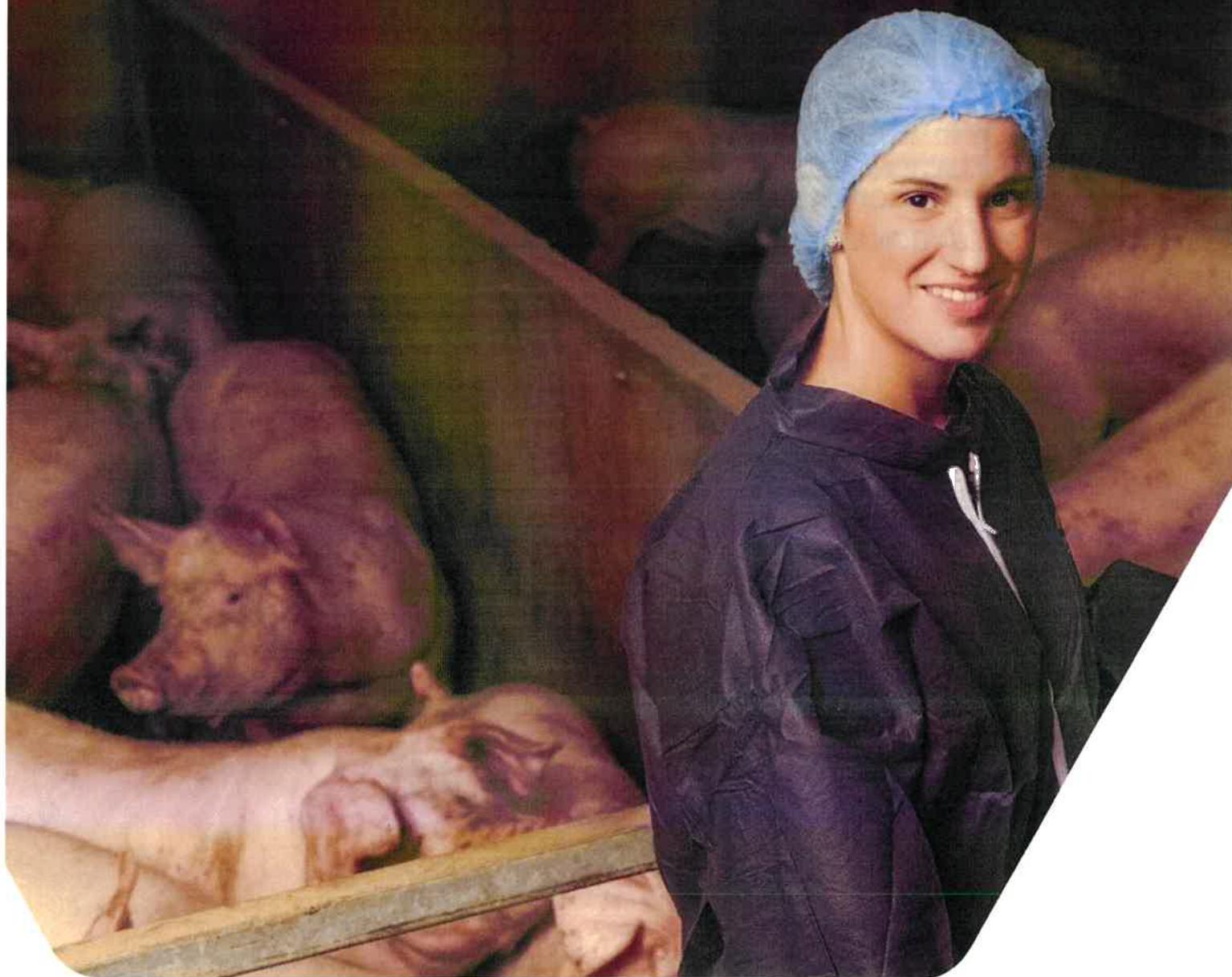
Conclusion :

L'étude économique montre que le projet d'élevage de porc bio de l'EARL Biocochon est viable économiquement.



Sylvain Brient
MAURON

Etude Projet d'installation en porc BIO
113 Truies NE



Coopérative Le Gouessant
ZI - BP 228
22402 LAMBALLE-ARMOR Cedex



SOMMAIRE

| | |
|--|---|
| 1. DESCRIPTION DU PROJET | 3 |
| 2. CONJONCTURE..... | 3 |
| 3. ESTIMATION DE LA MARGE BRUTE PORC | 4 |
| 4. ESTIMATION DES AUTRES MARGES BRUTES | 5 |
| 5. ESTIMATION DES CHARGES FIXES..... | 5 |
| 6. EVALUATION DES INVESTISSEMENTS ET DES ANNUITES | 6 |
| 7. EVALUATION DE L'EBE (EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION) ET DU SOLDE DE TRESORERIE..... | 7 |
| 8. EVALUATION ET EVOLUTION DU PRIX D'EQUILIBRE | 7 |

Le Gouessant décline toute responsabilité si les résultats simulés ne sont pas atteints. Cette étude prévisionnelle est formulée à titre indicatif. Elle n'engage pas les intérêts de la coopérative.

1. DESCRIPTION DU PROJET

- Reprise de 2 bâtiments de poules pondeuses de Mr Corbin à Mauron.
- Aménagement des bâtiments pour permettre la production de 113 truies naisseur engraisseur BIO (2280 PC / an)
- Contrat 10 ans avec la coopérative le gouessant
- Conversion des 25 ha de terres en bio
- 2 UTH sur l'exploitation

2. CONJONCTURE

le prix du porc est indexé sur le prix d'aliment.

| Conjoncture | données |
|---------------------------|--------------|
| Aliment en € / tonne | de l'étude |
| prix du porc / kg | 3,80 € |
| Prix aliment truie | 530 € |
| Prix aliment porcelet | 635 € |
| Prix aliment Engraiss | 525 € |
| Prix Moyen Aliment | 536 € |

Le Gouessant décline toute responsabilité si les résultats simulés ne sont pas atteints. Cette étude prévisionnelle est formulée à titre indicatif. Elle n'engage pas les intérêts de la coopérative.

3. ESTIMATION DE LA MARGE BRUTE PORC

| DONNEES TECHNICO-ECONOMIQUES | 113 TNE BIO |
|--|------------------|
| Nombre de truies | 113 |
| Moyenne de truies mise bas / bande | 31,0 |
| Nombre de porcelets sevrés / portée | 11,6 |
| Age au sevrage | 42,0 |
| sevrés / bande | 359,9 |
| Nombre de bande / an | 6,8 |
| Nombre de porcelets sevrés / an | 2448 |
| Nombre de porcs produits / an | 2280 |
| <i>Nb de porcs charcutiers produits / an</i> | 2280 |
| Nombre de kilos de carcasses / an | 209 304 |
| Nombre de porcs vendus/truie | 20,18 |
| IC global | 3,43 |
| Prix moyen d'aliment | 0,536 € |
| Coût du kg de croît | 1,839 € |
| Prix du kilos de carcasse (€ / kg) | 3,800 € |
| Poids de vente vifs | 120,0 |
| Poids de vente carcasse | 91,8 |
| Consommation aliment/truie/an | 1 600 |
| Prix du kg aliment repro | 0,530 € |
| Poids moyen d'entrée PS | 12,0 |
| Poids moyen de sortie | 120,0 |
| Taux de pertes et saisies en % | 7,0 |
| Indice de Consommation technique | 3,10 |
| Indice de Consommation technique (8 - 115) | 2,99 |
| Prix du kg aliment sevrage vente | 0,538 € |
| Charges Aliment / truie | 4 541 € |
| Dépenses de santé / truie | 100 € |
| Inséminations artificielles / Truie | 35 € |
| Charges diverses / truie (dont paille) | 350 € |
| Charges renouvellements / truie | 38 € |
| Produits / truie | 7 039 € |
| Marge brute / truies | 1 975 € |
| Marge brute porc | 223 122 € |

Le Gouessant décline toute responsabilité si les résultats simulés ne sont pas atteints. Cette étude prévisionnelle est formulée à titre indicatif. Elle n'engage pas les intérêts de la coopérative.

4. ESTIMATION DES AUTRES MARGES BRUTES

| Marges brutes des autres activités | |
|------------------------------------|-----------------|
| SAU | 25 |
| Céréales (600 € / ha) | 15 000 € |
| DPU (150 € / ha) | 3 750 € |
| Autres | |
| TOTAL MB AUTRES | 18 750 € |

5. ESTIMATION DES CHARGES FIXES

| DEPENSES FIXES D'EXPLOITATION | Projet |
|--|-----------------|
| MECANISATION | |
| Carburants et lubrifiants | 6 000 € |
| Entretien et petit matériel | 3 000 € |
| Crédit bail location matériel ETA | 7 500 € |
| TOTAL | 16 500 € |
| BATIMENTS | |
| Loyers et charges locatives | - € |
| Entretien et réparation | 2 000 € |
| TOTAL | 2 000 € |
| FONCIER | |
| Entretien et améliorations | - € |
| Fermages et charges locatives (180 € / ha) | 4 500 € |
| Impôts fonciers | - € |
| Amendements | 1 000 € |
| TOTAL | 5 500 € |
| MAIN D'ŒUVRE | |
| Coût de la MO Salariale | 35 000 € |
| Cotisations sociales exploitants | 10 000 € |
| CSG et CRDS exploitants | - € |
| TOTAL | 45 000 € |
| CHARGES FINANCIERES | |
| Intérêts CT et OC | 6 000 € |
| Autres charges financières | |
| TOTAL | 6 000 € |
| AUTRES CHARGES | |
| Eau Gaz EDF essence | 10 000 € |
| Primes d'assurances | 6 000 € |
| Intermédiaires et honoraires | 5 000 € |
| Fournitures et services | 2 000 € |
| Autres charges | 5 000 € |
| TOTAL | 28 000 € |
| DEPENSES FIXES (hors amo et FFct) | 97 000 € |

Le Gouessant décline toute responsabilité si les résultats simulés ne sont pas atteints. Cette étude prévisionnelle est formulée à titre indicatif. Elle n'engage pas les intérêts de la coopérative.

6. EVALUATION DES INVESTISSEMENTS ET DES ANNUITES

| Investissements | Montants Total |
|-------------------------------|------------------|
| reprise exploitation | 192 000 € |
| reprise installation matériel | 78 000 € |
| travaux bâtiment | 359 000 € |
| installation | 86 000 € |
| frais divers | 50 000 € |
| cheptel | 33 000 € |
| BFR | 60 000 € |
| Investissement Global | 858 000 € |

| Type de travaux | MONTANT | MOIS | ANNEE | Dates | Taux | Durée en année | différé en mois | Annuité |
|-------------------------------|------------------|---------|-------|------------|------|----------------|-----------------|-----------------|
| reprise exploitation | 192 000 € | Janvier | 2020 | 01/01/2020 | 1,80 | 15 | 12 | 15 525 € |
| reprise installation matériel | 78 000 € | Janvier | 2020 | 01/01/2020 | 1,80 | 12 | 12 | 7 821 € |
| travaux bâtiment | 359 000 € | Janvier | 2020 | 01/01/2020 | 1,80 | 15 | 12 | 29 029 € |
| installation | 86 000 € | Janvier | 2020 | 01/01/2020 | 2,00 | 12 | 12 | 8 716 € |
| frais divers | 50 000 € | Janvier | 2020 | 01/01/2020 | 1,80 | 10 | 12 | 6 022 € |
| cheptel | 33 000 € | Janvier | 2020 | 01/01/2020 | 1,50 | 7 | 12 | 5 755 € |
| BFR | 60 000 € | Janvier | 2020 | 01/01/2020 | 1,50 | 7 | 12 | 10 463 € |
| Total investissement | 858 000 € | | | | | | | 83 331 € |

Le Gouessant décline toute responsabilité si les résultats simulés ne sont pas atteints. Cette étude prévisionnelle est formulée à titre indicatif. Elle n'engage pas les intérêts de la coopérative.

7. EVALUATION DE L'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) ET DU SOLDE DE TRESORERIE

| RATIOS GLOBAUX | Projet |
|---|------------------|
| Marge Brute porc | 223 122 € |
| Marge brute autres productions | 18 750 € |
| Total Marges Brutes (A) | 241 872 € |
| Charges de structures | |
| Mécanisation | 16 500 € |
| Bâtiment façonnage | 2 000 € |
| Foncier | 5 500 € |
| Mains d'Œuvre | 45 000 € |
| Autres charges | 28 000 € |
| Total Charges de Structures (B) | 97 000 € |
| Excédent Brut d'Exploitation (A - B) | 144 872 € |
| Frais financiers à court terme (C) | 6 000 € |
| Rémunération du travail (D) | 35 000 € |
| Total Annuités (E) | 83 331 € |
| soldes (A - B-C-D-E) | 20 541 € |

8. EVALUATION ET EVOLUTION DU PRIX D'EQUILIBRE

| Prix d'équilibre / 100 kilos de carcasse | Projet |
|--|----------------|
| Mécanisation | 7,9 € |
| Bâtiment | 1,0 € |
| Foncier | 2,6 € |
| Mains d'Œuvre | 38,2 € |
| Autres charges | 13,4 € |
| Annuités | 39,8 € |
| FFCT | 2,9 € |
| Aliment | 245,2 € |
| Renouvellement | 2,0 € |
| dépenses de santé | 5,4 € |
| frais I.A. | 1,9 € |
| charges diverses | 18,9 € |
| Vente porcelets ou repro | - € |
| Marges brutes autres productions | - 9,0 € |
| Prix d'équilibre | 370,2 € |

Le Gouessant décline toute responsabilité si les résultats simulés ne sont pas atteints. Cette étude prévisionnelle est formulée à titre indicatif. Elle n'engage pas les intérêts de la coopérative.

PJ - 6. - RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES

L'arrêté du 27 décembre 2013 fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques n° 2101, 2102 et 2111.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice :

- de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement ;
- des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

L'EARL Biocochon respectera les prescriptions applicables à la rubrique 2102 concernant les élevages porcins.

Dans ce paragraphe sont présentés :

- Un guide de justification du respect des prescriptions générales qui comprend un résumé de chaque article ainsi qu'un sommaire des pages où sont détaillées chaque article
- Le détail de chaque article

Guide de justification de conformité à l'arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à Enregistrement sous les rubriques 2101 (bovins), 2102 (porcins) et 2111 (volailles, gibier à plumes)

Comme prévu par le code de l'Environnement, le pétitionnaire énumère et justifie dans son dossier d'Enregistrement les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions de l'arrêté.

Le présent tableau donne un exemple des justifications qui peuvent être apportées dans le dossier d'Enregistrement au regard des différents articles de l'arrêté. Un même plan peut comporter plusieurs informations et descriptions. Un dossier respectant ce canevas de justification sera considéré comme complet par l'administration.

Seul l'arrêté fait foi pour fixer le contenu des prescriptions à justifier.

| Prescriptions | Justifications à apporter dans le dossier de demande d'Enregistrement | Résumé des justifications apportées | Pages correspondantes |
|--|--|---|-----------------------|
| Article 1 ^{er} | <p>Les effectifs de veaux de boucherie et/ou bovins à l'engraissement précisés dans la demande d'Enregistrement sont compris entre 201 et 800.</p> <p>Les effectifs de vaches laitières précisés dans la demande d'Enregistrement sont compris entre 151 et 400.</p> <p>Les effectifs de porcs précisés dans la demande d'Enregistrement sont compris entre 450 animaux-équivalents et 2000 emplacements de porcs ou 750 emplacements de truies.</p> <p>Les effectifs de volailles précisés dans la demande d'Enregistrement sont supérieurs à 30 000 animaux-équivalents et inférieurs à 40 000 emplacements.</p> | <p>Le présent projet porte sur un élevage de porcs comprenant 1310 animaux équivalents.</p> <p>Le détail du décompte des animaux équivalents figure à l'article 1.</p> | 39 |
| Article 2 (définitions) | Aucune. | RAS | |
| Article 3 (conformité de l'installation) | Aucune. | RAS | 39 |
| Article 4 (dossier Installation Classée) | Aucune. | La liste des documents que l'EARL Biocochoch devra tenir à jour et à disposition des inspecteurs installations classées figure à l'article 4. | 39 |
| Article 5 (Implantation) | Justification sur un plan du respect des distances mentionnées à l'article 5. | Les constructions et extensions projetées sont implantées à plus de 100 m de tiers, à plus de 35 m des ruisseaux et des points d'eau. Les plans relatifs au projet sont présentés en PJ1, PJ2 et PJ3. L'article 5 détaillé par la suite présente un tableau récapitulatif des distances séparant les constructions des éléments de l'environnement. | 40 |

| | | | |
|---|---|---|----|
| Article 6 (Intégration dans le paysage) | Descriptions des mesures prévues. | Le projet ne conduit pas à une destruction du réseau bocager en place. La haie à l'Ouest des bâtiments sera maintenue pour l'intégration paysagère et la protection contre les vents. Seule une trouée pour le passage vers le quai d'embarquement sera réalisée. Les haies existantes autour du site seront maintenues et entretenues. Les modalités d'insertion paysagère sont détaillées à l'article 6. | 41 |
| Article 7 (Infrastructures agro-écologiques) | Description des mesures prévues (liste des infrastructures prévues, bandes enherbées reportées sur la cartographie du plan d'épandage – article 27). | Le projet ne porte pas atteinte à la maille bocagère environnante ; les habitats sont donc maintenus. Les aliments et les effluents seront stockés dans des ouvrages spécifiques de manière à éviter une prolifération de nuisibles sur le site. Les mesures sanitaires mises en place permettent de préserver la faune environnante. Les mesures prises en faveur de la protection des infrastructures agro-écologiques sont détaillées à l'article 7. | 45 |
| Article 8 (Localisation des risques) | Plan avec identification et localisation des ateliers ou stockages présentant un risque d'accident (peut-être le même que celui mentionné à l'article 5). | A l'article 8 détaillé par la suite, figure un plan des risques, des dispositifs de sécurité et des réseaux. | 47 |
| Article 9 (Etat des stocks de produits dangereux) | Aucune. | Les explications relatives au stockage des produits dangereux sont fournies à l'article 9 détaillé par la suite La localisation des produits dangereux figure sur le plan des risques et des dispositifs de sécurité de l'article 8. | 47 |
| Article 10 (propreté de l'installation) | Aucune. | Les mesures prises pour maintenir le site dans un bon état de propreté sont exposées à l'article 10 détaillé par la suite. | 50 |
| Article 11 (Aménagement) | I. Description des matériaux utilisés pour les sols et bas de murs et des dispositifs de collecte des effluents. Le cas échéant, description des conditions de stockage des aliments à l'extérieur. II. Description des équipements de stockage et de traitement des effluents ; justification des mesures de sécurité pour les stockages à l'air libre des effluents liquides ; justification de la conformité au cahier des charges approprié ou de l'équivalence du dispositif. III. Périodicité de l'examen. | Le bas des murs, les sols et les dispositifs de collecte et de stockage des effluents seront étanches. Les constructions et extensions seront réalisées dans le respect des cahiers des charges inhérents aux différents équipements. L'exploitant assurera une surveillance régulière afin de s'assurer de l'étanchéité et du bon état des constructions et de leur fonctionnement. Les mesures relatives aux modalités constructives sont détaillées à l'article 11. | 52 |

| | | | |
|--|---|--|-----------------|
| Article 12 (Accessibilité) | <p>Plan (peut-être le même que celui mentionné à l'article 5) et description des dispositifs d'accessibilité prévus :</p> <p>En cas d'impossibilité technique de respecter les dispositions de l'article 12, l'exploitant proposera des mesures équivalentes qui doivent avoir recueilli l'accord des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) (attestation du SDIS à joindre).</p> | <p>Le site d'élevage dispose de 4 voies d'accès pour les services d'incendie et de secours et une plateforme de stationnement spécifique e 32 m². Ces voies figurent sur le plan des risques et des dispositifs de sécurité. Les dispositions relatives à l'accessibilité aux secours sont détaillées à l'article 12. Les plans de biosécurité sont présentés aux pages 56 à 58.</p> | 48-49 |
| Article 13 (Moyens de lutte contre l'incendie) | <p>Plan (peut-être le même que celui mentionné à l'article 8) et description des dispositifs de sécurité mis en place indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité et le type d'agent d'extinction prévu ; - les modalités de dimensionnement des réserves en eau et les mesures prises pour assurer la disponibilité en eau ; - la localisation des vannes. <p>En cas d'impossibilité technique de respecter ces dispositions, l'exploitant peut proposer des mesures alternatives permettant d'assurer la lutte contre l'incendie, accompagnées de l'accord des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).</p> | <p>Le projet prévoit la mise en place d'un réservoir d'eau incendie de 120 m³ (de type citerne souple) et des extincteurs appropriés aux différentes situations de risques. Les moyens de lutte contre l'incendie sont détaillés à l'article 13. Ils sont répertoriés sur le plan des risques et des dispositifs de sécurité.</p> | 60 48-49 |
| Article 14 (Installations électriques) | <p>Plan des installations techniques (gaz, chauffage, fioul) (peut-être le même que celui mentionné à l'article 8).</p> | <p>Les installations techniques sont répertoriés sur le plan des risques et des dispositifs de sécurité page 47.</p> | 61 |
| Article 15 (Dispositifs de rétention) | <p>Liste des stockages de produits concernés et calcul de dimensionnement des dispositifs de rétention ou descriptif des cuves. Descriptif des aires et des locaux de stockage.</p> | <p>Les médicaments et les produits lessiviels seront stockés dans le local technique. La cuve à fioul simple paroi sera équipée d'une rétention adaptée. Les dispositifs de rétention sont détaillés à l'article 15.</p> | 63 |
| Article 16 (Compatibilité avec le SDAGE et le SAGE, zones vulnérables) | <p>Liste des obligations qui s'appliquent directement à l'installation.</p> | <p>Le projet est compatible avec le SDAGE, le SAGE et le programme d'action. Ceci est détaillé aux PJ 12.2 et 12.3.</p> | 64 139 à 156 |
| Article 17 (Prélèvement d'eau) | <p>Indication du volume maximum de prélèvement journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel et selon le type de prélèvement. Justification que le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées. Lorsque le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, justification d'une capacité maximale inférieure à 1000 m³ par heure.</p> | <p>Le projet ne prévoit pas de création de forage. L'élevage sera alimenté en eau par le forage. Le réseau public vient en secours. La consommation moyenne en eau journalière est estimée à 9,3 m³. Il y aura une légère diminution de la consommation en eau entre l'avant et l'après projet, passant de 3506 à 3385 m³ soit de 9,6 à 9,3 m³/j. Les informations relatives à la consommation d'eau sont détaillées à l'article 17. La déclaration d'existence ainsi qu'une analyse de l'eau de forage sont présentées en PJ 22.</p> | 65 |

| | | | |
|---|--|---|-----------|
| | <p>Lorsque le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion des nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, justification que le volume total est inférieur à 200 000 m³ par an.</p> <p>Lorsque le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, justification qu'il est inférieur à 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.</p> | | |
| <p>Article 18 (Ouvrages de prélèvement)</p> | <p>Lorsque le volume prélevé est supérieur à 10 000 m³ par an, justification que les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à Déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0. en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement.</p> | <p>Des compteurs sont installés au niveau du forage et du réseau d'eau public. La fréquence des relevés sera mensuelle.</p> <p>La consommation d'eau sera reportée sur un registre qui sera conservé dans le dossier de l'installation. Les canalisations en provenance du forage et du réseau d'eau public sont équipés de dispositifs de dis connexion.</p> <p>Les informations relatives à l'ouvrage de prélèvement furent à l'article 18.</p> | <p>68</p> |
| <p>Article 19 (Forage)</p> | <p>Plan d'implantation et note descriptive des forages (peut-être le même que celui mentionné à l'article 5).</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, justification des dispositions prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, description des mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage qui seront mises en œuvre afin d'éviter une pollution des eaux souterraines.</p> | <p>Le projet prévoit l'utilisation en eau pour l'alimentation de l'élevage (abreuvement des animaux, lavage des installations).</p> <p>Le forage est situé à moins de 35 mètres du bâtiment existant. Une demande de dérogation est présentée en PJ 7.</p> <p>Le forage était déjà reconnu pour l'élevage de poules pondeuses de l'ancien exploitant, M. Paul CORBIN.</p> | <p>68</p> |
| <p>Article 20 (Parcours extérieurs des porcs)</p> | <p>Plan des parcours avec identification des parcelles, accompagné d'un tableau précisant le type et le nombre d'animaux et la durée de présence des animaux sur chaque parcours.</p> | <p>Le projet ne prévoit aucun parcours extérieur pour les porcs.</p> | <p>68</p> |

| | | | |
|--|---|--|----|
| Article 21 (Parcours extérieurs des volailles) | Plan des parcours avec identification des parcelles, accompagné d'un tableau précisant le type et le nombre d'animaux et la durée de présence des animaux sur chaque parcours. | Non concerné | 68 |
| Article 22 (Pâturage des bovins) | Description des moyens permettant de limiter la dégradation du milieu par les animaux de l'élevage. Plan des pâturages avec identification des parcelles accompagné d'un tableau précisant le type et le nombre d'animaux. | Non concerné | 68 |
| Article 23 (Effluents d'élevage) | Plan et note descriptive des réseaux de collecte des effluents. Justification du dimensionnement des ouvrages de stockage des effluents, y compris la capacité de stockage des eaux de pluie qui ruissellent sur les aires découvertes accessibles aux animaux, des eaux usées et des jus (d'ensilage par exemple) issus de l'activité d'élevage et des annexes. Le cas échéant, description des conditions de stockage au champ. | Les fumiers des porcs à l'engrais qui séjournent plus de 2 mois dans les bâtiments seront stockés au champ ou, dans une fumière située sur le site de cataba, site exploité par M. Brient et qui servait pour un atelier bovin aujourd'hui arrêté. Les fumiers des truies et des porcelets seront stockés en fumière. Les purins et les eaux de lavage seront stockés dans une fosse. Les ouvrages de stockage et les réseaux de collecte figurent sur le plan des réseaux. Les explications relatives aux modalités de stockage des effluents figurent à l'article 23. | 69 |
| Article 24 (Rejet des eaux pluviales) | Description du réseau de collecte des eaux pluviales et du mode de stockage ou d'évacuation et plan (peut-être le même que celui mentionné à l'article 5). | Les eaux pluviales sont collectées par des gouttières puis acheminées vers des fosses de récupération. Ces eaux seront utilisées pour le lavage des installations. Le trop plein sera envoyé vers le milieu naturel. Les circuits d'eaux pluviales figurent sur le plan des réseaux. | 85 |
| Article 25 (Eaux souterraines) | Aucune. | Non concerné | 85 |
| Article 26 (Généralités) | Description du ou des modes d'épandage ou de traitement choisis(s). | Les effluents bruts (fumiers des porcs charcutiers, purins et eaux de lavage) seront gérés par épandage sur les terres en propre et les terres mises à disposition par une exploitation bovine, avicole et céréalière bio. La quantification des effluents, le calcul de la production d'éléments fertilisants et le mode de gestion des effluents figurent à l'article 26. | 85 |

| | | | |
|---|--|--|-----|
| Article 27-5 (Délais d'enfouissement) | Aucune. | enfouissement interviendra dans les 12 heures maximum qui suivent l'application des effluents. Le détail des explications et les différentes pièces figurent à l'article 27. | |
| Article 28 (Stations ou de équipements de traitement) | Description technique des équipements et de la méthode de traitement. Description des moyens de contrôle et de surveillance de chaque étape du processus de traitement. Calcul prévisionnel de bilan matière (azote, phosphore) et des taux d'abattement. | Non concerné | 122 |
| Article 29 (Compostage) | Description technique des équipements et de la méthode de compostage. Description des moyens de contrôle et de surveillance de chaque étape du processus de traitement. Calcul prévisionnel de bilan matière (azote, phosphore) et des taux d'abattement. | Non concerné | 122 |
| Article 30 (Site de traitement spécialisé) | Liste des sites retenus et volumes prévisionnels livrés. | Non concerné | 122 |
| Article 31 (Odeurs, gaz, poussières) | Description des équipements et dispositifs et notamment : - Liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, concentrées ou diffuses ; - Document précisant les moyens techniques et les modes d'exploitation mis en œuvre pour limiter les émissions odorantes provoquées par l'installation. | Les mesures prises pour éviter et ou réduire les odeurs sont exposées à l'article 31. | 123 |
| Article 32 (Bruit) | Description des équipements et dispositifs qui limitent le bruit et les vibrations. | Les mesures prises pour éviter et ou réduire les bruits et les vibrations sont exposées à l'article 32. | 130 |
| Article 33 (Généralités) | Liste des différents déchets prévisibles et de leur mode de traitement. | Les déchets produits par l'activité sont de type DAS, DASRI et DIB. Ils seront stockés dans l'attente de leur enlèvement ou transfert vers des filières appropriées. L'inventaire des déchets et les modalités de gestion sont présentés à l'article 33. | 134 |
| Articles 34 et 35 (Stockage et entreposage des déchets) | Description des stockages prévus par type de déchets et sous-produits. Description des modalités d'entreposage des cadavres. | Les cadavres seront entreposés dans un bac à équarrissage avant d'être enlevés par la société d'équarrissage. Le détail de la gestion des animaux morts est décrit à l'article 34. | 135 |

| | | | |
|--|---------|---|-----|
| Article 36 (Parcours et pâturage pour les porcs) | Aucune. | Non concerné | 136 |
| Article 37 (Cahier d'épandage) | Aucune. | Un cahier d'épandage sera tenu à jour. Il comprendra les bordereaux de livraisons cosignés avec le prêteur de terre. Le détail du contenu du cahier d'épandage est défini à l'article 37. | 136 |
| Article 38 (Stations ou équipements de traitement) | Aucune. | Non concerné | 136 |
| Article 39 (Compostage) | Aucune. | Non concerné | 136 |

Article 1 : Prescriptions applicables aux ICPE soumises à Enregistrement sous les rubriques 2101, 2102 et 2111

Le détail du calcul des animaux équivalents est le suivant :

| Catégorie d'animaux | Projet | Equivalence | Animaux équivalents |
|---|--------|-------------|---------------------|
| Reproducteurs présents | 135 | 3 | 405 |
| Porcelets de – de 30 kg | 360 | 0.2 | 72 |
| Porcs à l'engrais de + 30 kg et pré-troupeau* | 833* | 1 | 833 |
| Total animaux équivalents | | | 1310 |

* L'élevage étant en auto-renouvellement, le pré-troupeau est intégré dans le décompte des porcs charcutiers.

Conclusion : Le projet consiste en une création d'un élevage de **1310 animaux-équivalents**. Cet élevage relève donc du régime de l'enregistrement.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 3 : Conformité de l'installation aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement

L'EARL Biocochon atteste que l'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.

Par la suite sont énumérées toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 4 : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- Un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime.
- Le registre des risques
- Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage
- Le plan d'épandage
- Le cahier d'épandage y compris les bordereaux d'échange d'effluents d'élevage, le cas échéant.
- Les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant.
- Les bons d'enlèvements d'équarrissage

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialisé installation classées.

Article 5 : Distances d'implantation des bâtiments d'élevage et de leurs annexes

| Distance à vol d'oiseau par rapport au bâtiment ou annexe d'élevage le plus proche | |
|---|--|
| Habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers | |
| Maisons dans le rayon des 100 m | Néant |
| Tiers n°1 | 200 m |
| Tiers n°2 | 230 m |
| Tiers n°3 | 250 m |
| Tiers n°4 | 270 m |
| Maternité collective porc voisine | 207m |
| Ecoles | 1,2 km et 1,4 km |
| Hôpital, maison de retraite (EHPAD Virginie DANION) | 1,6 km |
| Stade de foot | 1 km |
| Piscine | 1,1 km |
| Infrastructures | |
| Ligne électrique moyenne/haute tension | > 5 km |
| Voie ferrée | 2,6 km |
| Route départementale 16 | 190 m |
| Aérodrome | 10 km |
| Station d'épuration | 930 m |
| Carrière de la Planchette | 1.1 km |
| Communes | |
| Centre-ville de Mauron | 1,9 km |
| Fossés, cours d'eau, points d'eau, étangs | |
| Puits, forage | 150 m |
| Captages d'eau public | RAS |
| Ruisseau le plus proche | 320 m |
| Zone humide la plus proche | 410 m |
| Patrimoine naturel, culturel et architectural | |
| Monument historique le plus proche : Église Saint-Pierre | 1,7 km |
| Château du Boyer | 3,9 km |
| Zone naturelle la plus proche : ZNIEFF 1 : Tourbière du Vaubossard ZNIEFF 2 : Forêt de Paimpont Natura 2000 Directive Habitats : Forêt de Paimpont | 7 km vers le sud-est 5 km vers le sud-est 5 km vers le sud |

D'un point de vue sanitaire, dans un rayon de 1 km autour du futur site d'élevage, il existe 3 élevages de porc, une maternité collective et 1 élevage bovin.

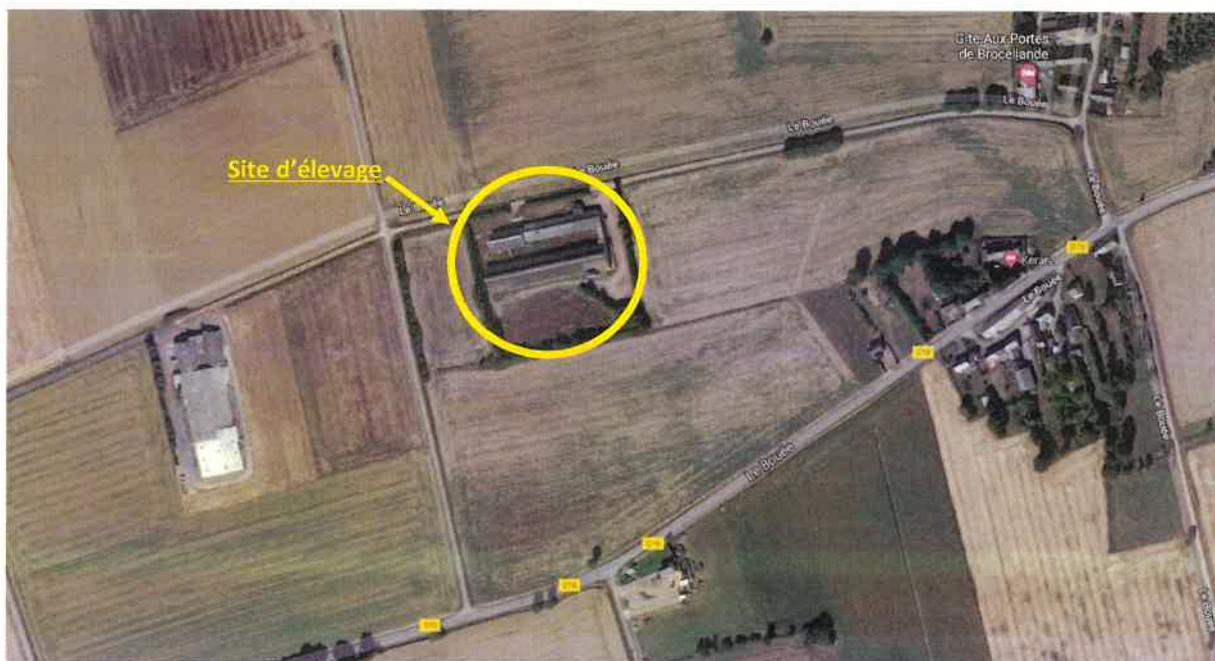
Conclusion : Les bâtiments et les annexes sont implantés à distance réglementaire des voisins, des cours d'eau et des points d'eau. La présente demande ne nécessite donc pas de demande de dérogation.

Article 6 : Dispositions permettant d'intégrer l'installation dans le paysage

Description du paysage environnant le site d'élevage

Le site d'élevage est implanté sur la commune de Mauron, à l'ouest du bourg. Il est situé dans une zone agricole. Le pourtour de l'exploitation est constitué de haies permettant de réduire l'impact visuel sur le site. L'accès à l'exploitation par la route est simple. Une maternité collective est présente à l'ouest à environ 200m du site d'élevage.

Le paysage est constitué de parcelles agricoles. La trame bocagère est encore présente bien que discontinue. Les parcelles inaptées à la mise en culture sont occupées par des bois ou bosquets d'essences locales ou de résineux reliés les uns aux autres par des talus bocagers.



Vue aérienne du site d'implantation (Source Google Maps)

Le site d'intérêt patrimonial le plus proche du site d'élevage est :

- L'église Saint Pierre , Monument Historique Inscrit en date du 15 mai 1925



Eglise Saint Pierre (commune de MAURON)

Ce site est situé à 1,7 km du site d'élevage.

Il n'existe pas de monument ou de site particulier fortement fréquentés à partir desquels le site d'élevage est visible. L'élevage ne porte donc pas préjudice au patrimoine naturel ou historique.

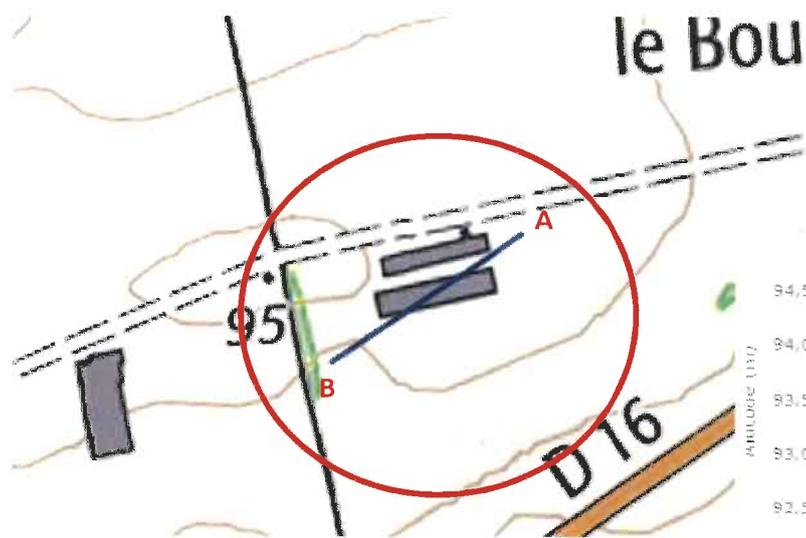
Il n'y a pas de sentier de grande randonnée qui passe à proximité du site d'élevage. La voie verte Mauron-Questembert, sentier de randonnée, passe en contrebas de certaines parcelles du GAEC Bioyvel.

Intégration du projet

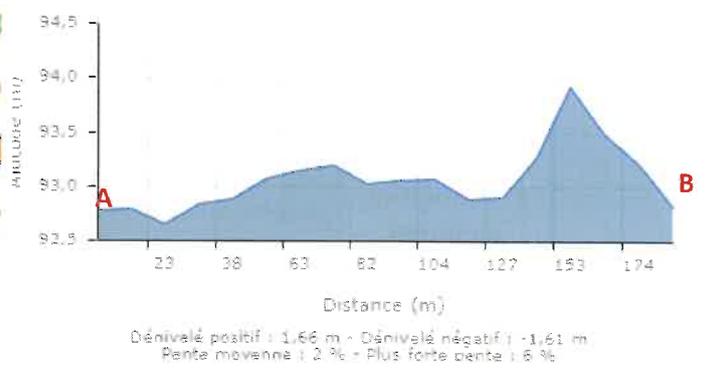
Le projet prévoit :

- le réaménagement de poulaillers en porcheries,
- l'extension des bâtiments avec la création de courettes,
- la création d'un quai d'embarquement, d'une quarantaine et d'une infirmerie
- la création d'un hangar de stockage de paille, de silos, d'une fumière et d'une fosse.

Le terrain d'implantation est en pente douce (pente moyenne 2 %), comme le montre l'extrait de la carte IGN et le profil altimétrique suivant :



PROFIL ALTIMÉTRIQUE



Profil altimétrique du terrain d'implantation (source : Géoportail)

Les travaux ne nécessiteront pas de terrassement important

Le rayon de visibilité de l'élévage est restreint. Il n'est perceptible que de la route communale 16 passant au Sud du site.



Mesures prévues pour l'intégration paysagère

| | Mesures prises | Effets attendus |
|--|---|---|
| Implantation et conception du projet | Les bâtiments sont construits en parallèle et les extensions seront faites en harmonie par rapport à l'existant. | Atténuer l'impact visuel |
| | La construction des nouveaux bâtiments sur un seul et même site préexistant évite l'effet de mitage. | |
| | La fumière et la fosse sont implantées côte à côte, à proximité des haies existantes prévues. | |
| | Les matériaux ont été choisis de manière à former un ensemble homogène de bâtiments. | |
| | La hauteur moyenne des bâtiments et annexes n'excède pas 8 m. Seuls les silos sont moins hauts et atteignent 6.6 m. | |
| | Le hangar à paille sera en « demi-lune » et le bac équarrissage sera bardé de bois. | |
| | Les accès et voies de circulation sur le site d'élevage seront empierrés | |
| Mise en valeur et entretien du paysage local | Des haies sont implantées autour du site d'élevage. M. Brient est entré dans un programme pour replanter des haies, en particulier, en bordure de ces parcelles. | Préserver un paysage rural de type bocage semi-ouvert |
| | Les talus, haies seront conservés et entretenus. Une trouée sera réalisée dans la haie à l'Ouest des bâtiments (passage vers le quai d'embarquement). M. Brient souhaite la conserver pour l'intégration paysagère et pour se protéger des vents. Cela permet d'assurer une ceinture de protection continue autour des bâtiments et annexes d'élevage. | |

Article 7 : Préservation de la biodiversité végétale et animale, maintien des infrastructures agro-écologiques

Mesures en faveur de la préservation de la biodiversité végétale et animale

| Mesures prises | Effets attendus |
|---|---|
| Pendant la phase de travaux | |
| Opérations bruyantes effectuées uniquement le jour | Ne pas gêner la faune la nuit |
| Les travaux auront lieu uniquement le jour de manière. Il n'y aura donc pas d'éclairage du site la nuit. | Ne pas gêner la faune la nuit |
| Mesures prises | Effets attendus |
| En période de croisière | |
| Réduction de l'émission de poussières (cf. § PJ.6 – article 31) | Ne pas dégrader les habitats |
| Les porcheries ne seront éclairées qu'en journée en cas de nécessité. Les animaux bénéficient de courettes extérieures permettant de profiter au maximum de la lumière naturelle. | La faune et la flore ne seront donc pas perturbées par un éclairage artificiel |
| Les mesures sanitaires sont présentées en PJ.6 – article 10 | Réduit les risques sanitaires vis-à-vis de la faune sauvage |
| La gestion des animaux morts est présentée au PJ.6. – article 34. Les cadavres sont entreposés dans un bac à équarrissage hermétique avant évacuation par la société d'équarrissage SECANIM. | Evite d'attirer des animaux dits « nuisibles » tels que les rats, les renards... |
| Les mesures prises en matière de lutte contre les nuisibles sont évoquées au § PJ.6 – article 10 | Evite la prolifération de nuisibles pour ne pas déstabiliser l'écosystème. |
| L'aliment est stocké dans des silos étanches. | Evite d'attirer sur le site des animaux sauvages et de déséquilibrer la chaîne alimentaire |
| Les mesures prises en matière de nuisances sonores et de vibrations sont traitées au chapitre PJ.6. – article 32. | Réduction des perturbations de la faune liées au bruit et aux vibrations |
| Stockage du fumier dans une fumière Stockage du purin dans une fosse non couverte, avec un grillage de protection. | Rend plus difficile l'accès aux effluents pour les animaux extérieurs |
| Mesures prises par rapport aux effets sur l'eau et les sols cf § PJ.6. – articles 16 à 30. | Permet d'éviter ou de limiter les modifications des paramètres du milieu et donc préserve les habitats |
| Mesures prises par rapport aux effets sur l'air, aux gaz à effets de serre Cf § PJ.6. – article 31 | Permet d'éviter ou de limiter les modifications des paramètres du milieu et donc préserve les habitats |
| Les éléments de la trame bocagère et les boisements existants seront maintenus. Des plantations supplémentaires sont prévues notamment autour des parcelles d'épandage. | Maintien et amélioration des continuités écologiques qui permettent la circulation des espèces et le lien entre les habitats. |

Infrastructures agro-écologiques

Le site d'élevage, par son implantation en milieu ouvert, en dehors des zones boisées, ne crée pas de discontinuité dans la trame verte pré existante.

Le projet ne conduit pas à la suppression d'éléments de la trame bocagère. Il ne nécessite aucun défrichement, aucun déboisement.

PREVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS

GENERALITES

A la page suivante, figure :

- Un plan au 1/1000^{ème} relatif aux risques et aux dispositifs de sécurité et sa légende ainsi qu'aux réseaux (EDF, alimentation en eau, eaux pluviales, effluents) et sa légende

Sur ce plan sont notamment localisés les éléments suivants

- Les circuits et installations électriques
- Le groupe électrogène
- La cuve à fioul
- Les ouvrages de stockage des effluents
- Les silos destinés au stockage de l'aliment
- Les lieux de stockage des médicaments
- Le stockage de la paille destinée à la litière
- Le réseau de distribution d'eau
- Les dispositifs de sécurité

Article 8 : recensement des parties de l'installation qui en raison de la présence de gaz ou de liquides inflammables sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion

Gaz

Il n'existe pas d'installation au gaz sur l'exploitation.

Liquides inflammables

Sur le site sera présente une cuve à fioul de 1000 l associée au groupe électrogène. Cette cuve, simple paroi, sera équipée d'un dispositif de rétention.

Article 9 : Fiches de données de sécurité

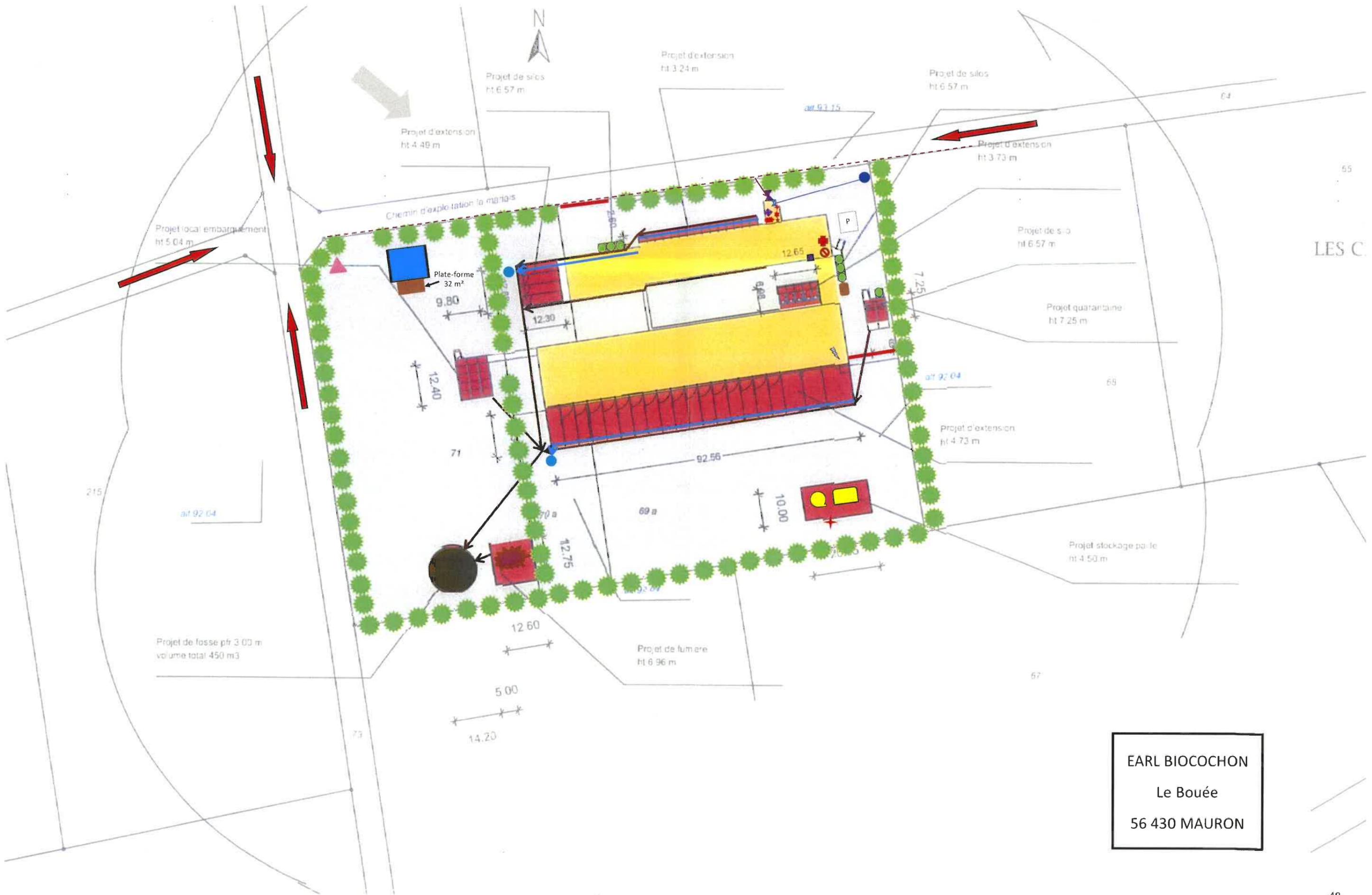
L'EARL Biocochochon disposera des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données sécurité. Ces documents seront intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.

Remarques :

Seuls les produits liés à l'activité "élevage" sont concernés (cf q/r national sur les prescriptions techniques élevages).

Pour les médicaments il n'existe pas de FDS mais des "autorisations de mises sur le marché". Les médicaments ne sont pas concernés par cet article.

Plan des risques, des dispositifs de sécurité et des réseaux



EARL BIOCOCCHON
 Le Bouée
 56 430 MAURON

LEGENDE DU PLAN DES RISQUES, DES DISPOSITIFS DE SECURITE

| | | | |
|---|--|---|------------------------------|
|  | Clôtures et portails |  | Silos |
|  | Parking |  | Paille |
|  | Sens de la pente du terrain |  | Tableaux électriques |
|  | Haies |  | Réserve incendie |
|  | Arrivée EDF |  | Extincteur poudre |
|  | Réseau EDF |  | Extincteur à eau |
|  | Vanne eau principale |  | Extincteur CO ₂ |
|  | Réseau eau |  | Parafoudre |
|  | Forage |  | Cuve à fioul |
|  | Réseau eau pluviale |  | Groupe électrogène |
|  | Fosse de récupération des eaux pluviales |  | Pharmacie |
|  | Stockage fumier |  | Pailleuse |
|  | Stockage purin |  | Produits lessiviels |
|  | Réseau purin/eau de lavage |  | Bac équarrissage |
|  | Fosse récupération eaux sanitaires |  | Chemin/Voies d'accès au site |

Article 10 : Etat de propreté et lutte contre les nuisibles

La lutte contre les nuisibles

L'EARL Biocochon mettra en place un programme de prévention contre les rongeurs en faisant appel à une entreprise spécialisée : Farago. Cette société interviendra sur l'élevage tous les 3 mois. Le plan de dératisation sera tenu à jour et rangé dans le bureau.

L'EARL Biocochon assurera une surveillance en ce qui concerne les risques de prolifération de mouches au niveau de la litière et des fumiers. L'entretien de la litière, avec un repaillage régulier, le fait de s'assurer qu'elle est partout piétinée, et le vide sanitaire constituent des mesures préventives pour éviter cette nuisance.

En cas de prolifération des mouches, des mesures complémentaires seront adoptées. Il pourra s'agir d'un chaulage localisé dans les porcheries, effectué lors du vide sanitaire ou de mise en place d'un système de lutte biologique en utilisant des insectes qui parasitent les larves des mouches.

Le renouvellement du troupeau de truies

L'EARL Biocochon fonctionnera en auto-renouvellement de manière à éviter l'introduction de germes pathogènes.

Le respect du principe de la marche en avant

Le principe de la marche en avant relève d'une séparation de quatre circuits :

- le circuit des denrées (les chariots d'aliments mais aussi les porcs lors de leurs déplacements...),
- le circuit des déchets (évacuation des purins, du fumier)
- le circuit propre (progression du sens du travail, non mélange en cours de travail de porchers travaillant dans des zones différentes, ...),
- le circuit sale (charcutiers lors du départ à l'abattoir, circuit d'accès au lieu d'enlèvement des cadavres par le camion d'équarrissage, ...).

Ce principe de « marche en avant » a été pris en compte lors de la conception du projet. Ainsi, l'implantation des différentes constructions est faite de sorte que :

- le circuit de l'aliment et de la paille croise le moins possible le circuit des effluents. Pour cette raison, la fumière et la fosse ont été placées à l'écart des porcheries. Les silos de stockage de l'aliment sont à l'opposé des ouvrages de stockage d'effluents.
- les animaux sont logés par catégorie de manière à ce qu'ils passent toujours du bloc naissance, vers le bloc post sevrage puis le bloc d'engraissement sans aller-retour entre les différentes salles.
- le circuit d'équarrissage ne croise pas celui du déplacement des animaux en élevage. L'emplacement du bac à équarrissage figure sur le plan d'ensemble.
- le circuit de départ des charcutiers ne croise pas celui du déplacement des animaux en élevage. Le parc d'attente et le quai d'embarquement figurent sur le plan d'ensemble.

Ce principe s'applique aussi au niveau de l'élevage de la manière suivante :

| Catégorie d'animaux | Mesures prises |
|---------------------|--|
| En maternité | Travailler des animaux les plus jeunes vers les animaux les plus vieux Finir son travail avant de remonter vers la bande précédente |
| En post sevrage | Achever tous les soins nécessaires à la dernière bande sevrée avant de passer à la bande suivante |
| En engraissement | Travailler de la salle des plus jeunes à celle des plus vieux. S'il faut entrer dans une case, le faire après avoir fini son tour de salle. Toujours terminer cette opération par la salle qui sera entièrement vidée. |

Le déroulement du vide sanitaire

Les durées de vides sanitaires prévues après projet sont les suivantes :

| Catégorie d'animaux | Durée du vide sanitaire |
|---------------------|-------------------------|
| En maternité | 1 à 7 jours |
| En post sevrage | 1 à 7 jours |
| En engraissement | 5 jours |

A chaque vide sanitaire, les opérations suivantes sont effectuées :

- Nettoyage à sec
- Lavage des zones les plus salies au karcher
- Nettoyage et vérification du matériel d'alimentation et d'abreuvement
- Maintenance préventive assurée sur toutes les parties mécaniques (lubrification, graissage, remplacement de pièces)

La gestion des animaux morts

Ce sujet est traité à l'article 34 page 187.

Le suivi vétérinaire de l'élevage

L'EARL Biocochon fera appel à un vétérinaire pour effectuer le suivi sanitaire de son élevage. Les médicaments seront stockés dans le bureau, soit dans une armoire spécifique, soit dans le réfrigérateur.

L'EARL Biocochon fera appel à la société Farago pour assurer la dératisation.

Le devenir des parties de bâtiments détruites

Les matériaux de démolition (bois, métaux, ferraille, parpaings, ...) seront recyclés et acheminés vers les filières adaptées.

En cas de présence d'amiante, le traitement de ces déchets s'effectuera par une entreprise spécialisée dans le respect de l'instruction technique du 03/06/2014.

DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 11 : Etanchéité des bâtiments, stockages des aliments, des effluents

11.1 - Matériaux utilisés pour les sols et bas de murs et dispositifs de collecte des effluents, mode de stockage des aliments à l'extérieur

Matériaux utilisés

| Désignation projet | Type de bâtiment | Murs | Sol | Toiture | Ventilation |
|--------------------|---|---|-------------|------------------|-------------|
| P1 | Maternité | Panneaux sandwich | Dalle béton | Fibrociment gris | Statique |
| P2 | Gestantes - Verraterie | Panneaux sandwich | Dalle béton | Fibrociment gris | Statique |
| P3 | Post-sevrage | Panneaux sandwich | Dalle béton | Fibrociment gris | Statique |
| P4 | Engraissement | Panneaux sandwich | Dalle béton | Fibrociment gris | Statique |
| H | Hangar paille | | Dalle béton | Demi-lune | |
| FU | Fumière couverte | Béton banché | Dalle béton | Fibrociment gris | |
| FO | Fosse circulaire non couverte Semi enterrée | Béton banché + grillage de protection de 1 m de hauteur | Dalle béton | | |

Les sols seront en dalle béton. Tous les sols, les installations d'évacuation (canalisations, vannes..) et les ouvrages de stockage seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage.

Le bas des murs sera imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur de 1 m au moins.

Mode de collecte des effluents

Le mode de collecte des effluents figure sur le plan des réseaux page 47.

Les canalisations seront en PVC de type R8, suffisamment résistant pour contenir le lisier.

Stockage des aliments

Les aliments sont stockés dans des silos étanches. Les capacités des silos sont les suivantes :

| Catégorie d'aliment | Capacité des silos |
|-----------------------|--------------------|
| Aliment maternité | 6 t |
| Aliment gestantes | 8 t |
| Aliment post sevrage | 6 t + 4 t |
| Aliment engraissement | 21 t + 21 t |
| Aliment quarantaine | 4 t |

Les silos seront étanches et maintenus en bon état. Les silos seront équipés de crinolines et fixés solidement sur une dalle en béton. Ils seront vérifiés au minimum une fois par semaine.

11.II - Equipements de stockage et de traitement des effluents

Les équipements de stockage des effluents seront conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les ouvrages de stockage en projet

Le projet prévoit la création d'une fosse et d'une fumière dont les caractéristiques sont les suivantes :

La fosse

| Désignation | Longueur | Largeur | Diamètre | Profondeur | Volume réel (en m ³) | Volume utile (en m ³) |
|--------------|--|---------|----------|------------|----------------------------------|-----------------------------------|
| Fosse - FO 1 | Fosse extérieure circulaire non couverte semi-enterrée | | 14,2 m | 3 m | 450 | 375 |

La fumière

| Désignation | Longueur | Largeur | Surface utile (en m ²) |
|-------------|----------|---------|------------------------------------|
| Fumière FU | 20 | 12,5 | 250 |

La dalle de la fumière sera bétonnée. Les purins seront collectés au niveau d'un regard et dirigés vers la fosse FO par le moyen d'une canalisation enterrée.

Mesures de sécurité pour les ouvrages de stockage à l'air libre

La fosse à ciel ouvert sera entourée d'une barrière physique de 2 mètres de hauteur afin de limiter les risques de chute de personnes, mais aussi pour empêcher les animaux d'accéder à la fosse. Si les parois de la fosse sont inférieures à 2 mètres par rapport au niveau du sol, une clôture grillagée devra être installée pour atteindre une hauteur de 2 mètres.

En plus de cette disposition préventive, il conviendra de disposer d'une échelle de secours à demeure dans la fosse.

Un panneau de vigilance sera posé sur le grillage de cette fosse

Conformité au cahier des charges approprié

La conception et la réalisation des ouvrages de stockage doivent respecter les recommandations, les règles et normes techniques en vigueur ainsi que le code des assurances permettant la couverture des travaux, rendant obligatoire le respect de ces règles, parmi lesquelles :

- Les règles de construction
- Les normes relatives au bâtiment et génie civil
- Les documents d'exécution

Les constructeurs qui réalisent des ouvrages de stockage de lisier sont assujettis à la présomption de responsabilité décennale édictée par les articles 1972 et suivants du code civil.

Les équipements de stockage de lisiers et effluents d'élevage liquides seront conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 ou présenteront des caractéristiques permettant de garantir le même résultat.

Dimensionnement des ouvrages de stockage

La vérification des capacités de stockage réglementaire et agronomique a été effectuée avec l'outil Dixel. Le dimensionnement de la fosse et de la fumière figure en PJ.6 – article 23.

Précautions relatives au mode d'exploitation

La vérification des capacités de stockage réglementaire et agronomique a été effectuée avec l'outil Dixel. Le dimensionnement des besoins en capacité de stockage pour les effluents liquides figure en PJ n°6 – article 23.

11.III – Périodicité de l'examen

Un contrôle des installations (canalisations, vannes, ouvrages, porcheries) sera effectué une fois par mois. Les dates de contrôle et les constats seront reportés dans un registre sous format papier ou informatique

Le drainage, l'emplacement du regard de surveillance et des vannes sont reportés sur le plan des réseaux page 51.

11. V – Autres dispositions constructives

Conception et déroulement des travaux

Le maître d'ouvrage s'assure de la faisabilité de l'opération qui passe par des contrats d'études, de travaux, et de contrôle technique. Il réceptionne les travaux uniquement après avis du contrôleur technique.

Le concepteur, en relation avec le maître d'ouvrage établit les plans et choisit les options techniques. Le bureau d'étude réalise les notes et les plans détaillés.

L'entrepreneur principal, chargé de la réalisation de l'ouvrage, conformément aux prescriptions du concepteur et conformément à la réglementation en vigueur, met en œuvre tous les moyens nécessaires à l'obtention de la qualité requise.

Le contrôleur technique intervient à la demande du maître d'ouvrage.

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux..) ou de stockage des effluents seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Précautions relatives à l'environnement extérieur

Avant le commencement des travaux, le constructeur devra s'assurer de la nature des sols en profondeur et se garantir contre les risques de détérioration de l'ouvrage, du fait, entre autres, de l'action des eaux souterraines. Dans certains cas, une étude spécifique des sols est nécessaire. L'opportunité d'une telle étude est à l'appréciation du constructeur.

Précautions relatives au terrassement

Le terrassement doit permettre d'obtenir une portance satisfaisante pour l'ouvrage à réaliser. Les remblais doivent être compactés avec soin, en matériau de bonne qualité (grave, béton...). Ils devront être stables. Un système de drainage, ayant pour fonction, de limiter la pression sous l'ouvrage devra être prévu. Ce système pourra être réalisé à partir d'un matériau naturel granulaire, un béton poreux ou par un géosynthétique drainant, parcouru par un réseau de drains installés dans le sens de la pente naturelle. Ils pourront être disposés soit en épi, soit en parallèle.

Précautions relatives au contenu

Le lisier est considéré comme un produit moyennement agressif, son pH étant proche de la neutralité. Il en est tenu compte dans tous les choix de matériaux et équipements qui sont susceptibles de rentrer en contact avec celui-ci (ciment, béton...ainsi que les brasseurs, poutrelles en acier, tube de pompage, etc..).

En fonction des types d'usage des ouvrages, la réglementation impose des normes à respecter pour les bétons, les constituants et les armatures.

Article 12 : Accessibilité des bâtiments et annexes d'élevage aux services d'incendie et de secours

Les voies d'accès et de circulation au site d'élevage figurent sur la vue aérienne ci-dessous.



L'installation disposera en permanence de voies d'accès dégagées pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les voies de circulation seront suffisamment dimensionnées pour permettre l'entrée des engins sur le site d'élevage et leur mise en œuvre. Les voies seront complétées par des zones plus larges pour permettre aux véhicules de manœuvrer aisément et éviter, quand c'est possible, les marches arrière. Un lieu de stationnement pour les véhicules habituels est prévu sur le site de manière à ce que les voies d'accès restent libres en permanence.

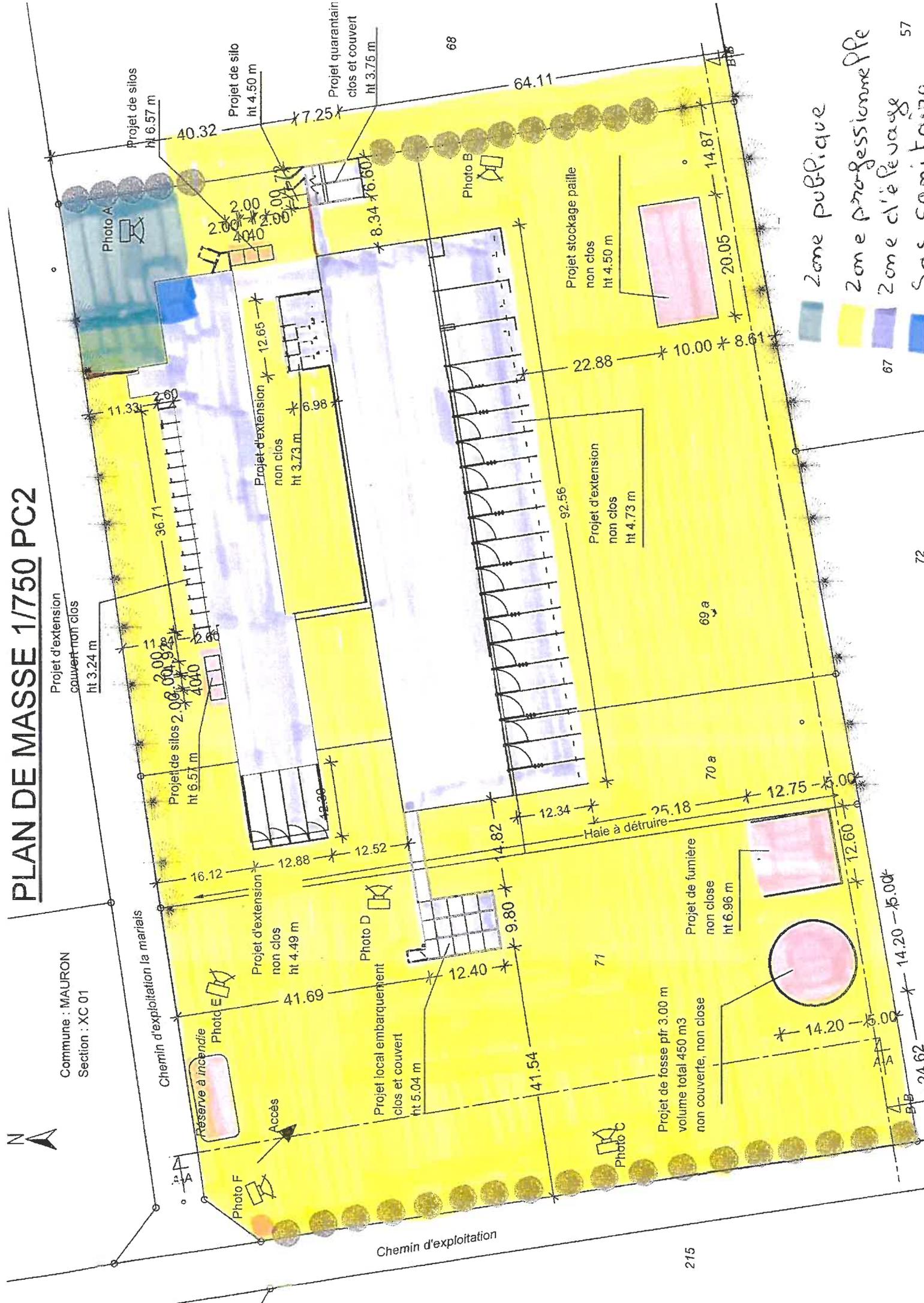
Une plateforme de stationnement de 32 m² est prévue pour les secours juste devant la réserve incendie. Le sol de cette plateforme sera stabilisé et empierré. Un marquage au sol précisera l'interdiction aux véhicules de stationner à cet endroit.

Les voies d'accès et l'emplacement de la plateforme de stationnement figurent sur le plan des risques et des dispositifs de sécurité qui se trouve à la page 46.

Un plan « biosécurité » présentant les circuits des véhicules et les zones de biosécurité est présenté ci-après.

PLAN DE MASSE 1750 PC2

Commune : MAURON
Section : XC 01



Chemin d'exploitation

Chemin d'exploitation la marais

Reserve à incendie

Projet de fosse pfr 3.00 m
volume total 450 m3
non couverte, non close

Projet de fumière
non close
ht 6.96 m

Projet d'extension
non close
ht 4.73 m

Projet stockage paille
non close
ht 4.50 m

Projet de silo
ht 4.50 m

Projet quarantain
close et couvert
ht 3.75 m

Projet de silos
ht 6.57 m

Projet d'extension
couvert non close
ht 3.24 m

Projet de silos 2.08 m
ht 5.57 m

Projet d'extension
non close
ht 3.73 m

Projet d'extension
non close
ht 4.49 m

Projet local embarquement
close et couvert
ht 5.04 m

Photo A

Photo B

Photo D

Photo E

Photo F

Photo C

AA

BB

CC

DD

EE

FF

GG

HH

II

JJ

KK

LL

MM

NN

OO

PP

QQ

RR

SS

TT

UU

VV

WW

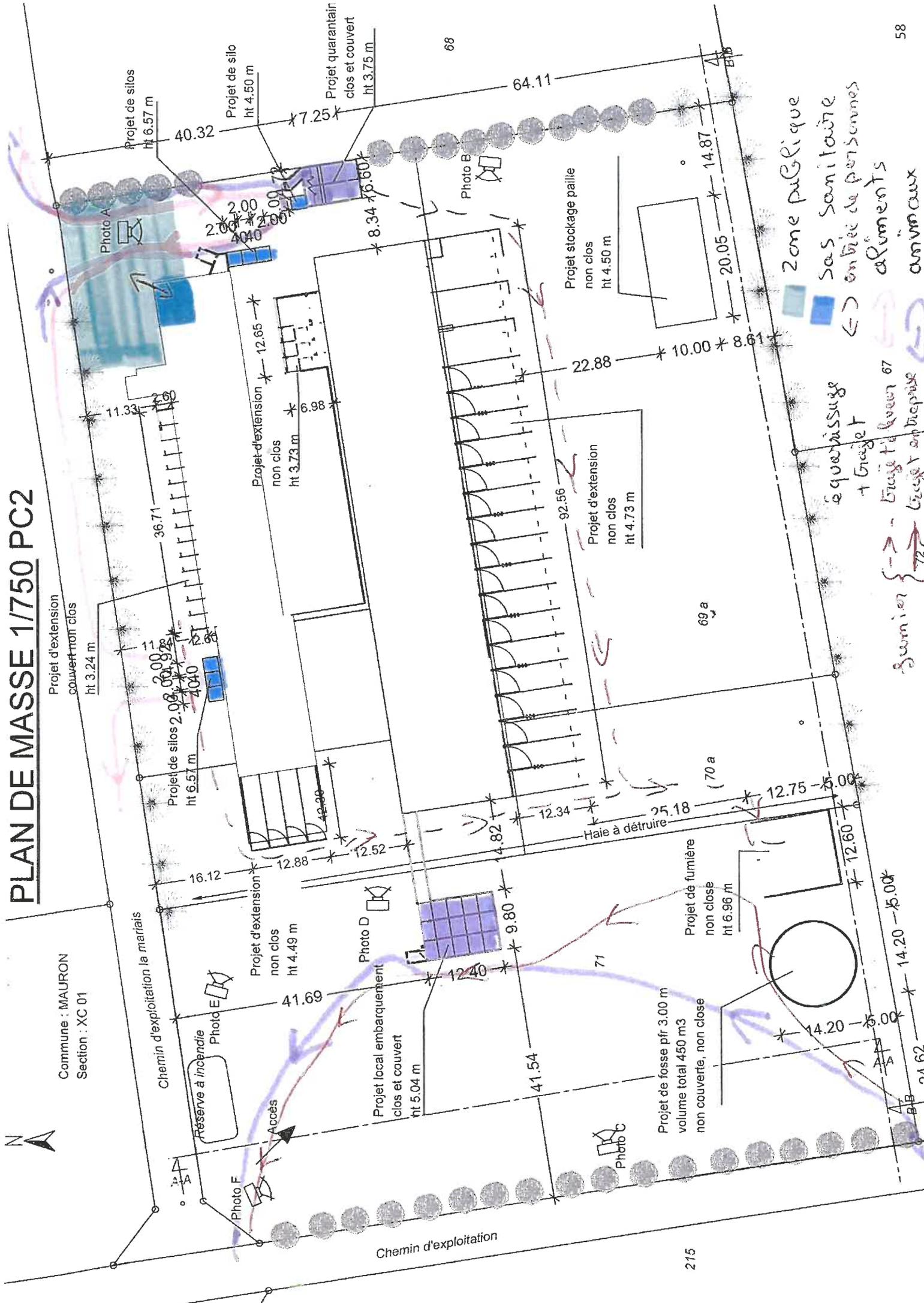
XX

YY

ZZ

PLAN DE MASSE 1/750 PC2

Commune : MAURON
Section : XC 01



Zone publique
Sas Sanitaire
entrée de personnes
aliments
ambiaux

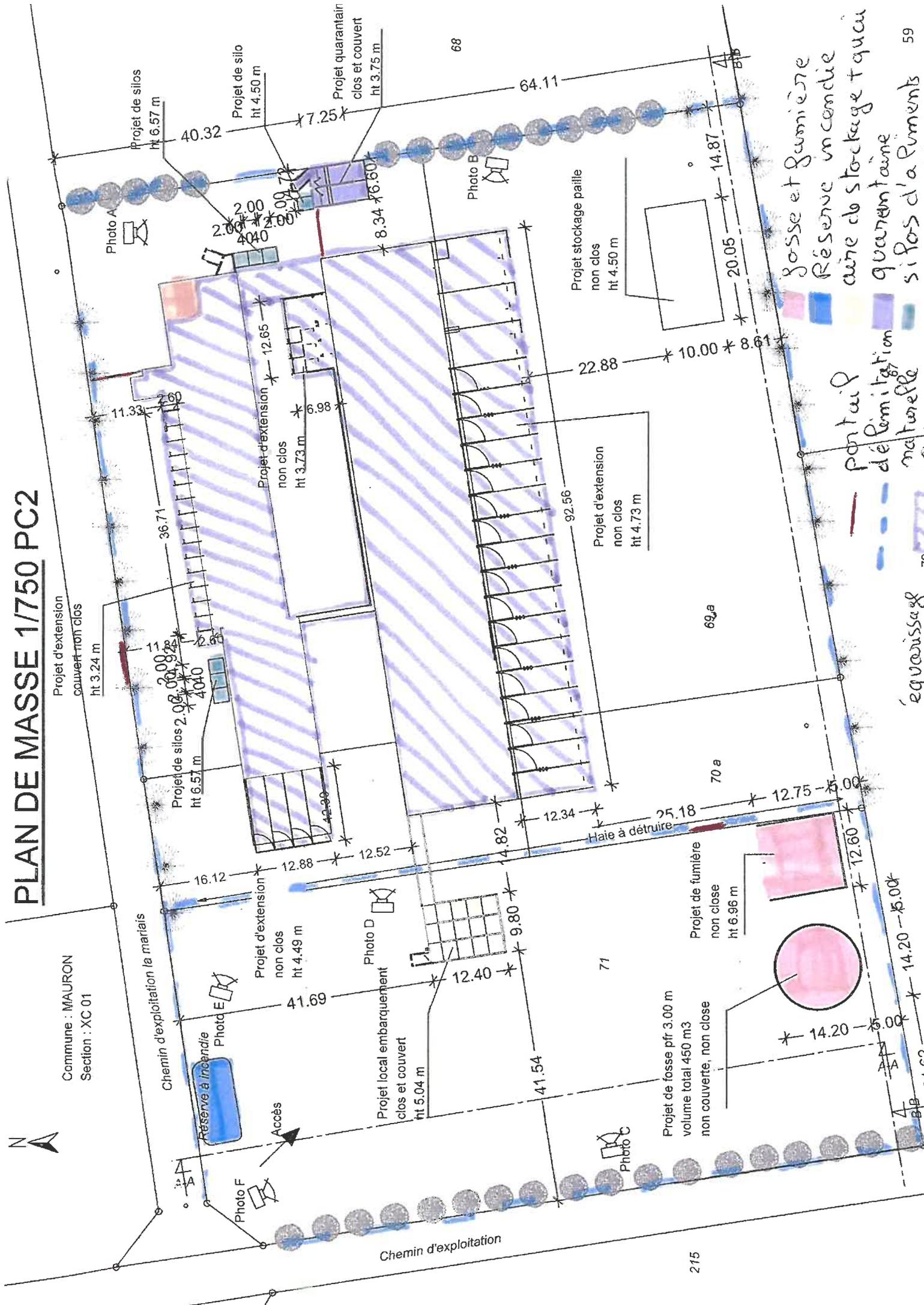
équarissage
+ Grageot

Grageot à lever 67
Grageot en brique

Sumier

PLAN DE MASSE 1/750 PC2

Commune : MAURON
Section : XC 01



fosse et lumière
 Réserve incendie
 aire de stockage + quai
 quarantaine
 silos d'aliments

pontail
 de limitation
 murette
 élevage

Article 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

| Type de protection | Description |
|--|---|
| Alarme | L'alarme sera reliée au téléphone portable de Sylvain BRIENT ainsi qu'au téléphone fixe de la maison d'habitation. L'alarme se déclenchera grâce à des capteurs qui peuvent détecter une panne électrique. |
| Parafoudre | Un parafoudre sera installé au niveau de la fumière (cf plan des risques, des dispositifs de sécurité page 49). |
| Extincteurs et points d'eau | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le type et le nombre mis en place sont : <ul style="list-style-type: none"> - 2 extincteurs à CO₂ (près des panneaux électriques et de la pailleuse) - 4 extincteurs à eau dans les bâtiments - 1 extincteur à poudre (au niveau du local fioul) <p>Sur le site, Sylvain BRIENT fera contrôler régulièrement ses extincteurs afin de s'assurer de leur bon état de fonctionnement.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ De plus, il y aura de nombreux points d'eau acheminant l'eau dans chacune des porcheries. <p>Les extincteurs sont repérés sur le plan des risques et des dispositifs de sécurité à la page 46 .</p> |
| Réserve en eau | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Actuellement, il n'existe pas de poteau incendie ni de réserve d'eau à moins de 200 m du site d'élevage de Le Bouée. ▪ L'EARL Biocochon prévoit donc d'implanter une réserve en eau de 120 m³ minimum. Il s'agira d'une citerne souple autoportante. L'emplacement de la réserve figure sur le plan des risques et des dispositifs de sécurité en page 46. |
| Propagation du feu en cas d'incendie | Les bâtiments sont reliés les uns aux autres. Des murs coupe-feu sont mis en place entre chaque bloc, ce qui permet de ralentir la progression d'un éventuel incendie. Les matériaux utilisés sont résistants au feu. |
| Coupure de l'alimentation en eau et en électricité | En cas d'incident, l'alimentation en eau et en électricité est facile à couper. Les vannes sont localisées sur le plan des risques, des dispositifs de sécurité et des réseaux. |
| Modalités d'appel des secours | <p>Sylvain BRIENT et son salarié seront chacun équipés d'un téléphone portable.</p> <p>Il y aura également un téléphone fixe sur le site à côté duquel seront affichés les numéros des secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - N° appel des sapeurs-pompiers : 18 - N° appel de la gendarmerie : 17 - N° appel du SAMU : 15 - N° appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 <p>Les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature afin d'assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation seront aussi affichées.</p> |
| Affichage des consignes de sécurité | Les consignes de sécurité seront affichées dans le bureau. |

DISPOSITIF DE PREVENTION DES ACCIDENTS

Article 14 : Installations électriques et techniques

Installations électriques

Le tableau suivant recense les installations électriques présentes sur l'élevage après projet.

| Appareil |
|---|
| Eclairage de la gestante-verraterie |
| Chauffage des niches, éclairage de la maternité |
| Eclairage et chauffage du post sevrage |
| Eclairage de l'engraissement |
| Eclairage locaux annexe |
| Compresseur |
| Vis |
| Pompe machine à soupe |
| Pompe à eau |
| Pompe de lavage |
| Vannes pneumatiques |
| pailleuse |

Le tableau électrique principal se trouvera dans le sas d'entrée des bâtiments (où seront les vestiaires, WC, douche,..). Chaque bâtiment sera équipé d'un tableau électrique secondaire. Les installations électriques principales figurent sur le plan des risques et des dispositifs de sécurité à la page 46.

| Risque | Mesure de prévention |
|-------------------------------|---|
| Circuit électrique défectueux | Les installations électriques seront conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'EARL emploiera un salarié, l'installation devra être contrôlée tous les ans par un technicien agréé. |
| Court-circuit | Chaque bloc disposera d'un différentiel. Un disjoncteur général sera posé entre l'inverseur du groupe électrogène et le compteur. Chaque panneau sera équipé d'un disjoncteur. |
| Panne de courant | Il y a un groupe électrogène sur l'élevage. Celui-ci fera l'objet d'un entretien régulier afin d'être certain qu'il soit fonctionnel à tout moment. |
| Matériel défectueux | Entretien régulier du matériel. Les principales pièces de rechange seront présentes dans le local technique pour intervenir rapidement y seront présentes. Les notices seront conservées. |
| Foudre | Un parafoudre est installé sur l'exploitation |

Groupe électrogène

En cas de panne électrique et dans les plages à forte demande de courant EDF, le groupe électrogène prendra le relais.

Entretien des installations électriques et techniques

A la fin des travaux, une attestation montrant la conformité des installations électriques sera délivrée.

L'EARL emploiera un salarié, les installations seront donc à contrôler tous les ans.

Plan des zones à risque d'incendie

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à leurs vérifications seront tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installation classées, dans un registre des risques.

Un document unique sera élaboré dans le cadre du projet.

DISPOSITIF DE RETENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 15 : Modalités de stockage des produits liquides inflammables ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement.

Les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage ni aux bassins de traitement des effluents liquides.

Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du grand réservoir
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment des cuves double paroi. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des produits liquides inflammables, ainsi que les autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

| Produits | Modalités de stockage |
|---|--|
| Fioul : 1000 l | La cuve à fioul est une cuve simple paroi équipée d'un dispositif de rétention. |
| Médicaments : ingestion ou dispersion | Les produits vétérinaires seront stockés dans le bureau du local technique. Ils seront rangés dans une armoire et dans un réfrigérateur. Ce local fermera à clés. |
| Produits lessiviels | Les produits lessiviels seront également stockés dans les locaux techniques. |

EMISSIONS DANS L'EAU ET DANS LES SOLS

PRINCIPES GENERAUX

Article 16 : Compatibilité du fonctionnement de l'installation avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L212-1 et suivants du code de l'environnement

Compatibilité du projet avec le SDAGE, le SAGE et le programme d'action

La conformité du projet avec le SDAGE et le SAGE et le programme d'action est exposée en PJ12.2 et PJ 12.3.

Dispositions prises pour protéger l'eau du puit et du forage

Il existe un forage sur le site d'implantation de l'élevage. Celui-ci sert à l'alimentation en eau des animaux et pour le lavage des installations.

Le forage qui alimente l'élevage respecte les préconisations relatives aux forages, à savoir :

- La présence d'une buse ;
- La cimentation est effectuée au niveau de la tête du puit, sur 12 m
- Les eaux de ruissellement sont détournées de la tête de l'ouvrage ; une dalle béton profilée de manière à évacuer les eaux pluviales et les eaux de ruissellement est posée autour de la tête de forage.
- Il ne se trouve pas dans le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonne à lisier ...) ou fixe (stockage de fumier, fosses à lisier, bâtiment d'élevage non étanche...);
- L'eau est et sera acheminée de ce forage vers les bâtiments par des canalisations enterrées et étanches.
- Un compteur d'eau pour ce forage sera mis en place

PRELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Article 17 : Prélèvement en eau de l'activité élevage, dispositions pour limiter la consommation d'eau

Source de l'eau utilisée pour l'élevage

L'eau utilisée pour l'alimentation des animaux et le lavage des bâtiments provient d'un forage. Le réseau d'eau public vient en secours.

Ce forage se situe à l'entrée de l'exploitation, à 18 mètres du 1^{er} bâtiment et à plus de 35 mètres des extensions et/ou création de bâtiments prévus. Il appartient au pétitionnaire.

Le forage est antérieur à 2005.

Une déclaration d'existence du forage ainsi qu'une analyse de l'eau ont été réalisées. Celles-ci sont présentées en PJ 22.

Ci-dessous figurent quelques photos, intérieures et extérieures, du forage.



Vues extérieures du forage



Vue intérieure du forage

Circuit de distribution de l'eau

L'eau en provenance du réseau public est acheminée par des canalisations enterrées, depuis le chemin communal au Nord du site jusqu'au local accolé à la porcherie P1. Il y a une vanne générale permettant de couper le réseau d'eau. Un compteur d'eau volumétrique est installé.

Distribution en eau pour les porcs

L'eau est distribuée de la manière suivante aux animaux :

| Catégorie d'animaux | Mode de distribution de l'eau |
|---------------------|---|
| Gestantes | Poussoirs de type sucette avec bols de récupération |
| Maternité | Poussoirs de type sucette avec bols de récupération |
| Porcelets | Poussoirs avec bols de récupération |
| Engraissement | Poussoirs de type sucette avec bols de récupération |

Estimation de la consommation en eau

Ne disposant pas de mesure de la consommation annuelle, nous ne pouvons qu'estimer cette consommation.

Pour ce faire, nous avons utilisé les valeurs moyennes figurant dans la brochure de l'IFIP intitulée « Maîtrise de la consommation d'eau dans les élevages » - bilan d'activité de l'IFIP - 2011. Ce document indique que la consommation moyenne dans les élevages de porcs s'établit à 31. Ceci est essentiellement lié à l'abreuvement (93,5%), le reste étant l'eau utilisée pour le lavage des salles.

Si on utilise cette référence, la consommation annuelle de l'activité en eau après projet est estimée à :

$$2280 \text{ porcs produits / an} \times 92 \text{ kg de carcasse} \times 15.5 \text{ l / kg de carcasse} = \mathbf{3251 \text{ m}^3 \text{ par an,}}$$

soit

8,9 m³ par jour

Pour la consommation pour le lavage des installations on considère :

- Maternité : 3 heures de lavage x 7 vides sanitaires/an = 21 h de lavage par an
- Gestantes : 2 heures de lavage x 7 vides sanitaires/an = 14 h de lavage par an
- Post-Sevrage : 1 heure de lavage x 6,5 vides sanitaires/an = 6,5 h de lavage par an
- Engraissement : 3 heures de lavage x 3 vides sanitaires/an = 9 h de lavage par an
- Quai d'embarquement : 1 heure de lavage x 24 = 24 h de lavage par an

Soit un nombre d'heures de lavage estimé à 74,5 heures par an.

En considérant un karcher à un débit de 30 l/min (soit 1,8m³/h) on obtient une consommation annuelle pour le lavage de

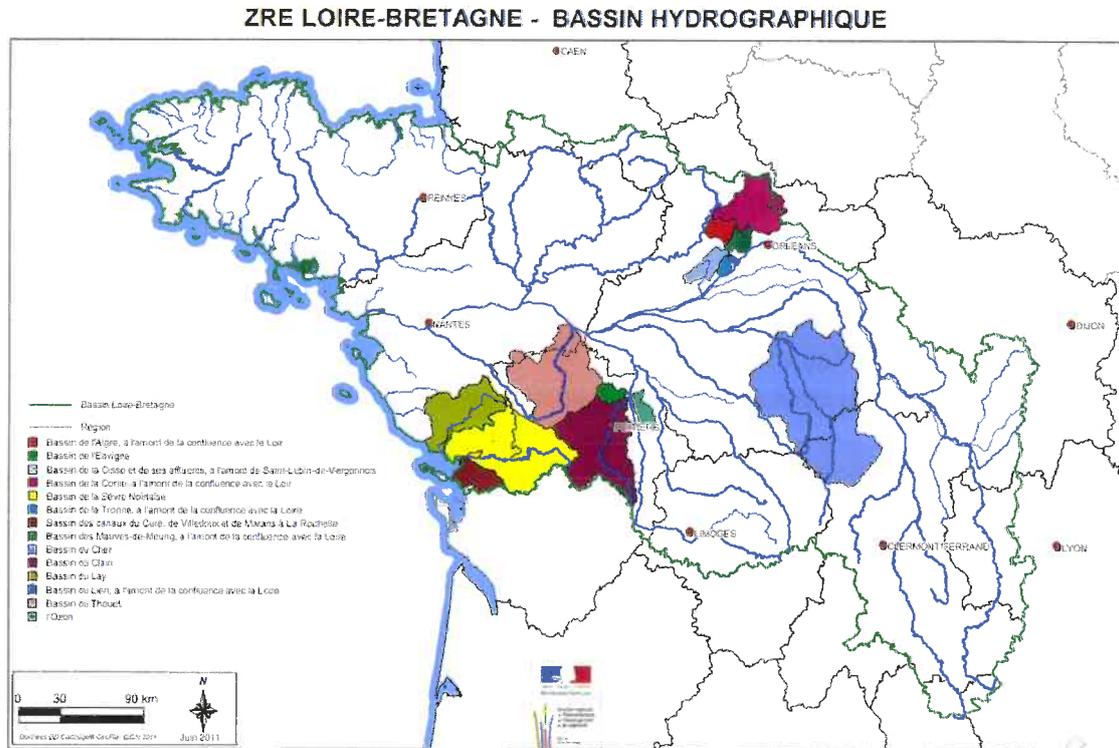
134 m³/an soit 370 l/jour

La consommation du forage est donc estimée à environ **9,3 m³/jour soit 3385 m³/an.**

Des fosses de récupération des eaux de pluie seront installées et serviront pour le lavage des installations. L'eau du forage sera utilisée en cas de besoin si les eaux de pluie ne sont pas suffisantes.

Zone de répartition quantitative [R.211-71 du code de l'Environnement]

Comme en atteste la carte qui suit, le site d'élevage ne se situe pas dans une zone de répartition des eaux.



DREAL de Bassin Loire-Bretagne 5, avenue Duffon - BP 6457 - 45064 Orléans Cedex 2 - Tél. 02 38 17 41 41 - Télécopie 02 38 17 41 01
 E-mail : dreal.loire@developpement.durable.gouv.fr - Site Internet : www.centre-developpement-durable.loire.fr

*Carte des zones de répartition du bassin Loire-Bretagne –
 Source : site internet <http://www.loire-bretagne.eaufrance.fr/>*

Dispositions prises pour limiter la consommation en eau

L'EARL Biocochochon adopte plusieurs mesures afin de réduire la consommation en eau de son activité.

| Mesures prises | Effets attendus |
|---|---|
| Systèmes d'abreuvement économes en eau | Limite le gaspillage d'eau par les animaux (systèmes de poussoirs ou de sucettes avec des bols récupérateurs) |
| Système de nettoyage haute-pression pour les zones les plus souillées. Détrempage avant lavage | Réduction du volume d'eau nécessaire pour laver les locaux |
| Tenue d'un registre de la consommation d'eau et compteur | Détection rapide des fuites et mise en œuvre des réparations nécessaires |
| Surveillance régulière des circuits de distribution de l'eau, étalonnage, réglage de la pression | Evite les fuites et le gaspillage |
| Renouvellement d'air permanent dans les porcheries afin de maintenir une température correcte. | Dans des porcheries plus fraîches, les animaux boivent moins |

Remarque : Il est dans l'intérêt de l'EARL Biocochon de limiter le gaspillage d'eau au sein des bâtiments. En effet les économies d'eau permettent :

- de limiter les coûts de fonctionnement
- de maintenir une litière saine suffisamment sèche
- de limiter le volume de purin à gérer

Article 18 : Dispositif de mesure totaliseur, dispositif de dis connexion par rapport au réseau public

Dispositif de mesure totaliseur

L'eau provient d'un forage. Un compteur est installé au niveau du forage ainsi que dans le local technique avant le dispositif de chloration.

La fréquence des relevés sera mensuelle.

La consommation d'eau sera reportée sur un registre qui sera conservé dans le dossier de l'installation.

Le prélèvement est inférieur à 10 000 m³/an.

Dispositif de dis connexion

La canalisation en provenance du réseau d'eau public, est équipée d'un dispositif de dis connexion. Des systèmes anti-retour seront aussi mis en place au niveau de l'alimentation en eau de forage.

Article 19: Réalisation ou cessation d'utilisation de forage

Le projet ne prévoit ni la création, ni la cessation d'utilisation d'un forage.

Le forage est utilisé pour l'alimentation des animaux et le lavage des bâtiments.

GESTION DU PATURAGE ET DES PARCOURS EXTERIEURS

Article 20 : Gestion des parcours extérieurs

L'élevage n'est pas concerné par le pâturage ni les parcours extérieurs.

Article 21: RAS

Article 22 : Points d'abreuvement

L'élevage ne dispose pas de points d'abreuvement extérieurs.

COLLECTE ET STOCKAGE DES EFFLUENTS

Article 23 : Modalités de stockage des effluents (article 23)

Collecte des effluents

Les purins et eaux de lavage seront collectés par un réseau de caniveaux puis de canalisations enterrées étanches et dirigés vers la fosse FO en projet. Un plan des réseaux figure en page 51. Ce réseau est constitué d'un caniveau qui longe les courettes, pour chaque porcherie. Chaque caniveau, en bout de porcherie est relié à une canalisation enterrée qui permet le transfert des effluents liquides vers la fosse.

Les fumiers seront évacués avec un manitou pour être transférés dans la fumière FU (pour les fumiers des truies et du post-sevrage) ou dans la fumière située sur le site de « Cataha » (élevage appartenant au pétitionnaire) ou au champ (pour l'engraissement).

Pour l'ensemble des porcheries, les eaux de lavage seront récupérées majoritairement dans la litière en place. Ensuite, la litière usagée sera évacuée du bâtiment. La majorité de l'eau souillée sera absorbée par la litière et les eaux de lavage qui ne seront pas absorbées seront redirigées vers la fosse en projet, via le même réseau que les purins.

Modalités de stockage du purin

Le purin sera stocké dans la fosse FO dont les caractéristiques sont les suivantes :

| Désignation | Longueur | Largeur | Diamètre | Profondeur | Volume réel (en m ³) | Volume utile (en m ³) |
|--------------|--|---------|----------|------------|----------------------------------|-----------------------------------|
| Fosse - FO 1 | Fosse extérieure circulaire non couverte semi-enterrée | | 14,2 m | 3 m | 450 | 375 |

Le programme d'action impose une durée minimale de stockage de 7.5 mois. Sachant que l'élevage génère après projet 396 m³ de purins (cf article 26), on disposera ainsi, après projet, d'une capacité de stockage équivalente à 11,3 mois.

Conclusion :

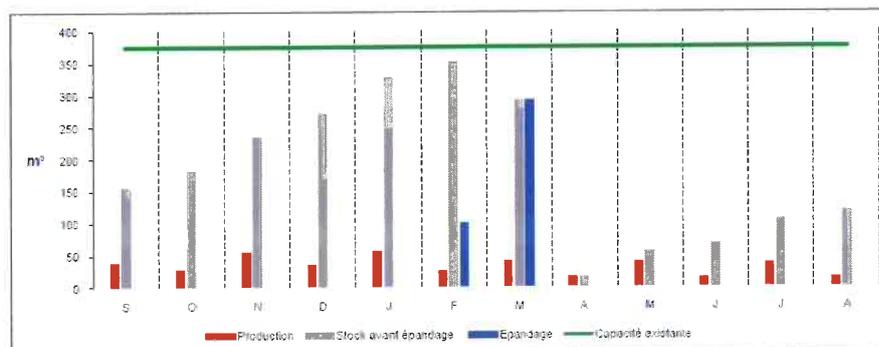
La fosse prévue permet de respecter les capacités réglementaires requises.

Prévisionnel de l'évolution du niveau de purin dans les ouvrages de stockage

Un prévisionnel de l'évolution du stock de purin dans la fosse FO a été réalisé dans le Dexcel de manière à prouver que les capacités de stockage prévues après projet sont suffisantes pour respecter les périodes d'interdiction d'épandage. Les extraits du Dexcel relatifs aux capacités agronomiques figurent en annexe. En voici le résultat.

| | |
|------------------------|--------------------|
| • Capacité agronomique | |
| Total | 407 m ³ |
| Utile | 339 m ³ |
| Surface non couverte | 136 m ² |
| • Capacité existante | |
| Total | 450 m ³ |
| Utile | 375 m ³ |
| Surface non couverte | 150 m ² |
| • A créer | |
| Total | 0 m ³ |
| Utile | 0 m ³ |
| Surface non couverte | 0 m ² |
| • Capacité du projet | |
| Total | 0 m ³ |
| Utile | 0 m ³ |

[Total] désigne la volume utile + la garde.



Conclusion :

La fosse prévue permet de respecter les capacités réglementaires et agronomiques

Stockage au champ du fumier destiné à l'épandage

Le fumier des porcheries d'engraissement (P.4) sera stocké soit :

- Au champ avant épandage.
- Dans la fumière située sur le site de Cataha (appartenant au pétitionnaire) et qui servait pour un élevage bovin (aujourd'hui arrêté)

Il s'agit d'un fumier compact pailleux non susceptible d'écoulement qui peut être stocké au champ, sur une parcelle épandable, en respectant les distances d'éloignement vis-à-vis des tiers et des points d'eau suivantes :

| Élément du paysage | Distance d'éloignement à respecter |
|--------------------------------------|---|
| Tiers | 100 m |
| Puit, forage, berges des cours d'eau | 35 m sauf berges des cours d'eau alimentant une pisciculture (50 m) |

Les fumiers seront stockés sur les parcelles du pétitionnaire et du prêteur de terres qui veilleront à respecter les conditions suivantes :

- La parcelle de stockage doit être relativement plane
- Le tas ne peut être mis en place sur les zones où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables et dans les zones d'infiltration préférentielles telles que failles ou bétoires ;
- le retour du stockage sur un même emplacement ne peut pas intervenir avant un délai de 3 ans.
- Lors de la constitution du dépôt au champ, le fumier doit tenir naturellement en tas, sans produire d'écoulement latéral de jus
- Les mélanges avec des produits différents n'ayant pas les caractéristiques d'un fumier compact sont interdits ;
- Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation des îlots culturaux récepteurs.
- Le tas doit être constitué de façon continue pour disposer d'un produit homogène et limiter les infiltrations d'eau ;
- La durée de stockage ne dépasse pas neuf mois ;
- Le tas ne doit pas être présent au champ du 15 novembre au 15 janvier, sauf cas de dépôt sur prairie ou sur un lit d'environ 10 cm d'épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/N est supérieur à 25 (comme la paille) ou en cas de couverture du tas ;
- L'îlot cultural sur lequel le stockage est réalisé, la date de dépôt du tas et la date de reprise pour épandre sont indiqués dans le cahier d'enregistrement des pratiques.

Les conditions particulières ci-dessous doivent également être respectées, sauf pour les dépôts de courte durée inférieure à dix jours précédant les chantiers d'épandage :

- Le tas doit être mis en place sur une parcelle en prairie ou sur une parcelle portant une culture implantée depuis plus de deux mois ou une CIPAN bien développée ou un lit d'environ 10 centimètres d'épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/N est supérieur à 25 (comme la paille)
- Il doit être constitué en cordon, barrant les remorques les une à la suite des autres et ne doit pas dépasser 2.5 mètres de hauteur ;

Stockage en fumière du fumier

Le fumier issu des bâtiments gestantes/verraterie (P1), maternité (P2) et post-sevrage (P3) sera stocké dans la fumière FU. Les caractéristiques de la fumière sont les suivantes :

| Désignation | Longueur | Largeur | Surface utile (en m ²) |
|-------------|----------|---------|------------------------------------|
| Fumière FU | 20 | 12,5 | 250 |

Le programme d'action impose une durée minimale de stockage de 7 mois. Dans le DeXel, nous avons fait le calcul des capacités réglementaires sur 7 mois. La surface réglementaire requise est de 137 m².

Les fumiers bruts des porcheries d'engraissement pourra être stocké sur la fumière non couverte situé sur le site de Cataha. Ses caractéristiques sont les suivantes :

| Désignation | Longueur | Largeur | Surface utile (en m ²) |
|-------------------|----------|---------|------------------------------------|
| Fumière Cataha FC | 15 | 13 | 200 |

Un plan de localisation de la fumière est présenté à la page suivante.

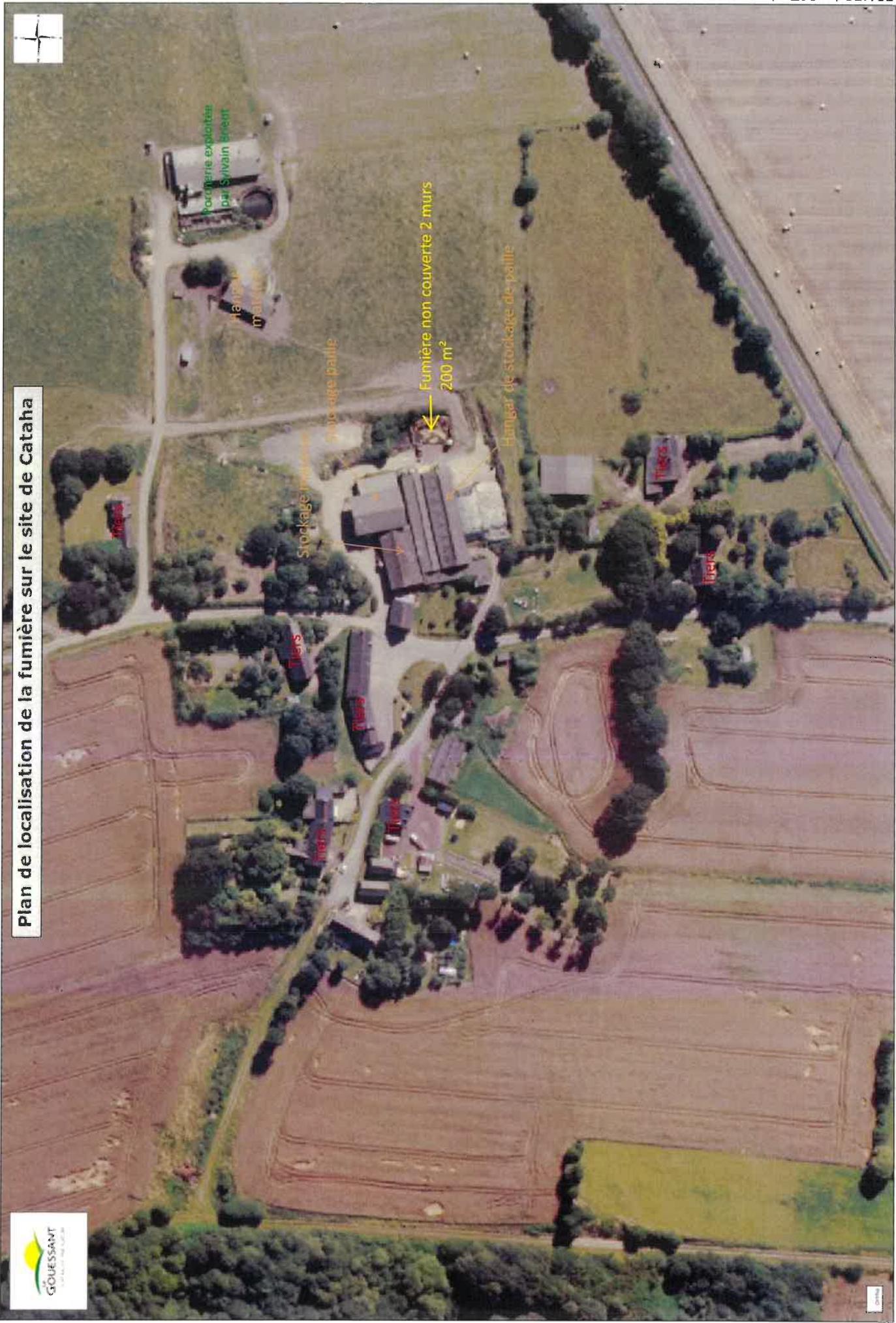
Conclusion :

La fumière prévue permet de respecter largement les capacités réglementaires requises.

NB :

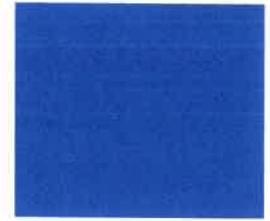
Du fait qu'il est possible de stocker les fumiers bruts au champ, nous ne présentons pas de prévisionnel d'épandage pour ces catégories d'effluents.

Plan de localisation de la fumière sur le site de Cataha





DeXeL



Diagnostic Environnement
de l'eXploitation de l'ELevage

DOCUMENT DE RESTITUTION ET CALCULS

Projet

Exploitation et site(s) concernés par ce projet

EARL Biocochon
7 Le Gretay
Le Bouée
Mauron

| <i>Nom du site</i> | <i>Lieu dit</i> | <i>Commune</i> |
|--------------------|-----------------|----------------|
| Le Bouée | Le Bouée | MAURON |

Organisme et technicien ayant réalisé ce projet

Sylvie CHAPIN
Coop LE GOUESSANT
14/06/2019

DeXeL
Diagnostic Environnement
de l'eXploitation de l'ELevage



149 rue de Bercy
75 595 PARIS Cedex 12

IDENTIFICATION DE L'EXPLOITATION

IDENTIFICATION DE L'EXPLOITATION DU DECLARANT

SIRET **84388203600018**

N° PACAGE **056048604**
N° CHEPTEL

Adresse du siège de l'exploitation : **7 Le Gretay**

Lieu-dit : **Le Bouée**
Tél : **0607286146**
Département : **56 - Morbihan**

Code postal : **56430** Commune : **Mauron**
Agence de l'eau de : **Loire-Bretagne**

EXPLOITATION SOCIETAIRE OU INDIVIDUELLE

Dénomination sociale : **EARL Biocochon**
Forme juridique : **EARL**

Date de création de l'entité juridique : **10/12/2018**

| Nom | Prénom | Date de naissance | Signature |
|---------------|----------------|-------------------|-----------|
| BRIENT | Sylvain | 29/03/1985 | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

A lire par le ou les éleveurs : J'atteste l'exactitude des informations fournies pour l'élaboration de ce document et accepte leur transmission aux seuls organismes devant traiter le dossier qui en garantissent la confidentialité et, conformément à la loi du 06-01-1978 relative à l'informatique, aux fichiers, aux libertés, je dispose d'un droit d'accès et de rectification pour toute information me concernant.

Nom du technicien : **Sylvie CHAPIN** Organisme : **Coop LE GOUESSANT** Date : **14/06/2019** Signature

RENSEIGNEMENTS SUR L'EXPLOITATION

Nombre de sites : **1**
Site(s) concernés par ce diagnostic :
Nom

| Nom | Lieu-dit | Commune | Coordonnées |
|-----------------|-----------------|---------------|-------------|
| Le Bouée | Le Bouée | MAURON | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Propriété des bâtiments : Locataire de l'ensemble Classe de l'exploitant : Jeune agriculteur Installation : **2019**
 Propriétaire en totalité + 55 ans
 Propriétaire en partie Reprise d'exploitation : Oui Non Ne sait pas

INFORMATIONS RELATIVES A LA LOCALISATION DE L'EXPLOITATION

- Elevage situé dans une zone d'action prioritaire
 - zone vulnérable zone A (petite région : Bretagne centrale)
 - autre zone d'action prioritaire définie par arrêté préfectoral
- Autres informations :
 - zone d'action renforcée (ZAR)
 - périmètre de captage
 - zone de montagne

OPTIONS DE CALCUL DU DOSSIER

- Capacité réglementaire selon temps de présence des animaux
- L'éleveur s'engage à respecter les conditions de stockage et de compostage au champ
- Pluie mensuelle à stocker en mm /mois station : Bretagne centrale

| | sep | oct | nov | déc | jan | fév | mar | avr | mai | jun | jul | aoû | mm /an |
|-----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|--------|
| sur fosse | 0 | 51 | 68 | 82 | 78 | 45 | 14 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 338 |
| autres surfaces | 27 | 51 | 68 | 82 | 78 | 45 | 26 | 24 | 30 | 18 | 17 | 14 | 480 |

LES PROJETS (troupeaux, surfaces, bâtiments, investissements, aides publiques sollicitées hors PMPOA...) :

Surface SAU : **0.00 ha** Surface Fourragère Principale (SFP) : **0.00 ha**

Tab 1b - PORCINS • BÂTIMENTS, PLEIN AIR

| Repère de l'unité de fonctionnement | Unité de fonctionnement, mode de logement, surface existante estimée et nombre de places | Types d'animaux | Nombre d'animaux par an ou nombre de places occupées | Poids d'entrée/sortie ou durée d'occupation (%) | Mode d'alimentation | Nombre de bandes | kg totaux | kg totaux maîtrisables | Nature et quantité de litière par animal et par jour | Type de déjections à stocker | Périodicité de curage ou de raclage | Destination des déjections |
|-------------------------------------|--|-----------------|--|---|---------------------|------------------|-----------|------------------------|--|------------------------------|-------------------------------------|----------------------------|
| 1 | P1 Cases indiv.complètes - lit. raclée (30 places) | TMa | 30 | 83 % | | | 433 kgN | 433kgN | Paille 1.9 kg | FC P | 1f/s | FU1 FO1 |
| 2 | P2.1 Case complète couverte - litière raclée (60 places) | TS TaS | 40 20 | 83 % 67 % | | | 811 kgN | 811kgN | Paille 2.0 kg | FC P | 1f/m | FU1 FO1 |
| 3 | P2.2 Case complète couverte - litière raclée (44 places) | TaS TS | 4 40 | 67 % 83 % | | | 624 kgN | 624kgN | Paille 2.0 kg | FC P | 1f/m | FU1 FO1 |
| 4 | P2.3 Case complète couverte - litière raclée (1 places) | Vrt | 1 | | | | 17 kgN | 17kgN | Paille 2.0 kg | FC P | 1f/m | FU1 FO1 |
| 5 | P3 Cases collect - lit acc ou bio - paille (360 places) | PS | 2 362 | 8-31kg | ABI | 6.56 | 732 kgN | 732kgN | Paille 0.3 kg | FTCa | fb<2 | FU1 |
| 6 | P4 Cases collect - lit acc ou bio - paille (833 places) | PC | 2 278 | 31-120kg | ABI | 2.73 | 5 198 kgN | 5 198kgN | Paille 0.6 kg | FTCa | fb2+ | CHAMP |
| 7 | P5 Cases collect - lit acc ou bio - paille (12 places) | TQa | 12 | 83 % | | | 67 kgN | 67kgN | Paille | FTCa | 1f/3m | CHAMP |
| 8 | | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | | |
| 11 | | | | | | | | | | | | |
| 12 | | | | | | | | | | | | |

{1

| Porcins | Total | Maîtrisable | Plein air |
|---------|-------|-------------|-----------|
| kgN/an | 7 883 | 7 883 | |

Tab 1b - DESCRIPTION DES UNITÉS • PORCINS

| 1 - P1 | | Cases indiv.complètes - lit. raclée | | | | | | | |
|-------------------------------|------------------|--|--------|---------------------|-------------|---------------|------------------|---------|--------------------------------------|
| Animaux | Effectifs Moyens | Poids | | Mode d'alimentation | Taux Occup. | Nombre Bandes | Animaux Produits | %Stock | |
| Truie allaitantes maternité | 30 | Entrée | Sortie | | 83 % | | | 100 % | |
| conduite en bande unique | | | | | | | | | |
| Type de déjections à stocker | FU1 | FO1 | ... | ... | Epond. | %Pertes | %kgN | %Stock | Nature de litière |
| FC - Fumier de litière raclée | 100 % | | | | | | 70 % | (100 %) | <input type="text" value="Paille"/> |
| P - Purin | | 100 % | | | | | 30 % | (100 %) | Quantité de litière |
| | | | | | | | | | <input type="text" value="56.0 kg"/> |
| | | | | | | | | | Surface de l'unité |
| | | | | | | | | | <input type="text" value="0.0 m²"/> |

| 2 - P2.1 | | Case complète couverte - litière raclée | | | | | | | |
|-------------------------------|------------------|--|--------|---------------------|-------------|---------------|------------------|---------|---------------------------------------|
| Animaux | Effectifs Moyens | Poids | | Mode d'alimentation | Taux Occup. | Nombre Bandes | Animaux Produits | %Stock | |
| Truie saillie/confirm. | 40 | Entrée | Sortie | | 83 % | | | 100 % | |
| Truie attente saillie | 20 | | | | 67 % | | | 100 % | |
| Type de déjections à stocker | FU1 | FO1 | ... | ... | Epond. | %Pertes | %kgN | %Stock | Nature de litière |
| FC - Fumier de litière raclée | 100 % | | | | | | 70 % | (100 %) | <input type="text" value="Paille"/> |
| P - Purin | | 100 % | | | | | 30 % | (100 %) | Quantité de litière |
| | | | | | | | | | <input type="text" value="120.0 kg"/> |
| | | | | | | | | | Surface de l'unité |
| | | | | | | | | | <input type="text" value="0.0 m²"/> |

| 3 - P2.2 | | Case complète couverte - litière raclée | | | | | | | |
|-------------------------------|------------------|--|--------|---------------------|-------------|---------------|------------------|---------|--------------------------------------|
| Animaux | Effectifs Moyens | Poids | | Mode d'alimentation | Taux Occup. | Nombre Bandes | Animaux Produits | %Stock | |
| Truie attente saillie | 4 | Entrée | Sortie | | 67 % | | | 100 % | |
| Truie saillie/confirm. | 40 | | | | 83 % | | | 100 % | |
| Type de déjections à stocker | FU1 | FO1 | ... | ... | Epond. | %Pertes | %kgN | %Stock | Nature de litière |
| FC - Fumier de litière raclée | 100 % | | | | | | 70 % | (100 %) | <input type="text" value="Paille"/> |
| P - Purin | | 100 % | | | | | 30 % | (100 %) | Quantité de litière |
| | | | | | | | | | <input type="text" value="88.0 kg"/> |
| | | | | | | | | | Surface de l'unité |
| | | | | | | | | | <input type="text" value="0.0 m²"/> |

| 4 - P2.3 | | Case complète couverte - litière raclée | | | | | | | |
|-------------------------------|------------------|--|--------|---------------------|-------------|---------------|------------------|---------|-------------------------------------|
| Animaux | Effectifs Moyens | Poids | | Mode d'alimentation | Taux Occup. | Nombre Bandes | Animaux Produits | %Stock | |
| Verrat présent | 1 | Entrée | Sortie | | | | | 100 % | |
| Type de déjections à stocker | FU1 | FO1 | ... | ... | Epond. | %Pertes | %kgN | %Stock | Nature de litière |
| FC - Fumier de litière raclée | 100 % | | | | | | 70 % | (100 %) | <input type="text" value="Paille"/> |
| P - Purin | | 100 % | | | | | 30 % | (100 %) | Quantité de litière |
| | | | | | | | | | <input type="text" value="2.0 kg"/> |
| | | | | | | | | | Surface de l'unité |
| | | | | | | | | | <input type="text" value="0.0 m²"/> |

Tab 1b - DESCRIPTION DES UNITÉS • PORCINS

| 5 - P3 | | Cases collect - lit acc ou bio - paille | | | | | | | |
|--------------------------------|------------------|--|--------|-----------------------|-------------|---------------|---------------------|--------------------------------------|--|
| Animaux | Effectifs Moyens | Poids | | Mode d'alimentation | Taux Occup. | Nombre Bandes | Animaux Produits | %Stock | |
| Porcelet post-sevrage | 360 | Entrée | Sortie | Auge + abreuvoir inté | | 6.56 | 2362 | 100 % | |
| conduite en bande unique | | | | | | | | | |
| Type de déjections à stocker | FU1 | ... | ... | ... | Epand. | %Pertes | %kgN | %Stock | |
| FTCa - Fumier de litière accum | 100 % | | | | | | (100 %) | (100 %) | |
| | | | | | | | Nature de litière | <input type="text" value="Paille"/> | |
| | | | | | | | Quantité de litière | <input type="text" value="97.0 kg"/> | |
| | | | | | | | Surface de l'unité | <input type="text" value="0.0 m²"/> | |

| 6 - P4 | | Cases collect - lit acc ou bio - paille | | | | | | | |
|------------------------------------|------------------|--|-----|-----------------------|-------------|---------------|---------------------|---------------------------------------|--|
| Animaux | Effectifs Moyens | Poids | | Mode d'alimentation | Taux Occup. | Nombre Bandes | Animaux Produits | %Stock | |
| Porc charc. ap. post-sev. | 833 | 31 | 120 | Auge + abreuvoir inté | | 2.73 | 2278 | 100 % | |
| conduite en 2-3 bandes simultanées | | | | | | | | | |
| Type de déjections à stocker | CHAMP | ... | ... | ... | Epand. | %Pertes | %kgN | %Stock | |
| FTCa - Fumier de litière accum | 100 % | | | | | | (100 %) | (100 %) | |
| | | | | | | | Nature de litière | <input type="text" value="Paille"/> | |
| | | | | | | | Quantité de litière | <input type="text" value="480.0 kg"/> | |
| | | | | | | | Surface de l'unité | <input type="text" value="0.0 m²"/> | |

| 7 - P5 | | Cases collect - lit acc ou bio - paille | | | | | | | |
|--------------------------------|------------------|--|-----|---------------------|-------------|---------------|---------------------|-------------------------------------|--|
| Animaux | Effectifs Moyens | Poids | | Mode d'alimentation | Taux Occup. | Nombre Bandes | Animaux Produits | %Stock | |
| Cochette quarantaine | 12 | | | | 83 % | | | 100 % | |
| conduite en bande unique | | | | | | | | | |
| Type de déjections à stocker | CHAMP | ... | ... | ... | Epand. | %Pertes | %kgN | %Stock | |
| FTCa - Fumier de litière accum | 100 % | | | | | | (100 %) | (100 %) | |
| | | | | | | | Nature de litière | <input type="text" value="Paille"/> | |
| | | | | | | | Quantité de litière | <input type="text"/> | |
| | | | | | | | Surface de l'unité | <input type="text" value="0.0 m²"/> | |

Tab 2. STOCKAGE ET TRAITEMENT DES DEJECTIONS ET EFFLUENTS

| Repère de l'unité de stockage | Types de stockage (fumière, fosse, stockage au champ, salle de traite, silo) | Hauteur totale (uniquement fosse) | | Origine des produits | Types de produits | kg totaux maîtrisables correspondants | intervalle entre vidange ou durée de stockage (mois) | Capacité existante utile ou volume des silos |
|-------------------------------|--|-----------------------------------|--------|--|----------------------|---------------------------------------|--|--|
| | | | | | | | | |
| 1 | FO1 Fosse aérienne en béton banché | 3.00 m | 0.50 m | P1 P2.1 P2.2 P2.3 Zones non couvertes Eaux de lavage | P + E | 566kgN | | 375 m³ |
| 2 | FU1 Fumière couv. avec 3 murs Jus >> FO1 | | | P1 P2.1 P2.2 P2.3 P3 | M + A | 2 052kgN | | 150 m³ |
| 1 | CHAMP parcelle épardable à distance réglementaire des tiers et des points d'eau | | | P4 P5 | A | 5 265kgN | | |
| 3 | Zones non couvertes | | | | Eaux pluviales | | | 158 m³ |
| 1 | Eaux de lavage | | | | Autres apports d'eau | | | 11 m³ par mois |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |

| Toutes espèces | Total | Maîtrisable | Plein air | Pâture |
|----------------|-------|-------------|-----------|--------|
| kgN/an | 7 883 | 7 883 | | |

* dont résorbé par traitement

Types de produits :
A= litière accumulée, F= fumier compact, M= fumier mou, L= lisier, P= purin, S= fientes sèches, H= fientes humides, B= boues, E= autres effluents

Tab 13. REPERES DU CALCUL DES CAPACITES DE STOCKAGE FORFAITAIRES zone A

Station météo : Bretagne centrale Prise en compte du temps de présence dans le calcul de la capacité réglementaire.

| Ouvrage de stockage | Origine | Mode de logement | Quantité de paille | Périodicité de curage/raclage | Type de produit | Mode d'alimentation | Catégorie animale | Nombre d'animaux, m ² volailles de chair, m ² eaux souillées, m ² silo | Correction /place/mois | Durée réglementaire < temps présence | Durée(s) de référence | Durée(s) prod. lit. acc. | Capacités (s) utiles(s) corrigée par animal | % Répartition standard référence | % Répartition sur aire de vie | % Répartition tri ou égouttage | % Selon poids, âge, aliment., production | Selon la hauteur de fumier | Capacité utile réglementaire | |
|---|---------|---|--------------------|-------------------------------|-----------------|---------------------|-------------------|---|------------------------|--------------------------------------|-----------------------|--------------------------|---|----------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--|----------------------------|------------------------------|---------------------|
| FO1 Fosse aérienne en béton banché | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 375 m² utiles, HT = 3,00 m, HG = 0,50 m | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| P1 | | Cases indiv. complètes - lit. raclée conduite en bande unique | 1,9 11/s | P | | TMa | | 30 | | 7,5 | | | 0,64 m ² | | | | | | 19,2 m ² | |
| P2.1 | | Case complète couverte - litière raclée | 2,0 11/m | P | | TS | | 40 | | 7,5 | | | 0,62 m ² | | | | | | 24,8 m ² | |
| | | | | | | TaS | | 20 | | 7,5 | | | 0,62 m ² | | | | | | 12,4 m ² | |
| P2.2 | | Case complète couverte - litière raclée | 2,0 11/m | P | | TaS | | 4 | | 7,5 | | | 0,62 m ² | | | | | | 2,5 m ² | |
| | | | | | | TS | | 40 | | 7,5 | | | 0,62 m ² | | | | | | 24,8 m ² | |
| P2.3 | | Case complète couverte - litière raclée | 2,0 11/m | P | | Vrt | | 1 | | 7,5 | | | 0,62 m ² | | | | | | 0,6 m ² | |
| | | Zones non couvertes | | E | | | | 158,0 m ² | | 7,5 | | | | | | | | | 60,6 m ² | |
| | | Eaux de lavage | | E | | | | 11,2 m ² | | 7,5 | 1 | | | | | | | | 84,0 m ² | |
| FU1 Fumière couv. avec 3 murs | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 150 m² | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| P1 | | Cases indiv. complètes - lit. raclée conduite en bande unique | 1,9 11/s | FC | | TMa | | 30 | | 7,0 | | | 1,56 m ² | | | | | | 0,81 1,3 / 1,6 | 38,0 m ² |
| P2.1 | | Case complète couverte - litière raclée | 2,0 11/m | FC | | TS | | 40 | | 7,0 | | | 0,69 m ² | | | | | | 0,81 1,3 / 1,6 | 22,4 m ² |
| | | | | | | TaS | | 20 | | 7,0 | | | 0,69 m ² | | | | | | 0,81 1,3 / 1,6 | 11,2 m ² |

Tab 13. REPERES DU CALCUL DES CAPACITES DE STOCKAGE FORFAITAIRES zone A

Station météo : Bretagne centrale

Prise en compte du temps de présence dans le calcul de la capacité réglementaire.

| Ouvrage de stockage | | Quantité de paille | Périodicité de curage/raclage | Type de produit correction /place/mois | Mode d'alimentation correction /place/mois | Catégorie animale | Nombre d'animaux, m ² volailles de chair, m ² eaux souillées, m ³ silo correction /place/mois | Durée réglementaire temps présence si < | Durée(s) de référence | Durée(s) prod. lit. acc. | Capacité(s) utile(s) de référence et corrigée par animal | % Répartition standard référence | % Répartition sur l'aire de vie | % Répartition tri ou égouttage | % Selon poids, âge, aliment., production | Selon la hauteur de fumier | Capacité utile réglementaire |
|---------------------|--|---|-------------------------------|--|--|-------------------|--|---|-----------------------|--------------------------|--|----------------------------------|---------------------------------|--------------------------------|--|----------------------------|------------------------------|
| P2.2 | Origine | 2.0 t/m | 1/m | FC | | TAS | 4 | 7.0 | | | 0.69 m ² | | | | 1.3 / 1.6 | 0.81 | 2.2 m ² |
| | Mode de logement | Case complète couverte - litière raclée | | | | | 40 | 7.0 | | | 0.69 m ² | | | | 1.3 / 1.6 | 0.81 | 22.4 m ² |
| P2.3 | Case complète couverte - litière raclée | 2.0 t/m | | FC | | V/I | 1 | 7.0 | | | 0.69 m ² | | | | 1.3 / 1.6 | 0.81 | 0.6 m ² |
| P3 | Cases collect - lit acc au bio - paille conduite en bande unique | 0.3 t/m ² | | FTCa | ABI | PS 8-31kg | 360 | 2.0 | 2.0 | | 0.03 m ² | | | | | | 21.6 m ² |

CAPACITÉ AGRONOMIQUE - CAPACITE DE STOCKAGE, Dimensionnement

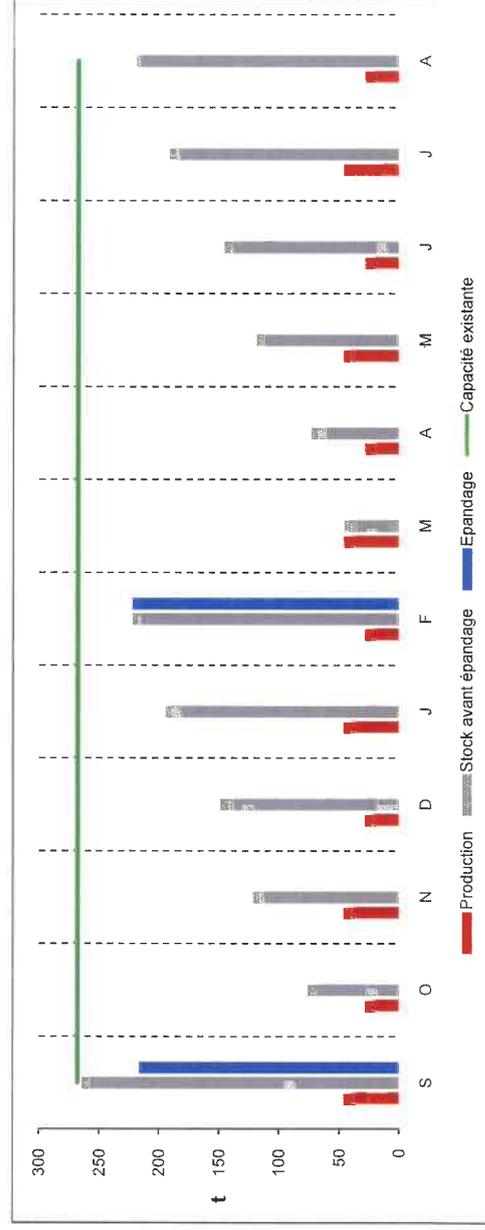
Projet réalisé chez : EARL Biocochoon
par : Sylvie CHAPIN

FU1, Fumière couv. avec 3 murs

Teneur indicative moyenne 4.7 kgN/t

| | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Totaux/an |
|-----------------------------|-----------|---------|----------|----------|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|
| • Entrées (t) | 46 | 28 | 46 | 28 | 46 | 28 | 46 | 28 | 46 | 28 | 46 | 27 | 438 |
| • Sorties (t) | | | | | | | | | | | | | |
| Transferts | | | | | | | | | | | | | |
| Exp. non épandue | | | | | | | | | | | | | |
| Epandage | 216 | | | | | 222 | | | | | | | 438 |
| Total | 216 | | | | | 222 | | | | | | | 438 |
| • Dimensionnement (tonnes) | | | | | | | | | | | | | |
| Point zéro | -143 | -116 | -70 | -43 | 3 | -192 | -146 | -119 | -73 | -46 | 0 | 27 | |
| stock fin | 48 | 76 | 121 | 149 | 194 | 0 | 46 | 73 | 119 | 146 | 192 | 219 | |
| av. épandage | 242 | | | | | 208 | | | | | | | |
| • Equivalents "temps plein" | | | | | | | | | | | | | |
| Production | | | | | | | | | | | | | 37 t/mois |
| Capacité de stockage 4 mois | | | | | | | | | | | | | 97 m² |
| Capacité de stockage 6 mois | | | | | | | | | | | | | 126 m² |

| | |
|------------------------|--------|
| • Capacité agronomique | 135 m² |
| Capacité en tonnes | 242 t |
| • Capacité existante | 150 m² |
| • A créer | 0 m² |
| • Capacité du projet | 0 m² |



CAPACITÉ AGRONOMIQUE - CAPACITE DE STOCKAGE, Dimensionnement

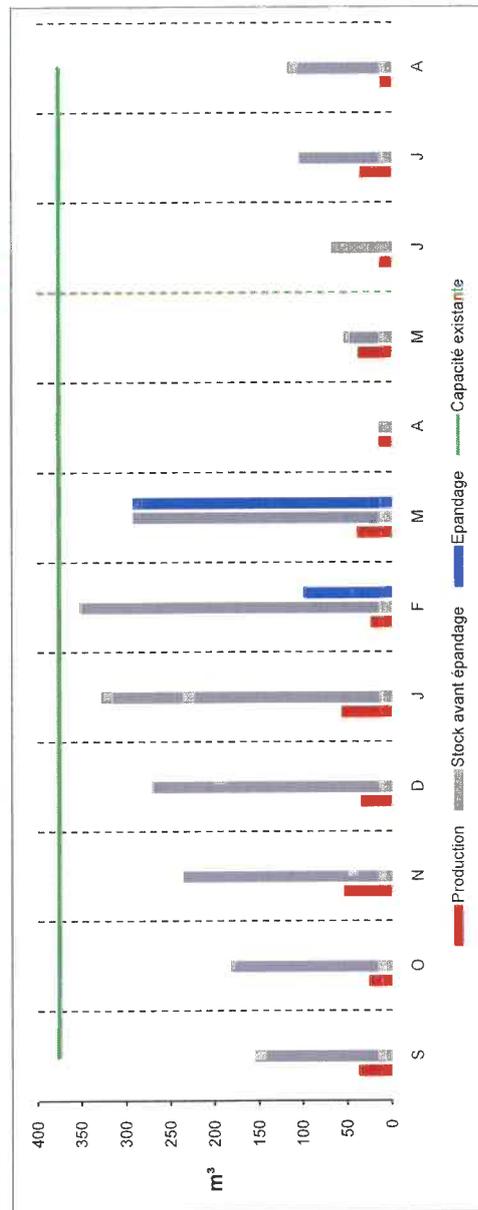
Projet réalisé chez : EARL Biocochoch
par : Sylvie CHAPIN

FO1, Fosse aérienne en béton banché

Teneur indicative moyenne 1.4 kgN/m³
Hauteur Totale 3.00 m
Garde 0.50 m

| | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Totaux/an |
|--|-----------|---------|----------|----------|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|
| • Entrées (m ³) | 38 | 19 | 44 | 24 | 46 | 18 | 38 | 15 | 38 | 14 | 36 | 14 | 345 |
| m ³ pluie/fosse | 0 | 7 | 9 | 11 | 11 | 6 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 46 |
| Prod. totale | 38 | 26 | 54 | 35 | 57 | 24 | 40 | 15 | 38 | 14 | 36 | 14 | 391 |
| • Sorties (m ³) | | | | | | | | | | | | | |
| Transferts | | | | | | | | | | | | | |
| Exp. non épanché | | | | | | | | | | | | | |
| Epanché | | | | | | 99 | 292 | | | | | | 391 |
| Total | | | | | | 99 | 292 | | | | | | 391 |
| • Dimensionnement (m³) | | | | | | | | | | | | | |
| Point zéro | 51 | 78 | 131 | 166 | 223 | 148 | -104 | -89 | -50 | -36 | 0 | 14 | |
| stock fin | 155 | 181 | 235 | 270 | 327 | 252 | 0 | 15 | 53 | 67 | 104 | 117 | |
| av. épanché | | | | | | 339 | 272 | | | | | | |
| • Valeur fertilisante kgN av. épanché | | | | | | 483 | 356 | | | | | | |
| kgN/m ³ | 1.8 | 1.7 | 1.6 | 1.5 | 1.4 | 1.4 | 1.3 | 1.5 | 1.6 | 1.7 | 1.7 | 1.7 | |

| | |
|-------------------------------|--------------------|
| • Capacité agronomique | |
| Total | 407 m ³ |
| Utile | 339 m ³ |
| Surface non couverte | 136 m ² |
| • Capacité existante | |
| Total | 450 m ³ |
| Utile | 375 m ³ |
| Surface non couverte | 150 m ² |
| • A créer | |
| Total | 0 m ³ |
| Utile | 0 m ³ |
| Surface non couverte | 0 m ² |
| • Capacité du projet | |
| Total | 0 m ³ |
| Utile | 0 m ³ |



**Total* désigne le volume utile + la garde.

COMPLÉMENTS

Projet réalisé chez : EARL Biocochon
par : Sylvie CHAPIN

Quantités à épandre - Productions avant traitement

| Mode de logement | Porcins - Volailles | | Surface bâtim. | Densité | Effectif moyen | Bandes rotations | Productions annuelles | | | Produit | Teneur | Quantité |
|---|---------------------|-------|----------------|---------|----------------|------------------|-----------------------|-------|----------------------------------|-------------|--------|----------|
| | kgN /an /animal | kgN | | | | | Animaux | Batim | Pl-air | | | |
| Truie allaitantes maternité | 17.4 | 433 | | | 25 | | | | | | | |
| Cases indiv. complètes - lit. raclée | 12.2 | 303 | | | | | | | Fumier de litière raclée | 2.53 kgN/t | 120 t | |
| | 5.2 | 130 | | | | | | | Purin | 4.23 kgN/m³ | 31 m³ | |
| Truie saillie/confirm. | 17.4 | 578 | | | 33 | | | | | | | |
| Case complète couverte - litière raclée | 12.2 | 404 | | | | | | | Fumier de litière raclée | 4.73 kgN/t | 85 t | |
| | 5.2 | 173 | | | | | | | Purin | 4.09 kgN/m³ | 42 m³ | |
| Truie attente saillie | 17.4 | 233 | | | 13 | | | | | | | |
| Case complète couverte - litière raclée | 12.2 | 163 | | | | | | | Fumier de litière raclée | 4.73 kgN/t | 35 t | |
| | 5.2 | 70 | | | | | | | Purin | 4.09 kgN/m³ | 17 m³ | |
| Truie attente saillie | 17.4 | 47 | | | 3 | | | | | | | |
| Case complète couverte - litière raclée | 12.2 | 33 | | | | | | | Fumier de litière raclée | 4.97 kgN/t | 7 t | |
| | 5.2 | 14 | | | | | | | Purin | 4.29 kgN/m³ | 3 m³ | |
| Truie saillie/confirm. | 17.4 | 578 | | | 33 | | | | | | | |
| Case complète couverte - litière raclée | 12.2 | 404 | | | | | | | Fumier de litière raclée | 4.97 kgN/t | 81 t | |
| | 5.2 | 173 | | | | | | | Purin | 4.29 kgN/m³ | 40 m³ | |
| Verrat présent | 17.4 | 17 | | | 1 | | | | | | | |
| Case complète couverte - litière raclée | 12.2 | 12 | | | | | | | Fumier de litière raclée | 6.09 kgN/t | 2 t | |
| | 5.2 | 5 | | | | | | | Purin | 5.26 kgN/m³ | 1 m³ | |
| Porcelet post-sevrage | 0.3 | 732 | | | 360 | 6.6 | | | | | | |
| Cases collect - lit acc ou bio - paille | | | | | | | | | Fumier de litière accumulée | 6.78 kgN/t | 108 t | |
| Porc charc. ap. post-sev. | 2.3 | 5 198 | | | 833 | 2.7 | | | | | | |
| Cases collect - lit acc ou bio - paille | | | | | | | | | Fumier de litière accumulée | 8.32 kgN/t | 625 t | |
| Cochette quarantaine | 6.7 | 67 | | | 10 | | | | | | | |
| Cases collect - lit acc ou bio - paille | | | | | | | | | Fumier de litière accumulée | 3.70 kgN/t | 18 t | |
| Autres productions d'effluents | | | | | | | | | | | | |
| Zones non couvertes | | | | | | | | | Pluie sur surfaces non couvertes | | 76 m³ | |
| Eaux de lavage | | | | | | | | | Divers apports d'eau | | 134 m³ | |
| Pluie sur ouvrages de stockage | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | 51 m³ | |

Le volume de pluie indiqué pour une fosse comprend la pluie sur la fosse elle-même ainsi que la pluie sur les fumières raccordées

Article 24 : Gestion des eaux pluviales

Tous les bâtiments seront équipés de gouttières.

Les eaux pluviales seront canalisées et récupérées dans des fosses et serviront pour le lavage des installations. Le « trop plein » rejoindra le milieu naturel.

Les circuits de collecte figurent sur le plan des réseaux page 46.

Article 25 : Rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines

Un puit ou des ouvrages de stockage défectueux pourraient, sous certaines conditions, impacter la qualité des eaux profondes. On ne se situe pas dans une zone présentant un contexte hydrogéologique risqué (ex : faille karstique ou zone d'infiltration préférentielle). Les impacts de l'activité sur la qualité des eaux profondes seront donc restreints.

| Mesures prises | Effets attendus |
|---|---|
| La fosse et ouvrages de stockage seront construits par des professionnels. Ces ouvrages seront sous garantie décennale. Des dispositifs de surveillance seront mis en place. | Etanchéité et solidité des ouvrages de stockage et des porcheries |

EPANDAGE ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Article 26 : Mode de gestion des effluents

Pour rappel, tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.

L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.

Les effluents bruts d'élevage peuvent être notamment traités :

- dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28
- par compostage dans les conditions prévues à l'article 29
- sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30
- pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).

Estimation des quantités annuelles d'effluents

Les volumes annuels d'effluent bruts sont estimés à l'aide de l'outil Dixel.

Les fumiers produits en gestantes - verraterie (P2), en maternité (P1) et en post-sevrage (P3) seront stockés dans la fumière FU.

Les fumiers produits dans les porcheries d'engraissement (P4) seront stockés au champ ou dans la fumière située sur le site de Cataha.

Le purin produit par les truies en gestantes – verraterie (P2) et en maternité (P1) seront stockés dans la fosse FO.

| Effluent brut | Quantité | Unité |
|--|----------|----------------|
| Fumier stocké en fumière FU | 458 | Tonnes |
| Fumier brut pouvant être stocké au champ | 625 | Tonnes |
| Purin/eaux pluviales/eaux de lavage stockés dans la fosse FO | 396 | m ³ |

Estimation des quantités annuelles d'éléments fertilisants

Les références utilisées pour estimer la production annuelle d'éléments fertilisants sont issues du guide RMT intitulé « Evaluation des rejets d'azote, phosphore, potassium, cuivre et zinc des porcs, paru en 2016.

1°) Pour les reproducteurs, c'est la référence RMT « truie reproductrice - standard – paille (lisier) - sans compostage* » qui est utilisée, à savoir :

| uN/ animal | uP ₂ O ₅ / animal | uK ₂ O/animal |
|------------|---|--------------------------|
| 17,4 | 14,9 | 15 |

*C'est cette norme qui est utilisée et non celle de « litière sur paille » car on considère qu'il y a une production de purin (estimée à 30%).

2°) Pour les porcelets logés dans la porcherie P3, jusqu'à 31 kg, c'est la référence RMT « post sevrage 8-31 kg - standard - litière de paille - sans compostage » qui est utilisée, à savoir :

| uN / animal | uP ₂ O ₅ / animal | uK ₂ O / animal |
|-------------|---|----------------------------|
| 0,31 | 0,32 | 0,46 |

3°) Pour les porcs logés dans les porcheries P4, de 40 à 120 kg, c'est la référence RMT « engraissement – standard - litière paillée – sans compostage » qui est utilisée.

Comme cette référence s'applique à des porcs de 31 à 118 kg, elle est proratisée afin d'estimer les rejets des porcs de 31 à 120 kg, de la manière suivante :

| poids d'entrée | poids de sortie | gain de poids | uN / animal | uP ₂ O ₅ / animal | uK ₂ O / animal |
|--|-----------------|---------------|-------------|---|----------------------------|
| 31 | 118 | 87 | 2,23 | 2,23 | 2,58 |
| rejets par kg supplémentaire entre 118 et 120 kg | | | 0,026 | 0,026 | 0,031 |
| 118 | 120 | 2 | 0,052 | 0,052 | 0,062 |
| Total pour les porcs en finition de 40 à 120 kg | | | 2,28 | 2,28 | 2,64 |

Avec ces références, on peut estimer la production annuelle d'éléments fertilisants de l'atelier bio :

| | Nombre | Référence RMT standard en uN/animal | Référence RMT standard en uP ₂ O ₅ /animal | uN | uP ₂ O ₅ |
|---|--------|-------------------------------------|--|-------------|--------------------------------|
| Reproducteurs présents | 114 | 17.4 | 14.9 | 1984 | 1699 |
| Porcelets produits | 2362 | 0.31 | 0.32 | 732 | 756 |
| Porcs charcutiers produits (incluant le pré-troupeau) | 2290 | 2.28 | 2.28 | 5270 | 5270 |
| TOTAL | | | | 7986 | 7724 |

Produits à gérer

Les effluents produits sur l'exploitation et à gérer sont :

| | Quantité | uN | uP ₂ O ₅ |
|------------------------|----------|-------------|--------------------------------|
| Fumiers de porcs bruts | 1081 | 7391 | 7242 |
| Purins de porcs | 135 | 595 | 482 |
| TOTAL | | 7986 | 7724 |

Gestion des effluents bruts

La totalité des effluents bruts (purin, fumier brut) sera gérée par épandage sur

- Les terres du pétitionnaire et
- Les terres d'un prêteur de terre, le GAEC Bioyvel. Il s'agit d'une exploitation bio (laitier, avicole et cultures), qui est proche géographiquement de l'élevage et qui a besoin d'être approvisionnée en engrais organiques bio.

Une convention d'épandage a été établie à cet effet.

Tableau récapitulatif de la gestion des produits

La répartition des effluents par exploitation est la suivante :

| | Quantité | Unité | Valeur fertilisante | |
|-----------------------|----------|----------------|---------------------|--------------------------------|
| | | | uN | uP ₂ O ₅ |
| EARL Biocochon | | | | |
| Fumier brut | 167 | t | 1133 | 1110 |
| Purin | 396 | m ³ | 595 | 482 |
| GAEC Bioyvel | | | | |
| Fumier brut | 920 | t | 6258 | 6132 |
| TOTAL | | | 7986 | 7724 |

Articles 27.1 à 27.5 : Gestion des effluents par épandage

Contenu du volet agronomique

Les volets agronomiques de chaque exploitation inscrite au plan d'épandage sont présentés à la fin de ce chapitre.

Chaque volet comprend les éléments suivants :

- Carte IGN de localisation des parcelles
- Cartographie du plan d'épandage
- Liste parcellaire – aptitude des sols à l'épandage
- Liste parcellaire – risque érosif
- PVEF (bilan de fertilisation)
- La convention d'épandage

Description des terres d'épandage

Les terres inscrites au plan d'épandage sont celles de l'EARL Biocochochon et du GAEC Bioyvel. Les îlots sont localisés sur des extraits de carte IGN au 1/25000^{ème} figurant dans chacun des volets agronomiques. Les tableaux suivants récapitulent les données sur ces terres.

| Exploitation | Communes concernées | SAU ⁽¹⁾ | SPE ⁽²⁾ | Surface en ZAR ⁽³⁾ | SAU en BVC ⁽⁴⁾ | SAU en zone 10 A ⁽⁵⁾ | SAU en zone 3B1 ⁽⁶⁾ |
|-------------------|----------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------------------|---------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
| EARL Biocochochon | Mauron | 25,81 | 20,2 | 25,81 | 0 ha | 0 ha | 25,81 ha |
| GAEC Bioyvel | Mauron Saint Brieuc de Mauron | 221,93 | 176,3 | 221,93 | 0 ha | 0 ha | 221,93 ha |
| TOTAL | | 247,74 | 196,5 | 247,74 | 0 ha | 0 ha | 247,74 ha |

Signification des sigles :

⁽¹⁾SAU : Surface agricole utile

⁽²⁾SPE : Surface potentiellement épandable

⁽³⁾ZAR : Zone d'action renforcée

⁽⁴⁾BVC : Bassin versant contentieux

⁽⁵⁾Zone 10 A 1 : Le SDAGE Loire Bretagne (schéma d'aménagement de de gestion des eaux) a défini des dispositions afin de protéger la qualité des eaux. Parmi ces dispositions, la disposition 10-A1 vise à réduire significativement l'eutrophisation des eaux côtières et de transition. Cette mesure concerne les bassins versants contribuant au déclassement des masses d'eau côtières au titre des marées vertes. Un zonage dit 10-A1 est établi. Il correspond au périmètre où s'applique la disposition 10-A1.

⁽⁶⁾Zone 3B 1 : De la même manière, le SDAGE Loire Bretagne a défini une disposition dite 3 B1 qui vise à prévenir les apports et les transferts de phosphore diffus à l'amont des plans d'eau prioritaires. Un zonage dit 3B1 est établi. Il correspond au périmètre où s'applique la disposition 3B1, il s'agit de périmètres autour de plans d'eau sensibles.

Matériel et pratiques d'épandage

Les chantiers d'épandage des fumiers et purins seront réalisés par le pétitionnaire et le prêteur de terre et ils travailleront avec une CUMA.

Les épandages de purins seront réalisés avec une tonne équipée de pendillards et les épandages de fumiers seront réalisés avec une table d'épandage.

Les épandages seront pratiqués dans le respect du programme d'action Directive Nitrate en vigueur :

- Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée et des plafonds de fertilisation relatifs à chaque zone.
- Réalisation d'un plan prévisionnel de fumure (PPF) des fertilisants azotés organiques et minéraux avant le 31 mars de chaque année ;
- Enregistrement de l'épandage des fertilisants azotés organiques et minéraux dans un cahier de fertilisation. Toute intervention est inscrite au plus tard dans les 30 jours qui suivent et le récapitulatif est établi au plus tard 1 mois après la fin de la campagne ;
- Toute livraison de fertilisants organiques fait l'objet d'un bordereau co-signé par le producteur et le receveur. Le type de fertilisants et sa teneur en azote seront fournis à l'exploitant et enregistrés dans le cahier de fertilisation ;
- Respect des périodes d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés fixées en fonction des différents types de fertilisants ;
- Respect des conditions particulières d'épandage des fertilisants azotés organiques et minéraux (pas d'épandage sur les sols de forte pente, sur les sols gelés, inondés, détrempés, enneigés, épandage avec du matériel adapté et respect des distances par rapport aux eaux de surface, aux zones sensibles et aux tiers)

Modalités d'enfouissement des fumiers et des purins

Les épandages de fumiers et de purins sur terres nues seront suivis d'un retournement des terres par un labour de surface ou un passage de covercrop. Cet enfouissement interviendra dans un délai de 12 heures maximum après l'application des effluents.

Calendrier d'épandage

Le calendrier d'épandage actuellement en vigueur sur le département du Morbihan figure en annexe.

Détermination de la surface épandable

Les cartes du plan d'épandage au 1/5000^{ème} sont présentées à l'article 26 dans le volet agronomique de chacune des exploitations. Sur ces plans figurent les zones d'exclusion ainsi que l'aptitude des sols à l'épandage.

Dans un souci de lutte contre les nuisances et de protection de la qualité des eaux, deux types d'exclusion ont été pratiqués pour obtenir à partir de la surface totale la surface épandable :

- Les exclusions d'ordre réglementaire
- Les exclusions relatives à une mauvaise aptitude du sol à l'épandage.

Prise en compte des exclusions d'ordre réglementaire

➤ Documents d'urbanisme :

Les documents d'urbanisme en vigueur sur les communes concernées ont été consultés en mairies. Le zonage qui pouvait avoir un impact sur la surface épandable a été reporté sur les plans au 1 /5000^{ème}.

Les résultats du recensement des documents d'urbanisme sont présentés dans le tableau ci-dessous :

| Communes | Documents d'urbanisme |
|-----------------------|-----------------------|
| Mauron | PLU* |
| Saint Briec de Mauron | RNU** |

*PLU : Plan Local d'Urbanisme

**RNU : Règlement National d'Urbanisme

Aucun épandage n'est prévu dans les zones urbanisées définies dans les documents d'urbanisme.

➤ Distances réglementaires d'épandage à respecter

Les distances réglementaires d'exclusion par rapport aux tiers et aux lieux fréquentés par le public sont fonction du type de déjections et du type de matériel employé.

Les distances minimales d'éloignement qui s'appliquent aux différents produits générés par l'EARL Biocochochon sont les suivantes :

| | Fumier de porcs | Purin de porcs |
|---|---|--|
| Tiers | 15 m s'il s'agit de fumiers compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum 2 mois 50 m pour les autres fumiers | - 15 m si injection directe - 50 avec traitement atténuant les odeurs à l'efficacité démontrée selon les protocoles établis dans le cadre de l'étude Sentoref 2012 - 50 m avec rampe équipée de pendillards - 100 m dans les autres cas |
| Point d'eau AEP | 50 m | |
| Forages, puits, hors prise d'eau AEP et périmètre de protection | 35 m | |
| Cours d'eau | 35 m, réduit à 10 m s'il existe une bande végétalisée de 10 m ne recevant aucun intrant. 100 m des cours d'eau si la pente régulière du sol est supérieure à 7 %. Cette distance peut être ramenée à 35 m si la pente est inférieure à 15 % et s'il existe sur l'îlot un talus continu, perpendiculaire à la pente permettant d'éviter tout ruissellement ou écoulement vers le cours d'eau. | |

Important :

1°) Les plans d'épandage qui figurent dans les volets agronomiques à l'article 26 sont présentés, à titre d'exemple, pour une distance **d'exclusion de 50 m** vis-à-vis des voisins.

2°) Dans les listes parcellaires sont récapitulées les surfaces épandables à 15 m, 50 m, 100 m vis-à-vis des tiers. A titre d'exemple, un assolement moyen prévisionnel a été pris en compte. Cette surface est amenée à changer tous les ans en fonction de l'occupation des parcelles, mais ce, dans de faibles proportions.

3°) Les surfaces épandables retenues pour élaborer les bilans de fertilisation (PVEF) sont à 50 m. Ainsi, les surfaces prises en compte pour le PVEF sont plutôt sous estimées, ce qui permet de préserver une marge de sécurité.

Prise en compte des périmètres de protection de captage d'eau public

Il n'y a aucun captage et aucun périmètre de protection de captage sur le périmètre d'étude.

Prise en compte des zones conchylicoles

Ni le site d'élevage, ni les parcelles d'épandage ne se trouvent à moins de 500 m des limites de zones conchylicoles.

Détermination de l'aptitude des sols à l'épandage

L'aptitude à l'épandage se définit comme la capacité d'un sol à recevoir et fixer l'effluent sans perte de matières polluantes (par écoulement superficiel ou percolation directe dans le sous-sol), à l'épurer (par oxydation des matières organiques et destruction des germes pathogènes) et à maintenir les éléments fertilisants à la disposition des plantes cultivées.

Cette capacité dépend de plusieurs critères dont les principaux sont :

- La sensibilité à l'engorgement et l'hydromorphie (H) : l'engorgement du sol accroît les risques d'écoulement superficiel, limite le développement des micro-organismes épurateurs aérobies et nuit à l'enracinement.
- La capacité de rétention (C) : elle est fonction de la profondeur et de la texture du sol. Elle détermine son pouvoir filtrant et sa capacité à maintenir l'eau et les éléments minéraux à la portée des racines.
- La sensibilité au ruissellement (P) : la pente d'un terrain est un facteur de risque mais il faut aussi tenir compte de l'occupation du sol, de la proximité des cours d'eau, de la présence de talus, du travail du sol et bien sûr de la nature du produit à épandre (fumier ou purin).

L'aptitude des sols à l'épandage n'est pas constante tout au long de l'année car elle dépend également de leur état hydrique et du couvert végétal au moment de l'épandage. Une étude des sols détaillée a été réalisée pour les parcelles inscrites à l'épandage à l'aide de sondages à la tarière avec une densité minimale d'un sondage par îlot cultural. Ce classement a été effectué en fin de printemps et début d'été 2017.

Le classement des sols figure sur les listes parcellaires par exploitation, Une classification en trois catégories a été établie en fonction des trois paramètres précédemment cités : l'hydromorphie, la capacité de rétention et la pente. La codification indiquée répond à la légende suivante :

| N° de classe | Hydromorphie (H) | Capacité de rétention (C) | Pente (P) |
|--------------|--------------------------|---------------------------|------------|
| 0 | Permanente | Affleurements rocheux | Très forte |
| 1 | Temporaire, sols drainés | Sols peu profonds | moyenne |
| 2 | Sols sains | Profond | Faible |

Le classement tient compte :

- Des contraintes dues aux caractéristiques intrinsèques des sols
 - Réserve en eau, risque de lessivage
 - Engorgement en eau, mauvaise aptitude à la valorisation des effluents
- Des contraintes dues à la position topographique du sol et à son environnement
 - Risques de ruissellement, liés principalement au relief
 - Risques de circulation latérale, proximité des zones sensibles.

Ceci aboutit à un classement des sols en trois catégories par rapport à l'aptitude à l'épandage :

⇒ Les sols à pouvoir épurateur nul (noté 0 sur les plans)

Ce sont les sols engorgés en eau une longue partie de l'année. La valorisation des éléments fertilisants y est médiocre du fait d'une mauvaise minéralisation des matières organiques.

Les sols situés en proximité directe des points sensibles doivent être inclus dans cette classe d'épandage.

Ces sols ne bénéficieront pas d'épandage car il est impossible de le faire pendant toute l'année.

Au niveau de la liste parcellaire et des plans, les sols à pouvoir épurateur nul ne sont pas différenciés des sols réglementairement non épandables.

⇒ Les sols à pouvoir épurateur médiocre ou moyen (noté 1 sur les plans)

Les sols d'aptitude médiocre sont des sols présentant une trop faible profondeur et/ou une trop grande perméabilité (forte charge en cailloux, texture sableuse...). Les risques de lessivage sont importants en cas d'épandage en période d'excès hydrique.

Les sols d'aptitude moyenne sont des sols de profondeur moyenne et/ou des sols engorgés en eau de manière temporaire en période d'excès hydrique. Les sols drainés entrent dans cette catégorie.

Dans ces deux types de sols, l'épandage est possible en période de déficit hydrique mais aucun épandage n'y sera pratiqué l'hiver.

⇒ Les sols à bon pouvoir épurateur (noté 2 sur les plans)

Le pouvoir épurateur des sols est considéré comme bon lorsque ceux-ci permettent le développement optimal des principaux mécanismes d'épuration. Ce sont les sols qui présentent les caractères suivants :

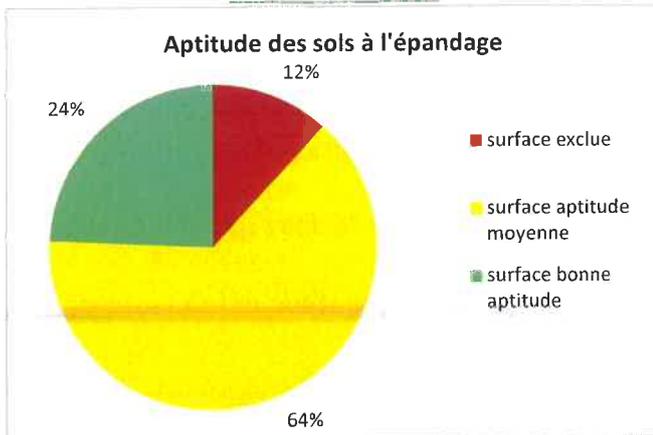
- Bonne stabilité structurale des horizons de surface, afin d'assurer une bonne filtration des matières en suspension ;
- Profondeur moyenne à forte assurant une réserve en eau suffisante ;
- Absence de période d'engorgement en eau d'où une forte possibilité d'épuration microbienne ;
- Bonne potentialité agronomique afin d'assurer une exportation satisfaisante par les plantes ;
- Position de pente faible ou de plateau éloignée des zones humides.

Dans ces sols, l'épandage est possible toute l'année sauf interdiction en fonction des cultures et des périodes d'épandage.

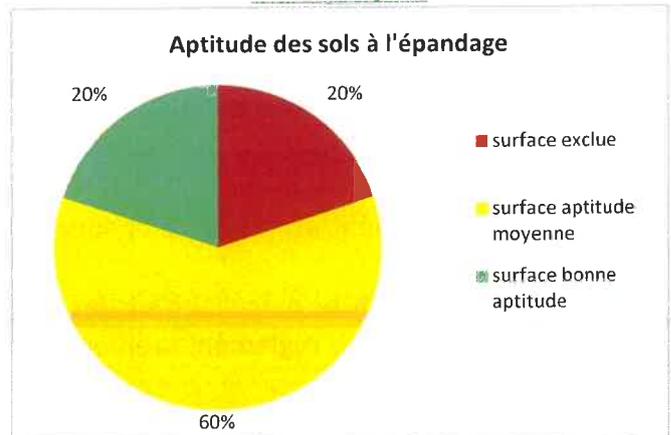
Conclusion :

Voici le résultat de la détermination de l'aptitude des sols à l'épandage pour chacune des exploitations :

EARL Biocochon



GAEC Bioyvel



Détermination du risque d'érosion

Conformément à la charte ICPE, une détermination du risque d'érosion a été effectuée sur tous les îlots exploités par les prêteurs de terre. La liste récapitulant ce diagnostic a été élaborée selon les critères relatifs au classement des parcelles à risque phytosanitaire (dans le cadre du plan Bretagne Eau Pure).

Cette liste prend en compte les critères suivants :

- Le pourcentage de pente
- La longueur de la pente
- La distance à l'écoulement d'eau le plus proche
- L'existence ou l'absence d'une protection

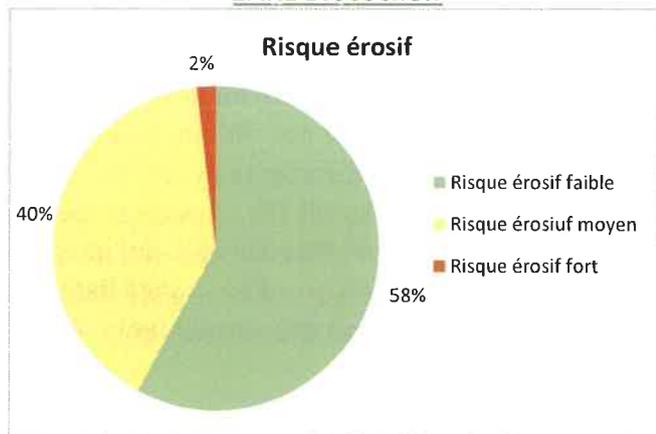
Les valeurs des différents critères, le niveau de risque ainsi que les dispositifs existants ou les mesures prises afin de limiter le risque d'érosion ont été reportés dans la liste parcellaire qui figure dans chacun des volets agronomiques de l'article 26.

Le sens de la pente est reporté sur la cartographie du risque d'érosion. Le fond de carte (vue aérienne) permet de visualiser les haies et plantations existantes.

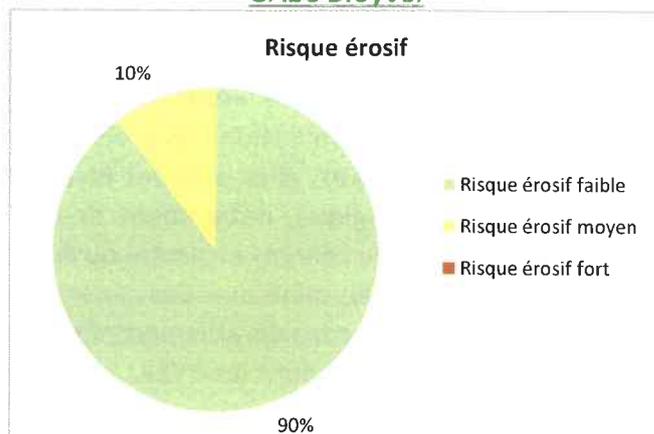
Conclusion :

Voici le résultat de ce diagnostic du risque d'érosion pour les deux exploitations :

EARL Biocochochon



GAEC Bioyvel



Bilans de fertilisation en azote, phosphore

Méthodologie

Il convient de vérifier à l'aide d'un bilan de fertilisation réalisé sur chacune des exploitations inscrites au plan d'épandage que les surfaces épandables retenues sont suffisantes pour valoriser les éléments minéraux contenus dans les effluents à épandre, compte tenu de l'assolement pratiqué.

Pour les deux exploitations, l'outil utilisé pour vérifier l'équilibre de la fertilisation est le PVEF (plan de valorisation des effluents d'élevage et de fertilisation des cultures – version 2019).

L'assolement pris en compte dans chacun de ces bilans se veut représentatif d'un assolement moyen. Les rendements pris en compte sont ceux fournis par les exploitants. Ils sont dans l'ensemble bien inférieurs aux moyennes du GREN puisqu'il s'agit de cultures bio.

Les exportations des cultures en azote sont calculées avec les références CORPEN de 1988.

Tableaux de justification des rendements des cultures

| culture | Rendement pris en compte dans le PVEF | Moyenne régionale du GREN | Source du rendement pris en compte |
|--------------------------|---------------------------------------|---------------------------|------------------------------------|
| EARL Biocochochon | | | |
| Blé | 40 | 72 | Estimation |
| Orge printemps | 30 | 62 | Estimation |
| Méteil + légumineuses | 30 | - | Estimation |
| Maïs grain | 60 | 85 | Estimation |
| GAEC Bioyvel | | | |
| Maïs épi (= maïs grain) | 60 | 85 | Estimation |
| Blé | 50 | 72 | Estimation |
| Orge printemps | 45 | 62 | Estimation |
| Méteil + légumineuses | 30 | - | Estimation |
| Prairies | 9 | - | Estimation |

Stratégie de fertilisation azotée

Toutes les exploitations inscrites au plan d'épandage sont en agriculture biologique et privilégient donc l'utilisation d'engrais organiques biologiques. Au cas par cas, en fonction des besoins des cultures, elles peuvent être amenées à acheter des amendements autorisés en agriculture biologique, notamment des produits structurant pour le sol (ex : compost de déchets verts peu chargés en azote) ou des produits à fort coefficient d'efficacité agissant plus comme des engrais minéraux. Ces apports ne font pas l'objet de conventions d'épandage fixes et peuvent varier considérablement d'une année sur l'autre en fonction des assolements. Ils ne sont pas intégrés dans les PVEF.

Le GAEC Bio Yvel épand la totalité de ses fumiers de volaille avant une mise en place de maïs grain. Le tonnage figurant dans le PVEF peut sembler incohérente (4t/ha) mais au vu de la quantité totale de fumiers produite et de la surface indiquée pour le maïs (16 ha), cette quantité s'avère faible. Dans les faits, le GAEC pourra être amené à épandre cette quantité sur une surface plus faible en maïs, ce qui augmente le tonnage par hectare.

Résultats des bilans de fertilisation pour l'azote et le phosphore

| | charge en azote organique / ha de SAU | charge en azote (organique + minéral)/ ha de SAU | charge en phosphore (organique + minéral) / ha de SDN | Balance azote en uN/ ha (apport - export) sur la SAU |
|----------------|---------------------------------------|--|---|--|
| EARL Biocochon | 68 | 68 | 78,7 | -15,8 |
| GAEC Bioyvel | 116 | 135 | 78,6 | -43 |

VOLET AGRONOMIQUE DE L'EARL BICOCHON

Projet de valorisation des effluents d'élevage et de fertilisation des cultures

Exploitation : EARL Biococon MAURON

1) Azote et phosphore d'origine animale produits par le cheptel

| BOVINS (et autres herbivores) | effectif | UGB fourrage | mois au pâturage | Azote (kg N) | | | Phosphore (kg P2O5) | | | % lisier N maît |
|----------------------------------|----------|-----------------|---------------------|---------------|------------|------------------|---------------------|---------------|---------------------|--------------------|
| | | | | par animal | N total | N maîtrisable | par animal | P2O5 total | P2O5 maîtrisable | |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | 0 |
| Total | 0 | 0.0 | UGB_JPP 0 | | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |

| VOLAILLES | type de production | effectif | bandes par an | norme de rejet | Azote (kg N) | | norme de rejet | Phosphore (kg P2O5) | | % lisier |
|--------------|-----------------------|----------|------------------|-------------------|--------------|------------------|-------------------|---------------------|---------------------|----------|
| | | | | | N total | N maîtrisable | | P2O5 total | P2O5 maîtrisable | |
| | | | | | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| Total | | | | | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |

| PORCS | effectifs | type aliment. | type déjection | par animal | Azote (kg N) | | par animal | Phosphore (kg P2O5) | | N lisier urine |
|-----------------------------|-----------|------------------|-------------------|---------------|--------------|------------------|---------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | | | | | N total | N maîtrisable | | P2O5 total | P2O5 maîtrisable | |
| Truie, verrat (présent) | 114 | standard | fumier | 17.40 | 1984 | 1984 | 14.90 | 1699 | 1699 | 30% |
| Porcelet (produit) | 2362 | standard | lit.paille | 0.31 | 732 | 732 | 0.32 | 756 | 756 | 0% |
| Porc lourd (produit) | 2280 | standard | lit.paille | 2.28 | 5203 | 5203 | 2.28 | 5203 | 5203 | 0% |
| Truie non productive | 10 | standard | lit.paille | 6.70 | 67 | 67 | 6.69 | 67 | 67 | 0% |
| | | | | 0.00 | 0 | 0 | 0.00 | 0 | 0 | |
| | | | | 0.00 | 0 | 0 | 0.00 | 0 | 0 | |
| | | | | 0.00 | 0 | 0 | 0.00 | 0 | 0 | |
| Total de l'élevage | | | | | 7986 | 7986 | | 7724 | 7724 | |
| dont herbivores au pâturage | | | | | 0 | | | 0 | | |
| dont volailles sur parcours | | | | | 0 | | | 0 | | |

2) Quantités d'azote et phosphore maîtrisables après importation, exportation ou traitement

| Origine d'élevage type de produits | Azote (kg N) | | | | Phosphore (kg P2O5) | | | | mode d'élimination provenance destination |
|---------------------------------------|--------------|----------------------|----------------------|------------------|---------------------|----------------------|----------------------|------------------|---|
| | produit | réduit ou éliminé | + import - export | Reste à gérer | produit | réduit ou éliminé | + import - export | Reste à gérer | |
| Fumier bovin | 0 | | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | |
| Fumier volaille-4m | 0 | | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | |
| Fumier porc - 6 mois | 7391 | | -6258 | 1133 | 7242 | | -6132 | 1110 | GAEC Biocvel |
| Lisier bovin | 0 | | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | |
| Lisier volaille-canard | 0 | | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | |
| Lisier porc | 595 | | 0 | 595 | 482 | | 0 | 482 | |
| | 0 | | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 | |
| | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 | |
| | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 | |
| | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 | |
| | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 | |
| Total | 7986 | 0 | -6258 | 1728 | 7724 | 0 | -6132 | 1592 | |

3) Produits fertilisants à épandre sur l'exploitation et teneur en azote moyenne

| Produits fertilisants | abréviation | Azote kg N | N issu d'élevage | Perte stock prolongé | reste à épandre | Teneur* N/t | Masse* t | % N issu élevage |
|-----------------------|-------------|---------------|---------------------|-------------------------|--------------------|----------------|-------------|---------------------|
| Fumier porc - 6 mois | Fu.por | 1133 | 1133 | | 1133 | 6.8 | 167 | 100 |
| Lisier porc | Li.por | 595 | 595 | | 595 | 1.5 | 397 | 100 |
| | | 0 | 0 | | 0 | | | 0 |
| | | 0 | 0 | | 0 | | | 0 |
| | | 0 | 0 | | 0 | | | 0 |
| | | 0 | 0 | | 0 | | | 0 |
| Total | | 1728 | 1728 | | 1728 | | | |

(* estimation)

4) - Utilisation du foncier

| Hors parcours (ha) | SAU | SPE | Hors SPE |
|-----------------------|------|------|----------|
| Cultures | 21.7 | 20.2 | 1.5 |
| Prairies non pâturées | 3.5 | 0.0 | 3.5 |
| Prairies pâturées | | | 0.0 |
| Autres | | | 0.0 |
| Total | 25.2 | 20.2 | 5.0 |

Parcours (plein air) (ha) 0.0

Surface recevant des déjections

SRD 20.2

Emis au pâturage

| | Azote | P2O5 |
|--------|-------|------|
| Total | 0 | 0 |
| par ha | 0.0 | 0.0 |

Emis sur parcours

| | Azote | P2O5 |
|--------|-------|------|
| Total | 0 | 0 |
| par ha | 0.0 | 0.0 |

5b) Projet d'épandage et de fertilisation sur l'exploitation

| SCH* | Rendements récoltés | | Exportation par les récoltes | | | Besoins N de la culture | | | Estimation de la fourniture par le sol (kg N/ha) | | | | | Calcul de la dose | Dose à apporter (fourchette) kg N / ha de | Dose prévue N eff/ha | | | | | | | | | |
|------------------------|---------------------|--------|------------------------------|------------|-----------|-------------------------|--------|-------|--|-----|-----|-----|-----|-------------------|---|----------------------|-------|-------------------------|--|--|--|--|-----|--|--|
| | Principal fauche | Résidu | Azote N par U | P2O5 par U | K2O par U | par U | par ha | par U | Mhs | Mha | Mhp | Mhr | Rsh | | | | - Rfc | Total | | | | | | | |
| 1 Blé | 40.0 q | export | 2.5 | 1.1 | 1.7 | 44 | 68 | 120 | 58 | 15 | 0 | 0 | 0 | 50 | 93 | 27 | 7 | 33 | | | | | | | |
| 1 Orge printemps | 30.0 q | export | 2.1 | 1.0 | 1.9 | 30 | 57 | 75 | 36 | 9 | 0 | 0 | 0 | 50 | 65 | 10 | 0 | 18 | | | | | | | |
| 1 Méteil + légumineuse | 30.0 q | export | 3.0 | 1.1 | 2.3 | 33 | 69 | 54 | 58 | 15 | 0 | -10 | 50 | -30 | 83 | 50 | 0 | 33 | | | | | | | |
| 1 Mais grain | 60.0 q | enfoui | 1.5 | 0.7 | 0.5 | 42 | 30 | 138 | 80 | 21 | 0 | 20 | 10 | -30 | 101 | 37 | 17 | 54 | | | | | | | |
| 2 Pr fauche tardive | 5.0 IMS | | 15.0 | 6.0 | 20.0 | 30 | 100 | 75 | 61 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 61 | 20 | 0 | 0 | | | | | | | |
| Total sur SAU | | | | | | | | | | | | | | | 2121 | 912 | 1563 | Lame drainante < 400 mm | | | | | 741 | | |

PVEF 2019-v1.0

Synthèse et bilans du projet agronomique sur l'exploitation

EARL Biocochon

MAURON

6) Principales cultures

| Surfaces de l'exploitation | SAU ha |
|-----------------------------|-------------|
| Céréales | 16.3 |
| Colza (oléagineux) | |
| Pois (protéagineux) | |
| Maïs grain | 5.4 |
| Légumes | |
| Jachères, vergers... | |
| Maïs ensilage | |
| Autres fourrages | |
| Prairies de fauche | 3.5 |
| Prairies pâturées | |
| Total | 25.2 |

| | |
|--------------------|-----|
| Parcours volailles | 0.0 |
| Dérobées pâturées | 0.0 |
| Autres dérobées | 0.0 |

8) Fertilisation azotée et pression par ha

| Azote (kg) | sur SAU | par ha | Plafond / ha directive nitrate |
|-------------------------|-------------|-----------|-----------------------------------|
| N issu d'élevage | 1728 | 69 | 170 |
| N organique non élevage | 0 | 0 | |
| N minéral (kg N) | 0 | 0 | |
| N total (kg) | 1728 | 69 | |

9.1) Comparaison des apports d'N élevage et exports des récoltes

| kg d'azote N | sur SAU | ratio Apport / Export |
|-------------------|---------|-----------------------|
| Apports N élevage | 1728 | 81% |
| Exportations | 2121 | |

9.2) Balance globale de fertilisation azotée sur l'exploitation (BGA)

| kg d'azote N | sur SAU | par ha | Plafond / ha en vigueur |
|-------------------------------|---------|--------|----------------------------|
| Apports d'azote | 1728 | 68.6 | |
| dont restitution au pâturage | 0 | 0.0 | |
| dont épandage N organique | 1728 | 68.6 | |
| dont fertilisation minérale | 0 | 0.0 | |
| Exportation par les récoltes | 2121 | 84.2 | |
| Solde BGA (apport-export) | -393 | -15.6 | |
| Solde BGA hors légumineuses * | -203 | -8.1 | 50 |

10) Apports de phosphore et balance globale en phosphore

| kg de P ₂ O ₅ | sur SAU | par ha | Plafond en vigueur |
|---|---------|--------|-----------------------|
| Apports de phosphore | 1592 | 63.2 | |
| dont Restitutions pâturage | 0 | 0.0 | |
| Epannage P organique | 1592 | 63.2 | |
| Fertilisation minérale | 0 | 0.0 | |
| Exportation par les récoltes | 912 | 36.2 | |
| Solde de la balance phosphore (apport-export) | 680 | 27.0 | 80 |

| sur SRD | par ha |
|---------|--------|
| 1592 | 79.0 |

Apport/Export
175%

11) Apports de potassium par les épandages et exportations par les cultures

| | sur SAU | par ha |
|--|---------|--------|
| Apports de K ₂ O par les épandages organiques | 1633 | 65 |
| Exportations par les cultures | 1563 | 62 |

Informations complémentaires :

7.1) Bilan fourrager

| | t MS | Achat - cession | t MS disponibles |
|---|-----------|--------------------|---------------------|
| > Fourrages produits sur l'exploitation | | | |
| Herbe pâturée | 0 | | 0 |
| Herbe fauchée | 17 | | 17 |
| Maïs ensilage | 0 | | 0 |
| Betterave | 0 | | 0 |
| Autres fourrages pâturés | 0 | | 0 |
| Autres fourrages fauchés | 0 | | 0 |
| Total | 17 | 0 | 17 |

> Substituts de fourrages

| | |
|--|-----------|
| Fourr. déshydratés, drèches, coproduits... | |
| Paille aliment | |
| Total ressources en fourrages | 17 |

>> Besoins du troupeau

| | UGB | tMS/UGB | Besoin |
|---------------------------------|-----|---------|----------|
| Vaches laitières | 0 | 6.2 | 0 |
| Autres bovins | 0 | 6.2 | 0 |
| Autres herbivores | 0 | 6.2 | 0 |
| Total besoins en t de MS | | | 0 |

| | |
|--|-----------|
| Bilan Ressources - Besoins (t MS) | 17 |
| Taux de couverture des besoins | |

7.2) Gestion du pâturage

| | |
|----------------------|---------------|
| Surfaces pâturées | 0.0 ha équiv. |
| Fourrages pâturés | 0 t de MS |
| Seuil critique | 0 UGB.JPP/ha |
| Pression de pâturage | 0 UGB.JPP/ha |

| | |
|----------------------------------|---------------------|
| * Légumineuses à soldes négatifs | 5.4 ha |
| Total des soldes négatifs | -190.24 kg N |



Plan d'épandage - EARL Biocochochon



| | |
|--|-------------------------|
| | zone couverte |
| | Parcelles |
| | Trappe |
| | Pointage |
| | Capacité d'eau possible |
| | Surface en eau |
| | Zones vulnérables |
| | Zones inondables |
| | Zones consensuelles |
| | Cours d'eau |
| | Permis de décharge |
| | Période de permétrie |
| | Aptitudes 15 m |
| | Aptitudes 20 m |
| | Aptitudes à 30 m |
| | Aptitudes |
| | Site curieux |
| | Agrucous 105 m |
| | Contours des communes |
| | Orto |



Plan d'épandage - EARL Biocochochon



- Traces de canalisations
- Traces
- Partage
- Couverture d'eau potable
- Sources ou eau
- Zones vulnérables
- Zones inondables
- Zones conciliées
- Zones conciliées
- Cours d'eau
- Périmètres des captages
- Périmètres de protection
- Aptitudes 15 m
- Aptitudes 30 m
- Aptitudes 50 m
- Aptitudes 80 m
- Aptitudes 100 m
- Aptitudes 150 m
- Contours des communes
- Contours



Plan d'épandage - EARL Biocochochon



| NAMES CONTRAITS | |
|-----------------|-----------------------|
| | Parcelles |
| | Tiers |
| | Forage |
| | Cartage d'eau potable |
| | Bordures en eau |
| | Zones vulnérables |
| | Zones non-drainables |
| | Zones canchymom |
| | Cours d'eau |
| | Permis de captage |
| | Cartes de périmètre |
| | Aptitude 19 m |
| | Intercif |
| | Aptitude 50 m |
| | Aptitude à 80 m |
| | Autorités |
| | Sans contrainte |
| | Aptitude 100 m |
| | Contours des communes |
| | OS100 |

EARL BIOCOCHON - Liste parcellaire - Aptitude des sols à l'épandage

| n° ilot PAC | commune | surface totale | surface par culture | surface épandable | | | | culture (PAC 2017) | critères de classification de l'aptitude à l'épandage | | | aptitude à l'épandage | | | motif d'exclusion | critères d'estimation du risque érosif | | | | | niveau du risque d'érosion | mesures de protection |
|-------------------|---------|----------------|---------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------------------|---------------------|---|-----------------------|-------|-----------------------|--------------|-------------|----------------------------|--|--|------------|---------|----------------------|----------------------------|-------------------------|
| | | | | à 15 m des tiers | à 50 m des tiers | à 100 m des tiers | surface retenue pour le bilan | | hydromorphie | capacité de rétention | pente | classe | moyenne | bonne | | Drainage | distance par rapport au cours d'eau le plus proche | protection | % pente | longueur de la pente | | |
| 1 | MAURON | 3.66 | 3.66 | 3.34 | 2.72 | 1.51 | 2.72 | TL | 2 | 1 | 2 | 1 | 2.72 | 0 | Tiers Point d'eau | non | > 200 m | oui | 3%<<5% | > 150 m | | Haies Talus |
| 2 | MAURON | 0.65 | 0.65 | 0 | 0 | 0 | 0 | Autres utilisations | | | | | | | | | | | | | | |
| 3 | MAURON | 1.46 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | PP | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | <3% | < 50 m | | Haies Talus |
| 3 | MAURON | | 1.06 | 1.06 | 1.06 | 1.06 | 1.06 | TL | 2 | 1 | 1 | 1 | 1.06 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | > 5% | < 50 m | | Haies Bande enherbée |
| 4 | MAURON | 5.38 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.52 | 0.8 | PP | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | non | <3% | < 50 m | | - |
| 4 | MAURON | | 4.58 | 4.19 | 4.19 | 4.19 | 4.19 | TL | 2 | 1 | 2 | 1 | 4.19 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | 20m<<200 m | oui | <3% | < 50 m | | Haies Bande enherbée |
| 5 | MAURON | 1.82 | 0.09 | 0.09 | 0.09 | 0.02 | 0.09 | PP | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | - | non | 20m<<200 m | oui | <3% | < 50 m | | Haies |
| 5 | MAURON | | 1.73 | 1.73 | 1.73 | 1.49 | 1.73 | TL | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 1.73 | - | non | 20m<<200 m | non | <3% | < 50 m | | - |
| 6 | MAURON | 3.92 | 1.1 | 0.92 | 0.92 | 0.92 | 0.92 | PP | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau | non | > 200 m | oui | > 5% | < 50 m | | Haies |
| 6 | MAURON | | 2.82 | 2.82 | 2.82 | 2.82 | 2.82 | TL | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 2.82 | - | non | 20m<<200 m | oui | <3% | < 50 m | | Haies Bande enherbée |
| 7 | MAURON | 5.16 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | PP | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau | non | < 20 m | oui | <3% | < 50 m | | Haies |
| 7 | MAURON | | 4.96 | 4.94 | 4.78 | 4.27 | 4.78 | TL | 2 | 1 | 2 | 1 | 4.78 | 0 | Tiers | non | 20m<<200 m | oui | <3% | > 150 m | | Haies Bande enherbée |
| 8 | MAURON | 1.55 | 0.55 | 0.55 | 0.55 | 0.55 | 0.55 | PP | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau | non | < 20 m | oui | <3% | < 50 m | | Haies |
| 8 | MAURON | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | TL | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 1 | - | non | 20m<<200 m | oui | <3% | < 50 m | | Haies Bande enherbée |
| 9 | MAURON | 1.86 | 1.86 | 1.86 | 1.86 | 1.86 | 1.86 | TL | 2 | 1 | 2 | 1 | 1.86 | 0 | - | non | > 200 m | non | 3%<<5% | 50m << 150m | | - |
| 10 | MAURON | 0.35 | 0.35 | 0 | 0 | 0 | 0 | PP | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | Tiers Zone humide | non | 20m<<200 m | non | 3%<<5% | 50m << 150m | | - |
| Sous-total | | 26.81 | 25.81 | 23.9 | 23.12 | 20.81 | 23.12 | | | | | | 14.61 | 5.55 | | | | | | | | |
| TOTAL | | | 25.81 | 23.9 | 23.12 | 20.81 | 23.12 | | | | | | 14.61 | 5.55 | | | | | | | | |

CONTRAT POUR LA FOURNITURE D'EFFLUENTS D'ELEVAGE ET LEURS EPANDAGES

Dans le cadre d'une valorisation agricole des effluents d'élevage par épandage, il est convenu entre désigné ci-après « *le producteur* », d'une part

EARL Biocochon
Sylvain BRIENT
7, Le Gretay
56 430 MAURON
Tél : 06.07.28.61.46
N°SIRET : 84388203600018
N°PACAGE : 056048604
et

désigné ci-après « *l'utilisateur* » d'autre part,

GAEC Bioyvel
Bellevue
56 430 MAURON
Tél : 06.41.77.35.28
N°SIRET : 38972860100011
N°PACAGE : 056046557

ce qui suit

Article 1 : Engagement du producteur

Le producteur s'engage à mettre chaque année, à disposition de l'utilisateur, une quantité d'effluent d'élevage correspondant à 6258 unités d'azote au maximum et 6132 unités de phosphore au maximum (calculées sur la base des références RMT en vigueur au jour de la signature du présent contrat) sous forme de fumiers de porcs en période d'utilisation appropriée au plan agronomique

Le producteur informera par bordereau l'utilisateur des fournitures d'effluents au profit de ce dernier, en notant les volumes et les teneurs maximales en azote et phosphore des dits effluents afin que les deux parties puissent tenir à jour leur cahier de fertilisation

Article 2 : Engagement de l'utilisateur

L'utilisateur atteste que les surfaces de son exploitation sont suffisantes, compte tenu du cheptel entretenu et des quantités d'effluents d'élevage importées, pour permettre une fertilisation raisonnée et respectueuse des normes agronomiques en vigueur dans le département

L'utilisateur s'engage à valoriser au maximum chaque année la quantité de 6258 unités d'azote et 6132 unités de phosphore, mise à disposition par le producteur sur les surfaces épandables

L'utilisateur s'engage à assurer une bonne utilisation agronomique de ces effluents, en respectant les règles définies par la législation environnementale pour son exploitation

L'utilisateur s'engage à remplir en tant que de besoin et à cosigner le bordereau de suivi des effluents afin que les deux parties puissent tenir à jour leur cahier de fertilisation

Article 3 : Durée du contrat

Le présent contrat porte sur une durée de 3 ans à compter de la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation, d'enregistrement ou du récépissé de déclaration de l'installation classée du producteur, renouvelable ensuite annuellement par tacite reconduction

Article 4 : Résiliation du contrat

La résiliation du présent contrat nécessite un préavis de 6 mois adressé par écrit par courrier recommandé avec accusé de réception à l'autre partie signataire

Avant son terme normal (3 ans), le contrat ne peut être résilié qu'avec l'accord des deux parties sauf cas particulier (art 5). Au delà de 3 ans, il peut être résilié unilatéralement par l'une ou l'autre des parties.

Le producteur devra alors fournir un nouveau contrat de mise à disposition de terre et d'épandage avec un nouvel utilisateur afin de justifier si nécessaire de nouvelles parcelles d'épandage. Ces nouvelles parcelles d'épandage devront alors être l'objet d'une étude adéquate et d'une notification en préfecture.

Article 5 : Cas particuliers de résiliation : Changement d'exploitant agricole ; changement d'affectation des parcelles ; évolution réglementaire

La présente convention devra être résiliée à tout moment selon les modalités suivantes :

Cas de résiliation :

- En cas de changement d'exploitant agricole en lieu et place de l'utilisateur, ou s'il est mis fin à l'exploitation de tout ou parties des parcelles mises à disposition (cessation d'activité, vente ou mutation foncière, changement de destination)
- En cas de changement d'exploitant sur l'élevage du producteur,
- En cas d'évolution réglementaire concernant la valorisation des effluents s'imposant à l'une ou l'autre des parties
- En cas d'expropriation totale de l'utilisateur sur ses terres d'exploitation

Procédure de résiliation :

Dans toutes les situations précitées, un courrier recommandé avec accusé de réception devra être envoyé par la partie qui est à l'origine de la résiliation à l'autre partie. Ce courrier devra présenter la ou les raisons de la résiliation. Suite à ce courrier, un préavis de 6 mois sera respecté avant la fin définitive de la présente convention.

Article 6 : modification du contrat

La modification du présent contrat est possible notamment en cas de reprise de foncier en propriété ou en fermage par le producteur ou en cas d'expropriation partielle de l'utilisateur sur ses terres agricoles

Un courrier recommandé avec accusé de réception sera envoyé par la partie demandeuse de la modification à l'autre partie. Ce courrier précisera en tant que de besoin la nouvelle quantité d'effluent d'élevage et sa teneur en matière fertilisant azoté et phosphoré. Un préavis de 6 mois devra être respecté avant l'application de la modification de la convention d'épandage

Article 7 - le cas échéant – précisions sur le matériel d'épandage des effluents, les dates de livraison des effluents ou d'autres modalités relatives aux épandages

Fait en deux exemplaires à

M. Meuron

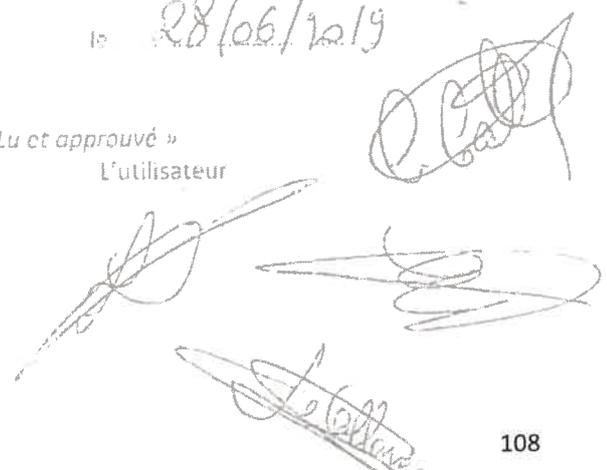
le 28/06/2019

Signatures précédées de la mention « Lu et approuvé »

Le producteur

L'utilisateur

Bien



VOLET AGRONOMIQUE DU GAEC BIOYVEL

5b) Projet d'épandage et de fertilisation sur l'exploitation

| SCH* Cultures Fourrages | Rendements récoltés | | Exportation par les récoltes | | P2O5 par U. par ha | Besoins N de la culture par U. par ha | Estimation de la fourniture par le sol (kg N/ha) | | | | | Calcul de la dose | Dose à apporter (fourchette) kg N / ha de à | Dose prévue N eff/ha | | | | |
|-------------------------------|---------------------|------------------|------------------------------|------------------|--------------------------|--|--|-----|-----|-----|-----|-------------------------|--|----------------------------|-------------------------|-------|-------|----------------|
| | Principal fauche | Résidu pâturé | Azote N par U. par ha | par U. par ha | | | Mhs | Mha | Mhp | Mhr | Rsh | | | | - Rfc | Total | | |
| 1 Mais grain | 60.0 q | export | 2.2 | 132 | 0.9 | 2.3 | 108 | 16 | 135 | 0 | 50 | -30 | 279 | 0 | 0 | | | |
| 1 Blé | 50.0 q | export | 2.5 | 125 | 1.1 | 3.0 | 77 | 12 | 0 | 0 | 50 | -30 | 109 | 41 | 40 | | | |
| 1 Orge printemps | 45.0 q | export | 2.1 | 95 | 1.0 | 2.5 | 113 | 48 | 7 | 0 | 50 | -30 | 76 | 37 | 39 | | | |
| 1 Pâtûre-Gran+TB-rapid | 4.5 tMS | pâturé | 25.0 | 225 | 8.5 | 19.0 | 171 | 89 | 20 | 0 | 0 | 0 | 109 | 89 | 88 | | | |
| 1 Pâtûre-Gran+TB-rapid | tMS | pâturé | 30.0 | 270 | 9.0 | 22.0 | 198 | 125 | 20 | 0 | 0 | 0 | 145 | 76 | 35 | | | |
| 2 Méteil + légumineuse | 40.0 q | fauche | 2.2 | 88 | 0.9 | 1.8 | 72 | 51 | 11 | 0 | 50 | -30 | 83 | 50 | 0 | | | |
| 2 Mais grain | 60.0 q | export | 2.2 | 132 | 0.9 | 2.3 | 138 | 71 | 16 | 0 | 10 | -30 | 67 | 71 | 71 | | | |
| 2 Blé | 50.0 q | export | 2.5 | 125 | 1.1 | 3.0 | 150 | 51 | 11 | 0 | 50 | -30 | 83 | 67 | 65 | | | |
| 2 Orge printemps | 45.0 q | export | 2.1 | 95 | 1.0 | 2.5 | 113 | 32 | 7 | 0 | 50 | -30 | 59 | 53 | 69 | | | |
| 2 Méteil + légumineuse | 40.0 q | fauche | 2.2 | 88 | 0.9 | 1.8 | 72 | 51 | 11 | 0 | 50 | -30 | 83 | 50 | 0 | | | |
| 2 Mél. Cér. Lég. immature | 12.0 tMS | fauche | 21.0 | 252 | 5.5 | 0.0 | 0 | 51 | 11 | 0 | 50 | -30 | 83 | 0 | 0 | | | |
| 3 Pâtûre-Gran+TB-rapid | 4.5 tMS | pâturé | 25.0 | 225 | 8.5 | 19.0 | 171 | 81 | 54 | 0 | 0 | 0 | 134 | 52 | 11 | | | |
| Total sur SAU | | | | | | | | | | | | | 42263 | 14670 | Lame drainante < 400 mm | | 12856 | PVEF 2019-v1.0 |

Synthèse et bilans du projet agronomique sur l'exploitation

GAEC Bio Yvel

MAURON

6) Principales cultures

| Surfaces de l'exploitation hors parcours volailles | SAU ha |
|--|--------------|
| Céréales | 94.0 |
| Colza (oléagineux) | |
| Pois (protéagineux) | |
| Maïs grain | 31.0 |
| Légumes | |
| Jachères, vergers... | |
| Maïs ensilage | |
| Autres fourrages | |
| Prairies de fauche | |
| Prairies pâturées | 97.0 |
| Total | 222.0 |

| | |
|--------------------|------|
| Parcours volailles | 2.4 |
| Dérobées pâturées | 0.0 |
| Autres dérobées | 16.0 |

8) Fertilisation azotée et pression par ha

| Azote (kg) | sur SAU | par ha | Plafond / ha directive nitrate |
|-------------------------|--------------|------------|--------------------------------|
| N issu d'élevage | 26097 | 116 | 170 |
| N organique non élevage | 0 | 0 | |
| N minéral (kg N) | 4215 | 19 | |
| N total (kg) | 30312 | 135 | |

9.1) Comparaison des apports d'N élevage et exports des récoltes

| hors parcours volailles | | ratio Apport / Export |
|-------------------------|---------|-----------------------|
| kg d'azote N | sur SAU | |
| Apports N élevage | 25695 | 61% |
| Exportations | 42263 | |

9.2) Balance globale de fertilisation azotée sur l'exploitation (BGA)

| hors parcours volailles | | | Plafond / ha en vigueur |
|-------------------------------|---------|--------|-------------------------|
| kg d'azote N | sur SAU | par ha | |
| Apports d'azote | 29910 | 134.7 | 50 |
| dont restitution au pâturage | 13190 | 59.4 | |
| dont épandage N organique | 12505 | 56.3 | |
| dont fertilisation minérale | 4215 | 19.0 | |
| Exportation par les récoltes | 42263 | 190.4 | |
| Solde BGA (apport-export) | -12352 | -55.6 | |
| Solde BGA hors légumineuses * | -9536 | -43.0 | |

10) Apports de phosphore et balance globale en phosphore

| hors parcours volailles | | | Plafond en vigueur |
|---|---------|--------|-----------------------|
| kg de P ₂ O ₅ | sur SAU | par ha | |
| Apports de phosphore | 15093 | 68.0 | 90 |
| dont Restitutions pâturage | 3728 | 16.8 | |
| Epannage P organique | 9510 | 42.8 | |
| Fertilisation minérale | 1855 | 8.4 | |
| Exportation par les récoltes | 14670 | 66.1 | |
| Solde de la balance phosphore (apport-export) | 423 | 1.9 | Apport/Export 103% |

7.1) Bilan fourrager

| | t MS | Achat - cession | t MS disponibles |
|---|-------------|-----------------|------------------|
| > Fourrages produits sur l'exploitation | | | |
| Herbe pâturée | 706 | | 706 |
| Herbe fauchée | 166 | | 166 |
| Maïs ensilage | 0 | | 0 |
| Betterave | 0 | | 0 |
| Autres fourrages pâturés | 0 | | 0 |
| Autres fourrages fauchés | 192 | | 192 |
| | 1065 | 0 | 1065 |

> Substituts de fourrages

| | |
|--|-------------|
| Fourr. déshydratés, drèches, coproduits... | |
| Paille aliment | |
| Total ressources en fourrages | 1065 |

>> Besoins du troupeau

| | UGB | tMS/UGB | Besoin |
|---------------------------------|-----|---------|-------------|
| Vaches laitières | 138 | 6.2 | 856 |
| Autres bovins | 34 | 6.2 | 211 |
| Autres herbivores | 0 | 6.2 | 0 |
| Total besoins en t de MS | | | 1066 |

| Bilan | Ressources - Besoins (t MS) | |
|--------------------------------|-----------------------------|------------|
| Taux de couverture des besoins | | -2 100% |

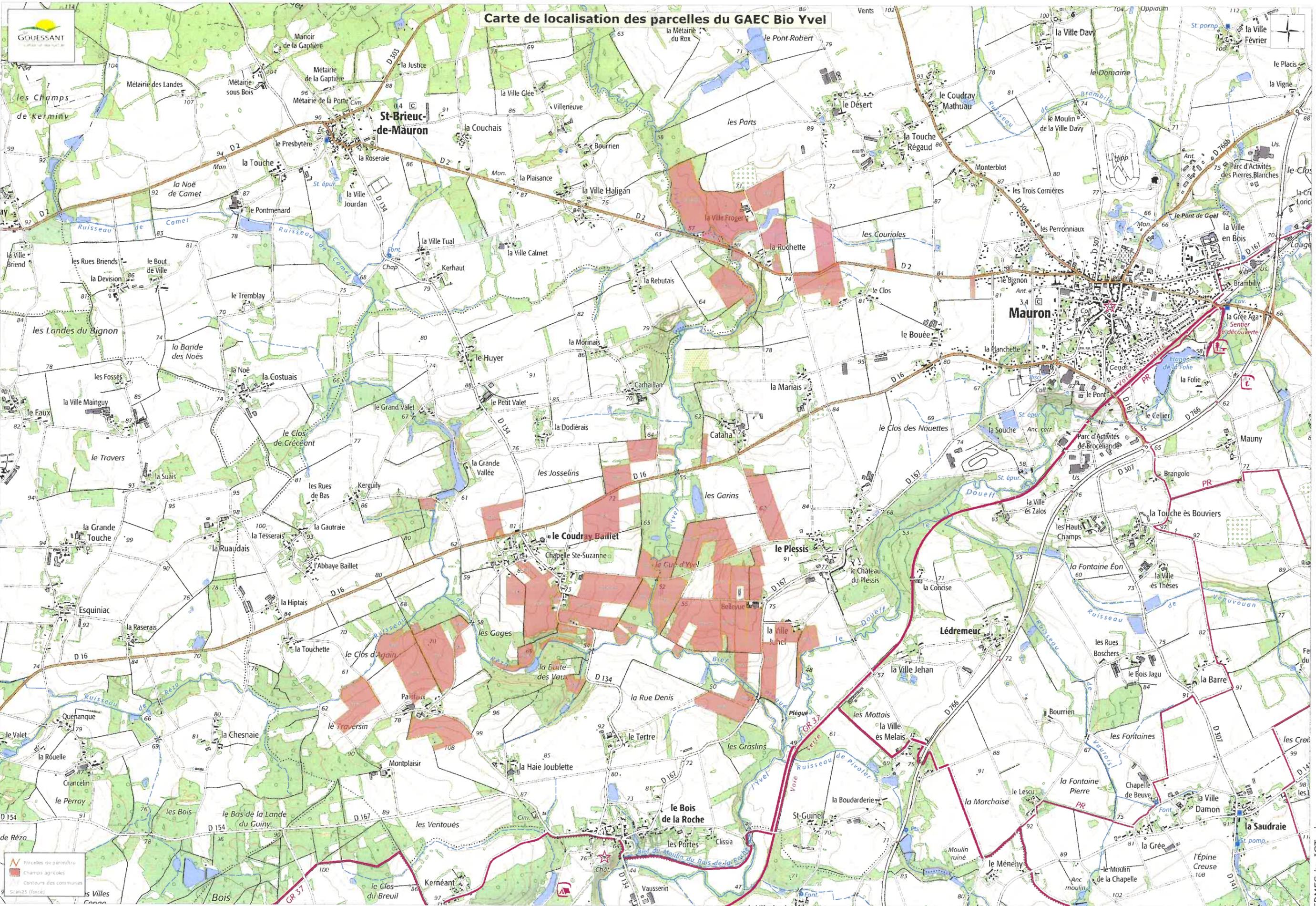
7.2) Gestion du pâturage

| | |
|----------------------|----------------|
| Surfaces pâturées | 97.0 ha équiv. |
| Fourrages pâturés | 706 t de MS |
| Seuil critique | 607 UGB.JPP/ha |
| Pression de pâturage | 432 UGB.JPP/ha |

| | |
|----------------------------------|-------------------|
| * Légumineuses à soldes négatifs | 32.0 ha |
| Total des soldes négatifs | -2816 kg N |

Informations complémentaires :

Carte de localisation des parcelles du GAEC Bio Yvel



Plan d'épandage GAEC Bioyvel



- Haies continue
- Fiches
- Tiers
- Forage
- Captage d'eau potable
- Surfaces en eau
- Zones conchylicoles
- Cours d'eau
- Périmètres de captage
- Parcelles de première aptitudes 15 m
- Interdit
- Aptitudes 50 m
- Aptitudes à 30 m
- Aptitudes
- Sans contrainte
- Aptitudes > 100 m
- SAGE Vienne
- Contours des communes
- Orto



Plan d'épandage GAEC Bioyvel



- Traces continus
- Filet hydraulique
- Terrain
- Forêt
- Couverture d'eau possible
- Surface en eau
- Zones concurrencées
- Cours d'eau
- Démarcation de captage
- Parcelles de patrimoine
- Agriculture 1,5 m
- Agriculture 50 m
- Irrigable
- Agriculture à 50 m
- Agriculture à 100 m
- Sans contrainte
- Agriculture 200 m
- Spéc. viticole
- Contour des communes

ORTHO



| | |
|--|-----------------------------|
| | zones contraintes |
| | forage |
| | limitation de base possible |
| | surfaces au sol |
| | Zones contraintes |
| | Cours d'eau |
| | Normative des cadastres |
| | Périodes de protection |
| | Interdits |
| | Apiculture 50 m |
| | Apiculture 100 m |
| | Apiculture 150 m |
| | Apiculture 200 m |
| | Apiculture 250 m |
| | Apiculture 300 m |
| | Apiculture 350 m |
| | Apiculture 400 m |
| | Apiculture 450 m |
| | Apiculture 500 m |
| | Apiculture 550 m |
| | Apiculture 600 m |
| | Apiculture 650 m |
| | Apiculture 700 m |
| | Apiculture 750 m |
| | Apiculture 800 m |
| | Apiculture 850 m |
| | Apiculture 900 m |
| | Apiculture 950 m |
| | Apiculture 1000 m |
| | Apiculture 1050 m |
| | Apiculture 1100 m |
| | Apiculture 1150 m |
| | Apiculture 1200 m |
| | Apiculture 1250 m |
| | Apiculture 1300 m |
| | Apiculture 1350 m |
| | Apiculture 1400 m |
| | Apiculture 1450 m |
| | Apiculture 1500 m |
| | Apiculture 1550 m |
| | Apiculture 1600 m |
| | Apiculture 1650 m |
| | Apiculture 1700 m |
| | Apiculture 1750 m |
| | Apiculture 1800 m |
| | Apiculture 1850 m |
| | Apiculture 1900 m |
| | Apiculture 1950 m |
| | Apiculture 2000 m |
| | Apiculture 2050 m |
| | Apiculture 2100 m |
| | Apiculture 2150 m |
| | Apiculture 2200 m |
| | Apiculture 2250 m |
| | Apiculture 2300 m |
| | Apiculture 2350 m |
| | Apiculture 2400 m |
| | Apiculture 2450 m |
| | Apiculture 2500 m |
| | Apiculture 2550 m |
| | Apiculture 2600 m |
| | Apiculture 2650 m |
| | Apiculture 2700 m |
| | Apiculture 2750 m |
| | Apiculture 2800 m |
| | Apiculture 2850 m |
| | Apiculture 2900 m |
| | Apiculture 2950 m |
| | Apiculture 3000 m |
| | Apiculture 3050 m |
| | Apiculture 3100 m |
| | Apiculture 3150 m |
| | Apiculture 3200 m |
| | Apiculture 3250 m |
| | Apiculture 3300 m |
| | Apiculture 3350 m |
| | Apiculture 3400 m |
| | Apiculture 3450 m |
| | Apiculture 3500 m |
| | Apiculture 3550 m |
| | Apiculture 3600 m |
| | Apiculture 3650 m |
| | Apiculture 3700 m |
| | Apiculture 3750 m |
| | Apiculture 3800 m |
| | Apiculture 3850 m |
| | Apiculture 3900 m |
| | Apiculture 3950 m |
| | Apiculture 4000 m |
| | Apiculture 4050 m |
| | Apiculture 4100 m |
| | Apiculture 4150 m |
| | Apiculture 4200 m |
| | Apiculture 4250 m |
| | Apiculture 4300 m |
| | Apiculture 4350 m |
| | Apiculture 4400 m |
| | Apiculture 4450 m |
| | Apiculture 4500 m |
| | Apiculture 4550 m |
| | Apiculture 4600 m |
| | Apiculture 4650 m |
| | Apiculture 4700 m |
| | Apiculture 4750 m |
| | Apiculture 4800 m |
| | Apiculture 4850 m |
| | Apiculture 4900 m |
| | Apiculture 4950 m |
| | Apiculture 5000 m |



Plan d'épandage GAEC Bioyvel



| | |
|--|----------------------------|
| | Parcelles contiguës |
| | Terres |
| | Forêt |
| | Cours d'eau d'eau potables |
| | Surfaces capotées |
| | Zones concurrencées |
| | Cours d'eau |
| | Reservoirs de captage |
| | Parcelles de première |
| | Appréciées 15 m |
| | Appréciées 50 m |
| | Appréciées à 100 m |
| | Appréciées |
| | Sans concurrence |
| | Appréciées 100 m |
| | SAGE Valser |
| | Contours des communes |
| | Carte |

Plan d'épandage GAEC Bloyvel



- Parcelles concernées
- Pentes
- Forage
- Captage d'eau potable
- Surfaces en eau
- Zones concernées
- Couirs d'eau
- Parcelles de captage
- Parcelles de pompage
- Agricoles < 15 m
- Agricoles > 15 m
- Agricoles > 15 m
- Sans contrainte
- Agricoles > 10 m
- SAZE "Séme"
- Contours des communes

GAEC BIO YVEL - Liste parcellaire - Aptitude des sols à l'épandage

| n°/lot PAC | commune | surface totale | surface par culture | surface épanachable | | | critères de classification de l'aptitude à l'épandage | | | aptitude à l'épandage | | | critères d'estimation du risque érosif | | | | niveau du risque d'érosion | mesures de protection | | |
|------------|------------------------|-------------------|---------------------|---------------------|------------------|-------------------|---|-----------------------|---------------|-----------------------|--------------|--------------|--|--------------------------------|--|------------|----------------------------|-----------------------|----------------------------|----------------------|
| | | | | à 15 m des tiers | à 50 m des tiers | à 100 m des tiers | hydomorphie | capacité de rétention | penne | classe | moyenne | bonne | motif d'exclusion | Drainage | distance par rapport au cours d'eau le plus proche | protection | | | % pente | longueur de la pente |
| 1 | MAURON | 0.45 | 0.45 | 0.19 | 0.19 | 0.19 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0.19 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Bois | |
| 2 | MAURON | 6.07 | 6.07 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau, Plan d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Prairie | |
| 3 | MAURON | 21.79 | 18.26 | 18.26 | 18.26 | 18.26 | 2 | 1 | 1 | 1 | 18.26 | 0 | Tiers | non | 20m<<200 m | oui | > 5% | > 150 m | Haies, bois Prairies | |
| 3 | MAURON | | 3.53 | 3.53 | 3.53 | 3.53 | 2 | 1 | 1 | 1 | 3.53 | 0 | - | non | 20m<<200 m | oui | 3%<<5% | > 150 m | Haies, bois Prairies | |
| 4 | MAURON | 0.12 | 0.12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | non | 3%<<5% | < 50 m | Bois | |
| 5 | MAURON | 1.76 | 1.76 | 1.72 | 1.72 | 1.72 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | > 5% | 50m << 150m | Prairie | |
| 6 | MAURON | 6.84 | 6.84 | 6.7 | 6.19 | 6.19 | 2 | 2 | 1 | 1 | 6.19 | 0 | Pente | non | < 20 m | oui | > 5% | > 150 m | Haies, bois Prairies | |
| 7 | MAURON | 9.4 | 5.12 | 2.46 | 2.38 | 2.38 | 2 | 1 | 1 | 1 | 2.38 | 0 | Tiers | non | < 20 m | oui | 3%<<5% | > 150 m | Haies | |
| 7 | MAURON | | 4.28 | 4.28 | 4.28 | 4.28 | 2 | 2 | 2 | 1 | 4.28 | 0 | Perours pointes ponduees Forage, tiers | non | > 200 m | oui | > 5% | < 50 m | Haies Talus | |
| 8 | MAURON | 2.83 | 2.83 | 1.81 | 1.81 | 1.81 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1.81 | 0 | Cours d'eau, Tiers Zone humide | non | < 20 m | oui | > 5% | < 50 m | Haies | |
| 9 | MAURON | 2.17 | 2.17 | 1.34 | 1.34 | 1.34 | 0 | 2 | 2 | 0 | 1.34 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | 3%<<5% | 50m << 150m | Prairie | |
| 10 | MAURON | 2.13 | 2.13 | 0.73 | 0.73 | 0.73 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies, bois Prairies | |
| 11 | MAURON | 1.93 | 1.93 | 1.59 | 1.59 | 1.59 | 1 | 2 | 2 | 1 | 1.59 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies | |
| 12 | MAURON | 9.68 | 7.31 | 4.29 | 4.29 | 4.29 | 1 | 1 | 1 | 1 | 4.29 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Bois | |
| 12 | MAURON | | 2.37 | 1.87 | 1.87 | 1.87 | 2 | 1 | 1 | 2 | 1.87 | 0 | Cours d'eau, Plan d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | 3%<<5% | < 50 m | Bois | |
| 13 | MAURON | 7.31 | 0.25 | 0.04 | 0.04 | 0.04 | 2 | 1 | 1 | 1 | 6.77 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies | |
| 14 | MAURON | 0.33 | 0.33 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies, Bois Talus | |
| 15 | MAURON | 6.78 | 6.78 | 6.78 | 6.41 | 6.41 | 1 | 1 | 1 | 1 | 6.41 | 0 | Tiers | non | > 200 m | oui | > 5% | 50m << 150m | Haies, Bois Talus | |
| 16 | MAURON | 7.71 | 7.71 | 7.71 | 7.71 | 7.71 | 2 | 1 | 1 | 1 | 7.71 | 0 | - | non | > 200 m | oui | 3%<<5% | 50m << 150m | Haies | |
| 17 | MAURON | 8.53 | 8.53 | 8.49 | 8.49 | 8.49 | 1 | 2 | 2 | 1 | 8.49 | 0 | Tiers | non | 20m<<200 m | oui | < 3% | > 150 m | Haies | |
| 18 | MAURON | 7.29 | 7.29 | 7.29 | 7.29 | 7.29 | 2 | 1 | 1 | 1 | 7.29 | 0 | - | non | 20m<<200 m | oui | 3%<<5% | 50m << 150m | Haies | |
| 19 | MAURON | 4.3 | 4.3 | 3.9 | 3.9 | 3.9 | 2 | 1 | 2 | 1 | 3.9 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | 3%<<5% | 50m << 150m | Haies Bois | |
| 20 | MAURON | 0.42 | 0.42 | 0.42 | 0.42 | 0.42 | 2 | 2 | 2 | 1 | 0.42 | 0 | - | non | 20m<<200 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies Bois | |
| 21 | MAURON | 3.27 | 3.27 | 3.27 | 3.27 | 3.27 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 3.27 | 0 | - | non | > 200 m | oui | 3%<<5% | 50m << 150m | Haies |
| 22 | MAURON | 3.4 | 3.4 | 3.4 | 3.4 | 3.4 | 2 | 1 | 2 | 1 | 3.4 | 0 | - | non | 20m<<200 m | non | 3%<<5% | < 50 m | - | |
| 23 | MAURON | 8.26 | 8.26 | 8.26 | 8.26 | 8.26 | 2 | 2 | 2 | 1 | 8.26 | 0 | - | non | > 200 m | non | 3%<<5% | 50m << 150m | - | |
| 24 | MAURON | 3.79 | 3.79 | 3.76 | 3.76 | 3.76 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 3.76 | 0 | Tiers | non | > 200 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies |
| 25 | MAURON | 0.78 | 0.78 | 0.59 | 0.59 | 0.59 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0.59 | 0 | Plan d'eau | non | 20m<<200 m | oui | > 5% | 50m << 150m | Haies | |
| 26 | MAURON | 14.59 | 11.99 | 11.32 | 11.32 | 11.32 | 2 | 1 | 2 | 1 | 11.32 | 0 | Tiers | non | > 200 m | non | 3%<<5% | 50m << 150m | - | |
| 26 | MAURON | | 2.6 | 2.29 | 2.29 | 2.29 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 2.29 | 0 | Tiers | non | > 200 m | oui | 3%<<5% | 50m << 150m | Haies |
| 27 | MAURON | 1 | 1 | 0.09 | 0.09 | 0.09 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies Bois | |
| 28 | MAURON | 0.56 | 0.56 | 0.56 | 0.56 | 0.56 | 2 | 1 | 2 | 1 | 0.56 | 0 | Tiers | non | > 200 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies Bois | |
| 29 | MAURON | 0.83 | 0.83 | 0.83 | 0.57 | 0.57 | 2 | 1 | 2 | 1 | 0.57 | 0 | Tiers | non | > 200 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies Bois | |
| 30 | MAURON | 9.76 | 9.76 | 8.53 | 8.53 | 8.53 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 8.53 | 0 | Tiers | non | > 200 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies Bois |
| 31 | MAURON | 2.61 | 2.61 | 2.59 | 2.35 | 1.81 | 2 | 1 | 2 | 2 | 0 | 2.35 | 0 | Tiers | non | > 200 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies |
| 32 | MAURON | 1.06 | 1.06 | 1.06 | 1.06 | 1.06 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | - | non | 20m<<200 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies | |
| 33 | MAURON | 1.01 | 1.01 | 1.01 | 1.01 | 1.01 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1.01 | 0 | - | non | 20m<<200 m | non | 3%<<5% | 50m << 150m | - | |
| 34 | MAURON | 2.37 | 2.37 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | > 5% | 50m << 150m | Bois Prairie | |
| 35 | MAURON | 0.61 | 0.61 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Bois Prairie | |
| 36 | MAURON | 0.36 | 0.36 | 0.36 | 0.36 | 0.36 | 1 | 1 | 2 | 1 | 0.36 | 0 | - | non | 20m<<200 m | oui | < 3% | < 50 m | Bois Prairie | |
| 37 | MAURON | 1.38 | 1.38 | 1.12 | 1.12 | 1.12 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1.12 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | 3%<<5% | 50m << 150m | Haies Bois | |
| 38 | MAURON | 1.4 | 1.4 | 1.27 | 1.27 | 1.27 | 2 | 1 | 2 | 1 | 1.27 | 0 | Cours d'eau | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies | |
| 39 | MAURON | 4.74 | 4.74 | 3.15 | 3.15 | 3.15 | 1 | 2 | 2 | 1 | 3.15 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies Bois | |
| 40 | MAURON | 0.6 | 0.6 | 0.59 | 0.45 | 0.01 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 0.45 | 0 | Tiers | non | > 200 m | non | < 3% | < 50 m | - |
| 41 | MAURON | 0.68 | 0.68 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies Bois | |
| 42 | MAURON | 0.42 | 0.42 | 0.4 | 0.08 | 0 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 0.08 | 0 | Tiers | non | > 200 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies |
| 43 | SAINT BRIEUC DE MAURON | 20.3 | 11.46 | 1.82 | 1.82 | 1.67 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1.82 | 1.82 | Cours d'eau Tiers | non | < 20 m | oui | 3%<<5% | 50m << 150m | Haies Bande enherbée | |
| 43 | SAINT BRIEUC DE MAURON | | 8.84 | 8.77 | 8.56 | 6.84 | 2 | 1 | 1 | 1 | 8.56 | 8.56 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies | |
| 45 | MAURON | 0.57 | 0.57 | 0.15 | 0.05 | 0.01 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies, bois Prairie | |
| 49 | MAURON | 6.66 | 1.7 | 1.02 | 1.02 | 1.02 | 1 | 2 | 2 | 1 | 1.02 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | non | < 3% | < 50 m | - | |
| 49 | MAURON | | 4.96 | 3.11 | 2.27 | 3.11 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 3.11 | 0 | Cours d'eau, Tiers Zone humide | non | < 20 m | non | < 3% | < 50 m | - |
| 50 | MAURON | 4.57 | 3.87 | 3.73 | 3.73 | 3.73 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 3.73 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies |
| 50 | MAURON | | 0.7 | 0.49 | 0.49 | 0.49 | 1 | 2 | 2 | 1 | 0.49 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies | |
| 51 | MAURON | 0.85 | 0.36 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | Zone humide | non | 20m<<200 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies | |
| 51 | MAURON | | 0.49 | 0.49 | 0.49 | 0.49 | 1 | 2 | 2 | 1 | 0.49 | 0 | - | non | 20m<<200 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies | |
| 52 | MAURON | 0.53 | 0.53 | 0.49 | 0.29 | 0.12 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 0.29 | 0 | Tiers | non | > 200 m | non | < 3% | < 50 m | - |
| 53 | MAURON | 5.03 | 4.88 | 4.67 | 4.48 | 3.87 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 4.48 | 0 | Cours d'eau, Tiers | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies |
| 53 | MAURON | | 0.15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau, Tiers Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies | |
| 54 | MAURON | 3 | 2.78 | 2.63 | 2.05 | 2.63 | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 | 2.63 | 0 | Tiers | non | 20m<<200 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies |
| 55 | MAURON | 0.67 | 0.67 | 0.63 | 0.36 | 0 | 2 | 1 | 2 | 1 | 0.36 | 0 | Tiers | non | > 200 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies | |
| 56 | MAURON | 0.54 | 0.54 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | Zone humide | non | 20m<<200 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies | |
| 57 | MAURON | 0.89 | 0.89 | 0.82 | 0.82 | 0.82 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | 3%<<5% | < 50 m | Haies, Prairie | |
| | | Sous-total | 214.93 | 176.35 | 170.55 | 154.4 | 170.55 | 154.4 | 170.55 | 131.07 | 45.35 | 45.35 | 131.07 | 45.35 | | | | | | |
| 44 | MAURON | 0.99 | 0.99 | 0.82 | 0.73 | 0.39 | 1 | 1 | 2 | 1 | 0.73 | 0 | Cours d'eau Tiers | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | - | |
| 46 | SAINT BRIEUC DE MAURON | 6.05 | 0.98 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0 | 1 | 2 | 1 | 0 | 0 | Cours d'eau Zone humide | non | < 20 m | oui | < 3% | < 50 m | Haies Prairie | |
| 46 | SAINT BRIEUC DE MAURON | | 5.07 | 5.07 | 5.07 | 5.07 | 1 | 1 | 1 | 1 | 5.07 | 0 | Cours d'eau | non | 20m<<200 m | oui | 3%<<5% | 50m << 150m | Haies, Bois Bande enherbée | |
| | | Sous-total | 7.04 | 5.99 | 5.9 | 5.56 | 5.9 | 5.56 | 5.9 | 5.8 | 0 | 0 | 5.8 | 0 | | | | | | |
| | | TOTAL | 221.97 | 182.34 | 176.45 | 159.96 | 176.45 | 159.96 | 176.45 | 136.87 | 45.35 | 45.35 | 136.87 | 45.35 | | | | | | |

Article 28 : Traitement des effluents

Le présent projet ne prévoit pas la mise en place d'une station de traitement des effluents

Article 29 : Compostage des effluents

Le présent projet ne prévoit pas de compostage des effluents

Article 30 : Gestion des effluents par exportation hors plan d'épandage

Le présent projet ne prévoit pas d'exportation des effluents

EMISSIONS DANS L'AIR

Article 31 : Emissions dans l'air (odeurs, gaz, poussières)

Généralités sur les émissions dans l'air

Les émissions de poussières

Les poussières peuvent être d'origine minérale ou organique :

- Les poussières d'origine minérale. Elles peuvent être générées durant la phase de travaux ou par le trafic généré par l'activité.
- Les poussières d'origine organique. Ce sont des particules issues d'organismes végétaux ou d'animaux vivants ou morts (pollen, résidus de peau, de poils, de plumes, de déjections, sciure, spores, aliments du bétail...).

Les émissions d'odeurs

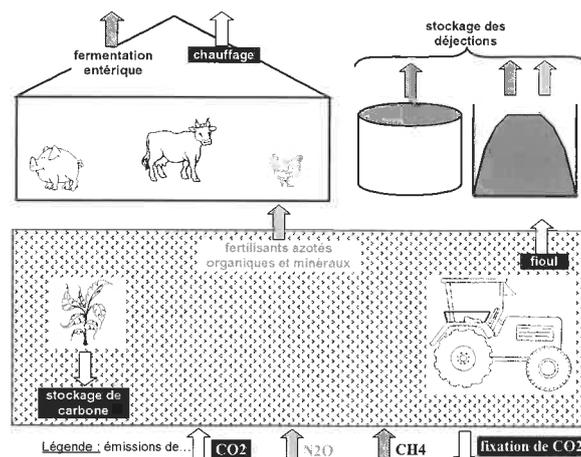
Les odeurs sont liées à la présence de certaines molécules dans l'air et elles sont véhiculées par les poussières. En fonction des facteurs climatiques, du relief, des écrans divers, les odeurs se dispersent à partir de la source à des distances et dans des directions variables. Il existe deux sources de production d'odeurs en élevage :

- Les déjections (purins + fumiers) : la fermentation anaérobie est démarrée par la flore intestinale dans l'animal. Elle se poursuit dès l'excrétion.
- Les animaux eux-mêmes qui génèrent une odeur spécifique liée à l'espèce et des odeurs d'origine hormonale

Les émissions de gaz

L'essentiel des pertes gazeuses en élevage a lieu sous forme de vapeur d'eau (H₂O) ou de dioxyde de carbone (CO₂). Ces deux gaz participent au recyclage des éléments, quelles que soient les quantités émises, et ne sont donc pas considérés comme polluants. De même, lorsque l'azote est émis sous forme de diazote (N₂), l'émission n'est pas polluante. Par contre, pour les autres composés gazeux (méthane, ammoniac, protoxyde d'azote, oxyde d'azote), l'émission peut présenter un risque pour l'environnement.

Les principaux gaz à effets de serre (GES) sont le méthane (CH₄), le dioxyde de carbone (CO₂) et le protoxyde d'azote (N₂O). L'ammoniac (NH₃) n'est pas un GES. Les émissions de GES peuvent provenir des animaux, de la dégradation de leurs déjections et de leur valorisation par épandage ou à leur traitement.



Représentation schématique des principales sources d'émissions et de fixation de GES dans une exploitation agricole

Le dioxyde de carbone (CO₂)

Dans les conditions normales de température et de pression, le dioxyde de carbone est un gaz incolore et inodore. Il est produit lors de :

- La respiration des animaux, ainsi qu'au cours de la dégradation des matières organiques. On considère que ces émissions font partie d'un cycle court du carbone, en équilibre avec la photosynthèse et ne sont donc pas comptabilisées dans une évaluation des gaz à effet de serre des systèmes agricoles.
- La consommation d'énergie fossile (fuel et gaz) pour le chauffage, la production d'électricité (groupe électrogène), l'utilisation de matériel agricole (tracteur, ensileuse).
- Lors de la fermentation du maïs humide

Le méthane (CH₄)

Les porcs émettent peu de méthane entérique pour des raisons physiologiques. Des émissions de méthane peuvent avoir lieu lors du stockage des déjections en condition anaérobie. L'augmentation de température favorise la production de méthane avec un optimum à 38°C.

Le protoxyde d'azote (N₂O)

Les émissions agricoles de protoxyde d'azote se font principalement au niveau des terres agricoles (production végétale) et sont liées aux transformations de l'azote dans le sol sous l'action des bactéries. Ainsi, au cours des phénomènes de nitrification et de dénitrification, une petite fraction de l'azote mis en jeu peut être perdue sous forme de N₂O. Un apport de matière organique fraîche dans un sol mal aéré (sol engorgé, compacté) peut favoriser la dénitrification et par conséquent des émissions de N₂O.

Au niveau de l'élevage de porcs, des émissions de N₂O sont possibles en fonction de l'évolution des déjections dans le bâtiment et au stockage puis lors du traitement des effluents.

Pour un atelier porcs en système de purin les émissions N₂O au niveau des bâtiments et au niveau de stockage sont faibles car le stockage du purin est trop anaérobie pour permettre la nitrification.

L'ammoniac

L'ammoniac est un gaz léger, incolore, malodorant et irritant, contenant de l'azote. Dans les conditions normales de température et de pression, la molécule d'ammoniac existe sous forme gazeuse « ammoniac » et sous forme dissoute « ammoniacale ». Les émissions d'ammoniac se produisent à trois niveaux :

- Dans les porcheries,

La perte d'azote augmente avec la température du purin et la vitesse de l'air à sa surface (fonction du type et du débit de ventilation et de l'importance du vide d'air au-dessus du purin). Elle augmente également avec l'importance de la surface du sol souillée par les déjections.

- Durant le stockage du purin et du fumier

La volatilisation augmente avec la durée de stockage, la température du purin et son pH, la vitesse de l'air en surface du stockage.

- A l'épandage

Les pertes d'azote à la suite de l'épandage des purins varient de 10 à plus de 50% de l'azote apporté. Pour réduire ces pertes, il est recommandé de favoriser l'infiltration et d'épandre en conditions plutôt froides et par vent faible.

Situation de l'élevage et des parcelles d'épandage

Les vents dominants proviennent du quart sud-ouest. Les voisins les plus proches sous les vents dominants sont dans le hameau Le Bouée à 350 m au Nord-Est. Les autres tiers les plus proches sont situés à plus de 150 m au Sud et au Sud-Est de l'élevage. De plus, des haies sont présentes tout autour du site.

L'impact olfactif des activités exercées sur le site d'élevage sur les bourgs les plus proches sera négligeable car ceux-ci sont éloignés.

Certaines parcelles d'épandage se situent à proximité de voisins ou de hameaux et bourgs. Toutes les dispositions permettant de limiter les émissions de poussières seront mises en œuvre (regroupement des travaux d'épandage, respect des distances réglementaires, ...).

Emissions dans l'air générées par l'activité et mesures prises

Sources d'émissions d'odeurs et de poussières et mesures prises pour les réduire

| Mesures prises | Effets attendus |
|--|--|
| Durant la phase de travaux | |
| <u>Poussières liées au trafic routier et aux travaux</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Humidification des voies de circulation non goudronnées du site si le temps est sec ▪ Empierrement des voies d'accès | Réduit la formation de poussières |
| En période de croisière | |
| <u>Poussières liées au trafic routier</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Voies d'accès goudronnées ou empierrées. ▪ Présence de haies et de plantations, ▪ Conservation des haies existantes | Limite la formation et la propagation des poussières |
| <u>Poussières et odeurs en provenance des porcheries</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ventilation statique, naturelle permettant un renouvellement en continu de l'air vicié des porcheries ▪ Nettoyage régulier des porcheries ▪ Entretien de la litière de manière à limiter les fermentations anaérobies ▪ Présence de haies et de plantations, freinant la dispersion des poussières et des odeurs vis-à-vis des tiers | Evite les pics d'odeurs et de poussières, limite leur dispersion vis-à-vis des voisins |
| <u>Poussières et odeurs émises par les matières premières et l'aliment</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ C'est le déversement des aliments secs qui génèrera le plus de poussières. Les odeurs d'aliment ne sont pas désagréables. ▪ Les silos seront étanches de manière à éviter la fermentation des aliments et matières premières en conditions anaérobies, ce qui génère des odeurs désagréables. | Limite l'émission de poussières et d'odeurs |
| <u>Gestion des cadavres d'animaux</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Modalités d'enlèvement des cadavres exposées à l'article 34. | Evite les odeurs |
| <u>Odeurs émises lors du stockage et brassage du purin</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le brassage du purin n'a lieu que juste avant les chantiers d'épandage. Il est efficace et donc de courte durée. ▪ Ce brassage s'effectue en profondeur et non en surface ▪ Le volume de liquide à épandre est restreint (396 m³ / an) | Réduit les odeurs |
| <u>Odeurs émises lors du stockage et reprise du fumier</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le fumier sera stocké dans la fumière en projet. Celle-ci sera ouverte, bardée de béton de manière à ce qu'elle soit bien ventilée. ▪ Le fumier pailleux dégage peu d'odeurs. ▪ Les phases de manipulation du fumier seront réduites (transfert des porcheries vers la fumière). | Réduit les odeurs. |

Odeurs émises lors de l'épandage des effluents

- Retournement sous les 12 heures pour le fumier, quand cela est possible, sur terres nues.
- La direction et à l'intensité du vent sera prises en compte lors des chantiers d'épandage afin de préserver les voisins.
- Les distances d'éloignement vis-à-vis des voisins seront respectées.
- Les interdictions d'épandage pendant les week-ends et jours fériés seront respectées. Les chantiers d'épandage pourront être sources de mauvaises odeurs pour les voisins des parcelles. Les chantiers d'épandage se dérouleront généralement en février, en avril, en juillet, en septembre et en octobre. On compte en moyenne 1 passage par parcelle et par an.

Réduit les odeurs

Sources d'émissions d'ammoniac et mesures prises pour les réduire

| Mesures prises | Effets attendus |
|--|---|
| <p><u>Performances techniques</u></p> <p>La recherche permanente d'amélioration des performances techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre de porcelets sevrés par truie - réduction des taux de perte conduit à la réduction de l'azote excrété | Réduction des émissions à la source par réduction des rejets d'azote |
| <p><u>Alimentation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Alimentation adaptée au stade de croissance et au stade physiologique de l'animal de manière à réduire à la source la quantité d'azote contenue dans les effluents ▪ Surveillance régulière de l'indice de consommation et des performances techniques | Réduction des émissions à la source par réduction des rejets d'azote |
| <p><u>Conception des bâtiments</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rejets en direction opposée des bourgs et des voisins les plus proches ▪ Bonne orientation vis-à-vis des vents dominants | L'ammoniac n'est pas rejeté en direction des voisins |
| <p><u>Maîtrise de la température des bâtiments</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ventilation statique, naturelle pour toutes les porcheries. | Dispersion régulière de l'ammoniac – pas de pics Evite une montée de T° qui favoriserait la volatilisation de l'ammoniac |
| <p><u>Stockage des effluents</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Transfert régulier des effluents vers les ouvrages de stockage (fosse et fumière) ▪ Le brassage s'effectue en profondeur de manière à ne pas casser la croûte qui se forme sur le purin et qui limite l'émission des odeurs et la volatilisation de l'azote sous forme d'ammoniac. | Réduction des émissions d'ammoniac |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Lors des épandages, retournement sous les 12 heures maximum pour le fumier et le purin , quand cela est possible, sur terres nues. | Limite la volatilisation de l'azote sous forme d'ammoniac |

Sources d'émissions de gaz à effets de serre et mesures prises pour les réduire

| Sources d'émissions et mesures prises | Effets attendus |
|--|--|
| <u>Choix du site d'implantation :</u> <ul style="list-style-type: none"> Choix de travailler sur un seul site d'élevage et non plusieurs de manière à limiter le transport des animaux et donc la consommation de carburant | Limite la consommation d'énergie |
| <u>Efficacité alimentaire</u> <ul style="list-style-type: none"> Travail permanent pour amélioration de l'indice de consommation | Réduction des émissions de N ₂ O |
| <u>Stockage des effluents</u> <ul style="list-style-type: none"> Les purins seront régulièrement évacués vers la fosse de stockage extérieure La litière sera correctement paillée pour éviter les conditions anaérobies | Réduction des émissions de CH ₄ |
| <u>Pratiques culturales</u> <ul style="list-style-type: none"> Fertilisation azotée raisonnée pour limiter les apports de fertilisants azotés aux besoins des cultures. La fourniture d'azote par le sol est prise en compte. Fractionnement des apports aux cultures quand cela est possible Couverture des sols en période hivernale pour piéger les nitrates résiduels dans le sol après culture, tout en limitant les phénomènes de ruissellement. | Réduction des émissions de N ₂ O. |
| <u>Type de fertilisants</u> <ul style="list-style-type: none"> La fourniture d'engrais organique bio permet de cultiver des terres sans engrais minéraux, dont la fabrication nécessite beaucoup d'énergie fossile. | Réduction des émissions de CO ₂ |
| <u>Stockage du carbone</u> <ul style="list-style-type: none"> Maintien ou création de talus et/ou de bandes enherbées, d'espaces boisées, de haies. Utilisation de couverts végétaux en interculture. Choix de cultures adaptées aux conditions climatiques et produisant le plus de biomasse (culture alliant bonne productivité/ha, faible consommation en eau, en engrais et en pesticides. Enfouissement des résidus de culture qui apportent du carbone au sol. | Maintien du stockage du carbone |
| <u>Isolation, éclairage, chauffage, ventilation, machines et matériel</u> <ul style="list-style-type: none"> Accès des animaux à l'extérieur pour réduire l'éclairage artificiel Entretien régulier des machines et équipements Pas d'utilisation du chauffage sauf pour les niches à porcelets dans la maternité Ventilation statique des bâtiments ainsi il n'y a pas de turbines donc pas de consommation d'énergie pour ce poste. Groupe électrogène entretenu et vérification du rendement Engins motorisés : adaptation de la puissance aux travaux effectués. | Limiter la consommation d'énergie |

BRUIT

Article 32 : Bruit et vibrations

La réglementation en matière de bruit

La réglementation qui s'applique à cette exploitation en matière de bruit est issue de l'article 8 de l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à déclaration au titre du livre V du code de l'environnement (JO du 31 mai 2005 et BOMEDD n° 5/13 du 15 juillet 2005).

Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes.

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

- Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

| Durée cumulée d'apparition du bruit particulier T | Emergence maximale admissible en dB (A) |
|---|---|
| <i>T < 20 minutes</i> | 10 |
| <i>20 minutes =< T < 45 minutes</i> | 9 |
| <i>45 minutes =< T < 2 heures</i> | 7 |
| <i>2 heures =< T < 4 heures</i> | 6 |
| <i>T =< 4 heures</i> | 5 |

- Pour la période allant de 22 heures à 6 heures :

Emergence maximale admissible : 3 dB(A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation doit rester inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées,
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, alarme etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Effets de l'activité en terme d'émissions de bruit et de vibrations

Les sources de bruit et de vibrations sont transposées dans les tableaux suivants :

| Source du bruit ou des vibrations | Fréquence |
|---|---|
| Pendant la phase de travaux | |
| Bruit engendré par les camions et l'utilisation d'équipements spécifiques | Jours ouvrés, de 8 h à 19 h. |
| En période de croisière : | |
| En période de nuit, seuls les équipements techniques (groupe électrogène,...) sont générateurs de bruit. Les sources de bruits et de vibrations nocturnes sont les suivantes : | |
| Groupe électrogène | Le groupe électrogène ne fonctionnera qu'en cas de coupure de courant. |
| Alarme | Fonctionnement sonore exceptionnel. L'alarme est reliée à plusieurs téléphones. |
| Le jour, le bruit rayonné par les équipements est complété par le bruit des animaux et par des activités spécifiques : | |
| Bruits émis par les animaux eux-mêmes. | En continu |
| Départ des porcs charcutiers | Fréquence : 1 fois toutes les 2 semaines pour une durée de 30 min |
| Distribution de l'aliment | La fréquence et les horaires des repas ont été exposés en PJ 18.6 |
| Lavage des bâtiments : Nettoyage à sec et utilisation de nettoyeurs haute pression pour les zones les plus sales | A chaque vide sanitaire |

| | |
|---|--|
| <p>Le Trafic régulier de camions ou d'engins.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Départ des animaux - Livraison de l'aliment - Passage de l'équarisseur - Livraison du fioul - Reprise fumiers et purins | <p>1 camion toutes les semaines 1 camion toutes les semaines A l'appel – environ 1 fois par semaine 1 camion par an 15 remorques par période d'épandage</p> <hr/> <p>1 à 2 camions par semaine environ</p> |
| <p>Lors des chantiers d'épandage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le brassage des effluents avant épandage peut être bruyant. - L'épandage dans les champs, en lui-même. | <p>Les chantiers d'épandage se déroulent généralement en février, en avril, en juin et en septembre. On compte en moyenne 1 passage par parcelle par an.</p> |

Une étude de l'ITP et de l'UGPVB intitulée « Elevage porcin et bruit » a été menée en 1996. Elle fournit des indications sur les niveaux sonores des élevages porcins. Le tableau suivant reprend, à titre indicatif, les valeurs enregistrées dans l'étude. Il s'agit des niveaux sonores à 100 m engendrés par chaque source.

| Source d'émission sonore | Niveau acoustique équivalent selon l'étude ITP/UGPVB de 1996 en dB(A) |
|----------------------------|---|
| Alimentation maternité | de 21 à 25 |
| Alimentation post sevrage | de 21 à 29 |
| Alimentation engraissement | de 25 à 27 |
| Alimentation gestantes | de 34 à 40 |
| Broyeur | de 25 à 40 |
| Machine à soupe | de 25 à 45 |
| Groupe électrogène | de 30 à 46 |
| Lavage haute pression | 33 |
| Livraison d'aliment | 51 |

Cette étude a montré que le nombre d'animaux et la capacité des bâtiments n'a pas d'influence sur le niveau de bruit résultant à 100 m. Le facteur de variation est d'abord le type de bâtiment (isolé ou non).

Les niveaux sonores engendrés par le groupe électrogène sont conséquents. L'étude préconise une isolation du local abritant le groupe électrogène.

Le bruit résultant de l'activité d'épandage, lors du pompage en fosse n'est pas négligeable. Il en va de même pour les sons relatifs à la distribution de l'aliment. L'étude préconise l'isolation des équipements bruyants.

Remarque : L'étude de l'ITP/UGPVB est ancienne (1996). Cependant, les équipements utilisés aujourd'hui (broyeur, ventilateurs ...) n'ont pas beaucoup évolué depuis 1996 en termes d'émissions sonores.

Situation du site d'élevage

Tous les tiers seront situés à plus de 100 m des porcheries et annexes d'élevage.

Les haies implantées tout autour du site permettent d'atténuer les bruits générés par l'activité du site.

Le groupe électrogène sera à plus de 100 m des voisins les plus proches.

La circulation sur les routes autour du site génère un léger bruit de fond continu.

Mesures prises pour limiter le bruit et les vibrations

| Mesures prises | Effets attendus |
|---|--|
| <u>Bruit émis par les animaux eux-mêmes</u> <ul style="list-style-type: none"> Maintien d'une bonne ambiance dans les porcheries et distribution rapide automatisée de l'aliment et de l'eau de manière à maintenir au calme les animaux. | Atténuer le bruit pour les habitations les plus proches de l'élevage |
| <u>Départ des porcs charcutiers</u> <ul style="list-style-type: none"> La présence de quais d'embarquement facilite cette opération et la rend plus rapide. | Réduire le bruit lors des départs de porcs charcutiers |
| <u>Ventilation des bâtiments</u> <ul style="list-style-type: none"> Ventilation statique des bâtiments Pas de ventilateurs présents sur le site d'élevage | Réduire le bruit et les vibrations des ventilateurs |
| <u>Groupe électrogène</u> <ul style="list-style-type: none"> Le groupe électrogène est placé dans un local fermé et bien isolé. | Réduire le bruit et les vibrations du groupe électrogène |
| <u>Alarme</u> <ul style="list-style-type: none"> L'alarme sera reliée à plusieurs téléphones L'intervention en cas de déclenchement sera rapide. | Limiter la durée de fonctionnement de l'alarme |
| <u>Lavage des bâtiments</u> <ul style="list-style-type: none"> Respect de la réglementation en vigueur en matière d'émissions sonores. Nettoyage à sec et curage des bâtiments et, pour les zones les plus sales, détrempage des porcheries avant lavage de manière à limiter la durée d'utilisation du nettoyeur haute pression | Réduit la durée du nettoyage et permet de réduire le bruit |
| <u>Trafic régulier des camions et engins</u> <ul style="list-style-type: none"> Organisation logistique afin de minimiser le trafic. Facilité de circulation et accès larges autour des bâtiments et des silos de manière à limiter les manœuvres. Consignes données aux différents chauffeurs pour le respect de la vitesse autorisée. Les accès sont empierrés. Ce revêtement atténue les vibrations. | Réduire le bruit et les vibrations du trafic |
| <u>Chantiers d'épandage</u> <ul style="list-style-type: none"> Le pompage du purin s'effectue avec une pompe immergée, beaucoup moins bruyante qu'une pompe extérieure. | Réduit le bruit et les vibrations lors des chantiers d'épandage |

DECHETS ET SOUS-PRODUITS ANIMAUX

Article 33 : Gestion des déchets

Le mode de gestion des déchets sera conforme aux plans de prévention et de gestion des déchets et le projet sera compatible avec ces objectifs. L'EARL Biocochon prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation notamment :

- Limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets
- Trier, recycler, valoriser ses déchets
- S'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Le tableau suivant récapitule, par catégorie, les types de déchets produits sur l'élevage et leur destination.

| DIB (Déchets Industriels Banals) et autres déchets | | |
|---|--------------------------|--|
| Type de déchets | Mode et lieu de stockage | Valorisation |
| Déchets ménagers | | Circuit de collecte communal |
| Bidons lessiviels, détergents et désinfectants, bidons de produits relatifs a traitement de l'eau | | Repris par le fournisseur ou reprise lors des collectes Adivalor |
| Huiles usagées | Local groupe électrogène | Graissage du matériel – reprise par les garages |
| pneus | Hangar paille | garage |
| Palettes | | ras |
| Films plastiques | | ras |
| Sacs d'aliments | | Déchetterie de Gaël |
| Cartons | | Déchetterie |
| DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques) : Ampoules, piles, batteries,... | | Déchetterie |
| Déchets verts issus de l'entretien des abords du site | A l'extérieur | Compostage/Broyage sur place ou déchetterie |

Pour les parties de bâtiments détruites, les matériaux de démolition (bois, métaux, ferraille, parpaings, ...) seront recyclés et acheminés vers les filières adaptées.

En cas de présence d'amiante, le traitement de ces déchets s'effectuera par une entreprise spécialisée dans le respect de l'instruction technique du 03/06/2014.

Article 34 : Gestion des animaux morts, des emballages et des déchets de soins vétérinaires

Les cadavres seront placés dans le bac à équarrissage qui sera placé sur une dalle bétonnée entourée d'un bardage de bois.

La société d'équarrissage, SECANIM passera à l'appel pour reprendre les animaux morts. Les accès seront conçus pour faciliter l'accès au bac et manœuvrer aisément.

Les bons d'enlèvement d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

La gestion des emballages et des déchets de soins vétérinaires est la suivante :

| DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux) | | | |
|--|---|---------------------------------|-------------------------------------|
| Type de déchets | Mode et lieu de stockage | Valorisation | Traçabilité |
| Déchets coupants, piquants, seringues, médicaments | Contenants homologués (bidons jaunes). La contenance des bidons est ajustable en fonction des besoins. | Contrat avec un organisme agréé | Bon de reprise conservé sur le site |
| DAS (Déchets d'Activités de Soins) | | | |
| Type de déchets | Mode et lieu de stockage | Valorisation | Traçabilité |
| Médicaments hors vaccins, flacons en verre ou en plastique, sac papier ou aluminium, gants souillés, sondes d'insémination,... | Contenant résistant | Contrat avec un organisme agréé | Bon de reprise conservé sur le site |

Article 35 : Gestion des déchets non valorisables

Les médicaments vétérinaires non utilisés seront éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées

Aucun médicament vétérinaire non utilisé ne sera éliminé par épandage, compostage ou méthanisation.

Aucun brûlage à l'air libre de déchets, de cadavres ou des sous-produits animaux ne sera pratiqué, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral.

AUTOSURVEILLANCE

Article 36 : Tenue d'un registre de parcours

Cet élevage n'est pas concerné par l'article 36 car il n'y a pas de parcours pour les porcs.

Article 37 : Tenue d'un cahier d'épandage

Un cahier d'épandage sera tenu à jour par l'EARL Biocochoch. Il sera à disposition de l'inspection de l'environnement et est conservé pendant 5 ans.

Ce cahier comportera les bordereaux de reprise des effluents bruts qui seront établis au plus tard à la fin du chantier d'épandage et qui comporteront les éléments suivants :

- Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote exportées chez les prêteurs de terre du plan d'épandage
- L'identification des îlots récepteurs
- Les dates d'épandage
- Les cultures réceptrices avec les surfaces épandues
- Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement
- Le cas échéant, le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs

Ces bordereaux seront cosignés entre l'EARL Biocochoch et l'exploitation réceptrice.

Article 38 : Surveillance des installations de traitement

Le projet ne prévoit pas de station de traitement

Article 39 : Surveillance du compostage

Le projet ne prévoit pas de compostage

III. – PIECES SPECIFIQUES JOINTES A LA DEMANDE D'ENREGISTREMENT

PJ - 7.- Demande d'aménagement aux prescriptions générales

Dans ce chapitre sont présentées les demandes de dérogation suivantes :

| | |
|---|--|
| 1 | Demande de dérogation pour un changement d'échelle |
| 2 | Demande de dérogation pour l'exploitation d'un forage à moins de 35 mètres |

DEMANDE DE DEROGATION POUR UN CHANGEMENT D'ECHELLE POUR LES PLANS

EARL Biocochon
17, Le Gretay
56 430 MAURON

Site d'élevage : Le Bouée
56 430 MAURON

Monsieur le Préfet,

Dans le cadre de la demande d'enregistrement au titre des installations classées pour un élevage de porcs, situé au lieu-dit Le Bouée sur la commune de Mauron, un plan de des abords au 1/2500^{ème} doit être inséré à la demande, ainsi qu'un plan d'ensemble au 1/200^{ème} (code de l'environnement – article R 515).

Pour des raisons pratiques de format de présentation et de lisibilité, ces plans ont été réalisés respectivement aux échelles 1/2000^{ème}, 1/1000^{ème} et 1/750^{ème}. Nous vous saurions gré de bien vouloir accepter cette modification qui ne remet pas en cause les informations exposées sur ces plans, sachant que nous avons aussi joints en annexe des plans détaillées de chaque bâtiment et annexe en projet.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour l'EARL Biocochon

Brigent

**DEMANDE DE DEROGATION ET DE MAINTIEN DE DEROGATION POUR L'EXPLOITATION
D'UN FORAGE**

**EARL Biocochon
17, Le Gretay
56 430 MAURON**

**Site d'élevage : Le Bouée
56 430 MAURON**

Monsieur le Préfet,

Par la présente je sollicite un maintien de la dérogation de distance vis-à-vis d'un forage pour mon projet d'élevage de porcs au lieu-dit « Le Bouée » à Mauron au titre de l'article 5. de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le forage se situe à moins de 35 m de la porcherie P1 en projet. Ce forage est préexistant.

Ce forage était déjà connu et pris en compte dans les dossiers ICPE déposés par l'ancien exploitant, M. Paul CORBIN. Il était autorisé pour un atelier de 50 000 poules pondeuses cage.

Cet ouvrage respecte les préconisations relatives aux forages, à savoir :

- La présence d'une buse ;
- La cimentation est effectuée au niveau de la tête du puit, sur 12 m
- Les eaux de ruissellement sont détournées de la tête de l'ouvrage ; une dalle béton profilée de manière à évacuer les eaux pluviales et les eaux de ruissellement est posée autour de la tête de forage.
- Il ne se trouve pas dans le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonne à lisier ...) ou fixe (stockage de fumier, fosses à lisier, bâtiment d'élevage non étanche...);
- L'eau est et sera acheminée de ce forage vers les bâtiments par des canalisations enterrées et étanches.

Ce forage sert à l'alimentation en eau du site (abreuvement des animaux, lavage des bâtiments), le pétitionnaire effectuera un suivi régulier de la qualité de l'eau provenant de cet ouvrage car il alimente l'élevage.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour l'EARL Biocochon

Brient

PJ - 8 et 9.- Remise en état du site

Les pièces n°8 et n°9 ne sont pas à fournir car le projet ne se situe pas sur un nouveau site d'élevage.

PJ - 10.- Justificatif du dépôt de permis de construire

L'attestation de dépôt de permis de construire figure en page suivante.



Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :
 - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
 - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
 - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.
- Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux¹ après avoir :
 - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>);
 - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :
 - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours;
 - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1 Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Cachet de la mairie :

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° OS012719K0013
déposée à la mairie le 15/07/2019
par : EARL BLOCHOU

fera l'objet d'un permis tacite¹ à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.



2 Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Délais et voies de recours - Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers. Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

PJ - 11.- Justificatif du dépôt d'une demande d'autorisation de défrichement

Le présent projet ne prévoit aucun défrichement.

PJ - 12.- Compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes

Les plans en vigueur sur le territoire concerné par le projet de l'EARL Biocochochon sont listés dans le tableau ci-dessous. Certains plans concernent l'activité d'élevage, d'autres non. La compatibilité du projet avec les plans en lien avec l'activité d'élevage est examinée à la suite du tableau récapitulatif qui suit.

PJ - 12.1. - Liste des plans et programmes en vigueur sur le territoire du projet et lien avec le projet

| Domaine | Plans et programmes | Concerne le projet ou pas (oui/ non) | Observations |
|------------------|--|--------------------------------------|---|
| Milieux Naturels | Parc naturel régional ou national | non | Le site d'élevage n'est pas situé dans le périmètre d'un parc naturel. |
| | Réserve naturelle | non | Ni les parcelles d'épandage, ni le site d'élevage ne sont compris dans une réserve naturelle. |
| | Parc marin | non | Ni les parcelles d'épandage, ni les sites d'élevage ne sont compris dans un parc marin. |
| | Natura 2000 | non | Le site d'élevage n'est pas compris dans une zone Natura 2000. Les parcelles d'épandage ne sont pas comprises dans une zone Natura 2000. |
| Eau | Périmètres de protection de captage d'eau potable | non | Ni les sites d'élevage, ni les parcelles d'épandage ne sont situées dans des périmètres de captage d'eau potable. (cf PJ.6- article 27) |
| | SDAGE (traité en PJ.12.2) | oui | L'élevage et les terres d'épandage appartiennent au périmètre du SDAGE Loire Bretagne Le SDAGE en vigueur concerne la période 2016-2021. Site d'élevage et parcelles d'épandage concernées par la disposition 3B-1. Site d'élevage non concerné par la disposition 10 A-1. |
| | SAGE et bassin versant contentieux (traité en PJ.12.2) | oui | L'élevage et les terres d'épandage appartiennent au périmètre du SAGE Vilaine . Les terres et le site d'élevage sont situés dans le bassin versant de l' Yvel . |
| | Programmes d'Action Nitrates (national et régional) (traité en PJ.12.3) | oui | Le 6 ^{ème} programme d'action national Nitrates est entré en vigueur en 2018, tandis que le programme régional est entré en vigueur en août 2018. Le site d'élevage est en zone vulnérable et en ZAR. Toutes les parcelles d'épandage sont en zone vulnérable. Toutes les parcelles sont situées en ZAR.. |

| | | | |
|-------------------------|---|-----|--|
| Urbanisme – Aménagement | Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) (traité en.PJ.12.5) | oui | L'élevage et les parcelles d'épandage se situent sur le territoire du SCOT du Pays de Ploërmel . Les documents d'urbanisme locaux et les schémas doivent respecter les orientations du SCOT contenues dans le Document d'Orientations Générales. Si le projet est conforme au POS, il est conforme au SCOT. |
| | Documents d'urbanisme (POS, PLU) (traité en PJ.4 et PJ 16) | oui | La commune de Mauron dispose d'un PLU. Le site d'élevage du Bouée est situé en zone agricole. |
| Déchets | Plan national de prévention des déchets Plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux Plan départemental de Prévention d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (traité en.PJ.12.4) | oui | La Région a élaboré un plan régional d'élimination des déchets constitué d'un PREDI (qui ne concerne pas l'activité d'élevage) et d'un PREDAS (qui concerne l'activité d'élevage – plan régional d'élimination des déchets d'activité de soin). Le PREDAS a été approuvé en 2002. Ces plans régionaux sont actuellement en cours de révision. Le Plan départemental de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés (PDPGDMA) a été adopté en 2014. Ce plan établit des objectifs et des actions à mettre en œuvre pour la prévention, la collecte, la valorisation, le transport et le traitement des déchets non dangereux. |
| | Plan national sur les déchets radioactifs | non | Ce plan actuellement en application concerne la période 2013-2015. Le site d'élevage n'est pas concerné par ce plan. |
| Carrières | Schéma départemental des carrières | non | Hors zone de carrière. Aucune mesure de ce plan ne concerne le projet déposé. |

PJ - 12.2. - Compatibilité du projet avec le SDAGE* et le SAGE (article 16)**

*schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

**schéma d'aménagement et de gestion des eaux

Le SDAGE fixe les objectifs qualitatifs et quantitatifs pour un bon état de l'eau. Il indique les moyens pour y parvenir exprimés sous la forme d'orientations et de dispositions :

- Les orientations donnent la direction dans laquelle il faut agir,
- Les dispositions précisent pour chaque orientation les actions à mener et fixent le cas échéant des objectifs quantifiables.

Le programme de mesures associé au SDAGE identifie les actions clefs à mener par sous-bassin.

Les Sage, d'initiative locale, mettent en œuvre le SDAGE. Ils déclinent les orientations et les dispositions, en les complétant ou en les adaptant si nécessaire aux contextes locaux.

| | |
|------------------------------|----------------------|
| SDAGE concerné par le projet | SDAGE Loire Bretagne |
| SAGE concerné par le projet | SAGE Vilaine |

Le SDAGE 2016-2021 a été adopté par le comité de bassin Loire-Bretagne le 4 novembre et publié par arrêté préfectoral du 18 novembre 2015. Il entre en vigueur pour une durée de six ans.

Compatibilité du projet avec le SDAGE Loire Bretagne

Le SDAGE 2016-2021 s'inscrit dans la continuité du SDAGE Loire Bretagne 2010-2015 pour permettre aux acteurs du bassin Loire-Bretagne de poursuivre les efforts et les actions entreprises. Pour atteindre l'objectif de 61 % des eaux en bon état d'ici 2021, il apporte deux modifications de fond : renforcement du rôle des commissions locales de l'eau et des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), la prise en compte du changement climatique (meilleure gestion de la quantité d'eau, préservation des milieux et des usages) afin de renforcer la résilience des milieux aquatiques.

Le SDAGE s'articule désormais avec d'autres documents de planification encadrés par le droit communautaire : le plan de gestion des risques d'inondation (PRGI) défini à l'échelle du bassin Loire-Bretagne et les plans d'action pour le milieu marin (PAMM) définis à l'échelle des sous-régions marines.

14 orientations fondamentales prévues dans le SDAGE 2016-2020 sont listées dans le tableau ci-dessous.

| | |
|----|---|
| 1 | Repenser les aménagements de cours d'eau |
| 2 | Réduire la pollution par les nitrates |
| 3 | Réduire la pollution organique et bactériologique |
| 4 | Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides |
| 5 | Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses |
| 6 | Protéger la santé en protégeant la ressource en eau |
| 7 | Maîtriser les prélèvements d'eau |
| 8 | Préserver les zones humides |
| 9 | Préserver la biodiversité aquatique |
| 10 | Préserver le littoral |
| 11 | Préserver les têtes de bassin versant |
| 12 | Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques |
| 13 | Mettre en place des outils réglementaires et financiers |
| 14 | Informier, sensibiliser, favoriser les échanges |

Ce SDAGE définit des zones à enjeux particulier dans lesquelles s'appliquent des prescriptions particulières relatives aux élevages :

- Zones concernées par la disposition 10 A-1 : réduire l'eutrophisation des eaux côtières et de transition.
- Zones concernées par la disposition 3 B-1 : réduire les apports et les transferts de phosphore diffus à l'amont de 22 plans d'eau prioritaires.

| Exploitation | Communes concernées | SAU en zone 10 A-1 | Surface en 3 B-1 |
|----------------|----------------------------------|--------------------|------------------|
| EARL Biocochon | Mauron | 0 ha. | 25,81 ha |
| GAEC Bioyvel | Mauron Saint Brieuc de Mauron | 0 ha | 221,97 ha |

La note technique « instruction phosphore » de la DREAL (26-05-2014) fixe les prescriptions à respecter pour l'équilibre de la fertilisation pour le paramètre phosphore.

Le projet se situe en zone 3B1.

La production d'azote de l'élevage après projet est inférieure à 25 000 uN. La pression de phosphore ne dépassera pas 80 uP₂O₅/hectare pour les terres du pétitionnaire et 90 uP₂O₅/hectare pour les terres du prêteur recevant des effluents de volailles.

Les charges moyennes en phosphore sur chacune des exploitations sont présentées en PJ.6. – article 27.

Le SDAGE définit également des règles vis-à-vis des prélèvements en eau et les zones humides via des prescriptions particulières mentionnées :

- A la disposition 7B3 : « bassins avec un plafonnement au niveau actuel, des prélèvements à l'étiage pour prévenir l'apparition d'un déficit quantitatif ».

La consommation d'eau, après projet, est estimée à 3385 m³, soit 9,3 m³/j (détail p.60).

Avant-projet le site était autorisé pour 50 000 poules pondeuses cage soit une consommation estimée à 50 000 x 192 mL/j x 365 = 3504 m³ soit 9,6m³/j.

Il y a donc, selon les estimations, une légère diminution prévue de la consommation en eau du forage. Le projet de l'EARL respecte donc cette disposition.

- A la disposition 8B (8B1) : « Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités ». Les zones humides ont été prises en compte pour l'élaboration du dossier. Ce point est abordé page 145.

Compatibilité du projet avec le SAGE

Ce document, qui découle du SDAGE, assure la planification de la gestion des eaux en fixant des objectifs à l'échelle d'un bassin versant. Le SAGE Vilaine a été approuvé une première fois en 2003 et mis en révision à partir de 2008. Les préfets dont le département est concerné par ce texte ont signé l'arrêté d'approbation le 2 juillet 2015. Il s'étend sur une superficie de 10995 km².

La carte suivante permet de localiser (en jaune) le périmètre concerné par le présent projet. Elles sont toutes incluses dans le périmètre du SAGE Vilaine



Le but de ce document est de contribuer à l'amélioration de la qualité des milieux aquatiques. Ainsi, les thèmes majeurs qui en découlent sont la qualité des eaux, la ressource en eau pour l'alimentation en eau potable, le risque d'inondation, et la restauration des poissons migrateurs (*Source* : <http://www.gesteau.fr/sage/vilaine>).

Le projet de l'EARL Biocochon se doit de respecter le SAGE Vilaine. Les principaux enjeux concernés sont ainsi :

- La préservation de la qualité de l'eau et des ressources en eau potable
- La préservation des milieux aquatiques tels que les zones humides

Pour préserver les zones humides, différentes orientations ont été définies. La destruction et la dégradation de ces zones sont interdites, la compensation n'étant que l'ultime solution si l'évitement ou la réduction des impacts liés à un projet n'est pas possible. De plus, ces zones sont clairement répertoriées dans les documents d'urbanisme et notamment les PLU afin de mieux les identifier. Enfin, dans le but de les maintenir dans un bon état fonctionnel, les pratiques agricoles doivent être adaptées. C'est le cas pour ce projet, avec la prise en compte des zones humides dans le plan d'épandage.

La prise en compte de ces enjeux dans le projet de l'EARL Biocochon passe par :

- L'utilisation d'engrais organiques pour fertiliser les cultures
- Un bon aménagement des parcelles agricoles qui préserve la maille bocagère
- La réduction de la production d'éléments fertilisants en lien avec une adaptation permanente de la formulation des aliments aux besoins nutritifs des animaux de manière à réduire l'excrétion
- Une bonne maîtrise de la fertilisation azotée et phosphorée
- Le suivi de cette fertilisation au moyen notamment du plan de fumure, du cahier d'épandage et de la déclaration de flux annuelle
- Une bonne couverture des sols en hiver
- La préservation des zones humides
- Une bonne gestion des eaux pluviales

Prise en compte des zones humides

Les zones humides forment un corridor dans l'idéal quasi-continu le long du réseau hydrographique qui peut, si les milieux sont préservés dans leur fonctionnement, assurer plusieurs fonctions essentielles en particulier au fonctionnement des bassins-versant (refuge de la biodiversité, continuité écologique, étalement des crues, dénitrification, dégradation des pesticides...) A l'inverse, soumis à des pressions ou des pratiques inadéquates (travail du sol, épandage, traitement, décapage, remblai...), ces milieux, du fait qu'ils sont étroitement connectés au cours d'eau et à la nappe, sont susceptibles de devenir sources de pollution. Une bonne gestion de ces milieux constitue donc un double gain en matière de flux de polluants : réduction d'un risque de pollution, optimisation d'un potentiel d'abattement.

La cartographie des zones humides établie par le SAGE Vilaine a été utilisée pour le plan d'épandage, afin de recenser les parcelles concernées par les zones humides et, d'en tenir compte dans les surfaces épandables retenues pour élaborer les bilans de fertilisation.

PJ - 12.3. - Compatibilité du projet avec le programme d'action national et régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates

La mise en œuvre de la directive Nitrates

La directive européenne 91/676/CEE dite « Directive Nitrates » a pour objectif de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. En France, elle se traduit par la définition de "zones vulnérables" où sont imposées des pratiques agricoles particulières pour limiter les risques de pollution. La région Bretagne est classée en totalité en « zone vulnérable » vis à vis du paramètre nitrate depuis 1994 selon les dispositions de la directive européenne 91/676/CEE du 12 décembre 1991 dite « Directive Nitrates ». Pour lutter contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole, cinq programmes d'actions départementaux ont été successivement mis en œuvre depuis 1996.

Ces programmes d'actions ont ainsi institué un ensemble de mesures visant à retrouver une meilleure qualité des eaux superficielles et souterraines sur les secteurs où cette qualité s'était dégradée.

Le 6ème programme d'actions, établi pour la période 2014-2018 à partir des bilans des précédents programmes, comporte deux volets : un volet national et un volet régional.

Ce dernier est composé :

- D'adaptations et de renforcements des mesures du programme d'actions national
- D'actions renforcées sur des zones particulières à enjeux de la zone vulnérable ;
- D'autres mesures utiles à l'atteinte des objectifs de restauration et de préservation de la qualité des eaux.

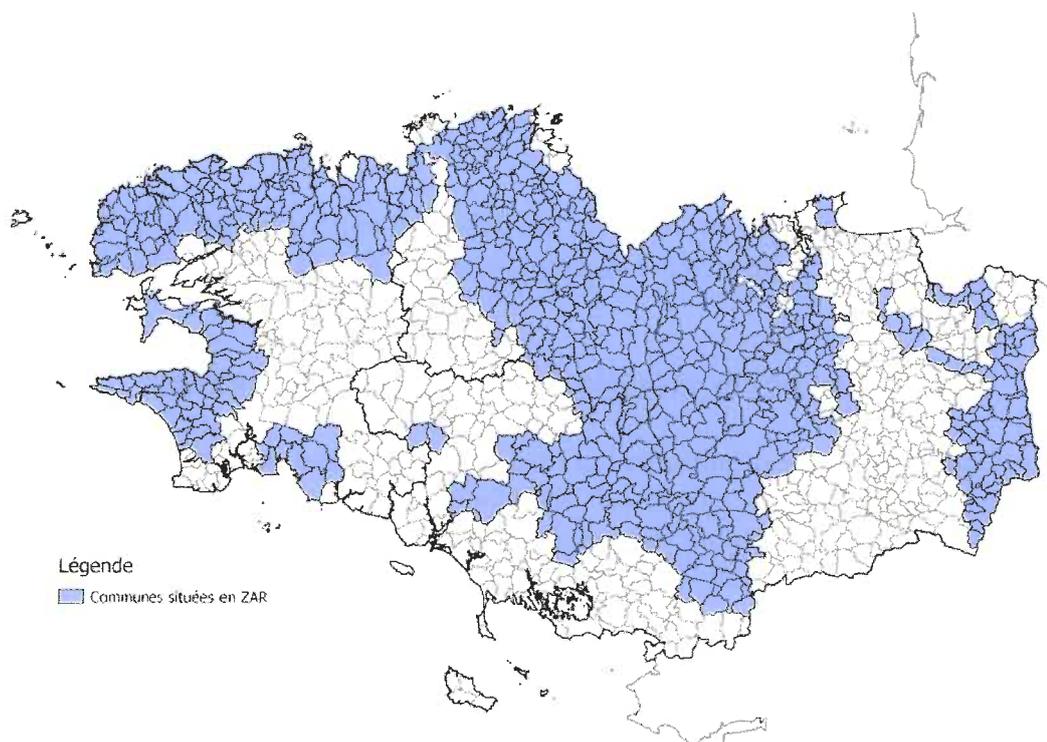
Tous les exploitants agricoles ayant au moins une parcelle ou un bâtiment d'élevage situé en Bretagne sont concernés par les mesures du 6ème programme d'actions

Situation des sites d'élevage et des parcelles d'épandage

Une Zone d'Actions Renforcées (ZAR) a été définie dans le 6ème Programme d'Actions Régional.

La ZAR réunit les zonages

- Aux zones de captage de l'eau destinée à la consommation humaine dont la teneur en nitrates est supérieure à 50 milligrammes par litre
- Aux bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages ;
- Zones d'excédent structurel (ZES)
- Zones d'action complémentaires (ZAC)



Cartes des zones d'actions renforcées (ZAR)

Le tableau suivant présente la situation de la commune d'implantation et des parcelles d'épandage :

| Commune | Ex ZES* | Ex ZAC** | ZAR*** | Bassin versant contentieux |
|-----------------------|---------|----------|--------|----------------------------|
| Mauron | Non | Oui | Oui | Non |
| Saint Briec de Mauron | Non | Oui | Oui | Non |

*ZES : zone d'excédent structurel **ZAC : zone d'action complémentaire ***ZAR : zone d'action renforcée

Le site de « Le Bouée » est en ZAR.

Une bonne gestion de la fertilisation azotée

Une fertilisation équilibrée est nécessaire pour réduire les risques de pollution des eaux par les nitrates tout en assurant les besoins liés à la croissance des plantes et permet de réduire le coût de la fertilisation

- **L'équilibre de la fertilisation azotée pour les cultures**

Pour chaque exploitation inscrite au plan d'épandage, la vérification du respect de l'équilibre de la fertilisation a été effectuée à l'aide de l'outil mis à disposition par les chambres d'agriculture intitulé PVEF (plan de valorisation des effluents d'élevage et fertilisation). La version utilisée est celle de 2017.

Cet outil intègre le calcul des doses à apporter par type de culture, selon les modalités figurant dans les arrêtés GREN. Les apports de fertilisants sont envisagés dans le respect de ces doses.

▪ **Le plan prévisionnel de fumure et le cahier de fertilisation**

L'EARL Biocochon et son prêteur de terre, le GAEC Bioyvel, réalisent, chaque année, un plan prévisionnel de fumure et enregistrent les apports de fertilisants azotés effectués dans un cahier d'épandage.

Ces plans de fumure prévisionnels et les cahiers d'épandage devront être conformes aux prescriptions du 6^{ème} programme d'action et seront établis selon la méthodologie du GREN Bretagne.

▪ **La limitation des quantités d'azote pouvant être épandues**

Pour limiter les fuites de nitrates vers les eaux, les quantités d'azote issues des effluents d'élevage pouvant être épandues annuellement sont plafonnées pour l'ensemble des exploitations bretonnes. Pour les exploitations situées en ZAR, des règles supplémentaires s'appliquent pour une meilleure gestion des apports de fertilisants.

Limitation à 170 uN/ha

Toutes les terres inscrites au plan d'épandage se situent en zone vulnérable. Le 6^{ème} programme d'action impose, donc pour chacune des exploitations inscrites au plan d'épandage le respect de l'indicateur suivant :

| | |
|---|--------------|
| Quantité maximale d'azote contenue dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement | < 170 uN/ ha |
| _____ | |
| Surface agricole utile (SAU) | |

Le respect de cette prescription est vérifié au § PJ.6 – article 27.

Limitation du solde de la balance globale azotée (BGA)

Le solde de la balance globale azotée doit satisfaire à l'une des conditions suivantes :

- Il est inférieur ou égal à 50 uN/ ha de SAU
- La moyenne des soldes calculés pour les 3 dernières campagnes culturales est inférieure ou égale à 50 uN/ ha

Le respect de cette prescription est vérifié au § PJ.6 – article 27.

Obligation de traitement et/ou d'export pour les exploitations situées en anciennes ZES (zone d'excédent structurel)

Selon le 6^{ème} programme d'action, toute exploitation dont l'un des sites d'élevage est situé en ex-ZES et produisant annuellement une quantité d'azote, issue des animaux élevés sur l'ensemble des sites, supérieure à 20 000 uN a l'obligation de traiter ou d'exporter la quantité d'azote excédentaire de l'exploitation qui ne peut être épandue, dans le respect de l'équilibre

de la fertilisation, sur des terres exploitées en propre ou sur des terres mises à disposition, dans la limite maximum de 20 000 uN.

Dans le cas présent, l'élevage de l'EARL Biocochon produit après projet 7981 unités d'azote, gérées en totalité par épandage. Cet élevage n'est donc soumis à l'obligation de traitement ou d'export. L'EARL Biocochon prévoit de gérer la totalité des effluents issus de l'élevage de porcs par épandage sur ses terres ou sur les terres mises à disposition par le GAEC Bioyvel.

Période d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés

Le 6^{ème} programme d'action régional fixe les périodes minimales pendant lesquelles l'épandage des fertilisants azotés est interdit. Ces périodes diffèrent selon l'occupation du sol pendant ou suivant l'épandage. Dans certaines zones (dites zones II), les périodes d'interdiction d'épandage sont renforcées. C'est le cas de toutes les communes inscrites au plan d'épandage.

Les périodes d'interdiction d'épandage figurent dans le tableau qui suit.

Les volets agronomiques de chacune des exploitations inscrites au plan d'épandage ont été réalisés dans le respect de ce calendrier d'interdiction d'épandage. Le prévisionnel d'évolution des stocks dans les ouvrages de stockage en atteste.

| | | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Sept | Octobre | Nov | Décembre |
|--|-----------------------|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|------|---------|-----|----------|
| Grandes cultures | | | | | | | | | | | | | |
| Sols non cultivés, CIPAN, légumineuses * | Type I, II et III | | | | | | | | | | | | |
| Cultures implantées à l'automne ou en fin d'été (autres que colza, cultures dérobées et prairies de moins de six mois) | Type I | | | | | | | | | | | | |
| | Type II | | | | | | | | | | | | |
| | Type III | | | | | | | | | | | | |
| Colza d'hiver implanté à l'automne | Type I | | | | | | | | | | | | |
| | Type II | | | | | | | | | | | | |
| | Type III | | | | | | | | | | | | |
| Cultures dérobées et prairies de moins de six mois implantées à l'automne ou en fin d'été | Type I | | | | | | | | | | | | |
| | Type II | | | | | | | | | (3) | | | |
| | Type III | | | | | | | | | | | | |
| Cultures implantées au printemps (autres que maïs) y compris les prairies implantées depuis moins de six mois | Type I | | | | | | | | | | | | |
| | Type II (1) | | | | | | | | | | | | |
| | Type III | | | | | | | | | | | | |
| Maïs | Type I | | | | | | | | | | | | |
| | Type II Zone I** | | | | | | | | | | | | |
| | Type II (1) Zone II** | | | | | | | | | | | | |
| | Type III | | | | | | | | | | | | |
| Prairies | | | | | | | | | | | | | |
| Prairies implantées depuis plus de six mois dont prairies permanentes, luzerne | Type I (2) | | | | | | | | | | | | |
| | Type II (2) | | | | | | | | | | | | |
| | Type III | | | | | | | | | | | | |
| Autres cultures | | | | | | | | | | | | | |
| Autres cultures (cultures pérennes -vergers, vignes, cultures légumières, et cultures porte-graines) | Type I | | | | | | | | | | | | |
| | Type II | | | | | | | | | | | | |
| | Type III | | | | | | | | | | | | |

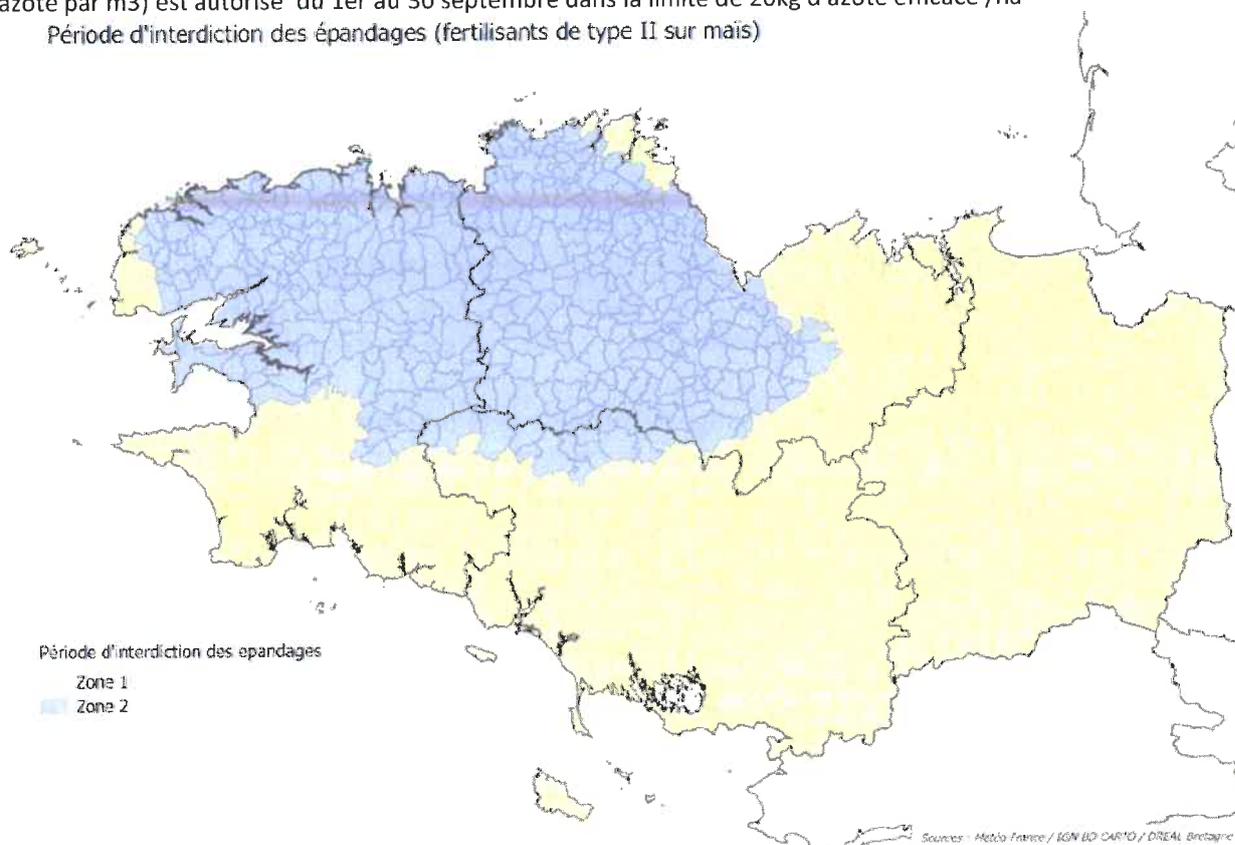
Calendrier d'épandage du programme d'action Nitrates de la région Bretagne (2018-2022)

* Pour les légumineuses, dans les conditions fixées par l'arrêté relatif au programme d'action national et par l'arrêté établissant le référentiel régional de la mise en œuvre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne
 ** Z I (zone I) et Z II (zone II) : La fin de la période d'interdiction d'épandage des effluents de type II est fixée au 15 mars inclus. Se reporter à l'article 3.1.1 de l'arrêté pour la gestion des situations exceptionnelles.

(1) Les effluents liquides peu chargés issus d'un traitement d'effluents bruts (contenant moins de 0,5 kg d'azote par m3) peuvent être épandus sur culture de printemps jusqu'au 31 août dans la limite de 50 kg d'azote efficace par ha.

(2) L'épandage d'effluents peu chargés issus d'un traitement d'effluents bruts (contenant moins de 0,5 kg d'azote par m³) est autorisé dans la limite de 20kg d'azote efficace /ha durant les périodes d'interdiction fixées pour ces types de cultures, et dans le respect des autres règles d'épandage en vigueur.

(3) L'épandage d'effluents peu chargés issus d'un traitement d'effluents bruts (contenant moins de 0,5 kg d'azote par m³) est autorisé du 1er au 30 septembre dans la limite de 20kg d'azote efficace /ha
Période d'interdiction des épandages (fertilisants de type II sur maïs)



Périmètre des zones I et II utilisées pour adapter les périodes d'interdiction d'épandage de fertilisants de type II sur culture de maïs, et liste des communes situées en zone II

Le stockage des effluents d'élevage

Le 6^{ème} programme d'action prévoit plusieurs prescriptions en matière de stockage :

- 1 - Les ouvrages doivent être étanches, bien entretenus et sans débordement d'effluent.
- 2 - Toutes les eaux de nettoyage (bâtiments et annexes) et les eaux susceptibles de ruisseler sur des aires bétonnées souillées doivent être collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.
- 3 – Chaque exploitation doit disposer de capacités de stockage suffisantes pour respecter a minima les périodes d'interdiction d'épandage en prenant en compte les risques liés aux conditions climatiques et les éventuelles utilisations en transfert ou traitement.

Pour les élevages de porcs, les durées minimales sont présentées dans le tableau ci-dessous ;

| Porcins et volailles | | |
|-------------------------|---------|-----------|
| | Porcins | volailles |
| Type I | 7 | - |
| Type II | 7.5 | 7 |
| Autres espèces animales | | 6 |

Ces obligations ne s'appliquent pas :

- aux fumiers compacts pailleux non susceptibles d'écoulement et stockés au champs ;
- aux effluents faisant l'objet d'un traitement y compris effluents peu chargés ;
- aux effluents faisant l'objet d'un transfert.

Dans le cadre de notre projet, nous pouvons vérifier la conformité à ces prescriptions :

- 1 - L'étanchéité des ouvrages de stockage est traitée en PJ 6 - article 11
- 2 - La récupération des eaux souillées est traitée en PJ 6 - articles 23 à 25
- 3 - Les capacités de stockage des effluents liquides prévues après projet représentent 11,3 mois. Un prévisionnel d'évolution du niveau des stocks d'effluents liquides dans les fosses a été présenté en PJ 6 – article 23.

Conditions d'épandage

Il est interdit d'épandre des fertilisants azotés si le sol est détrempé ou inondé, ou enneigé. Il est interdit d'épandre des fertilisants azotés si le sol est pris par le gel, à l'exception des fumiers compacts pailleux, composts d'effluents d'élevage et produits organiques solides dont l'apport vise à prévenir l'érosion des sols.

Les conditions d'épandage et les distances minimales d'épandage à respecter par rapport aux cours d'eau, aux points d'eau, aux lieux de baignade et plages, aux zones conchylicoles et aux puits, forages et périmètres de protection figurent dans le tableau ci-dessous.

fiche 5

Conditions d'épandage

Sur toutes les parcelles que je cultive en Bretagne, je dois respecter certaines conditions pour l'épandage de mes fertilisants.

Conditions rendant les épandages impossibles :

- je ne peux pas épandre de fertilisants azotés si le sol est détrempé ou inondé, ou enneigé ;
- je ne peux pas épandre de fertilisants azotés si le sol est pris par le gel, à l'exception des fumiers compacts pailleux, composts d'effluents d'élevage et produits organiques solides dont l'apport vise à prévenir l'érosion des sols.

Épandages à proximité des cours d'eau, hors sol en pente

► **Fertilisants de type I et II**

Les fertilisants de type I (fumiers) et type II (lisiers) ne peuvent pas être épandus :

- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ;

Ou

- à moins de 10 mètres si une couverture végétale permanente de 10 mètres et ne recevant aucun intrant à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée en bordure de cours d'eau.

► **Fertilisants de type III**

Les fertilisants de type III ne peuvent pas être épandus en bordure des cours d'eau sur les bandes enherbées existantes, qu'elles soient de 5 ou 10 mètres. (voir p15).

Distances minimales à respecter pour les épandages à proximité des zones à risques

| | Type I | Type II | Type III |
|---|---|---------|----------|
| Lieux de baignade et plages | 200m et 50 m pour certains composts (1) | 200 m | 5 m |
| Zones conchylicoles | 500 m sauf dérogation (2) | | 5 m |
| forages, puits hors prises d'eau AEP et périmètre de protection | 35 m | | 5 m |

(1) voir arrêté définissant le programme d'actions régional, annexe 6

Source : plaquette de la DREAL Bretagne – Directives Nitrates

Conformément au respect des prescriptions, des exclusions ont été pratiquées autour des cours d'eau, des points d'eau, des puits et des forages.

Le plan d'épandage du présent projet n'est pas concerné par les lieux de baignade ni par les zones conchylicoles.

Le tableau suivant présente les prescriptions que doivent respecter les exploitants dans le cas d'épandage sur des sols en pente.

Conditions d'épandages par rapport aux sols en pente

Le tableau ci-dessous indique les conditions d'épandage à respecter en fonction de la pente des parcelles et des types de fertilisants :

| | | < 10% | > 10% | > 15% | > 20% |
|----------|--|--|---|---|--|
| Type I | Cas général | Autorisé | Autorisé | Interdit sauf si dispositif continu, perpendiculaire à la pente le long de la bordure aval ou, le cas échéant en bas de pente à l'intérieur des îlots * | Interdit |
| | Fumier compact pailleux Compost d'effluents d'élevage et d'autres produits organiques | Autorisé | Autorisé | Interdit sauf sur culture pérenne lors d'apports dans le but de prévenir l'érosion des sols. | Interdit (Sauf sur prairies implantées depuis plus de 6 mois, cas suivant) |
| | Sur prairies implantées depuis plus de 6 mois | Autorisé | Autorisé | Autorisé | Interdit sauf si talus continu et perpendiculaire à la pente le long de la bordure aval ou, le cas échéant en bas de pente à l'intérieur des îlots |
| Type II | Cas général | Autorisé | Interdit sauf si dispositif continu, perpendiculaire à la pente le long de la bordure aval ou, le cas échéant en bas de pente à l'intérieur des îlots * | Interdit | |
| | Sur prairies implantées depuis plus de 6 mois | Autorisé | Autorisé | Interdit sauf si talus continu et perpendiculaire à la pente le long de la bordure aval ou, le cas échéant en bas de pente à l'intérieur des îlots | Interdit |
| | Si cours d'eau sur la parcelle (mesure PAR art 5.1) | < 7% | > 7% : Autorisé au delà du 100 m des berges | Interdit | |
| | | > 7% : Autorisé jusqu'à 35 m des berges si talus perpendiculaire et permettant d'éviter l'écoulement | Interdit | | |
| Type III | | Autorisé | Autorisé | Interdit sauf si dispositif continu, perpendiculaire à la pente le long de la bordure aval ou, le cas échéant en bas de pente à l'intérieur des îlots * | Interdit |

* bande enherbée ou boisée pérenne d'au moins cinq mètres de large, talus

Couverture des sols et gestion adaptée des terres

Pour limiter les fuites de nitrate vers les eaux, sur toutes les parcelles, les exploitants doivent :

- Couvrir toutes leurs parcelles pendant les périodes pluvieuses hivernales
- Respecter certaines prescriptions relatives à une gestion adaptée des terres

Cette obligation de couverture des sols pendant l'hiver est respectée sur chacune des exploitations inscrites au plan d'épandage.

Couverture végétale permanente le long de certains cours d'eau

De plus, en zone d'action renforcée, l'enherbement existant des berges des cours d'eau, permanents ou intermittents figurant sur la carte IGN doit être maintenu sur une largeur de 10 m.

Les terres du plan d'épandage étant en ZAR, les exploitants ont aménagé des bandes enherbées ou boisées de 10 m de large. La liste parcellaire figurant dans chaque volet agronomique indique quels sont les îlots concernés par ces bandes enherbées et quelle est la surface qu'elles représentent. Les bandes enherbées sont aussi repérables sur les plans d'épandage au 1/5000ème, le long des écoulements d'eau, elles figurent en tant que zones exclues.

La préservation des zones humides

Le remblaiement, le drainage et le creusement des zones humides sont interdits. Le projet de l'EARL Biocochon ne prévoit aucune intervention de cet ordre sur les zones humides.

L'interdiction de retournement des prairies

En zone inondable, le retournement des prairies est interdit.

Pour les prairies de plus de 3 ans :

- Le retournement en fin d'hiver est interdit avant le 1^{er} février
- Le retournement des prairies pâturées en été ou à l'automne doit être évité sauf en cas de réimplantation d'une nouvelle prairie.
- En cas de retournement de fin d'été ou d'automne, une culture devra être implantée immédiatement après le retournement, et au plus tard le 1^{er} novembre.

Les deux exploitations doivent respecter ces prescriptions.

Non dégradation du phosphore

En zone 3B1, la pression globale de phosphore ne peut pas être dégradée entre la situation avant et après projet.

Voici la démonstration pour l'EARL Biocochon :

- Avant-projet : Le site était autorisée pour 50 000 poules pondeuses cage soit une production de phosphore estimée (selon les normes ITAVI) à $50\,000 \times 0,380 = 19\,000$ uP₂O₅.
- Après projet : conversion des poulaillers en élevage de porcs bio.
La quantité totale de phosphore produite est de : 7724 uP₂O₅.

Entre l'avant et après projet on a donc, sur le site, une diminution de 11 276 uP₂O₅ produites. Le principe de non dégradation est respecté.

PJ - 12.4. - Compatibilité avec le plan de prévention des déchets

La loi NOTRE du 7 août 2015 a confié la compétence de planification des déchets aux régions qui ont désormais l'obligation d'élaborer un plan régional unique de prévention et de gestion des déchets couvrant toutes les catégories de déchets. En Bretagne, ce plan régional prend le relais des 8 plans départementaux (déchets ménagers non dangereux et déchets du BTP), et du plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux (PRPGDD), du 4 avril 2016 déjà porté par la Région.

En matière de déchets dangereux, la Bretagne était jusqu'à présent couverte par deux Plans :

- Le Plan Régional d'Élimination des Déchets Industriels spéciaux en Bretagne (PREDIS) élaboré par les services de l'État (DRIRE), approuvé le 20 juillet 1995 par arrêté préfectoral.
- Le Plan Régional d'Élimination des Déchets d'Activités de Soins (PREDAS), établi par l'État (DRASS), approuvé par arrêté préfectoral le 12 décembre 2002

Le PREDIS ne concerne pas l'activité d'élevage contrairement au PREDAS.

Les Plans Régionaux d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD) deviennent avec les nouvelles dispositions réglementaires des Plans Régionaux de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux (PRPGDD). La priorité est donnée à la prévention et la bonne gestion des déchets, plutôt qu'à leur stricte élimination.

Les Conseils généraux, chargés de la planification des déchets non dangereux et ceux issus des activités du bâtiment et des travaux publics, sont aussi tenus d'élaborer leurs (Plans départementaux de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PDPG DND), Plans départementaux de Prévention et de Gestion des Déchets issus des activités du Bâtiment et des Travaux Publics (PDPG BTP).

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux de Bretagne adopté le 4 avril 2016. »

Ce plan a pour objectif de contribuer à :

- la prévention et la réduction de la quantité et de la nocivité des déchets produits
- L'amélioration de la collecte et une meilleure valorisation
- L'optimisation du traitement en favorisant la proximité
- L'amélioration des connaissances et l'information du public sur le sujet.

Au niveau départemental, le Plan départemental de prévention et de gestion des déchets ménagers non dangereux se substituera au PDEDMA. Ce plan est établi pour la période 2014-2026. Il prévoit des actions à mettre en œuvre pour la prévention, la collecte, le transport et le traitement des déchets non dangereux.

Sont concernés par le projet de Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non dangereux, les différents gisements suivants :

- Les déchets communs non dangereux (par opposition aux déchets dangereux) produits par les ménages. On parlera des DMA (Déchets Ménagers et Assimilés),

- Les déchets communs non dangereux des entreprises industrielles, des artisans, des commerçants, des écoles, des services publics, des hôpitaux, des services tertiaires. On parlera des DAE (Déchets d'Activités Économiques).
- Les déchets non dangereux issus de l'assainissement (boues de stations d'épuration, matières de vidanges, ...)
- Les déchets spécifiques que sont les algues vertes.

Les objectifs visés par le plan sont :

- La réduction du gisement d'ordures ménagères
- La stabilisation de la quantité de déchets verts collectés en déchetterie
- La stabilisation des déchets banals
- Le détournement des flux collectés des déchets dangereux diffus

Parmi les actions retenues dans le plan pour atteindre ces objectifs, plusieurs peuvent être pris en compte dans le projet de l'EARL Biocochon :

- Favoriser le réemploi et la réparation,
- Développer le compostage à la source (gestion décentralisée de la matière organique),
- Lutter contre le gaspillage alimentaire,
- Diminuer la nocivité des déchets,

Le mode de gestion des différents déchets issus de l'activité est exposé aux articles 33 et 34.

PJ - 12.5. - Compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale

Un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est composé des éléments suivants :

- Un rapport de présentation qui présente l'état des lieux, le diagnostic et les enjeux.
 - Un PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) qui présente l'expression politique du projet.
 - Un DOO (Documents d'Orientations et d'Objectifs) qui présente les moyens mis en œuvre.
- Ce document est opposable

Les enjeux d'un SCoT sont :

- de traduire et spatialiser un projet d'avenir qui réponde aux attentes des habitants et des acteurs du territoire
- de favoriser une approche plus transversale des enjeux
- de générer la cohérence des politiques sectorielles au service d'un développement durable
- de favoriser la cohésion sociale et la solidarité territoriale
- de sécuriser juridiquement les documents locaux ou sectoriels

SCoT du Pays de Ploërmel

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Ploërmel – Cœur de Bretagne a été arrêté par la délibération en date du 20 décembre 2017.

Les enjeux auxquels le territoire doit répondre sont les suivants :

- L'enjeu de l'équilibre et de la cohérence territoriale, entre effets d'axes et polarisation ;
- L'enjeu de valorisation des atouts du Pays pour créer des emplois et assurer une dynamique d'accueil démographique ;
- L'enjeu d'adapter l'offre en équipements, services, commerces et de transports aux ambitions de développement ;
- L'enjeu d'assurer la capacité en ressources naturelles et la préservation des espaces sensibles au regard des ambitions de développement.

Certains enjeux de ce SCOT en lien avec l'activité agricole, sont intégrés dans le projet de l'EARL Biocochon.

- Concernant les atours naturels et les ressources:
 - Structurer et gérer les fonctions environnementales du pays en combinant enjeux de préservation et de valorisation
 - Maintenir et restaurer les continuités écologiques
 - Gérer les ressources, exploiter les potentialités de réduction des consommations énergétiques et de production renouvelable
- ⇒ Le projet de l'EARL Biocochon ne porte pas atteinte aux continuités écologiques puisqu'il ne nécessite aucun défrichement et ne perturbe pas la continuité du réseau hydrographique.
- Concernant l'emploi :
 - Pérenniser les activités agricoles et sylvicoles
- ⇒ Le projet de l'EARL Biocochon a pour objectif de pérenniser l'exploitant et de la rendre transmissible. L'activité de l'EARL qui fait appel à des entreprises, à des CUMAS locales contribue au dynamisme économique du territoire.

- Concernant le potentiel touristique et patrimonial
 - Conserver des paysages de qualité et un patrimoine naturel varié pour affirmer le potentiel touristique du territoire
 - Développer une politique vertueuse de valorisation d'un espace rural dynamique
- ⇒ L'EARL Biocochochon participe à l'entretien du paysage de bocage présent sur le secteur et à son dynamisme rural.

PJ n°12.6. - Compatibilité avec plan de prévention des risques naturels d'inondations

Le PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels), délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques. Selon le site internet « Géorisques », la commune de Ménéac n'est pas soumise à un PPRN inondations mais elle est située dans le PAPI (Programme d'Actions et de Prévention Inondations) Vilaine 2.

PJ - 13. - Evaluation des incidences Natura 2000

PJ - 13.1. - La notion d'étude d'incidences

Elle s'appuie en particulier sur la circulaire du 15 avril 2010 (circulaire DGAJN/DEB/SDEN DEVN1010526C), prise en application du décret n°2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 codifié dans le code de l'Environnement (CE).

Elle s'appuie également sur le guide d'aide à l'instruction des projets d'ICPE élevages en articulation avec la procédure d'évaluation des incidences Natura 2000 de 2016.

L'évaluation des incidences Natura 2000 est instaurée par le droit communautaire (article 6 paragraphe 3 de la directive « habitats, faune, flore ») pour prévenir les atteintes aux objectifs de conservation (c'est-à-dire aux habitats d'espèces, espèces végétales et animales) des sites désignés au titre, soit de la directive « Oiseaux », soit de la directive « habitats, faune, flore ».

Les articles R414-19 et suivants du code de l'environnement indiquent que « sauf mention contraire, les documents de planification, programmes, projets, manifestations ou interventions listés au I sont soumis à l'obligation d'évaluation des incidences Natura 2000, que le territoire qu'ils couvrent ou que leur localisation géographique soient situés ou non dans le périmètre d'un site Natura 2000 ».

Les demandes d'exploitation d'une ICPE élevage classées à « enregistrement » (ICPE E) et située à l'intérieur d'un site Natura 2000 sont soumises à évaluation des incidences car elles figurent sur la liste nationale (art. R414-19-I, 29° du CE). En cas d'application de la procédure de « cas par cas » conduisant à une instruction selon celle appliquée aux installations soumises à autorisation, l'évaluation est également réalisée si l'ICPE est située en dehors du site Natura 2000.

Les demandes d'exploitation d'une ICPE élevage classée à « enregistrement » et située hors site Natura 2000 sont également soumises à évaluation des incidences si elles figurent sur la première liste locale, complémentaire de la liste nationale (art. L414-4-III du CE).

En Bretagne, il n'y a pas de liste locale mentionnant les ICPE.

La demande présentée par l'EARL Biocochoch est une demande d'enregistrement d'une Installation Classée élevage. L'activité de l'EARL Biocochoch ne fait donc pas l'objet d'une évaluation Natura 2000.

Méthodologie utilisée et limites : L'étude d'incidence doit être menée selon les principes et la méthode suivants : l'évaluation est proportionnée à l'importance de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et espèces.

1- Le dossier comprend dans tous les cas, une évaluation préliminaire :

- Une présentation simplifiée du projet avec une carte de localisation de l'espace sur lequel le projet peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par les effets. Si le projet est dans le périmètre, un plan détaillé est fourni.
- Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence. Si le projet est de nature à avoir des effets sur le site, le dossier précise des éléments liés à la localisation du projet dans le site Natura 2000 (ou de la distance qui le sépare du site), la topographie, le fonctionnement des écosystèmes, les objectifs de conservation.

2- **Si le site Natura 2000 est de nature à être affecté par le projet,** l'évaluation présente une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, individuel ou en raison de ses effets cumulés sur l'état de conservation du site.

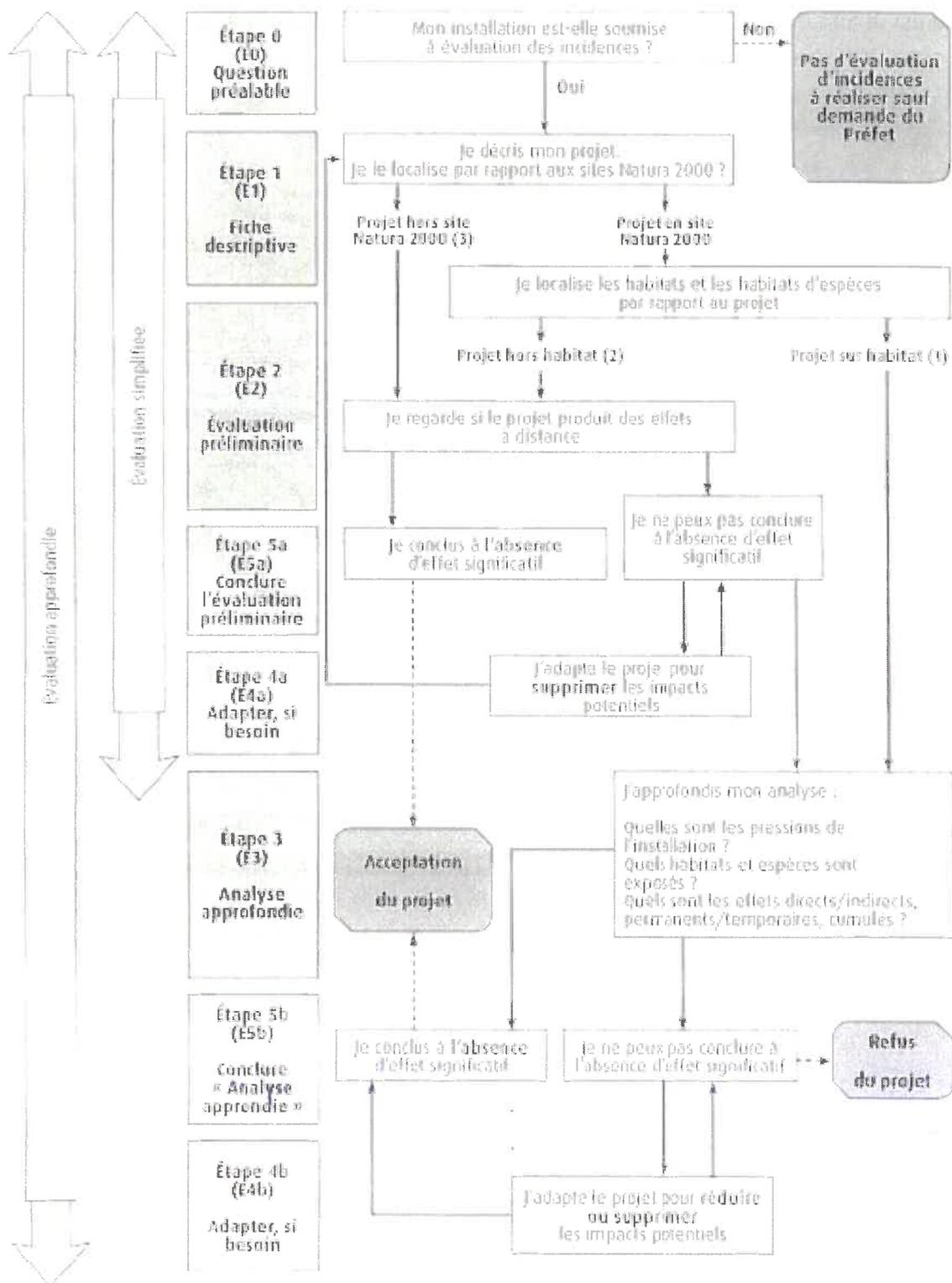
3- **Si des effets significatifs dommageables sont constatés à l'issue de l'analyse,** le dossier comprend un exposé des mesures prises pour supprimer ou réduire les effets dommageables.

4- **Si ces effets négatifs demeurent sur l'état de conservation des habitats et des espèces qui ont justifié la désignation du site,** le dossier d'évaluation doit exposer :

- a) Les solutions alternatives envisageables ou les raisons expliquant qu'il n'existe pas d'autres solutions,
- b) Les mesures envisagées pour compenser les effets dommageables et leur calendrier,
- c) L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires.

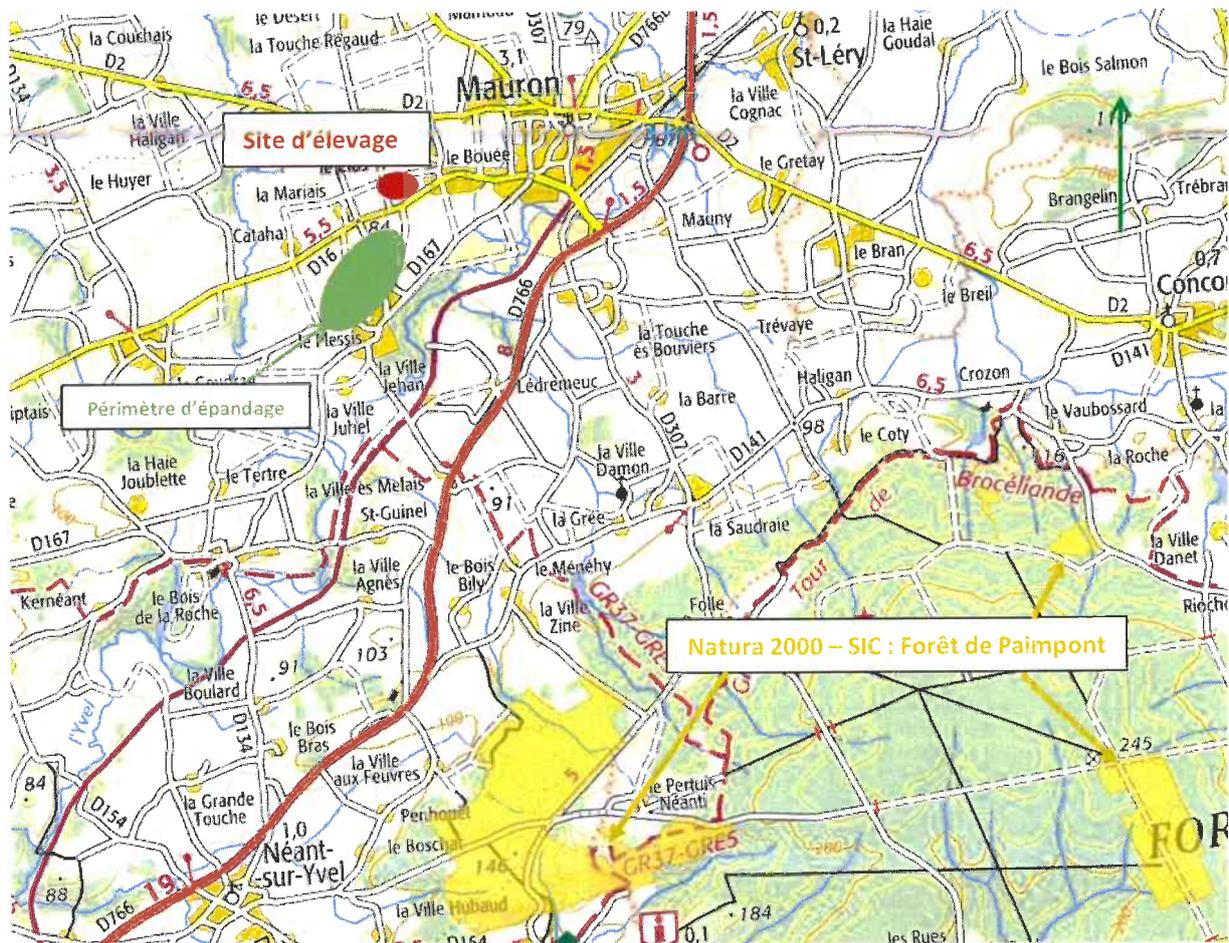
Le contenu de ce dossier peut se limiter à la présentation et à l'exposé du point 1 dès lors que cette évaluation préliminaire conclut à l'absence d'incidence. C'est cette méthode qui est suivie par la suite.

ANNEXE 1 : Diagramme de procédure



PJ - 13.2. - Situation des zones Natura 2000 par rapport au projet

Le site d'élevage et les parcelles d'épandage sont éloignés de toute zone Natura 2000. La plus proche est le Site d'Intérêt Communautaire (SIC) « Forêt de Paimpont », situé à 5 km.



Carte de localisation du site d'élevage et de la zone Natura 2000

IV. – AUTRES PIÈCES VOLONTAIREMENT TRANSMISES PAR LE DEMANDEUR

PJ - 18.- Note descriptive de l'élevage

PJ - 18.1. – Type d'élevage et cahier des charges bio

Sylvain Briant souhaite créer un élevage de **porcs bio**, sur un site d'élevage pré-existant au lieu-dit « La Bouée », sur la commune de Mauron, qui comprend deux poulaillers.

L'élevage comprendra 113 truies et sera naisseur engraisseur total, c'est-à-dire que tous les porcelets seront élevés et engraisés sur place. Il renouvelera lui-même le cheptel truies. Le projet prévoit la transformation des poulaillers en porcheries avec courettes.

Pour être certifié en agriculture biologique, l'élevage doit respecter les prescriptions suivantes :

- Le sevrage se fait à 40 jours d'âge minimum
- Seul 20 % du cheptel peut être renouvelé en non bio (sauf en cas de peuplement)
- Les truies doivent être maintenues en groupes, sauf en fin de gestation et pendant la période d'allaitement
- La castration des porcelets est autorisée sous anesthésie, à moins de 7 jours
- Les mutilations des porcelets (coupe des dents et de la queue) sont interdites
- L'insémination artificielle est autorisée
- L'emploi d'hormones ou de substances analogues est interdit à des fins de reproduction
- Les traitements allopathiques à titre préventif sont interdits
- Les aliments utilisés doivent être certifiés en bio

PJ - 18.2. –Conduite en bande

L'atelier est de taille restreinte. Il sera conduit en 3 bandes de 30 truies.

Le sevrage des porcelets s'effectuera à l'âge de 42 jours.

| | |
|---|------------------------------------|
| nombre de verrats | 1 |
| nombre de truies présentes | 113 |
| Nombre de truies productives | 90 |
| nombre de truies par bande | 30 |
| intervalle entre 2 mises bas | 2 fois 56 jours et 1 fois 49 jours |
| nombre de mises bas par an | 6,8 |
| nombre de porcelets sevrés par truie | 12 |
| nombre de porcelets sevrés pour 1 bande | 360 |
| Nombre de porcelets sevrés par an | 2448 |
| Taux de perte de 11 à 31 kg | 3,5% |
| Nombre de porcelets de 31 kg | 2362 |
| Taux de perte de 31 à 118 kg | 3,5% |
| Nombre de porcs charcutiers produits par an | 2280 |

Le projet prévoit un sevrage des porcelets à 42 jours, ils pèsent alors environ 11 kg. Les porcelets sevrés sont transférés dans un bâtiment de post sevrage (P3) où ils restent jusqu'à 31 kg. Ils sont ensuite transférés dans la porcherie P4 où ils sont engraisés jusqu'à 120 kg.

PJ - 18.3. – Effectifs et Production

Les effectifs reproducteurs et la production annuelle de porcelets et de porcs charcutiers sont les suivants :

| Catégorie d'animaux | Effectifs |
|--|-----------|
| Reproducteurs présents en moyenne | 114 |
| Porcelets produits (poids de sortie 31 kg) | 2362 |
| Porcs charcutiers produits (incluant pré-troupeau) | 2280 |

PJ – 18.4. – Porcheries et nombre de places

La désignation des bâtiments dans les tableaux ci-dessous fait référence aux plans de bâtiments joints au dossier.

| Désignation | Type de place | Nombre de places |
|-------------|--------------------------------|------------------|
| P1 | Maternité | 30 |
| P2 | Gestante | 60 |
| | Verraterie | 44 |
| | Verrat | 1 |
| P3 | Post-sevrage | 360 |
| P4 | Engraissement | 833 |
| P5 | Quarantaine | 12 |
| P6 | Infirmierie + tampon maternité | 2 + 3 |
| P7 | Local d'embarquement | 150 |

Les principales annexes sont les suivantes :

| | |
|-----|---------------|
| FO1 | Fosse |
| FU1 | Fumière |
| H P | Hangar Paille |

Les rotations prévues en post sevrage et en engraissement seront les suivantes :

| Catégorie d'animaux | Nombre de places | Nombre produits par an | Rotation |
|---------------------|------------------|------------------------|----------|
| Post sevrage | 360 | 2361 | 6.56 |
| Engraissement | 833 | 2278 | 2.74 |

PJ – 18.5. – Description des bâtiments et modes de logements

Matériaux, et type de ventilation

Les matériaux constitutifs des porcheries et des ouvrages annexes sont récapitulés dans un tableau à l'article 11, page 50.

La ventilation sera de type statique, c'est-à-dire naturelle, sans ventilateur. L'air extérieur plus froid et plus lourd que l'air intérieur de la porcherie entre par les parties basses du bâtiment, se réchauffe en captant la chaleur produite par les porcs et par le fumier, se charge en vapeur d'eau, devient plus léger, et rejoint les parties hautes du bâtiment puis sort à l'extérieur par des lanterneaux.

Mode de logement

Les modes de logement des élevages de porcs bio doivent respecter les indications suivantes :

- Les caillebotis sont autorisés sur un maximum de 50 % de la surface intérieure
- Les aires de couchage doivent être propres, sèches et recouvertes de litière
- Les aires d'exercice doivent permettre aux animaux de fouir
- Les aires d'exercice peuvent être totalement couvertes mais sous l'aubent, au moins la moitié de l'aire d'exercice doit disposer de 3 côtés ouverts
- Les aires d'exercice sont facultatives en maternité et en post sevrage.

La totalité des logements s'effectue sur aire bétonnée pleine, recouverte d'une litière paillée. A chaque porcherie est associée une courette extérieure.

Le tableau suivant détaille pour chaque porcherie le mode de logement et les types d'effluents associés :

| Désignation projet | Type de bâtiment | Chauffage* | Eclairage* | Conduite | Nature de la litière | Type d'effluent | Périodicité de curage/ravage |
|--------------------|--------------------------------|---------------------------|--------------------------------|-------------------|----------------------|-------------------------------|--|
| P1 | Maternité | | Basse consommation + naturelle | Litière accumulée | Paille | Fumier (70 %) Purin (30 %) | 1 fois par semaine |
| P2 | Gestantes – verraterie -verrat | Niches pour les porcelets | Basse consommation + naturelle | Litière accumulée | Paille | Fumier (70 %) Purin (30 %) | 1 fois par mois |
| P3 | Post-sevrage | - | Basse consommation + naturelle | Litière accumulée | Paille | Fumier | En fin de bande |
| P4 | Engraissement | - | Basse consommation + naturelle | Litière accumulée | Paille | Fumier | En fin de bande |
| P5 | Quarantaine | | | Litière accumulée | Paille | Fumier | 1 fois tous les 3 mois |
| P6 | Infirmierie | | | Litière accumulée | Paille | Fumier | 1 fois tous les 3 mois |
| P7 | Local d'embarquement | | | Sur caillebotis | | Lisier | A chaque départ, environ tous les 15 jours |

* Les porcheries bénéficieront d'un éclairage minimal de 40 lux pendant 8h.

PJ – 18.6.- Mode d'alimentation

Provenance, fabrication de l'aliment

Dans un premier temps, l'aliment proviendra du commerce. L'aliment devra être certifié bio. Il existe des coopératives spécialisées dans la fourniture d'aliments bio (ex : UFAB basée à Noyal sur Vilaine)

Distribution de l'aliment

| Catégorie d'animaux | Mode de distribution de l'eau |
|---------------------|---|
| Gestantes | Poussoirs de type sucette avec bols de récupération |
| Maternité | Poussoirs de type sucette avec bols de récupération |
| Porcelets | Poussoirs avec bols de récupération |
| Engraissement | Poussoirs de type sucette avec bols de récupération |

La propreté des auges est surveillée quotidiennement.

La fréquence des repas est la suivante :

| Animaux | Fréquence des repas | Horaires |
|---------------|---------------------|------------------------|
| Gestantes | 2 fois / jour | 8 h et 18 h |
| Maternité | 3 fois / jour | 6 h, 14h et 20 h |
| Post-sevrage | 4 fois / jour | 6 h, 12h, 16 h et 20 h |
| Engraissement | 3 fois / jour | 6 h, 14h et 20 h |

Caractéristiques de l'aliment

Les porcs reçoivent tous un aliment standard car il n'est pas possible à l'heure actuelle de formuler un aliment biologique biphasé.

Les porcs reçoivent un aliment adapté à leur stade de croissance ou à leur stade physiologique.

Estimation de la consommation en aliment

| Type d'animaux | Projet |
|----------------------------|---|
| Truies | 1550kg / truie / an x 114 reproducteurs = 176 700 kg |
| Porcelets produits | 44 kg / porcelet sorti x 2362 porcelets sortis par an = 103 928 kg |
| Porcs charcutiers produits | 280 kg / porc charcutier sorti x 2280 = 638 400 |
| TOTAL | 919 tonnes |

Méthodologie utilisée: Afin d'estimer au mieux les quantités d'aliments, nous avons utilisé les résultats techniques moyens d'autres élevages bio suivis par la coopérative Le Gouessant.

Nous avons recalculé les consommations proportionnellement au nombre d'animaux par catégorie.

PJ - 19.- Extrait K bis

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 20 mars 2019

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

| | |
|---------------------------------------|---|
| <i>Immatriculation au RCS, numéro</i> | 843 882 036 R.C.S. Vannes |
| <i>Date d'immatriculation</i> | 10/12/2018 |
| <i>Dénomination ou raison sociale</i> | BIO COCHON |
| <i>Forme juridique</i> | Exploitation agricole à responsabilité limitée (Société à associé unique) |
| <i>Capital social</i> | 7 500,00 Euros |
| <i>Adresse du siège</i> | 17 Le Gretay 56430 Mauron |
| <i>Activités principales</i> | Elevage porcins |
| <i>Durée de la personne morale</i> | Jusqu'au 09/12/2117 |

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Gérant

| | |
|----------------------------------|--------------------------------|
| <i>Nom, prénoms</i> | BRIENT Sylvain |
| <i>Date et lieu de naissance</i> | Le 29/03/1985 à Hennebont (56) |
| <i>Nationalité</i> | Française |
| <i>Domicile personnel</i> | 17 Le Gretay 56430 Mauron |

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

| | |
|--|-----------------------|
| <i>Adresse de l'établissement</i> | Le Bouée 56430 Mauron |
| <i>Activité(s) exercée(s)</i> | Elevage porcins |
| <i>Date de commencement d'activité</i> | 01/10/2018 |
| <i>Origine du fonds ou de l'activité</i> | Création |
| <i>Mode d'exploitation</i> | Exploitation directe |

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

PJ - 20.- Attestation bancaire en vue du financement du projet

Agence de Mauron
Crédit Agricole du Morbihan
10 PL DE LA MAIRIE
56430 MAURON
☎ 0 2.97.22.79.38

Mauron, le 06 juin 2019

ATTESTATION

Je soussigné LÉNAÏC MORFOISSE, chargé d'affaires agricoles au crédit agricole du Morbihan à la direction de clientèle de Ploërmel, certifie que la demande de prêt présentée par le

EARL BIO COCHON
17 Le Gretay
56430 Mauron

A reçu un accord de financement lors de la commission du 14/03/2019 aux conditions suivantes :

Prêt Moyen Terme : reprise d'exploitation

Montant : 192 000 €

Durée : 180 Mois dont 12 mois de différé

Garantie : PPD

Prêt Moyen Terme : reprise d'installation/matériel

Montant : 78 000 €

Durée : 144 Mois dont 12 mois de différé

Garantie : PPD

Prêt Moyen Terme : Bâtiment

Montant : 359 000 €

Durée : 180 Mois + 24 mois maximum d'anticipation

Garantie : Hypothèque

DUREE VALIDITE ATTESTATION 1 MOIS

Prêt Moyen Terme : installation intérieure

Montant : 86 000 €

Durée : 144 Mois + 24 mois maximum d'anticipation

Garantie : Hypothèque

Prêt Moyen Terme : frais divers

Montant : 50 000 €

Durée : 120 Mois dont 12 mois de différé

Garantie : sans garantie

Prêt Moyen Terme : cheptel

Montant : 33 000 €

Durée : 84 Mois dont 12 mois de différé

Garantie : warrant

Prêt Moyen Terme : BFR

Montant : 60 000 €

Durée : 84 Mois dont 12 mois de différé

Garantie : sans garantie

Prêt Court Terme : OCDI porc + cultures de ventes

Montant : 120 000 € + 10 000€

Durée : sans objet

Garantie : cession dailly sur groupement porc + coopérative cultures

Prêt Moyen Terme : TVA

Montant : 120 000 €

Durée : 12 Mois

Garantie : cession dailly SIE ploërmel

Prêt Court Terme : avance PAC

Montant : 25 000 €

Durée : 60 Mois

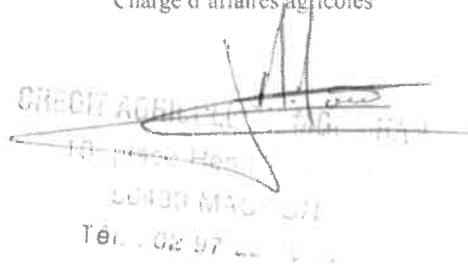
Garantie : cession dailly ASP

DUREE VALIDITE ATTESTATION 1 MOIS

Cet accord ne pourra se concrétiser que sous réserves :

- de l'exactitude des déclarations du demandeur et de ses garants éventuels quant à leur situation financière et juridique et à la réalité du plan de financement.*
- du respect des conditions de garanties prévues pour la mise en place du financement.*
- de la non survenance, avant la réalisation du crédit, de tout événement révélateur d'une situation d'insolvabilité ou de cessation de paiement du demandeur ou de ses garants éventuels.*

Lénaïc Morfoisse
Chargé d'affaires agricoles



CREDIT AGRICOLE
10 place Hon
LORION MAC
Tél. 02 07

DUREE VALIDITE ATTESTATION 1 MOIS

PJ - 21.- Déclaration de changement de nom

Formulaire à adresser à la DDPP56 - Service environnement
32 boulevard de la Résistance - CS 92526 - 56019 VANNES Cedex
ddpp@morbihan.gouv.fr

DECLARATION DE CHANGEMENT D'EXPLOITANT
Élevage soumis à autorisation ou enregistrement au titre des Installations Classées

LE PRENEUR :

Je (nous) soussigné(es) (noms - prénoms) : M. BRIENT Sylvain
Raison sociale : EARL BLOCCOCHON
Domicilié(es) à : 17, le Grébay
Code postal : 56430 / Commune : MAURON
Numéro SIRET : 843 882 036 000 18
Numéro de téléphone : 06 01 28 61 116

• déclare avoir repris en date du 31/10/19

l'installation classée d'élevage située "Le Bouce" - 56430 MAURON

bénéficiant de l'acte : arrêté d'autorisation ou d'enregistrement du 29/11/2008 (APL)
Pour (effectif) 5000 poules pondeuses 2510411995 (arrêté Autorisation)

précédemment exploitée par M. CORBIN Paul

N° SIRET : 404 365 603 000 12

- déclare avoir à ma disposition l'ensemble des documents officiels de l'ancien exploitant¹,
- déclare connaître et respecter les articles du code de l'environnement concernant les successions (voir annexe),
- joins à ma déclaration l'avis de situation² au répertoire SIRENE, mentionnant le SIRET du repreneur.
- déclare poursuivre l'exploitation de l'installation conformément aux dossiers et aux actes en cours. L'exploitant doit notifier au préfet tout changement notable (ayant un impact sur l'environnement) par l'envoi d'un dossier modificatif.

• Observations complémentaires :

Fait le 7/10/19 à Mauron

Signature

Brient

ATTENTION :

Si vous êtes déjà exploitant et que vous reprenez un élevage à une adresse différente pour l'exploiter en lieu et place de l'ancien exploitant vous êtes tenu d'identifier cette exploitation comme établissement secondaire en le déclarant auprès de l'INSEE (via le CFE situé à la chambre d'Agriculture du Morbihan).

¹ Dossier de demande ou de déclaration, dossier modificatif, plan et cahiers d'épandage des 5 dernières années, attestation de vérification électrique, actes et tout autre document mentionnés dans ces actes

² <http://avis-situation-sirene insee.fr>

PJ - 22.- Déclaration d'existence et analyse de l'eau du forage



PREFECTURE DU MORBIHAN

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau et biodiversité
Pôle police de l'eau

Tél : 02 56 63 75 00

1, Allée du général le Troadec BP 520
56019 VANNES Cedex

**FORAGE ~~– PUIITS~~ (1):
DÉCLARATION D'EXISTENCE**

Articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement

Article R.214-53 du code de l'environnement

(Le Préfet pourra exiger la production des pièces mentionnées aux articles R.214-6 ou R.214-32)

DÉCLARANT ~~– USAGER DU FORAGE – DU PUIITS~~ (1)

Nom: [Brient] Prénom: [Sylvain] ASL oui / non

Le déclarant est : propriétaire ou locataire du forage ~~– du puits~~ (1).

Pour les entreprises et les exploitations agricoles :

Raison sociale [EDRL Bio Cochon]

N° SIRET [814388203600018]

N° PACAGE [056048604]
(Exploitants agricoles)

Adresse [17, Le Gnetay]

Code postal: [56143] Commune: [MAURON]

Téléphone: [0215722577]

Mobile: [06107286146]

mèl [sylvain.brient@orange.fr]

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE FORAGE – LE PUIITS (1)

Réalisation :

Année de réalisation : [2001]

Ce forage ~~– Ce puits~~ (1) est-il exploité dans le cadre d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ?

oui / non

Si oui, cette ICPE est soumise : à déclaration / à autorisation

Quelle est l'activité exercée dans le cadre de cette ICPE ? _____

Localisation :

Commune d'implantation : MAURON

Lieu-dit : Le Bouée

Section cadastrale : XC Parcelle : 69

Coordonnées en Lambert 93 : X48.077606 Y-2.307124 Z

Entrepreneur :

Nom, prénom (ou raison sociale) : Le Caignard S G

Adresse : 44 Route de Nantes
56860 Séné - VANNES

Caractéristiques de l'ouvrage:

Comptage : Compteur : oui N° de compteur : 96315427
non

Profondeur : 40 m

Prélèvements :

Débit nominal de la pompe ou prélèvement horaire : 2,5 m³/h

Volume moyen journalier pompé : 11,5 m³

Volume maximal annuel pompé (obligatoire): 4200 m³

Usages : (cocher autant de cases que nécessaire):

- EAU POTABLE
- Besoins familiaux avec usage alimentaire
- Besoins familiaux sans usage alimentaire
- Artisanat-industrie avec usage alimentaire
- Artisanat-industrie sans usage alimentaire
- Géothermie avec prélèvement d'eau
- Irrigation
- Elevage. Préciser : Porcins
- Autre avec usage alimentaire. Préciser :
- Autre sans usage alimentaire. Préciser :

Pièces à fournir obligatoirement :

- 1 plan de situation à l'échelle 1 / 25000^{ème} avec localisation du forage.
- 1 plan cadastral ou plan parcellaire PAC avec l'indication précise de l'emplacement de l'ouvrage.
- 2 photos intérieure et extérieure de l'ouvrage
- 3 sources de pollution dans un rayon de 35 mètres et 50 mètres de l'ouvrage
- 4 analyses de l'eau prélevée sur les trois derniers mois

Tout autre document utile à la compréhension du dossier peut être joint.

At Mauron Le 2 / 10 / 2019

Brient
(signature)

PREFECTURE DU MORBIHAN

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau et biodiversité
Pôle police de l'eau

Tél : 02 56 63 75 00

1, Allée du général le Troadec BP 520
56019 VANNES Cedex

**FORAGE – PUIXS (1):
DÉCLARATION D'EXISTENCE**

Articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement
Article R.214-53 du code de l'environnement

(Le Préfet pourra exiger la production des pièces mentionnées aux articles R.214-6 ou R.214-32)

DÉCLARANT – USAGER DU FORAGE – DU PUIXS (1)

Nom: [Brient] Prénom: [Sylvain] ASL oui / non

Le déclarant est : propriétaire ou locataire du forage – du puits (1).

Pour les entreprises et les exploitations agricoles :

Raison sociale [EARL Bio Coc Bon]

N° SIRET [8] [4] [3] [8] [8] [2] [0] [3] [6] [0] [0] [0] [1] [8]

N° PACAGE [0] [5] [6] [0] [4] [8] [6] [0] [4]
(Exploitants agricoles)

Adresse [17, Le Gretaig]

Code postal: [5] [6] [4] [3] [0] Commune: [MAURON]

Téléphone: [0] [2] [5] [7] [2] [2] [9] [7] [7] [0]

Mobile: [0] [6] [0] [7] [2] [8] [6] [1] [4] [6]

mèl [sylvain.brient@orange.fr]

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE FORAGE – LE PUIXS (1)

Réalisation :

Année de réalisation : [2] [0] [0] [1]

Ce forage – Ce puits (1) est-il exploité dans le cadre d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ?

oui / non

Si oui, cette ICPE est soumise : à déclaration / à autorisation

Quelle est l'activité exercée dans le cadre de cette ICPE ? [_____]

Localisation :

Commune d'implantation : [MAURON]

Lieu-dit : [Le Bouée]

Section cadastrale : [XC] Parcelle : [69]

Coordonnées en Lambert 93 : X48.077606 Y-2.307124 Z

Entrepreneur :

Nom, prénom (ou raison sociale) : [Le Caignant - S G]

Adresse : [44 Route de Nantes
56860 Séné - VANNES]

Caractéristiques de l'ouvrage :

Comptage : Compteur : oui N° de compteur : [96315427]
non

Profondeur : [40] m

Prélèvements :

Débit nominal de la pompe ou prélèvement horaire : [2,5] m³/h

Volume moyen journalier pompé : [11,5] m³

Volume maximal annuel pompé (obligatoire) : [4200] m³

Usages : (cocher autant de cases que nécessaire):

- EAU POTABLE
- Besoins familiaux avec usage alimentaire
- Besoins familiaux sans usage alimentaire
- Artisanat-industrie avec usage alimentaire
- Artisanat-industrie sans usage alimentaire
- Géothermie avec prélèvement d'eau
- Irrigation
- Elevage. Préciser : [Porcins]
- Autre avec usage alimentaire. Préciser :
- Autre sans usage alimentaire. Préciser :

Pièces à fournir obligatoirement :

- 1 plan de situation à l'échelle 1 / 25000^{ème} avec localisation du forage.
- 1 plan cadastral ou plan parcellaire PAC avec l'indication précise de l'emplacement de l'ouvrage.
- 2 photos intérieure et extérieure de l'ouvrage
- 3 sources de pollution dans un rayon de 35 mètres et 50 mètres de l'ouvrage
- 4 analyses de l'eau prélevée sur les trois derniers mois

Tout autre document utile à la compréhension du dossier peut être joint.

A [Mauron] Le [2] [10] 2019

[Brient]
(signature)

PREFECTURE DU MORBIHAN

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau et biodiversité
Pôle police de l'eau

Tél : 02 56 63 75 00

1, Allée du général le Troadec BP 520
56019 VANNES Cedex

**FORAGE – PUIXS (1):
DÉCLARATION D'EXISTENCE**

Articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement
Article R.214-53 du code de l'environnement

(Le Préfet pourra exiger la production des pièces mentionnées aux articles R.214-6 ou R.214-32)

DÉCLARANT – USAGER DU FORAGE – DU PUIXS (1)

Nom: [Brient] Prénom: [Sylvain] ASL oui / non

Le déclarant est : propriétaire ou locataire du forage – du puits (1).

Pour les entreprises et les exploitations agricoles :

Raison sociale [EURL Bio Carbon]

N° SIRET [814388203600018]

N° PACAGE [056048604]
(Exploitants agricoles)

Adresse [17, Le Gretaig]

Code postal: [56430] Commune: [MAURON]

Téléphone: [0297229770]

Mobile: [0607286146]

mèl [sylvain.brient@orange.fr]

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE FORAGE – LE PUIXS (1)

Réalisation :

Année de réalisation : [2001]

Ce forage – Ce puits (1) est-il exploité dans le cadre d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ?

oui / non

Si oui, cette ICPE est soumise : à déclaration / à autorisation

Quelle est l'activité exercée dans le cadre de cette ICPE ? [_____]

Localisation :

Commune d'implantation : [MAURON]

Lieu-dit : [Le Bouée]

Section cadastrale : [XC] Parcelle : [69]

Coordonnées en Lambert 93 : X48.077606 Y-2.307124 Z

Entrepreneur :

Nom, prénom (ou raison sociale) : [Le Caignard - S G]

Adresse : [44 Route de Nantes
56860 Séné - VANNES]

Caractéristiques de l'ouvrage :

Comptage : Compteur : oui N° de compteur : [96315427]
non

Profondeur : [40] m

Prélèvements :

Débit nominal de la pompe ou prélèvement horaire : [2,5] m³/h

Volume moyen journalier pompé : [11,5] m³

Volume maximal annuel pompé (obligatoire) : [4200] m³

Usages : (cocher autant de cases que nécessaire):

- EAU POTABLE
- Besoins familiaux avec usage alimentaire
- Besoins familiaux sans usage alimentaire
- Artisanat-industrie avec usage alimentaire
- Artisanat-industrie sans usage alimentaire
- Géothermie avec prélèvement d'eau
- Irrigation
- Elevage. Préciser : Porcins
- Autre avec usage alimentaire. Préciser :
- Autre sans usage alimentaire. Préciser :

Pièces à fournir obligatoirement :

- 1 plan de situation à l'échelle 1 / 25000^{ème} avec localisation du forage.
- 1 plan cadastral ou plan parcellaire PAC avec l'indication précise de l'emplacement de l'ouvrage.
- 2 photos intérieure et extérieure de l'ouvrage
- 3 sources de pollution dans un rayon de 35 mètres et 50 mètres de l'ouvrage
- 4 analyses de l'eau prélevée sur les trois derniers mois

Tout autre document utile à la compréhension du dossier peut être joint.

At [Mauron] Le [2] [10] 2019

Brient
(signature)

Le déclarant :

(1) *rayer la mention inutile*

Renseignements : Direction Départementale des territoires et de la mer – service eau biodiversité – pôle police de l'eau
Dossier complet en 1 exemplaire à faire parvenir à : Direction Départementale des territoires et de la mer



LABORATOIRE D'ANALYSE VÉTÉRINAIRE DE BROCELIANDE

Rue Pasteur - ZA de Maupas - 35290 SAINT MEEN LE GRAND
Tél. 02 23 43 11 34 - laboratoiredebroceliande@yahoo.fr



EARL BIOCOCHON

17 Le gretay
56430 MAURON

ANALYSE D'EAU

St Meen le Grand, 10 Septembre 2019

| | | |
|--------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------|
| GB 2019-1212 A | EARL BIOCOCHON 56430 MAURON | Lot : Non précisé |
| Date de réception : 03/09/2019 | | Porcin Age : Non précisé |

| Nature | Temperature | Traitement |
|--------|-------------|------------|
| Forage | Froide | Aucun |

| PARAMETRES | UNITES | CRITERE QUALITE* | Robinet du sas |
|--|--------------|------------------|----------------|
| Bactériologique | | | |
| Escherichia coli à 44° | /100 ml | 0 | 0 |
| Escherichia coli /100 ml à 37° NF EN ISO 9308-1 | UFC / 100 ml | 0 | 0 |
| Germes totaux revivifiables (44 +/- 4h à 36 +/- 2°C) NF en ISO 6222 | UFC / ml | <10 | 0 |
| Coliformes totaux NF en ISO 9308-1 (à 37°C) | UFC / 100 ml | 0 | 0 |
| Coliformes thermotolérants à 44°C | UFC / 100 ml | 0 | 0 |
| Anaérobies sulfite-réducteurs Méthode adaptée de NF en ISO 26461 - 2 | UFC / 100 ml | 0 | 0 |
| Entérocoques NF Méthode alternative | UFC / 100 ml | 0 | 0 |

| PARAMETRES | UNITES | CRITERE QUALITE* | Robinet du sas |
|---------------|--------|------------------|----------------|
| Chimie | | | |
| pH | | Entre 6.5 et 8.5 | 7.32 |
| Nitrites | mg / l | <0.1 | 0.664 |
| Nitrates | mg / l | <50 | 19 |
| Fer | mg / l | <0.2 | 0.05 |
| Manganèse | mg / l | <0.05 | 0.205 |
| Dureté totale | en °F | <15 | 16.2 |

Dans le cas d'adduction, un contrôle bactériologique / an et une chimie. Sinon deux contrôles bactériologiques / an et une chimie. (* Normes officielles)

Observation :

Duplicata :

Elisa HOUIS-DELAHAYE
Technicienne

Siège social

Rue Pasteur - ZA de Maupas
35290 SAINT MEEN LE GRAND
Tél. +33 (0)2 23 43 11 34

Parc d'activités de Brocéliande
56430 MAURON
Tél. +33 (0)2 97 22 63 24

9, rue de Grosset
35360 MONTAUBAN
Tél. +33 (0)2 99 61 12 12



PJ - 23.- Note relative aux mesures d'évitement et de réduction

De nombreuses mesures d'évitement et de réduction des nuisances potentielles ont déjà été présentées en PJ 6.

PJ 23.1 – Mesures d'évitement et de réduction d'opportunité : orientation vers un élevage bio avec réduction de cheptel

Sylvain Brient souhaite s'installer en tant que chef d'exploitation. Son choix de mode d'élevage s'est porté sur le porc bio car ce marché est actuellement plus porteur que le porc conventionnel et que la demande en viande de porc bio est croissante. La viande de porc bio est mieux valorisée que de la viande standard. L'élevage bio offre de bonnes conditions de bien-être animal du fait du cahier des charges relatif au mode de logement des porcs et de préservation de l'environnement du fait de la limitation des intrants.

Sylvain souhaite employer un salarié. De cette manière il est plus aisé de concilier vie familiale et vie professionnelle. Pour travailler à deux, il est nécessaire, en terme de revenus, de disposer d'un cheptel de 115 truies. En conventionnel, ce projet aurait conduit à un cheptel de 300 truies. Le choix de la production biologique permet ainsi de réduire la taille du cheptel, ce qui conduit à une moindre production d'effluents et donc une moindre charge polluante.

PJ 23.2 – Mesures d'évitement et de réduction géographiques

Sylvain exploite un atelier de porc conventionnel sur la commune de Mauron qu'il a repris en 2016.

Pour créer son atelier bio, il a fait le choix de reprendre une exploitation agricole existante ce qui évite d'avoir une création de nouveau site d'élevage. La surface est suffisamment grande pour permettre des extensions et création de bâtiment.

Le choix du site a été guidé par les critères suivants :

- Site d'élevage en propriété
- Site isolé sans habitation dans le rayon des 100 m autour des constructions prévues
- Site desservi par des axes routiers permettant un accès aisé aux camions
- Site ne se trouvant pas dans un milieu naturel sensible
- Site à distance réglementaire des voisins et des points d'eau.

La haie présente à l'Ouest des bâtiments sera conservée. Une trouée sera réalisée pour le passage vers le quai d'embarquement. L'éleveur souhaite conserver cette haie pour l'intégration paysagère et pour la protection contre les vents.

La trame bocagère présente autour du site d'élevage sera conservée telle quelle et entretenue régulièrement.

PJ 23.3 – Mesures d'évitements et de réduction techniques

Conduite d'élevage

Mesures d'évitement

Le fait d'avoir la totalité des places d'engraissement sur site permet d'éviter le trafic routier inhérent au transport de porcelets et limite les risques sanitaires. Il en va de même pour le choix de l'auto renouvellement qui évite le transport de jeunes truies extérieures.

Mesures de réduction

Les critères de biosécurité (marche en avant, circuit propre/ circuit sale,...) ont été intégrés lors de la conception du projet de manière à réduire les risques de contamination.

Une réflexion est menée sur la génétique du futur troupeau afin qu'il soit le plus adapté possible aux conditions d'élevage bio (truies maternels, animaux assez robustes, prolificité moyenne afin d'avoir des porcelets résistants...). Ceci permet de réduire les risques sanitaires et de sécuriser les performances technico-économiques.

Mode de logement

Le mode de logement, à savoir sur litière paillée, avec des courettes extérieures est imposé par le cahier des charges bio. Il en va de même pour le dimensionnement des porcheries qui doivent respecter des surfaces minimales pour chaque catégorie d'animaux.

Mesures d'évitement

La ventilation naturelle évite la consommation d'énergie. Ce type de ventilation ne génère pas de bruit ni de vibration.

Mesures de réduction

La mise en place de niches à porcelets permet d'économiser de l'énergie puisque l'on ne chauffe qu'un petit volume.

La présence de fenêtre et les ouvertures des cases sur l'extérieur permettent de réduire considérablement les consommations d'énergie pour l'éclairage.

Mode d'alimentation et d'abreuvement

Mesures d'évitement

Les aliments sont distribués selon le stade physiologique de l'animal ce qui permet d'avoir l'alimentation la plus adaptée ce qui permet de réduire les éléments excrétés, notamment l'azote.

Le choix du mode d'abreuvement permet d'éviter le gaspillage d'eau.

Conditions de travail

Mesures de réduction

L'investissement dans une pailleuse sur tracteur ou automatique permettra de réduire les risques de pathologies inhérentes à la manipulation de la paille.

Mode de gestion des effluents

Mesures d'évitement

Le dimensionnement des ouvrages de stockage (fumière FU et fosse) prend en compte la destination des effluents et les périodes d'interdiction d'épandage. Ceci permet d'éviter d'éventuelles fuites vers le milieu.

Globalement, dans la filière bio française, on observe un déficit d'effluent bio par rapport aux cultures bio. Il n'y a donc pas dans cette filière « d'excédent structurel ». La fourniture de fumiers permet de fournir les exploitations bios laitières et céréalières sur le secteur

Mesures de réduction

Sylvain a sécurisé les débouchés pour les effluents de la manière suivante :

- Les fumiers et purins seront épandus sur les terres en propre de l'exploitation.
- Les fumiers excédentaires seront épandus chez un agriculteur local qui a signé une convention d'épandage. Le plan d'épandage de cette exploitation a été mis à jour.

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| I - FORMULAIRE CERFA..... | 1 |
| II. – PIECES OBLIGATOIRES JOINTES A LA DEMANDE D'ENREGISTREMENT | 15 |
| PJ - 1. - Carte au 1 / 25 000^{ème} | 15 |
| PJ - 2. - Plan des abords au 1 / 2 500^{ème} | 17 |
| PJ - 3. - Plans d'ensemble au 1 / 200^{ème} | 19 |
| PJ - 4. - Compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le document d'urbanisme | 26 |
| PJ - 5. - Capacités techniques, main d'œuvre et capacités financières de l'exploitant | 27 |
| PJ - 5.1 - Capacités techniques..... | 27 |
| PJ - 5.2 – Main d'œuvre | 27 |
| PJ - 5.3 - Capacités financières | 28 |
| a) Propriété | 28 |
| b) - Assurances..... | 28 |
| c) - Les investissements et le financement prévu | 28 |
| d) - Le contrat de commercialisation des porcs | 29 |
| e) - Etude économique prévisionnelle | 29 |
| PJ - 6. - RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES | 31 |
| Guide de justification de conformité à l'arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à Enregistrement sous les rubriques 2101 (bovins), 2102 (porcins) et 2111 (volailles, gibier à plumes) | 32 |
| Article 1 : Prescriptions applicables aux ICPE soumises à Enregistrement sous les rubriques 2101, 2102 et 2111 | 39 |
| DISPOSITIONS GENERALES..... | 39 |
| Article 3 : Conformité de l'installation aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement | 39 |
| Article 4 : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :..... | 39 |
| Article 5 : Distances d'implantation des bâtiments d'élevage et de leurs annexes..... | 40 |
| Article 6 : Dispositions permettant d'intégrer l'installation dans le paysage | 41 |
| Mesures prévues pour l'intégration paysagère | 44 |
| Article 7 : Préservation de la biodiversité végétale et animale, maintien des infrastructures agro- écologiques | 45 |
| PREVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS..... | 47 |
| GENERALITES | 47 |
| Article 8 : recensement des parties de l'installation qui en raison de la présence de gaz ou de liquides inflammables sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion..... | 47 |
| Article 9 : Fiches de données de sécurité..... | 47 |
| Article 10 : Etat de propreté et lutte contre les nuisibles | 50 |
| DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES..... | 52 |
| Article 11 : Etanchéité des bâtiments, stockages des aliments, des effluents | 52 |
| Article 12 : Accessibilité des bâtiments et annexes d'élevage aux services d'incendie et de secours | 56 |
| Article 13 : Moyens de lutte contre l'incendie..... | 60 |
| DISPOSITIF DE PREVENTION DES ACCIDENTS | 61 |

| | |
|--|------------|
| Article 14 : Installations électriques et techniques..... | 61 |
| DISPOSITIF DE RETENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES..... | 63 |
| Article 15 : Modalités de stockage de produits liquides inflammables ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement..... | 63 |
| EMISSIONS DANS L'EAU ET DANS LES SOLS..... | 64 |
| PRINCIPES GENERAUX..... | 64 |
| Article 16 : Compatibilité du fonctionnement de l'installation avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L212-1 et suivants du code de l'environnement..... | 64 |
| PRELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU..... | 65 |
| Article 17 : Prélèvement en eau de l'activité élevage, dispositions pour limiter la consommation d'eau.... | 65 |
| Article 18 : Dispositif de mesure totaliseur, dispositif de dis connexion par rapport au réseau public..... | 68 |
| Article 19: Réalisation ou cessation d'utilisation de forage..... | 68 |
| GESTION DU PATURAGE ET DES PARCOURS EXTERIEURS..... | 68 |
| Article 20 : Gestion des parcours extérieurs..... | 68 |
| Article 21: RAS..... | 68 |
| Article 22 : Points d'abreuvement..... | 68 |
| COLLECTE ET STOCKAGE DES EFFLUENTS..... | 69 |
| Article 23 : Modalités de stockage des effluents (article 23)..... | 69 |
| Article 24 : Gestion des eaux pluviales..... | 85 |
| Article 25 : Rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines..... | 85 |
| EPANDAGE ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS..... | 85 |
| Article 26 : Mode de gestion des effluents..... | 85 |
| Articles 27.1 à 27.5 : Gestion des effluents par épandage..... | 88 |
| Article 28 : Traitement des effluents..... | 122 |
| Article 29 : Compostage des effluents..... | 122 |
| Article 30 : Gestion des effluents par exportation hors plan d'épandage..... | 122 |
| EMISSIONS DANS L'AIR..... | 123 |
| Article 31 : Emissions dans l'air (odeurs, gaz, poussières)..... | 123 |
| BRUIT..... | 130 |
| Article 32 : Bruit et vibrations..... | 130 |
| DECHETS ET SOUS-PRODUITS ANIMAUX..... | 134 |
| Article 33 : Gestion des déchets..... | 134 |
| Article 34 : Gestion des animaux morts, des emballages et des déchets de soins vétérinaires..... | 135 |
| Article 35 : Gestion des déchets non valorisables..... | 135 |
| AUTOSURVEILLANCE..... | 136 |
| Article 36 : Tenue d'un registre de parcours..... | 136 |
| Article 37 : Tenue d'un cahier d'épandage..... | 136 |
| Article 38 : Surveillance des installations de traitement..... | 136 |
| Article 39 : Surveillance du compostage..... | 136 |
| III. – PIECES SPECIFIQUES JOINTES A LA DEMANDE D'ENREGISTREMENT..... | 137 |
| PJ - 7.- Demande d'aménagement aux prescriptions générales..... | 137 |
| PJ - 8 et 9.- Remise en état du site..... | 140 |
| PJ - 10.- Justificatif du dépôt de permis de construire..... | 140 |
| PJ - 11.- Justificatif du dépôt d'une demande d'autorisation de défrichement..... | 142 |
| PJ - 12.- Compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes..... | 143 |
| PJ - 12.1. - Liste des plans et programmes en vigueur sur le territoire du projet et lien avec le projet..... | 143 |
| PJ - 12.2. - Compatibilité du projet avec le SDAGE* et le SAGE** (article 16)..... | 145 |
| Compatibilité du projet avec le SDAGE Loire Bretagne..... | 145 |
| Compatibilité du projet avec le SAGE..... | 147 |

| | |
|---|----------------|
| PJ - 12.3. - Compatibilité du projet avec le programme d'action national et régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates..... | 149 |
| PJ - 12.4. - Compatibilité avec le plan de prévention des déchets..... | 157 |
| PJ - 12.5. - Compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale | 159 |
| PJ n°12.6. - Compatibilité avec plan de prévention des risques naturels d'inondations | 160 |
| PJ - 13. - Evaluation des incidences Natura 2000 | 160 |
| PJ - 13.1. - La notion d'étude d'incidences | 160 |
| PJ - 13.2. - Situation des zones Natura 2000 par rapport au projet..... | 163 |
| IV. – AUTRES PIECES VOLONTAIREMENT TRANSMISES PAR LE DEMANDEUR | 164 |
| PJ - 18.- Note descriptive de l'élevage..... | 164 |
| PJ - 18.1. – Type d'élevage et cahier des charges bio | 164 |
| PJ - 18.2. –Conduite en bande | 164 |
| PJ - 18.3. – Effectifs et Production | 165 |
| PJ – 18.4. – Porcheries et nombre de places | 165 |
| PJ – 18.5. – Description des bâtiments et modes de logements | 166 |
| Matériaux, et type de ventilation | 166 |
| Mode de logement | 167 |
| PJ – 18.6.- Mode d'alimentation..... | 168 |
| Provenance, fabrication de l'aliment..... | 168 |
| Distribution de l'aliment | 168 |
| Caractéristiques de l'aliment | 168 |
| Estimation de la consommation en aliment | 168 |
| PJ - 19.- Extrait K bis..... | 169 |
| PJ - 20.- Attestation bancaire en vue du financement du projet..... | 171 |
| PJ - 21.- Déclaration de changement de nom | 173 |
| PJ - 22.- Déclaration d'existence et analyse de l'eau du forage | 175 |
| PJ - 23.- Note relative aux mesures d'évitement et de réduction | 180 |
| PJ 23.1 – Mesures d'évitement et de réduction d'opportunité : orientation vers un élevage bio avec réduction de cheptel..... | 180 |
| PJ 23.2 – Mesures d'évitement et de réduction géographiques | 180 |
| PJ 23.3 – Mesures d'évitements et de réduction techniques..... | 181 |
| Conduite d'élevage | 181 |
| Mode de logement | 181 |
| Mode d'alimentation et d'abreuvement | 181 |
| Conditions de travail | 181 |
| Mode de gestion des effluents | 182 |
| SOMMAIRE..... | 183 |